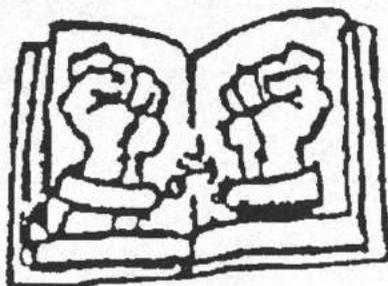


# **Cahiers du mouvement ouvrier**



**C.E.R.M.T.R.I.**  
Centre d'Etudes et de Recherches  
sur les Mouvements Trotskyste  
et Révolutionnaires Internationaux

**N° 3 - SEPTEMBRE 1998**



# **Cahiers du mouvement ouvrier**

**Rédacteurs : Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine**

ISSN 1287-25-98

Commission paritaire en cours

Directeur de la publication :

Jean-Jacques Marie

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Imprimerie ROTINFED 2000 - Paris



## SOMMAIRE

- **Présentation** ..... p. 5
  
- **La Grande Terreur**  
(Vadim Rogovine)
  - **Dans les arcanes du bureau politique** ..... p. 11
  - **La liquidation du comité central** ..... p. 13
  
- **Le mouvement trotskyste mondial dans les années 1930**  
à travers les documents internes du Comintern ..... p. 21  
(Mark Goloviznine)
  
- **Le dossier Aoussem**  
(dirigeant trotskyste “disparu” en 1936) ..... p. 35  
(Mark Goloviznine)
  
- **L’assassin de Kirov et son journal** ..... p. 43  
(Jean-Jacques Marie)
  
- **David Riazanov, le “dissident rouge”** ..... p. 61
  
- **L’année 1938 dans les souvenirs de Blagoi Popov** ..... p. 71
  
- **Un crime du stalinisme :**  
l’évacuation du Goulag en 1941-1942 ..... p. 77
  
- **Le “printemps de Prague”**  
et l’invasion de la Tchécoslovaquie en 1968  
à travers les souvenirs de Piotr Chelest,  
membre du bureau politique du PCUS  
et secrétaire du PC ukrainien ..... p. 83
  
- **Daniel Guérin :**  
le Front populaire et les colonies ..... p. 101

- Pages oubliées
  - Marceau Pivert : James Maxton (1885-1946).
    - Discours de James Maxton aux Communes (1922) ..... p. 111
  - Articles du journal ouvrier polonais *Proletaryat* (1883-1884) ..... p. 115
  - Louis Lecoin : l'année 1910 ..... p. 119
- Pages choisies
  - Nicole Bossut :
    - Chaumette, porte-parole des sans-culottes* ..... p. 123
  - Eric Cavaterra :
    - La Banque de France et la Commune de Paris (1871)* ... p. 127
- Correspondance ..... p. 131
- Chronique des falsifications ..... p. 137
- Deux documents du CERMTRI sur l'Italie ..... p. 145

### **Remerciements**

La traduction des textes de Vadim Rogovine a été assurée par Philippe Mennecier, celle des textes de Mark Goloviznine et des dossiers Aoussem et Riazanov par Jean-Jacques Marie.

Les souvenirs de Popov ont été traduits par Marc Teulin, les articles de *Proletariat* par Olivier Simon.

# Présentation

Ce numéro poursuit la publication des études de Vadim Rogovine sur la grande purge stalinienne de 1937-1938 dans le Parti communiste russe (PCR[b]). Rogovine en dresse ici le bilan dévastateur parmi les organismes dirigeants du parti lui-même à partir des documents d'archives accessibles depuis peu.

Sur la base du fonds 495 des archives de l'ex-Institut du marxisme-léninisme (CRCEDHC), Mark Goloviznine étudie la façon dont les correspondants ou émissaires du Comintern représentaient le mouvement trotskyste international dans les années 1935-1940 dans leurs documents à usage interne.

Cette étude est suivie d'extraits du dossier de Vladimir Christianovitch Aoussem (1885-1936), militant bolchevique, dirigeant de l'Opposition de gauche en URSS de 1927 à sa mort énigmatique en 1936. Ce dossier nous a été transmis par sa petite-fille, dont le père (le fils, donc, de Vladimir Christianovitch), commandant de brigade, a été fusillé en octobre 1937 sous l'accusation de participation à un complot fasciste, comme les maréchaux et généraux soviétiques liquidés en juin 1937 (Toukhatchevski, Iakir, Egorov, Primakov, etc.). Il comprend entre autres des extraits d'une adresse de sept dirigeants de l'Opposition de gauche en exil (dont Aoussem) au XVI<sup>e</sup> Congrès du Parti bolchevique (26 juin-13 juillet 1930), texte resté à ce jour complètement inconnu et dont le contenu doit être apprécié en fonction des circonstances dans lesquelles il a été écrit : lorsque le lancement hâtif et accéléré de l'industrialisation provoque des désordres sans nombre et une dégradation de la condition ouvrière, et que le lancement brutal d'une collectivisation totale — qui plus est, sans les moyens financiers et mécaniques adéquats, et donc brutale — a provoqué des centaines de révoltes paysannes, qui ne sont

pas toutes — loin de là — des révoltes de paysans riches (koulaks) et mettent en péril à la fois le régime et la possibilité d'une authentique collectivisation.

Des extraits d'une version du journal de l'assassin de Kirov, Nicolaïev, qui nous a été fournie par le descendant d'un responsable des Komsomols de Leningrad au moment de l'assassinat, éclairent certains aspects de ce meurtre, qui a marqué le prétexte et le début de la grande purge stalinienne.

L'une des grandes victimes de cette purge fut David Riazanov, président pendant dix ans de l'Institut Marx-Engels. Staline le fit fusiller le 21 janvier 1938 — le jour anniversaire de la mort de Lénine — sans avoir pu briser la résistance du vieil homme. Un ouvrage lui a été consacré sous le titre *Le Dissident rouge* par deux chercheurs, russe et allemand (Jacob Rokitianski et Richard Müller), aux éditions Academia, à Moscou, en 1996. Il comprend une biographie détaillée de David Riazanov et des documents d'archives, dont quelques brefs passages sont ici reproduits.

Des extraits des souvenirs de Blagoï Popov, l'un des trois accusés du procès de Leipzig organisé par les nazis en 1933, membre du bureau politique du Parti communiste bulgare, apportent quelques précisions sur la répression en 1937-1938, entre autres sur le "général Kleber".

Un article sur l'évacuation par le NKVD des détenus des camps et prisons menacés par l'avance de la Wehrmacht en 1941 et 1942 illustre l'un des nombreux crimes du stalinisme. Il repose sur des documents d'archives du ministère de l'Intérieur (MVD), non cotés dans l'article, car leur photocopie nous en a été fournie il y a six ans par un collaborateur du ministère de l'Intérieur avant leur dépôt aux archives de la Fédération de Russie.

Il y a trente ans, commençait en Tchécoslovaquie le mouvement qui a reçu le nom de "Printemps de Prague", qui a suscité en retour l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes de cinq pays du pacte de Varsovie (URSS, Pologne, RDA, Bulgarie, Hongrie) et la normalisation. Piotr Chelest, membre du bureau politique du PCUS et premier secrétaire du PC ukrainien, a joué un rôle central dans les rapports entre le Kremlin et les "forces saines" du PC tchécoslovaque, c'est-à-dire le groupe qui a fini par fournir au Kremlin la lettre (anonyme...) appelant les troupes soviétiques à la rescousse. Chelest a publié ses souvenirs à un tirage confidentiel en 1992. L'évocation de cette période repose sur une analyse de ces souvenirs, qui donnent des détails souvent inédits.

La reproduction de deux articles de Daniel Guérin, alors membre de la Gauche révolutionnaire de la SFIO, publiés en 1937, rappelle quelques éléments, trop souvent passés sous silence, de la politique

du gouvernement de Front populaire à l'égard des organisations "nationalistes" dans les colonies françaises.

Un article consacré au dirigeant de l'Independent Labour Party britannique James Maxton et des extraits de son discours à la Chambre des communes d'août 1923, qui lui valut sa suspension de cette assemblée, et des extraits des souvenirs de l'anarchiste Louis Lecoin rappellent des moments importants mais oubliés de la lutte des classes internationale.

La reproduction d'articles inédits en français du premier journal socialiste polonais, *Proletaryat* (1883-1884), rappelle les conditions dans lesquelles s'est constitué le mouvement ouvrier à la fin du siècle dernier.

La "Chronique des falsifications" attire l'attention sur la désinvolture grossière avec laquelle des "spécialistes" et des "universitaires" connus trafiquent les faits eux-mêmes pour tenter de discréditer par tous les moyens le "communisme", assimilé au stalinisme falsificateur... comme ils le sont eux-mêmes.

La présentation de deux *Cahiers du CERMTRI* consacrés à la lutte des classes en Italie et la reproduction de certaines lettres adressées à la rédaction des *Cahiers* complètent ce numéro, encore axé essentiellement sur le Parti bolchevique et le stalinisme.

**Jean-Jacques Marie**

*Пролетарии всех стран, соединяйтесь!*

**СТРОГО СЕКРЕТНО.**

**ВСЕСОЮЗНАЯ Коммунистическая Партия (Большевиков). ЦЕНТРАЛЬНЫЙ КОМИТЕТ.**

40E83/75/с.

Января 1926 г.

Тов. *С. Г. Мухоморов*

Выписка из протокола № 83 заседания Оргбюро ЦК от 5/VI-1925 года.

С л у ш а л и :

П о с т а н о в и л и :

75.0 пересылке секретной переписки Губкомами, Обкомами, Крайкомами и Нац. ЦК в ЦК РКП(б).

75. Подтвердить что секретная корреспонденция Губкомами, Обкомами, Крайкомами и Нац. ЦК в ЦК РКП(б) пересылается исключительно через фельдшерский корпус ОГПУ.



Секретарь ЦК: *А. В. Луцкий*

(3-7)

ВЕС ПРАВА ПУБЛИКИ

Ф. *528* оп. *2* д. *8* л. л. *1*

Ultra-secret

Parti communiste pansoviétique  
(bolchevique)

Comité central

Extrait du procès-verbal n° 83 de la réunion du bureau d'organisation du CC du 5 VI 1925.

Soumis :

Décidé :

75 : A propos de l'envoi de la correspondance secrète adressée par les comités de province, de district, de territoires et par les CC des partis nationaux au CC du PCR(b).

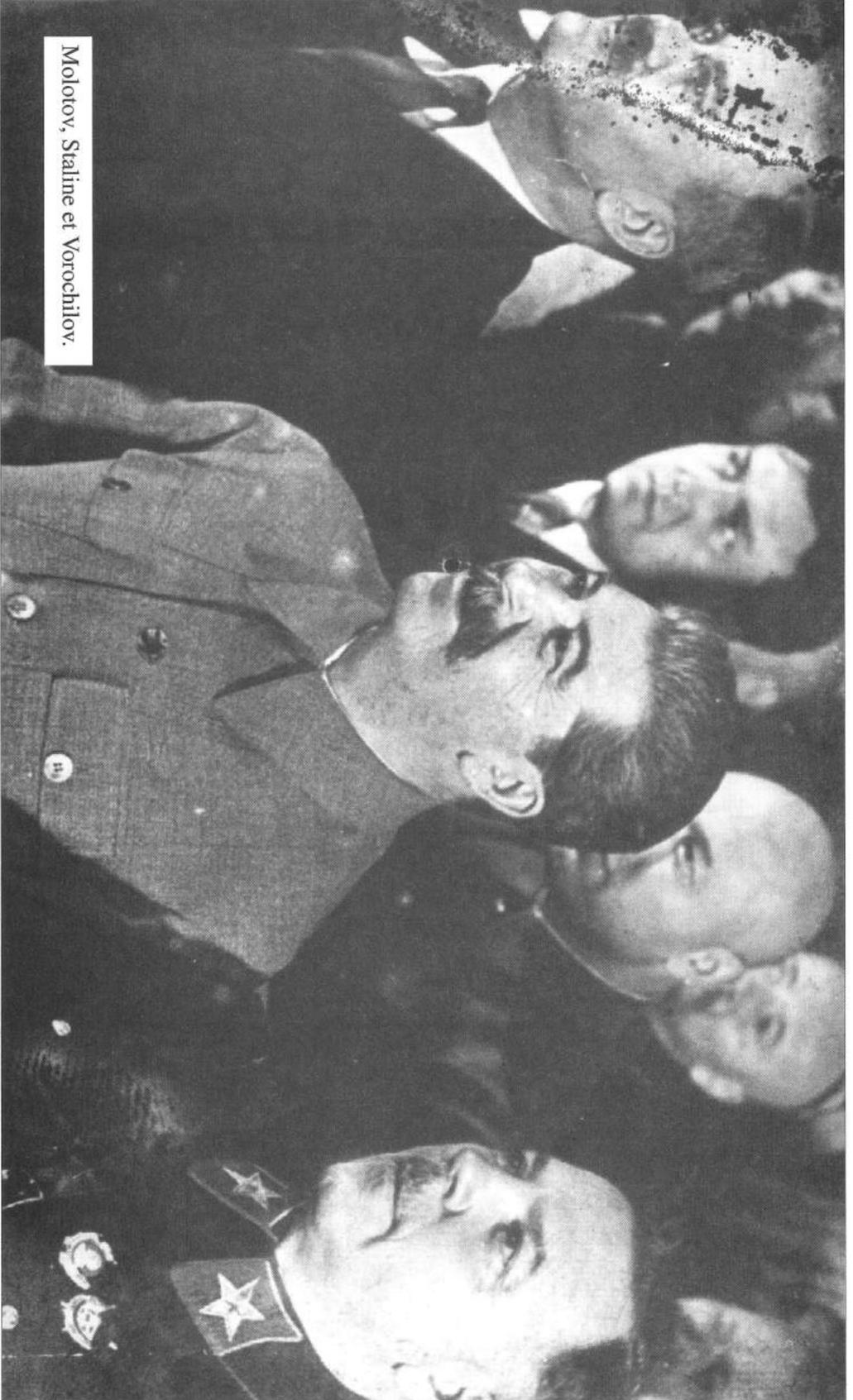
75 : La correspondance secrète adressée par les comités de province, de district, de territoires et par les CC des partis nationaux au CC du PCR(b) est envoyée exclusivement par le canal du service du courrier du Guépéou.

# **La Grande Terreur**

**(Vadim Rogovine)**

**Dans les arcanes  
du bureau politique**

**La liquidation  
du comité central**



Molotov, Staline et Vorochilov.

## Dans les arcanes du bureau politique

**A**u plénum du comité central du 10 février 1934 fut élu un bureau politique composé de dix membres (Staline, Molotov, Kaganovitch, Vorochilov, Kalinine, Ordjonikidze, Kouïbychev, Kirov, Andreev et Kossior) et de cinq suppléants (Mikoïan, Tchoubar, Petrovski, Postychev, Roudzoutak). Cette liste, qui reprend l'ordre du communiqué, reflète bien quelle était la place de chacun dans la hiérarchie et sa popularité dans le parti et dans le pays (ou, plus exactement, la popularité que la propagande officielle lui attribuait).

Il n'y aura aucune modification dans la composition de ce bureau avant 1937, si ce n'est au plénum de 1935, où Mikoïan et Tchoubar furent élus membres, et Jdanov et Eikhe, suppléants. Avant le plénum de février-mars 1937, le bureau politique comprenait neuf membres (Kirov, Kouïbychev et Ordjonikidze étaient morts) et cinq suppléants. Deux membres et trois suppléants avaient été victimes des purges, le suppléant Petrovski avait été destitué, les autres membres avaient été réélus au XVIII<sup>e</sup> Congrès et Jdanov était passé membre après le XVIII<sup>e</sup> Congrès.

Beaucoup d'ouvrages étrangers sur la grande purge expliquent que les membres et les suppléants victimes des répressions faisaient partie d'un "groupe libéral", qui aurait tenté de s'opposer à la terreur stalinienne. Par exemple, Avtorkhanov affirme que Kossior, Tchou-

bar, Roudzoutak et Postychev avaient pris position avec Ordjonikidze contre le procès de Rykov et Boukharine (1). Les sources qui sont devenues accessibles récemment montrent que cette explication ne repose sur rien. La "sélection" de Staline s'explique par d'autres raisons, et très certainement par sa défiance envers les "étrangers". Postychev était le seul Russe parmi les cinq victimes. Roudzoutak et Eikhe étaient Lettons, Kossior, Polonais, et Tchoubar, Ukrainien. Ils n'avaient jamais fait partie de l'entourage de Staline et, à l'exception de Roudzoutak (et à partir de 1934, de Tchoubar), ils n'avaient pas participé à l'activité quotidienne de la direction du Kremlin, puisqu'ils n'étaient pas à Moscou. En 1937, Eikhe et Kossior furent mutés à Moscou, mais ils seront arrêtés quelques mois après et exclus du parti sans la moindre consultation formelle des membres du comité central.

Eikhe avait été nommé en octobre 1937 commissaire à l'Agriculture et il avait suscité l'approbation de Staline en intervenant au plénum de 1938. Il fut néanmoins arrêté le 29 avril 1938.

Kossior avait été nommé en janvier 1938 vice-président du Conseil des commissaires du peuple et président de la commission de contrôle de ce conseil. Pourtant, il sera destitué en avril de toutes ses fonctions et sera arrêté en mai.

(1) *Oktiabr* ("Octobre"), 1992, 8, pp. 158-159.

Il n'y eut à ce sujet ni décision du bureau politique ni échange de vues entre ses membres (2).

L'une des causes de son arrestation fut peut-être d'avoir commis une faute inadmissible aux yeux de Staline : il avait tenté d'intercéder en faveur de son frère Vladimir, trotskyste insoumis, qui était en déportation depuis 1928. Au début de 1936, celui-ci avait écrit une lettre furieuse à son frère pour exiger la libération de sa femme, qui venait d'être arrêtée. Kossior avait transmis la lettre à Iejov pour qu'il examine l'affaire. Staline l'apprit et s'indigna vivement que "Kossior croie pouvoir se mêler de cette manœuvre de chantage" (3).

Vlass Tchoubar, lui, avait été promu en janvier 1938 au poste de premier vice-président du Conseil des commissaires du peuple. Le 16 juin 1938, le bureau politique adopta une résolution qui disait :

*"Etant donné que les déclarations de Kossior, Eikhe, T. Tchoubar (le frère de Vlass Tchoubar), ainsi que celles de Roudzoutak et d'Antipov, font planer le doute sur Vlass Tchoubar, le bureau politique du CC ne croit pas possible de le maintenir parmi ses membres ni au poste de vice-président du Conseil des commissaires du peuple ; il considère qu'il est seulement possible de lui attribuer une fonction à l'essai en province."*

Le lendemain, le bureau politique adoptait une autre résolution le nommant responsable de la construction du combinat de cellulose de Solikamsk (4).

Khrouchtchev, qui assista à la dernière conversation téléphonique de Staline avec Tchoubar, rapporte que Staline avait dit ensuite à son entourage : « "Tchoubar pleure, il s'inquiète, il veut prouver son honnêteté" et il avait vraiment l'air de le plaindre et de compatir à ses soucis. Et je fus très étonné lorsque, le lendemain même, Tchoubar fut arrêté » (5).

Les membres et les suppléants du bureau politique victimes des répressions

se distinguaient toujours, avant leur arrestation, par une obéissance indéfectible et assuraient le tribunal de leur total accord avec la politique de Staline, qu'ils appelaient comme d'habitude la politique du parti. *"Personnellement, déclarait Roudzoutak, je n'ai jamais eu aucune pensée contre la politique de notre parti."* Eikhe disait qu'il mourrait *"avec la même foi dans la justesse de la politique du parti qu'il avait cru en elle durant toute son activité"* (6).

Petrovski sera le seul membre du bureau politique à être destitué de ses fonctions de direction tout en échappant à la répression. En janvier 1938, il avait été élu vice-président du Soviet suprême et, un mois après, pour ses 60 ans, décoré de l'ordre de Lénine. Il devait tomber en disgrâce peu de temps après, apparemment parce que son fils et son gendre avaient été arrêtés, et que son second fils, commandant de corps d'armée, avait été chassé de l'armée. En 1939, Petrovski fut destitué de toutes ses fonctions et resta un an sans travail, jusqu'à ce que son vieux camarade Samoïlov, directeur du Musée de la Révolution, lui propose d'être vice-directeur.

Selon Khrouchtchev, s'il échappa à la répression, c'est parce que, *"après la révolution, il n'était plus considéré dans le parti comme un organisateur actif. Il y jouait pour ainsi dire le rôle d'une icône. Aussi Petrovski ne présentait-il aucun danger pour Staline, et il fut donc suffisant de le cacher au Musée de la Révolution"* (7).

(2) *Reabilitatsia* ("Les Réhabilitations"), p. 39.

(3) Khlebnouk O. V. : *Politbiouro. Mekhanizmy politicheskoi vlasti v 30-e gody* ("Le Bureau politique. Les mécanismes du pouvoir politique dans les années 1930"), p. 240.

(4) *Stalinskoe Politbiouro v 30-e gody* ("Le Bureau politique de Staline dans les années 1930"), pp. 167-168.

(5) *Voprossy istorii* ("Questions d'histoire") 1992, 2-3, p. 86.

(6) *Reabilitatsia*, pp. 36-37.

(7) *Voprossy istorii*, 1990, 3, p. 79.

# La liquidation du comité central

**L**ES historiens qui recherchent l'origine de la Grande Terreur dans les institutions du parti du temps de Lénine se réfèrent le plus souvent à la résolution "*Sur l'unité du parti*", adoptée au X<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste de Russie (bolchevique). Il est indiscutable que cette résolution, élaborée dans les conditions extrêmes de la révolte de Cronstadt, a considérablement réduit la démocratie du parti. Il s'agit notamment du paragraphe 7, qui accorde au comité central le droit d'appliquer envers ses membres "*toute mesure disciplinaire, y compris l'exclusion pour ceux qui enfreignent la discipline du parti, créent des fractions ou les tolèrent*" (1).

Dans son discours de conclusion, Lénine avait clairement dit devant le congrès que ce paragraphe contredisait les statuts du parti et le principe du centralisme démocratique. Il avait exprimé l'espoir que cette mesure extrême, provoquée par la menace d'éclatement du parti en différentes fractions, ne serait pas appliquée (2).

Et, bien sûr, personne ne pouvait imaginer que ce paragraphe permettrait un jour d'exclure et encore moins d'éliminer la très grande majorité des membres du comité central.

## "Dégager les voies"

Pour justifier les purges de 1936-1937 dans le comité central, Molotov prétend que tout était conforme aux statuts du parti et au principe du centralisme démocratique. "*Il n'y avait aucune disposition prévue pour que la minorité exclût la majorité, disait-il. Cela s'est fait graduellement. Soixante-dix en ont exclu dix ou quinze, puis soixante en ont encore exclu quinze... Finalement, il ne resta au CC qu'une minorité de cette majorité... Ce fut un processus graduel, quoiqu'assez rapide, pour dégager les voies*" (3).

En dépit de ces considérations sophistiquées, le "dégagement des voies", c'est-à-dire la liquidation de la majorité du comité central, ne s'est pas fait sans beaucoup de violations, notamment en ce qui concerne le mode d'exclusion mentionné dans la résolution, à savoir le

(1) *KPSS v rezolioutsiaxh i recheniaxh* ("Le PCUS dans les résolutions et les décisions"), t. 2, Moscou, 1970, pp. 220-221.

(2) Lénine, *Œuvres complètes*, t. 43, p. 108.

(3) Tchouïev F., *Sto sorok bessed s Molotovym* ("Cent quarante conversations avec Molotov"), p. 463.

nécessaire débat au plénum. En réalité, seule l'affaire de Boukharine et Rykov a été examinée lors de deux plénums.

Après le plénum de février-mars 1937, l'exclusion de membres du comité central se faisait par consultation, puis on votait sur des listes. Aux plénums de juin 1937, d'octobre 1937 et de janvier 1938, 36 membres et 39 suppléants furent exclus sur listes, c'est-à-dire plus de la moitié du CC (4). Plusieurs avaient été arrêtés avant le vote.

Le plénum de juillet entérina l'exclusion de 8 membres ou suppléants arrêtés en avril-mai 1937. En outre, dès le premier jour des travaux, 26 autres furent exclus, et encore 5 les jours suivants.

Certains des exclus avaient été libérés de leurs fonctions bien avant (Tchoudov en juillet 1936, Kalmanovitch en avril 1937). D'autres furent arrêtés quelques jours avant l'ouverture du plénum (Koubiak, Roumianets, Unschlicht) ou durant les travaux (Soulimov, Sedelnikov, Struppe). Quelques-uns restèrent encore un certain temps en fonction après le plénum. Lavrentiev fut destitué en juillet 1937, Lioubimov en septembre et Antipov en janvier 1938.

Lors du plénum suivant, en octobre, un nouveau régime d'accès fut mis en place. C'est ainsi que Boubnov et Zatonski ne purent pénétrer dans le Kremlin malgré leur laissez-passer du comité central. C'est le planton du KGB qui leur apprit qu'il y avait un nouveau règlement : pour participer, il fallait une carte spéciale en plus du laissez-passer. Boubnov s'en retourna donc à son commissariat du peuple, où il apprit par la radio qu'il était destitué de ses fonctions pour "*insuffisance professionnelle*", formule également utilisée pour d'autres membres du comité central (5). Il sera exclu du parti et arrêté en décembre 1937. Quant à Zatonski, il repartit en Ukraine, où il fut arrêté en 1938.

Le 11 octobre, le plénum examina la question de la campagne des élections au soviet suprême.

Le lendemain, les débats sur le second point de l'ordre du jour, "*la composition du comité central*", se réduisirent à l'intervention de Staline, qui an-

nonça "*le départ et l'arrestation*" de 8 membres et 16 suppléants depuis le plénum de juillet.

"Après l'examen de tous les dossiers et la vérification des dossiers, déclara-t-il avec son style particulier, *il s'est avéré que ces gens-là, ils étaient des ennemis du peuple. S'il n'y a pas de questions, je proposerai (sic) de prendre acte de cette information.*"

Cependant, au plénum d'octobre, Staline offrit un "cadeau" à certains des suppléants rescapés. Il proposa d'en promouvoir dix. Comme la liste des suppléants élus au XVII<sup>e</sup> Congrès avait été constituée au vote majoritaire, il proposa d'élire membres les dix premiers de la liste.

Après l'intervention de Staline, Khrouchtchev proposa d'en élire encore quatre, qui avaient "*réalisé un très grand travail*". Après le vote des propositions de Staline et de Khrouchtchev, on passa au point suivant (6).

Le plénum de janvier 1938 entérina l'exclusion de 13 autres membres et suppléants arrêtés après le plénum d'octobre. La plupart d'entre eux avaient été exclus par consultation entre le 4 et le 8 décembre 1937, sur des listes du bureau politique qui mentionnaient les arrestations et demandaient aux membres de les entériner. Dans le procès-verbal du plénum de janvier, cette mesure était ainsi fondée :

"*Sur la base de données irréfutables, le plénum du CC du PCR(b) reconnaît la nécessité de rayer de ses effectifs les membres suivants comme ennemis du peuple et de les mettre en état d'arrestation : Bauman, Boubnov, Bouline, V. Mejlouk, Roukhimovitch et Tchernov, démasqués comme espions allemands, V. Ivanov et Ia. Iakovlev, démasqués comme espions allemands et agents de l'Okhrana tsariste, M. Mikhaïlov, qui était en relation dans*

(4) *Izvestia TsK KPSS* ("Les Nouvelles du CC du PCUS"), 1989, n° 12, p. 87.

(5) Binevitch A., Serebrianski Z., *Andreï Boubnov*, Moscou, 1964, pp. 78-79.

(6) *Stalinskoe Politbiouro v 30-e gody* ("Le bureau politique de Staline dans les années 1930"), pp. 157-158.

ses activités contre-révolutionnaires avec Iakovlev, et Ryndine, en relation dans ses activités contre-révolutionnaires avec Rykov et Soulimov. Le secrétaire du comité central, I. Staline” (7).

Deux d’entre eux, Tchernov et Ivanov, furent cités au procès du “*bloc des trotskistes et des droitiers*”, mais apparemment on n’obtint aucun aveu des autres. Bauman, destitué en avril 1937, fut arrêté le 12 octobre et mourut quelques jours après à la prison de Lefortovo. Il sera exclu du comité central à titre posthume.

## **“Il faut exterminer tous ces salauds, toutes ces ordures”**

Au cours du vote de décembre, A. Egorov avait inscrit sur sa liste de consultation :

*“Il faut exterminer tous ces salauds, toutes ces ordures, comme les plus ignobles vipères, comme la plus répugnante vermine”* (8).

Mais cela ne le sauva pas lui-même. A son sujet, Staline enverra, le 28 février 1938, la lettre suivante aux membres et suppléants du comité central :

*“Etant donné que le cam. Egorov, comme l’a montré sa confrontation avec les conjurés arrêtés Belov, Griaznov, Grinko et Sediakine, s’est avéré politiquement beaucoup plus compromis qu’on aurait pu le croire avant la confrontation, et considérant que sa femme, née Tsechkovskaïa, avec qui Egorov a vécu en parfaite harmonie, s’est avérée être depuis longtemps une espionne polonaise, comme il appert de ses propres aveux, le CC du PCR(b) et le Conseil des commissaires du peuple ont décidé de destituer le cam. Egorov de ses fonctions de commandant de la région militaire de Transcaucasie et de le révoquer de l’armée. De ce fait, le bureau politique du CC du PCR(b) reconnaît la nécessité d’exclure le cam. Egorov des suppléants du CC du PCR(b)”* (9). Quelques jours après, Egorov était

arrêté. Il fut accusé entre autres d’avoir établi en 1919 des “liens criminels” avec Trotsky et d’avoir préparé en 1920 (!) un acte terroriste contre Staline (10).

Après celui de janvier, aucun plénum ne sera plus convoqué jusqu’au XVIII<sup>e</sup> Congrès (en mars 1939). Il y aura encore 14 membre et 11 suppléants exclus en 1938 par consultation. Pour 7 autres, on ne respecta même pas cette formalité.

Entre 1936 et 1940, 44 membres sur 71 élus au XVII<sup>e</sup> Congrès et 55 suppléants sur 68 furent victimes de la répression. Plus de 80 % d’entre eux avaient moins de 50 ans au moment de leur arrestation, c’est-à-dire qu’ils étaient en pleine force de l’âge.

Entre le XVII<sup>e</sup> et le XVIII<sup>e</sup> Congrès, la composition du comité central fut réduite de 108 personnes, autrement dit de 78 %. Cinq moururent de mort naturelle (Kouïbychev, Menjinski, Kroupskaïa, Tovstoukha et Steinhart), deux de mort violente (Kirov et Ordjonikidze). I. Kossior serait mort dans un sanatorium de la région de Moscou le 3 juillet 1937.

Mais ce décès prématuré, quelques jours après le plénum de juillet qui annonçait une nouvelle vague de répressions, laisse penser qu’il s’est suicidé, comme d’ailleurs le fait qu’il ne fut pas enterré sur la place Rouge. Trois se suicidèrent avant leur arrestation (Tomski, Gamarnik et Lioubtchenko) ; officiellement, on expliqua qu’ils “*trempeaient dans des affaires criminelles*”.

A l’ouverture du XVIII<sup>e</sup> Congrès, il ne restait que 31 membres titulaires et suppléants au comité central. Parmi eux, sept ne furent pas réélus, dont cinq (Petrovski, Krjijanovski, Broïdo, Tchouvyrine et Schwarz) furent écartés de la direction ou mis à la retraite, et deux (Iourkine et Zaveniaguine) furent réintégrés au XIX<sup>e</sup> et au XX<sup>e</sup> Congrès.

(7) Centre russe de conservation et d’étude des documents d’histoire contemporaine (CR-CEDHC), f. 17, op. 2, d. 630, l. 4.

(8) *Ibidem*, l. 51.

(9) CR-CEDHC, f. 17, op. 2, d. 640, l. 104.

(10) *Voprossy istorii* (“Questions d’histoire”), 1995, n° 4, p. 144.

Il ne resta donc au comité central que 24 des élus au XVII<sup>e</sup> Congrès. Par la suite, quatre sont morts de mort violente. Michel Kaganovitch, accusé d'espionnage, s'est suicidé le 1<sup>er</sup> juillet 1941. Lozovski sera condamné lors du procès du Comité juif antifasciste et fusillé en 1952. Beria et Baguirov seront condamnés à la peine capitale après la mort de Staline.

Sur les 20 restants, huit sont décédés avant la mort de Staline : Nikolaïeva (la seule ex-opposante restée au comité central), Kalinine, Jdanov, Litvinov, Mekhlis, Badaev, Weinberg et Makarov. Après la mort de Staline, sont décédés Manouïlski (1959), Poskrebychev (1965), Vorochilov (1971), Boudionny (1973), Boulganine (1975), Mikoïan (1978), Molotov (1986) et Kaganovitch (1991).

Parmi les membres du comité central élus au XVII<sup>e</sup> Congrès, 15 ont été réélus au XIX<sup>e</sup>, 11 au XX<sup>e</sup>, 4 au XXII<sup>e</sup> (Boudionny, Mikoïan, Khrouchtchev et Chvernik), 4 au XXIII<sup>e</sup> (Boudionny, Vorochilov, Mikoïan et Chvernik) et 2 au XXIV<sup>e</sup> (Boudionny et Mikoïan).

La plupart des membres titulaires et des suppléants victimes de la répression (89 personnes) furent réhabilités entre 1954 et 1961. Les réhabilitations de ces années-là ne concernaient généralement pas les victimes des procès de Moscou (Piatakov, Sokolnikov, Boukharine, Rykov, Rosenholtz, Tchernov), qui ne furent réhabilités qu'en 1988.

Deux membres du comité central avaient été condamnés à mort au procès du "centre trotskiste antisoviétique" en 1937, 8 à celui du "bloc des trotskistes et des droitiers" et 3 au procès à huis clos des chefs militaires. L'exécution d'Enoukidze et de Cheboldaev fut diffusée officiellement dans une information concernant un procès à huis clos, qui aurait eu lieu en décembre 1937. En réalité, ils avaient été fusillés sans jugement le 30 octobre de la même année.

L'arrestation et le sort des autres membres et suppléants du comité central n'étaient pas communiqués officiellement. C'est pourquoi, en Occident, ils n'étaient pas mentionnés comme fusillés, mais comme "disparus". L'opi-

nion publique ne pouvait imaginer toute la férocité des répressions organisées par Staline sur les sommets dirigeants.

Plus de la moitié des membres et suppléants victimes des répressions furent fusillés en groupe. Douze le 30 octobre 1937, sept le 27 novembre 1937, cinq le 10 février 1938, neuf le 28 juillet 1938 et sept les 25 et 26 février 1939 (11).

D'autres instances du parti furent également soumises à des purges impitoyables. En 1937-1938 furent arrêtés et condamnés 18 des 22 membres de la commission centrale de contrôle et près de la moitié (29 sur 61) des membres de la commission de contrôle du parti (12).

Une question se pose malgré tout : pourquoi les membres et les suppléants du comité central, qui avaient la possibilité, même formelle, de s'opposer aux répressions, n'ont-ils pas réussi à les éviter eux-mêmes ?

## **"Se serait-il fait fusiller lui-même ?"**

Un début de réponse sera fourni au plénum de juillet 1957, où quelqu'un dira :

*"Si le plénum avait réellement participé à la direction du parti, se serait-il fait fusiller lui-même ?"* (13).

L'existence du parti et de ses organes élus n'a de sens que dans l'élaboration collective des grandes décisions politiques, sous la forme de débats dans toutes les assemblées du parti, où soient librement discutés les différents points de vue et les plates-formes alternatives. En pleine guerre civile, c'est-à-dire dans les conditions les plus défavorables, le débat n'avait jamais cessé autour de toutes les questions clés de la politique intérieure et extérieure. On considérait

(11) *Izvestia TsK KPSS* ("Les Nouvelles du CC du PCUS"), 1989, n° 12, p. 86.

(12) *Reabilitatsia* ("Les Réhabilitations"), p. 83.

(13) *Istoricheski arkhiv* ("Les Archives historiques"), 1993, n° 4, p. 70.

normal qu'il y ait des fractions et des regroupements dans le parti. L'Opposition de gauche qui s'est constituée en 1923 a tenté de renouveler cette expérience. En réponse, le groupe de droite décida de pérenniser l'interdiction des fractions en utilisant le paragraphe 7 de la résolution du X<sup>e</sup> Congrès ("*Sur l'unité du parti*"), qui sera diffusé pour la première fois à la XIII<sup>e</sup> Conférence du parti, en janvier 1924. Dès lors, la bataille contre toutes les oppositions sera celle du "monolithisme" contre le "scissionnisme".

Tous ceux qui manifestaient leur esprit critique furent rejetés du comité central dans les années 1920 et au début des années 1930. Mais, jusqu'en 1937, le comité central était resté une institution avec laquelle Staline devait compter jusqu'à un certain point et qui devait au moins entériner les décisions d'arrestation de ses propres membres. Pour parvenir complètement à l'idéal stalinien du "monolithisme", il fallait liquider de fait l'ancien comité central, le remplacer par de nouvelles gens, dont la soumission au diktat de Staline fût garantie en toute circonstance.

Durant les années du totalitarisme stalinien, la hiérarchie des organes du parti fut pratiquement renversée par rapport à ce qu'elle devait être d'après les statuts. Du temps de Lénine, la structure hiérarchique était la suivante : le congrès du parti, le plénum du comité central, le bureau politique, le bureau d'organisation, le secrétariat. Les questions les plus importantes étaient traitées par les congrès et les plénums, et elles suscitaient d'âpres discussions dans la presse. Les polémiques étaient très vives, mais les communistes ne se laissaient jamais aller à des offenses personnelles. La situation changea aussitôt après la mort de Lénine : l'atmosphère des congrès et des plénums devint franchement malsaine et la polémique perdit tout esprit de camaraderie.

Dès 1923-1924, le bureau politique s'est transformé en un super-gouvernement hypertrophié et s'est mis à remplir les fonctions de législateur suprême du pays (cette situation se maintiendra jusqu'aux dernières années de la "perestroï-

ka" de Gorbatchev). Ainsi, ce n'était plus le parti ni le comité central qui définissaient la "politique du parti", mais un très petit groupe de dirigeants.

Au milieu des années 1930, le bureau politique examinait à chaque séance des dizaines, voire des centaines de questions, dont la plupart étaient soumises au vote. Mais, puisque les membres ne pouvaient même pas songer à entrer dans les détails, les décisions étaient préparées par l'appareil des fonctionnaires du comité central, dont le rôle augmentait sans cesse. Les questions les plus importantes passaient par le secrétariat personnel de Staline.

Seule une petite partie des décisions adoptées par le bureau politique, le bureau d'organisation et le secrétariat du comité central étaient publiées dans la presse. Les autres restaient strictement confidentielles.

En fait, les plénums n'entérinaient que les décisions préparées par l'appareil et approuvées par le bureau politique. Après 1929, il n'y avait déjà plus aucune discussion et toutes les décisions étaient votées à l'unanimité. N'étaient publiées que les résolutions des plénums, parfois les rapports qui y étaient lus et très rarement les interventions dans les débats. Quant aux sténogrammes des congrès, ils étaient publiés entièrement, mais les congrès eux-mêmes avaient pris un caractère de rituel incantatoire, et les interventions se réduisaient aux comptes rendus des bureaucrates et aux louanges de circonstance pour la "ligne générale". Ainsi commença à agir cette loi selon laquelle plus l'organe du parti dirigeait réellement, et plus son activité était tenue secrète.

Lors de la grande purge, les droits du comité central et de ses membres furent encore réduits. Dans les années qui suivirent le XVII<sup>e</sup> Congrès, les membres "de base" pouvaient assister aux séances du bureau politique sans participer à la discussion. Ils n'étaient pas admis aux séances à huis clos, mais ils pouvaient prendre connaissance des décisions secrètes adoptées (c'était ce qu'on appelait "*le dossier spécial*"). Après la grande purge et jusqu'à la liquidation du parti

en 1991, la très grande majorité des membres du comité central n'assistaient jamais aux séances du bureau politique, alors que, selon les statuts, celui-ci était soumis au comité central. L'accès aux informations s'était également considérablement restreint. *"Ne pas mettre son nez dans les affaires des autres"*, tel était le commandement tacite, la règle incontournable pour tout bureaucrate de haut rang.

Comme le rapporte Khrouchtchev, *"vers 1938, l'ancienne démocratie dans le CC était déjà fortement sapée. Par exemple, moi, comme suppléant du bureau politique, je ne recevais pas les matériaux de nos séances. Après la terrible année 1937, je ne savais même pas à qui au juste ils étaient envoyés. Je recevais seulement ceux que Staline jugeait bon de diffuser"* (14).

## **"D'où viennent-ils ? Du club de Trotsky"**

Tout cela montre quel était le rôle pitoyable des membres et suppléants "de base", qui étaient gouvernés avant toute autre considération par la peur de se retrouver sur la liste des proscrits. On trouve un témoignage de leur état d'esprit dans les souvenirs de l'écrivain Avdeïenko, qui était correspondant de la *Pravda* dans le Donbass, en 1937. Sarkissov, suppléant du comité central et secrétaire du comité du parti de Donetsk, lui avait confié au cours d'une conversation :

*"Chez nous, dans le Donbass, il n'y a pas une seule entreprise, pas un kolkhoze, sovkhoe ou autre établissement où n'agissent pas des bandits politiques avec des cartes du parti en poche.*

— *Et d'où viennent-ils donc ?*

— *D'où viennent-ils ? Du club de Trotsky. Les anciens héritiers et les rejetons d'aujourd'hui. Ceux qui lisent en cachette le Bulletin de l'opposition (\*) de Trotsky"* (15).

Sarkissov avait des raisons particulières de craindre les répressions de Staline : il était le seul élu du XVII<sup>e</sup>

Congrès (à part Piatakov, fusillé en janvier 1937) à avoir été exclu du parti en 1927 pour participation active au *"bloc d'opposition"*.

Mais Pramnek, le suppléant qui remplaça Sarkissov en mai 1937 et qui n'avait jamais participé à aucune opposition, était tout aussi inquiet. Avdeïenko raconte de la manière suivante une conversation qu'il a eue avec lui :

*"Comment va votre travail dans le Donbass ?, demandai-je. Il haussa les épaules avec un geste d'impuissance.*

— *Avec qui travailler ? Tous les premiers et seconds secrétaires des comités de ville et de district se sont avérés des ennemis du peuple. Presque tous les membres du bureau ont été condamnés. Les directeurs d'entreprises étaient des saboteurs ou des espions. Les ingénieurs en chef, les ouvriers spécialisés et même les médecins-chefs des polycliniques et des hôpitaux faisaient également partie des traîtres. Les honnêtes gens se comptent sur les doigts de la main. Il faut se creuser les méninges pour différencier les gens corrects de la racaille fasciste."*

Lancé dans cette chasse insensée aux "ennemis du peuple", Pramnek se dépêchait d'afficher sa vigilance devant son interlocuteur, de peur de laisser échapper une parole imprudente.

En découvrant les règles du jeu, acceptées tacitement dans sa conversation avec Pramnek, Avdeïenko écrivait :

*"Pramnek et moi, nous étions transis de peur devant les répressions qui déferlaient dans le pays, mais nous faisons tout pour nous cacher mutuellement nos sentiments, pour que surtout aucun ne vienne à penser que l'autre avait quelque chose à se reprocher. Nous dissimulions notre peur panique dans un discours ultranationaliste grandiloquent.*

(14) *Voprossy istorii*, 1990, n° 3, p. 70.

(\*) Cette remarque montre à quel point la clique stalinienne craignait la publication de Trotsky, qui sortait pourtant à un très faible tirage dans la lointaine France, mais qui parvenait en URSS même en 1937 (V. R.).

(15) Avdeïenko A., *Nakazanie bez prestoupnenia* ("Châtiment sans crime"), pp. 171-172.

*Car il le fallait. L'instinct de survie exigeait la perte de toute conscience humaine*" (16).

Le tableau dressé par Avdeïenko nous replonge dans l'atmosphère de l'année 1937. Les interlocuteurs, même dans une conversation en tête-à-tête, se cachent mutuellement leurs véritables pensées et leurs tourments, emploient des clichés journalistiques et des injures de bateleurs. Ils n'ont à l'esprit que le mot de passe tacite de l'époque stalinienne : *"Il le fallait."* Autrement dit, il fallait se soumettre aux exigences et aux interdictions établies, sans se poser la question de leur bien-fondé. Et le journaliste comme le secrétaire de parti se trouvent aux prises avec la peur pour leur sort personnel et camouflent cette peur sous les anathèmes à la mode à l'adresse des *"ennemis du peuple"*. Ils le savent, s'ils ne cachent pas leur peur, leur interlocuteur se demandera s'il n'ont pas de bonnes raisons d'avoir peur.

Mais le suppléant du comité central a encore plus peur que le commun des mortels. Il se rend compte confusément que la chasse est ouverte avant tout contre les politiciens de son niveau. La principale condition de sa survie, il la voit dans la démonstration constante de son dévouement personnel à Staline.

## L'économie à l'abandon

La traque obstinée des *"ennemis du peuple"* créait une sorte de cercle vicieux. Elle détournait l'attention des dirigeants du parti de la gestion de l'économie nationale, à la suite de quoi l'économie à l'abandon produisait de nouvelles difficultés, des échecs et des catastrophes, et l'on cherchait de nouveaux boucs émissaires.

*"L'industrie du Donbass ne remplit pas les plans d'Etat ni pour la fonte ni pour l'acier, ni pour le charbon ni pour la chimie, ni pour les machines-outils, conclut Avdeïenko après sa conversation avec Pramnek. Une grande région travaille cette année plus mal qu'en 1936. La productivité a chuté. Mais la percée du*

*front du travail inquiète moins le nouveau secrétaire que la rupture du front idéologique des cadres. Il suffit de débusquer les ennemis du peuple et de les remplacer par des gens de la trempe de Staline, et tout le reste sera résolu"* (17).

Quel était réellement l'état d'esprit des membres du comité central avant et après leur arrestation ? Malheureusement, on a très peu de témoignages à ce sujet. Il est évident qu'on les maintenait encore plus dans l'isolement que les autres détenus, ou qu'on les enfermait avec leurs semblables (les titulaires et les suppléants victimes des répressions furent *tous fusillés sans exception*).

L'un des rares témoignages que nous ayons est celui de M. Schreider, qui était en 1938 vice-président du commissariat aux Affaires étrangères du Kazakhstan. Il se souvient qu'à la manifestation du 1<sup>er</sup> Mai, il y avait beaucoup de portraits de Mirzoïan, le premier secrétaire du comité central du parti de la république. Un jour ou deux après, une directive de Staline parvenait à Alma-Ata au sujet de son limogeage. Rappelé au comité central, Mirzoïan fut arrêté avant d'arriver à Moscou.

Selon Schreider, qui partagea un moment la cellule de Mirzoïan, celui-ci fut soumis à des tortures particulièrement bestiales. Il eut toutes les côtes cassées. Beria participa plusieurs fois aux interrogatoires et le frappa lui-même. Lors d'un interrogatoire, Molotov, Kaganovitch et Malenkov entrèrent dans la salle. Mirzoïan leur déclara qu'on l'avait torturé cruellement, après quoi la voix lui manqua et il éclata en sanglots. *"Et tu crois qu'on va prendre des gants avec un salut comme toi ?"*, lui lança Kaganovitch, et tous les présents sourirent de cette *"finesse"*.

En octobre 1954, Moskatov, un fonctionnaire du parti, qui était en 1937 délégué du PC du Kazakhstan à Alma-Ata, déclarait encore à Schreider que Mirzoïan était *"un dangereux ennemi du peuple"*. Mais il fut tout de même ébran-

(16) *Ibidem*, pp. 182-183.

(17) *Ibidem*, p. 183.

lé lorsque Schreider lui raconta qu'on avait arraché à Mirzoïan des aveux contre lui, Moskatov (18).

Dans ses Mémoires, Avtorkhanov raconte sa rencontre dans une cellule de la prison de la Boutyrka avec un groupe d'anciens membres du comité central, dont Postychev et Vareikis. D'après Avtorkhanov, Postychev n'avait pas signé d'aveux et il était donc soumis à un régime de tortures continuelles. Avant son arrivée dans la cellule, les détenus considéraient comme des terroristes les carriéristes du NKVD qui avaient selon eux fomenté un complot gigantesque dans le parti afin de liquider les anciens révolutionnaires, puis Staline lui-même et d'établir ensuite une dictature fasciste. Ce point de vue était partagé, par exemple, par Vareikis, qui évoquait le "complot de Iejov contre Staline". En entendant ces réflexions, Postychev déclara à Vareikis :

« *Ta formule serait correcte si on la retournait : "Le complot de Staline contre Iejov." Iejov est un chien de chasse que Staline tient en laisse, mais un chien fidèle et intelligent qui obéit à son maître pour détruire le parti et terroriser le peuple. Dès que le chien aura fini sa besogne (mais nous ne serons déjà plus de ce monde), Staline l'accusera de la rage et le liquidera.* »

A Vareikis, qui lui disait : "Si le prix à payer pour conserver le socialisme dans le pays, c'est notre mort, alors un bolchevik doit être prêt à accepter ce sacrifice", Postychev répondait en défendant les principes :

« *Si le prix à payer pour conserver le socialisme, c'est la destruction du parti qui a dirigé sa construction et le bagne pour les millions qui l'ont construit,*

*alors je n'ai rien à faire de ce socialisme. D'ailleurs, nous n'avons pas encore construit le socialisme... Oui, Lénine disait que nous avons tout ce qu'il faut pour construire le socialisme, mais Staline a prouvé que nous avons aussi, apparemment, tout ce qu'il faut pour construire une tyrannie personnelle qui s'appuie sur les bourreaux du NKVD, les prostitués du parti et les bandits de la société... Et que Vareikis ne se fasse pas de bile pour le "socialisme triomphant" que nous avons laissé dehors. Il ne s'échappera pas, non seulement il restera, mais c'est au nom de sa défense que Staline continuera de justifier aussi bien l'inquisition actuelle que tous ses crimes à venir » (19).*

On peut difficilement considérer les souvenirs d'Avtorkhanov comme une source tout à fait sûre, et pas seulement parce qu'il a bien souvent fait passer ses propres élucubrations pour des faits avérés.

Il est peu probable que des détenus tels que les membres du comité central aient pu être enfermés en grand nombre dans une seule cellule. En outre, Avtorkhanov fait évoluer bien vite Postychev après son arrestation.

Néanmoins, l'argumentation qu'il a placée dans la bouche de son personnage pouvait venir à l'esprit de beaucoup de membres du comité central en prison (et peut-être même avant). Elle est très proche de l'argumentation des détenus trotskystes et de ceux qui sont restés à l'étranger dans les années 1937-1938.

(18) Schreider M.B. *NKVD iznoutri* ("Le NKVD de l'intérieur"), pp. 109-110, 172-174.

(19) *Oktiabr* ("Octobre"), 1992, n° 8, pp. 158-159.

NDR : l'expression "bloc des trotskistes et des droitiers" a été inventée par Staline en 1937, pour désigner une prétendue organisation clandestine commune des anciens partisans de Boukharine et des trotskystes, à laquelle il prête des buts terroristes.

**Le mouvement  
trotskyste mondial  
dans les années 1930  
vu à travers  
les documents internes  
du Comintern  
(Internationale communiste)**

**(Mark Goloviznine)**

**Tout historien qui analyse la grande purge des années 1930 ne peut manquer de remarquer une contradiction frappante dans la propagande stalinienne.**

**D'un côté, la presse, la radio, les différents moyens d'agitation dessinaient l'image d'un complot trotskyste pénétrant partout, dans lequel se trouvaient entraînés presque toute la vieille garde du Parti communiste russe (bolcheviks), la plus grande partie de l'appareil économique et du corps diplomatique de l'URSS, la plus grande partie de la vieille direction de l'Internationale communiste. Grâce à cela, le trotskysme pouvait exercer son influence "délétère" non seulement à l'intérieur de l'URSS, mais même sur les événements qui se déroulaient en France, en Espagne et dans d'autres pays.**

**De l'autre côté, la propagande du Comintern représentait les partis agissant effectivement dans les différents pays comme des sectes groupusculaires se battant entre elles, n'ayant aucune influence sérieuse dans le mouvement ouvrier international et n'existant que grâce au soutien financier des gouvernements fascistes !**

**Cette contradiction ne reçut pas d'explication satisfaisante dans les études des historiens ultérieurs du stalinisme, tant en Occident que plus tard en Russie. Considérant comme incontestable la conception de l'insignifiance idéologique et théorique du trotskysme comme courant, Robert Conquest, Robert Tucker, D. Volkogonov tendent à chercher les causes de la Grande Terreur dans le domaine de l'irrationnel : soit dans une maladie psychique de Staline lui-même, soit dans la tendance récurrente des bolcheviks à la violence qui déboucha sur leur extermination mutuelle.**

**Même des auteurs comme Isaac Deutscher, qui avait initialement appartenu au courant trotskyste avant de rompre avec lui et qui portait un jugement très positif sur Trotsky, le révolutionnaire-martyr, considéraient le trotskysme international comme "*une petite barque avec une grande voile*" pour exprimer l'incontestable prépondérance de l'autorité de Trotsky impuissant à trouver au-delà des frontières de l'URSS des partisans susceptibles même seulement de lui arriver à la cheville par leur conviction idéologique et leur intelligence.**

**Examinant en détail les échecs organisationnels dans la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale, les débats entre les dirigeants de divers groupes trotskystes de divers pays, Deutscher amène le lecteur à en déduire que l'inconséquence prétendue de Trotsky, exprimant à des moments divers des positions directement contradictoires sur la nature de l'URSS, sur le rôle du Comintern, sur les tâches de l'Opposition de gauche internationale, seraient la cause principale de ces conflits et de ces divergences.**

## Les documents internes du Comintern

**T**OUT cela s'explique non seulement par le subjectivisme des historiens, mais aussi par le fait que beaucoup de documents du Comintern consacrés à la lutte contre le trotskysme ne sont devenus accessibles qu'au cours des quatre ou cinq dernières années. L'analyse de ces documents, diffusés alors avec l'inscription "confidentiel" ou "strictement confidentiel", montre ce qui suit : d'abord, ces documents sont presque entièrement débarrassés des slogans propagandistes traditionnels dénonçant les trotskystes comme des agents de la Gestapo, de Franco et de Mussolini ; ensuite, les analystes du Comintern n'étaient nullement enclins à sous-estimer l'influence des idées de Trotsky sur le mouvement ouvrier et sur le grand public des pays d'Occident et d'Orient.

La rupture de la direction stalinienne avec le cours vers la révolution mondiale (soigneusement masqué par une phraséologie de gauche dans les premiers temps) ne signifiait pas l'abandon automatique de la perspective révolutionnaire ouverte en octobre 1917. Mieux encore, la crise économique du début des années 1930, puis l'arrivée de Hitler au pouvoir, non seulement favorisèrent la radicalisation et le virage à gauche de larges couches de la population des pays d'Europe, mais mirent en évidence les graves erreurs stratégiques du Comintern, sur lesquelles Trotsky avait mis l'accent beaucoup plus tôt.

Cela engendra une nouvelle série de scissions à l'intérieur des partis communistes et renforça l'opinion que le centre de la révolution prochaine pouvait apparaître au-delà des frontières de l'URSS. Naturellement, dans ces conditions, Trotsky et ses partisans avaient une chance de devenir le foyer de la cristallisation d'une nouvelle direction révolutionnaire dans le mouvement ouvrier. Staline, qui commençait à retardement à opérer un rapprochement avec les larges masses antifascistes, et en particulier avec la social-démocratie internationale, ne pouvait ignorer cette perspective.

### Un tableau du mouvement trotskyste en 1935

Ainsi, dans le matériel informatif préparé par l'appareil du comité exécutif de l'Internationale communiste (CEIC) et daté du 1<sup>er</sup> novembre 1935, est analysée l'influence du trotskysme sur la politique du Front populaire menée par les partis communistes des pays d'Europe occidentale. On y lit en particulier :

*« Matériaux d'information sur le trotskysme :*

*Hollande : La base du trotskysme est l'organisation syndicale du NAS (12 000 adhérents) et le RSAP de Hollande. Le rapport des forces entre les trotskystes et nous est le suivant : le PC hollandais*

compte 6 000 adhérents ; les trotskystes, 2 500 à 3 000. Nous avons reçu 134 000 voix aux dernières élections législatives ; le RSAP, 51 000.

Bien que ce parti soit le plus important pilier des trotskystes pour la fondation de la nouvelle Internationale, il y a dans son sein un courant opposé à la ligne trotskyste (les anciens socialistes indépendants). Ceux-ci, après le VII<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste, se sont prononcés pour la ligne du Parti ouvrier socialiste allemand, hostile à la IV<sup>e</sup> Internationale.

Des défenseurs de cette tendance ont déjà été exclus. En septembre, la fédération des jeunes du RSAP s'est scindée sur la question de la IV<sup>e</sup> Internationale, la tendance trotskyste est restée en minorité. Un congrès extraordinaire du RSAP est convoqué pour novembre pour discuter de la question de la IV<sup>e</sup> Internationale.

*Belgique* : Le groupe trotskyste est représenté par Walter Dauge, qui a provoqué la scission du groupe socialiste de gauche de Marteau (l'Action socialiste), et publie son propre journal, l'Action socialiste révolutionnaire. Il exerce de l'influence à Charleroi, dans le centre et à Liège. La force la plus importante du trotskysme est la Fédération des Jeunes socialistes. C'est cette fédération qui a pris l'initiative de la Conférence de Toulouse des sections latines de l'ISJ, en juillet, où fut votée une résolution dont les thèses sur la guerre étaient visiblement sous l'influence trotskyste.

La Fédération des Jeunes socialistes belge tiendra prochainement son congrès, où Godefroy a l'intention de proposer que la fédération quitte l'ISJ. Il est possible que cette proposition soit acceptée et, alors, les Jeunes socialistes belges pourront devenir un soutien sérieux de l'Internationale trotskyste.

*France* : Le principal soutien du trotskysme, c'est l'organisation de la Seine des Jeunes socialistes. Bien que douze militants trotskystes ont été exclus de la fédération au Congrès de Lille, en juillet, la majorité de la direction de la fédération de la Seine continue à être trotskyste.

Un conflit a éclaté entre le groupe trotskyste dans le Parti socialiste français et la direction du parti. En septembre, treize trotskystes ont été exclus du Parti socialiste, entre autres Molinier, Roux, etc. (Roux a fait partie de la CAP du Parti socialiste). Piveri, de la 15<sup>e</sup> section parisienne, qui s'était solidarisé avec Roux à la séance de la CAP, a quitté le groupe de gauche de la Bataille socialiste et a fondé un journal trotskyste, qui s'appelle La Gauche révolutionnaire. Son influence dans la gauche a été amoindrie par sa sortie du groupe de gauche.

*Espagne* : L'influence du trotskysme sur les Jeunes socialistes espagnols est considérable (la fédération a prétendument 50 000 adhérents). Quelques-uns de ses dirigeants, tels que Santiago Carrillo, Carol Hernandez, sont des trotskystes. Le trotskysme avait beaucoup trop d'influence sur les socialistes de gauche, notamment sur les intellectuels de l'entourage de Caballero, mais cette influence a regressé ces derniers temps (le journal de la gauche Leviatan a publié un compte rendu approuvé du livre de Barbusse sur Staline). L'influence idéologique du trotskysme se fait aussi sentir dans l'organe légal des Asturies, auquel nous collaborons également. En Catalogne, le Bloc ouvrier paysan, constitué par la fusion des trotskystes avec le groupe Maurin, compte 2 500 à 3 000 adhérents. Là aussi, les trotskystes s'appuient sur des syndicats (1).

### Récapitulation

(...) 2. — L'influence trotskyste sur les sociaux-démocrates de gauche subit une certaine régression dans certains pays (France, Espagne, Belgique). Cela est également vrai pour les gauchistes allemands. La plate-forme des gauchistes parue il y a quelques mois était encore pleine d'arguments trotskystes : elle était contre les alliances de l'URSS avec les Etats capitalistes, elle qualifiait

(1) Centre russe de conservation et d'étude des documents d'histoire contemporaine (CR-CEDHC), fonds 495, inventaire 20, dossier 753, pages 96 à 101.

*l'IC d'avant-poste de la politique "nationale-bolchevique" russe, etc., tandis que le numéro des RS-Briefe paru après le VII<sup>e</sup> Congrès marque un rapprochement bien net vers l'IC.*

*Ce n'est qu'en Autriche qu'on remarque un renforcement de l'influence trotskyste parmi les socialistes révolutionnaires*

3. — *L'influence trotskyste parmi la jeunesse ne doit pas être sous-estimée (Belgique, France, Espagne). Même si cette influence s'étend directement surtout sur les chefs intellectuels des Jeunesses socialistes, elle atteint quand même, par l'influence de ses chefs, certaines couches de la jeunesse ouvrière socialiste. L'influence sur la jeunesse est plus stable que sur la social-démocratie de gauche (ce n'est qu'en Espagne qu'on observe une régression de cette influence). La cause : la Jeunesse socialiste est plus accessible aux arguments trotskystes selon lesquels les communistes, par la politique du Front populaire, font une collaboration de classe avec la bourgeoisie. Les Jeunesses socialistes belges mènent une lutte énergique contre la "collaboration" de la social-démocratie belge.*

4. — *La possibilité de la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale — trotskyste —, malgré les forces peu importantes, subsiste. Sa base est : la Hollande, la Belgique, et la Jeunesse socialiste dans certains pays. Cependant, ce n'est pas là qu'est le principal danger de la part du trotskysme : il est plutôt dans son influence idéologique sur les social-démocrates de gauche, auxquels il fournit des arguments, en contribuant ainsi à arrêter ou à retarder leurs gauchistes dans leur rapprochement avec les partis communistes.*

*Le rejet de la politique de front unique ou l'abstention "gauchiste" de cette politique — une attitude qu'on pouvait rencontrer au début même en France et en Espagne — est d'origine trotskyste (...).*

*C'est parmi les socialistes révolutionnaires d'Autriche (et aussi dans les Jeunesses socialistes révolutionnaires) que l'influence idéologique trotskyste est*

*la plus frappante. Dans leurs journaux, après le VII<sup>e</sup> Congrès, ils parlent de la politique d'"Union sacrée" de l'IC comme d'une conséquence de la dépendance de l'IC, de la politique extérieure russe, qu'ils condamnent comme étant une politique d'alliance avec les pays capitalistes » (2).*

L'un des épisodes confirmant le pronostic avancé ci-dessus est l'"affaire Zeller". Fred Zeller, un des dirigeants des Jeunesses socialistes dans le département de la Seine, se rallia de plus en plus, au cours de l'année 1935, aux opinions politiques de Trotsky, ce qui le poussa à se rendre en Norvège pour rencontrer personnellement Trotsky et discuter avec lui de problèmes politiques.

Comme l'affirma plus tard le journal du Parti ouvrier norvégien, *Arbeiderbladet*, deux représentants du Komsomol, Kossarev et Tchemodanov, vinrent de Moscou en France pour mener une négociation avec Zeller et tenter de peser sur ses opinions. Les dirigeants du Parti communiste français affirmèrent à Zeller que Trotsky vivait à Oslo comme un capitaliste, qu'il y avait un palais avec une nombreuse domesticité (3). En fin de compte, les rencontres et les conversations de Zeller avec Trotsky l'amènèrent sur les positions du trotskysme. Lors de son retour de Norvège, il écrivit à un camarade une carte postale au contenu suivant :

*"Je suis en Norvège depuis quelques jours (...), chez Trotsky, le véritable organisateur d'Octobre 1917. Tu peux dire ce que tu veux, vous pouvez faire tout ce que vous voulez, il vous mettra tous dans sa poche un jour ou l'autre. Mort à Staline !"*

La carte postale, interceptée par les services du Comintern, fut publiée avec le commentaire suivant : *"Le trotskyste Zeller appelle au meurtre de Staline"* (4).

La campagne pour l'épuration du parti *"des opportunistes déclarés et dissi-*

(2) *Ibidem*, pages 99 à 101 (texte rédigé en français et dont nous avons conservé la syntaxe et l'orthographe, NDLR).

(3) CRCEDHC, fonds 495, inventaire 15, dossier 128, pages 296-297.

(4) *Ibidem*, pages 298-299.

*mulés ainsi que des éléments conciliateurs avec les opportunistes*”, qui fut engagée juste après le VI<sup>e</sup> Congrès du Comintern en 1928, provoqua de nombreuses exclusions et scissions. Les communistes oppositionnels furent soumis à une diffamation impitoyable.

Comme l’a écrit Deutscher, ceux qui partageaient les idées de Trotsky avaient contre eux *“l’autorité de Moscou, le prestige de leur propre parti et la discipline sacrée de l’avant-garde prolétarienne, tout un appareil de cliques, nombreuses, de légions de propagandistes et d’agitateurs, dont certains ne valaient guère mieux que des gangsters, mais dont la plupart, par l’effet même d’un dévouement passionné, mais aveugle à leur cause, se changeaient en assassins moraux de leurs camarades de naguère”* (5).

Mais si, dans les pays démocratiques où était admise une activité communiste publique, les opposants exclus avaient la possibilité de s’organiser, d’exprimer leurs opinions par voie de presse, d’établir des contacts avec leurs camarades d’autres pays, les trotskystes et les autres dissidents se trouvaient dans une position beaucoup plus difficile dans les pays de régimes fascistes et semi-fascistes, où les partis communistes étaient réduits à la clandestinité et dépendaient donc beaucoup plus de l’aide, en particulier financière, de l’Union soviétique.

## En Pologne...

Pourtant, les documents le montrent, les groupes de l’Opposition de gauche fonctionnaient même dans ces pays. En Pologne, les partisans de Trotsky avaient des groupes clandestins à Varsovie, à Lodz, à Lvov. Ils éditaient des livres et des brochures de Trotsky en polonais et en yiddish, en particulier son autobiographie, *Ma Vie*. Dans les documents de la délégation du comité central du Parti communiste polonais près du CEIC figurent des lettres envoyées clandestinement par les trotskystes polonais à Berlin, où se trouva Léon Sedov jusqu’à la fin de 1932, et qui avaient été interceptées. D’après la correspondance envoyée par la direction du Parti communiste po-

lonais au CEIC en 1936, les trotskystes polonais entrèrent dans le Parti socialiste de Pologne (le PPS) et dans le Bund. Et à partir de ce moment-là, *“leur activité se développa considérablement”*, en particulier quand, à l’occasion du premier procès de Moscou, les dirigeants du Bund et du PPS développèrent une vaste campagne de protestation. A cette occasion, *“partout où cela était possible, les orateurs ou les auteurs des rapports principaux étaient des trotskystes”* (6).

## ... et dans les Balkans

En mars 1938, V. Kolarov, représentant du PC bulgare et membre du CEIC, fit un rapport sur *“La lutte des Partis communistes balkaniques contre le trotskysme”*. Il souligna que, jusqu’à un certain point, les émigrés politiques tombés en URSS sous l’influence de l’Opposition de gauche formaient le vecteur de l’idéologie trotskyste dans les Balkans. Toute une série d’étudiants revenus des universités communistes dans leurs pays se faisaient aussi les propagateurs de l’idéologie trotskyste.

En Grèce, au début des années 1930, se constitua le groupe lié à Trotsky des archéo-marxistes (du nom de la revue *Archives du marxisme*), qui avait de solides positions au Pirée et comptait autant de membres que le parti communiste officiel. Selon Kolarov, une Opposition de gauche s’était formée dans le Parti communiste de Turquie sous l’influence directe de Trotsky. Cette opposition avait son comité central et des cellules dans toute une série de villes, elle était liée avec le centre trotskyste installé à Berlin. Les trotskystes turcs avaient leur propre édition, qui, sous le nom de Bibliothèque humaniste, diffusait une bonne trentaine de brochures.

Il ajoutait que, jusqu’à ces derniers temps, un groupe trotskyste avait fonctionné ouvertement en Bulgarie. Ses membres avaient pénétré dans le parti

(5) Isaac Deutscher, *Le Prophète hors la loi*, page 91.

(6) CRCEDHC, fonds 495, inventaire 123, dossier 181, pages 9 à 21, 22 à 24, 204-205.

ouvrier, dans les syndicats, et son leader, dans la période du premier procès de Moscou, avait publié dans la presse des articles défendant les accusés. Après la dissolution de tous les partis politiques dans le pays, les membres de ce groupe continuèrent leur travail dans les syndicats (7).

Une féroce lutte fractionnelle avait mené à la liquidation factuelle du Parti communiste de Yougoslavie, dont la direction, qualifiée de nid d'espions et de saboteurs, fut pratiquement entièrement liquidée. Les lettres de la nouvelle direction du PC yougoslave, dont la majorité étaient signées Walter, pseudonyme de Iossip Broz Tito, indiquaient en particulier que *“les bandits trotskystes s'étaient infiltrés dans le plus important bassin minier de Slovénie, se manifestent depuis longtemps dans les syndicats d'OURS, à Zagreb, où ils ont la possibilité d'intervenir dans l'organe imprimé du syndicat, Le Messenger ouvrier. Les données fragmentaires en notre possession montrent que s'est tenue en Serbie une conférence trotskyste, où l'un des rapporteurs est intervenu contre l'URSS en relation avec la lutte qui se mène en Espagne.”* Les lettres adressées au CEIC soulignent que l'opposant yougoslave qui avait fui l'URSS, Ante Ciliga, avait obtenu que *“la revue libérale de gauche la Nouvelle Europe ouvre ses pages à d'infâmes calomnies contre l'URSS, le PCR(b) et le CEIC”* (8).

Bien entendu, le nombre d'adhérents de ces partis et groupes était modeste, parfois limité seulement à quelques dizaines de militants actifs, mais, ne l'oublions pas, au début des années 1930, le nombre des adhérents des partis communistes officiels membres du Comintern s'était réduit de près de trois fois depuis le début des années 1920. Nombre de leurs anciens dirigeants se trouvaient hors de ces partis. La nouvelle direction de ces partis, promue sur la vague des épurations, entraînait souvent en conflit avec les militants de base et n'était pas capable de remplir pleinement les directives du CEIC, qui exigeaient constamment de nouvelles exclusions.

## **“D'énormes lacunes dans la lutte contre le trotskysme”**

Lors d'une réunion du secrétariat du CEIC, le représentant du PC polonais, B. Bronkovski, souligna : *“Il est indiscutable que nos cadres dirigeants, particulièrement dans les partis clandestins, sont incroyablement arriérés dans le domaine idéologique... Ils souffrent d'énormes lacunes dans le domaine de la lutte contre le trotskysme. Ainsi, par exemple, l'un de nos responsables en Pologne écrit que les divergences entre Lénine et Trotsky avant la révolution étaient mineures et n'ont pris une importance stratégique qu'après la révolution. L'ignorance est aujourd'hui égale à la contre-révolution”* (9).

## **Les partis du Bureau de Londres**

L'évolution constante à gauche et la différenciation croissante de la social-démocratie au milieu des années 1930 aboutit à ce que certains partis, auparavant membres de la II<sup>e</sup> Internationale, condamnaient sa politique réformiste et rompirent les relations avec elles et constituèrent le “Bureau de Londres d'unité socialiste révolutionnaire”. Le Parti ouvrier allemand (SAP), l'Independent Labour Party (ILP) d'Angleterre, qui en faisaient partie, bien que collaborant avec les communistes dans leur propre pays, condamnaient dans son ensemble la politique du Comintern, qu'ils jugeaient opportuniste et entièrement subordonnée aux calculs géopolitiques du groupe dirigeant stalinien de Moscou.

Trotsky suivait attentivement les partis du Bureau de Londres, dans lequel entraient aussi le POUM, le Parti socialiste de Suède et quelques autres. Trots-

(7) CRCEDHC, fonds 495, inventaire 282, dossier 70, pages 72 à 103.

(8) CRCEDHC, fonds 495, inventaire 20, dossier 648, pages 24 à 26.

(9) CRCEDHC, fonds 495, inventaire 18, dossier 1 192, pages 38 à 40.

ky caractérisait ce courant comme centriste, considérait que l'aiguïsement de la lutte des classes pousserait une fraction de ces partis vers la droite et qu'une autre fraction se rapprocherait de façon conséquente du mouvement de la IV<sup>e</sup> Internationale. Il manifestait des espoirs en ce sens surtout à l'égard de l'ILP anglais, du POUM, du Parti des socialistes unitaires de Roumanie, dans lesquels, à son avis, se trouvaient de nombreux partisans de la IV<sup>e</sup> Internationale, surtout parmi leurs adhérents de base (10).

Ces partis étaient suivis en permanence par les informateurs du Comintern, qui signalaient, en particulier, que le principal organe publiant des articles de Trotsky en Angleterre était le *New Leader*, de l'ILP (11).

Tout cela trouvait un écho dans les directives du secrétariat du CEIC. Bronkovski soulignait ainsi : *"Dans les pays capitalistes, nous nous heurtons à trois aspects du trotskysme, à trois de ses formes : 1) Les trotskystes masqués dans nos propres rangs. C'est le travail de diversion à double face qu'ils mènent en donnant leur accord à notre programme et en se dissimulant sous la carte du parti. 2) Les organisations trotskystes indépendantes. 3) Les trotskystes à l'intérieur des partis sociaux-démocrates, où leur activité se développe..."* (12).

## Une nouvelle étape dans l'affrontement entre le stalinisme et l'internationalisme révolutionnaire

La révolution espagnole et la guerre civile de 1936-1939 marquèrent une nouvelle étape de l'affrontement entre le stalinisme et l'internationalisme révolutionnaire. Peu après la rébellion militaire, les partis du Bureau de Londres convoquèrent une conférence à Bruxelles, qui constata que *"l'Espagne est en ce moment le champ de bataille de la classe ouvrière internationale"*.

Condamnant la politique de "non-intervention" et tout particulièrement l'adhésion que lui donna l'URSS, la conférence constata que la principale contradiction de la guerre d'Espagne n'était pas entre la *"démocratie bourgeoise et le fascisme"* (comme l'affirmait la propagande du Comintern), mais la contradiction entre *"capitalisme et socialisme"*. *"La conférence souligna aussi la nécessité de créer en Espagne des organes de masse des ouvriers, des paysans et soldats, afin de prendre définitivement le pouvoir et d'édifier une société socialiste. La révolution espagnole était ainsi considérée comme une nouvelle étape de la révolution socialiste mondiale"* (13). Le pronostic de Trotsky sur la consolidation de toutes les forces révolutionnaires internationalistes commençait ainsi à se confirmer.

Une conférence internationale de toutes les organisations antifascistes solidaires de la lutte internationale du prolétariat et visant à créer un centre agissant d'une nouvelle Internationale était prévue en mai 1937 à Barcelone. En 1936, des signes attestent que les contacts entre Trotsky et le POUM, antérieurement interrompus à la suite de désaccords entre eux, étaient en voie d'être renouvelés.

L'analyse des documents du secrétariat du CEIC permet de conclure que c'est précisément la consolidation de toutes les forces antifascistes se tenant sur la plate-forme de la révolution internationale qui suscitait la plus grande inquiétude dans les sommets du Kremlin. Le POUM, les partis de Bureau de Londres, qui se solidarisaient avec lui, furent sans réserve qualifiés d'organisations trotskystes, de cinquième colonne du fascisme et persécutés avec la même férocité que les partisans réels de Trotsky.

(10) CRCEDHC, fonds 495, inventaire 20, dossier 837, pages 4 à 20.

(11) CRCEDHC, fonds 495, inventaire 14, dossier 246, pages 25 à 34.

(12) CRCEDHC, fonds 495, inventaire 18, dossier 1 192, page 33.

(13) CRCEDHC, fonds 495, inventaire 1, dossier 94, feuille 12.

## Des directives impératives

La bureaucratie dirigeante en URSS et le Comintern, qui lui obéissait docilement, déployèrent en 1936-1938 dans la lutte contre le trotskysme (étiquette sous laquelle étaient classées toutes les forces de gauche antistaliniennes) les moyens d'un appareil de propagande inouï pour l'époque.

Le CEIC publia toute une série d'instructions et de directives détaillées tirant le bilan des procès de Moscou et du plénum du comité central de février-mars 1937 (*c'est au cours de ce plénum que furent jugés et arrêtés Boukharine et Rykov* : cf. Cahiers du mouvement ouvrier, n° 1, NDR), envoyées dans tous les pays où existait un parti communiste.

Ces directives exigeaient que *"le bureau politique de chaque parti fixe toute une série de mesures destinées à ce que la campagne engagée, par sa nature et son envergure, non seulement revête un caractère interne au parti, mais vise aussi les plus larges masses populaires. Il est nécessaire de montrer à ces masses que le trotskysme est une agence du fascisme, que Trotsky et les trotskystes sont les plus vils ennemis de l'URSS, les ennemis de la liberté des peuples et de leur indépendance, sont des restaurateurs du capitalisme en URSS, des fauteurs de guerre... Il est indispensable que les larges masses populaires, dans le cours de la campagne, avancent l'exigence que Trotsky soit chassé du Mexique et déféré devant un tribunal prolétarien en URSS"* (14).

A cette fin, le secrétariat du CEIC exprima le souhait que les dirigeants des partis communistes d'Europe occidentale qui assistaient aux procès de Moscou interviennent publiquement dans les grandes capitales de l'Europe. Leur agitation devait prendre appui *"sur des faits concrets"* tirés des aveux des inculpés : *"Le meurtre de Kirov, le meurtre de 29 soldats de l'Armée rouge, les explosions de mines, d'usines chimiques, etc., en donnant des indications précises sur où, quand et combien d'hommes avaient péri"* (15).

Outre cela, les instructions soulignaient la nécessité d'organiser un meeting international à Londres.

En même temps, le CEIC proposait d'*"organiser systématiquement des réunions de travailleurs sociaux-démocrates et des syndicats réformistes pour leur expliquer le travail de sabotage des trotskystes dans chaque pays particulier"*. Une attention particulière devait être accordée *"aux organisations intellectuelles nationales et internationales (Ligue des droits de l'homme et du citoyen, unions d'écrivains, Comité international pour les droits du réfugié, etc.)"* (16).

D'autres mesures dignes des meilleures traditions de la guerre psychologique étaient prévues dans le cours de cette campagne. Le CEIC planifiait l'édition, *"dans toutes les langues étrangères"*, d'une biographie de Trotsky, d'un recueil de tous les articles de Staline contre Trotsky et le trotskysme, et aussi (vraisemblablement en réponse au Livre rouge de Léon Sedov sur le premier procès de Moscou) d'éditer un Livre noir du trotskysme international, comprenant une étude du travail des trotskystes dans les divers pays.

Attribuant une attention particulière à la lutte contre le trotskysme en Espagne, le secrétariat du CEIC demanda à Mikhaïl Koltsov de rédiger une série d'articles sur le travail de sape des trotskystes dans ce pays (17). Le CEIC attirait tout particulièrement l'attention des dirigeants du PC sur la lutte avec les tendances conciliatrices (*à l'égard du trotskysme, NDR*) dans leurs propres rangs. Ils devaient lutter *"contre les plus petites tentatives de défendre et de préserver le trotskysme ou contre toute manifestation de neutralité à l'égard du trotskysme, en excluant du parti tous les adhérents liés en quelque mesure à la contre-révolution trotskyste"* (18).

(14) CRCEDHC, fonds 495, dossier 750, pages 3 et 4.

(15) CRCEDHC, fonds 495, inventaire 20, dossier 751, pages 236 à 239.

(16) *Ibidem*.

(17) *Ibidem*.

(18) *Ibidem*.

Etant donné que *“le trotskysme est une variété du fascisme”*, tous les partis étaient invités à traiter les questions du trotskysme précisément sous cet angle. Il était prévu d’éditer dans toutes les langues *“des brochures et des tracts spéciaux comportant des extraits concordants des écrits de Trotsky, Doriot, Goebbels et Hitler sur les problèmes de la politique mondiale et du mouvement ouvrier international”*. Le syndicat soviétique des cheminots était invité à s’adresser par lettre aux cheminots de tous les pays en leur exposant les faits de sabotages sur les voies ferrées révélés lors du procès, avec le décompte du nombre des victimes et des pertes matérielles (19).

## L’apogée : le troisième procès de Moscou

La campagne contre le trotskysme atteignit son apogée pendant le troisième procès de Moscou. Le CEIC proposa à tous les partis communistes d’expliquer que *“le bloc des trotskystes et des droitiers”* constituait un *“complot international de la réaction et du fascisme inspiré par les centres d’espionnage de l’Allemagne hitlérienne et du Japon, et réalisé avec la participation des débris de tous les groupuscules antisoviétiques : trotskystes, droitiers, zinoviévistes, nationalistes bourgeois, mencheviks et socialistes-révolutionnaires”*.

Le CEIC se proposait d’éditer en anglais, français et allemand le procès-verbal complet du troisième procès de Moscou, au plus tard le 20 mars 1938, et, au plus tard le 25 mars 1938, un compte rendu abrégé en espagnol, italien, tchèque, hongrois, hollandais, danois, suédois, norvégien, finnois et serbo-croate (20). L’un des principaux dirigeants de la commission chargée de cette campagne était Ponomarev, futur secrétaire du comité central du PCUS.

Une terreur psychologique sans précédent et l’extermination physique des *“trotskystes”* en URSS et en Espagne atteignirent leur but essentiel : la vague révolutionnaire des années 1930 ne s’ache-

va pas par une révolution victorieuse. Un réel mouvement révolutionnaire de masse, capable de constituer une alternative au stalinisme en dehors des frontières de l’URSS, ne vit pas le jour.

**“En réalité, le trotskysme, c’est quelque chose d’autre...”**

En même temps, les purges féroces, qui affaiblirent et démoralisèrent partiellement le prolétariat des pays européens, ne parvinrent pas néanmoins à anéantir complètement l’esprit de l’internationalisme. Ainsi, le rapport du représentant du PC français au CEIC en date du 21 juillet 1938 fait le constat suivant : *« On affirme en général qu’il n’y a pas en France de “parti trotskyste”, sauf quelques petites sectes isolées les unes des autres et sans lien avec les masses... Mais en réalité, en France, le trotskysme, c’est quelque chose d’autre... Si l’on analyse l’activité de ces “éléments isolés”, alors nous voyons qu’ils se retrouvent tous sous une forme ou sous une autre dans un regroupement. Par exemple, ceux qui appartenaient en 1934 au Parti socialiste se retrouvent maintenant dans les rangs des pivertistes, d’autres sont des collaborateurs d’Espagne socialiste. Les troisièmes se regroupent dans le mouvement Mai 1937, dirigé par Magdeleine Paz et d’autres, bien que dans le Parti socialiste ils aient appartenu à des courants différents. »*

Accordant une attention particulière au Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP) dirigé par Marceau Pivert, le rapporteur n’excluait pas la possibilité qu’après le congrès de fondation de ce nouveau parti, *“les pivertistes engagent des négociations avec d’autres petits groupes trotskystes et anarchistes”* en vue de parvenir à une unification (21).

(19) *Ibidem*.

(20) CRCEDHC, fonds 495, inventaire 20, dossier 750, pages 61 à 64.

(21) CRCEDHC, fonds 495, inventaire 18, dossier 1 246, pages 76 à 85.

Les répressions et les provocations ne donnèrent pas un coup d'arrêt à la consolidation ultérieure des efforts des partisans de la IV<sup>e</sup> Internationale au-delà du continent européen. Des communiqués d'informations détaillés, réunis par A. Marty, P. Togliatti, O. Kuusinen, conservés dans leurs archives personnelles, en font foi.

## La carte du monde trotskyste du Comintern

Une bonne partie de ces informations émanent des pays d'Amérique du Nord et centrale. Aux Etats-Unis, où se constitua la section la plus forte de la IV<sup>e</sup> Internationale, le bulletin du 8 janvier 1938 indiquait qu'après l'exclusion de 500 à 600 trotskystes du Parti socialiste, ces derniers "déployaient une grande activité dans le Minnesota, où ils tiennent dans leurs mains le puissant syndicat des conducteurs de camions", ils sont représentés dans la direction du syndicat des marins sur la côte du Pacifique, dans le syndicat des travailleurs du textile (22).

Le bulletin accordait une attention toute particulière au travail des partisans de Trotsky dans les organisations de jeunesse américaines : "Au printemps 1936, les trotskystes sont entrés dans la Jeunesse socialiste. A partir de ce moment-là, les positions de la Jeunesse socialiste sont devenues intégralement trotskystes." A travers la Jeunesse socialiste, les trotskystes pénétrèrent dans l'Union des étudiants américains, qui envoya un délégué trotskyste au congrès international des étudiants, à Genève (23).

En mai 1939, des informations parvinrent au CEIC sur le congrès du Socialist Workers Party, la section américaine de la IV<sup>e</sup> Internationale, et sur la résolution adoptée à ce congrès, qui insistait sur le renforcement de l'offensive menée en direction du PC américain, le renforcement de la lutte contre l'orientation de Roosevelt, orientation totalement soutenue par le PC américain, et sur la concentration de l'activité dans les pays d'Amérique latine (24).

A la fin de 1938, des groupes actifs de trotskystes se manifestaient dans toute une série de pays d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale. Les documents mettent en valeur les points suivants : en Argentine, les trotskystes agissaient dans le Parti socialiste et dans le Parti socialiste ouvrier ; au Brésil, dans l'Alliance de libération nationale, où ils développaient une intense agitation contre les procès de Moscou ; à Cuba, dans le Parti démocratique révolutionnaire et dans le Parti révolutionnaire ; au Chili, dans le Front populaire, où, disait le rapport, "ils ont des militants populaires parmi les masses, un député dans le Parlement actuel et un sénateur dans le précédent" (25).

En Bolivie, où, jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, n'existait pas de parti communiste, agissait une section de la IV<sup>e</sup> Internationale, "dont le dirigeant, l'écrivain aventurier Tristan Marov, qui vit en Argentine, est populaire en Bolivie" (26). Par la suite, les trotskystes jouèrent un rôle important dans la révolution démocratique nationale de 1952.

En 1939, des informations signalent la constitution d'une section de la IV<sup>e</sup> Internationale au Canada, sous le nom de Ligue socialiste ouvrière, qui publie un organe intitulé *Action socialiste* (27).

En Afrique du Sud, les trotskystes formèrent le Parti ouvrier, qui se considérait comme section de la IV<sup>e</sup> Internationale et qui publiait le journal *La Flamme*, en langues anglaise et indigène. Un bulletin adressé à André Marty affirmait que les trotskystes sud-africains écrivaient dans la presse démocratique et syndicale et avaient à Johannesburg une librairie de littérature marxiste (28).

(22) CRCEDHC, fonds 495, inventaire 20, dossier 536, pages 9-10.

(23) CRCEDHC, fonds 495, inventaire 14, dossier 121, pages 7 à 12.

(24) CRCEDHC, fonds 495, inventaire 14, dossier 130, pages 10 à 13.

(25) CRCEDHC, fonds 495, inventaire 20, dossier 830, pages 54 à 65.

(26) *Ibidem*, page 67.

(27) CRCEDHC, fonds 495, inventaire 14, dossier 130, page 9.

(28) CRCEDHC, fonds 495, inventaire 14, dossier 354, pages 1 à 4.

En Australie, d'après les renseignements à la disposition du CEIC, un groupe trotskyste se manifesta dès 1933 avec des cellules à Sydney et Melbourne. Son dirigeant était un professeur de philosophie de l'Université de Sydney, du nom d'Anderson. En 1935, ils se découvrirent un allié dans la personne de l'ancien secrétaire général du Parti communiste australien, Cavano. D'après un document rédigé par Artur London (futur condamné du procès Slansky, en Tchécoslovaquie, en 1952), les trotskystes australiens publiaient un hebdomadaire, *The Militant*, s'étaient infiltrés dans la fédération du Labour Party de l'Etat de Victoria et, utilisant la presse travailliste, "calomniaient l'URSS, et tout particulièrement le camarade Staline, en affirmant que pendant les procès de Moscou, toute la vieille garde léniniste avait été fusillée" (29).

Le Parti communiste de Nouvelle-Zélande appelait à la lutte contre le trotskysme et pour l'unité du mouvement ouvrier. Une résolution de son comité central, en date du 7 mai 1940, souligne que "le danger trotskyste dans notre pays s'est sensiblement aggravé depuis le début de la guerre".

## Le cas de la Chine...

L'Opposition de gauche en Chine agissait dans les difficiles conditions de la guerre civile. Son noyau était le groupe des étudiants chinois de l'Université des travailleurs chinois revenus de Moscou. Après 1929, se joignirent à ce noyau Tchen Dou Siou, l'un des anciens dirigeants du Parti communiste de Chine, qui reconnut la justesse des points de vue de Trotsky sur la révolution chinoise. Le correspondant du CEIC communiqué : "Ces derniers temps, Tchen Dou Siou a formé ouvertement un bloc avec la fraction trotskyste, constituée par un petit groupe d'anciens étudiants de l'Université chinoise revenus de Moscou en Chine. Ils ont une organisation clandestine, se désignent par le nom de bolcheviks-léninistes, éditent le journal clandestin *Nache Slovo* ("Notre Paro-

le"), entièrement dirigé contre le Parti communiste chinois. Ils attaquent le comité central et le Comintern en déclarant que le Comintern a tout le temps développé une ligne opportuniste, qu'il est responsable de l'échec de la révolution chinoise, que Trotsky était le seul à avoir défendu une ligne juste. Ils exigent l'instauration d'un démocratisme extrême dans le parti et l'organisation d'une large discussion de la ligne politique et de la tactique du comité central" (31).

En 1931, Li Li-San, le membre le plus important du bureau politique du PC chinois, fut accusé de déviation gauchiste et d'opposition à la politique du CEIC. Li Li-San adressa au comité exécutif du Comintern une longue lettre de repentir, dans laquelle il reconnaissait complètement ses fautes et donnait son appréciation de tous les membres du bureau politique du PC chinois. Ces appréciations reflétaient l'intensité sans précédent de la lutte fractionnelle qui s'y déchaînait depuis le début des années 1930. Dans sa lettre, conservée dans les documents du secrétariat du CEIC, il écrit à propos de Tsiou-Diou-Bo, l'un des vieux révolutionnaires exécutés par le Kouo-min-tang en 1935 : "Tsiou-Diou-Bo, tombant sous l'influence semi-trotskyste du cam. Lominadzé, entraîna le parti sur la voie du putschisme... Tchou-en-Lai était à cette époque très proche de Tsiou-Diou-Bo et céda à son influence. Des manifestations aussi répugnantes (puisque l'affaire alla jusqu'à un bloc ouvert avec les trotskystes) étaient en réalité sans précédent dans l'histoire du PC chinois" (32).

La campagne antitrotskyste en Chine connut un nouveau développement au cours de l'invasion japonaise, en liaison avec les "événements de Sian" en 1936, lorsqu'un groupe d'officiers du Kouo-min-tang d'orientation radicale arrê-

(29) CRECEDHC, fonds 495, inventaire 14, dossier 303, pages 51 à 53, 61, 91, 92.

(30) CRECEDHC, fonds 495, inventaire 20, dossier 431, pages 94-95.

(31) CRECEDHC, fonds 495, inventaire 18, dossier 845, pages 61 à 63.

(32) CRECEDHC, fonds 495, inventaire 18, dossier 1 305, pages 257 à 274.

rent Tchang Kaï-chek, dont ils considéraient l'attitude envers les Japonais comme une capitulation, dans la ville de Sian. Une partie des dirigeants du PC chinois était encline à soutenir les officiers insurgés, mais après une intervention de la direction du Comintern, Tchang Kaï-chek fut libéré.

Le dossier consacré à ces événements contient la traduction d'un article de la revue communiste chinoise *Le Front de la Jeunesse*, du 25 mars 1938. L'article évoque le jugement prochain du trotskyste Tchjan Mou-tao. Ce dernier est accusé d'avoir, pendant les événements de Sian, "rassemblé un groupe de jeunes militaires et d'avoir organisé une réunion (...) au cours de laquelle les participants décidèrent de tuer le président du conseil militaire, Tchang Kaï-chek (...). Jusqu'à son arrestation, le bandit Tchjan se présentait comme le commandant en chef d'une armée d'autodéfense, se désignait lui-même sous le titre de commandant de détachements de partisans et répandait des rumeurs visant à diffamer les chefs anti-japonais. En prenant en compte tout ce qui est exposé ci-dessus, on peut penser qu'il ne se trouvera pas un seul homme qui puisse nier que le bandit Tchjan Mou-tao mérite la mort", conclut l'article (33).

La *Pravda*, du 4 mars 1939, contenait un article signé du nom de Tchen-Lin, où l'on pouvait lire : "Dans la province de Tchain-si et de Fou-Tsian, les bandits trotskystes ont constitué leur détachement de bandits, qu'ils ont dénommé L'Armée rouge, et ils se sont efforcés de susciter un conflit armé entre le parti et le Kouo-min-tang" (34).

Les documents à notre disposition ne permettent pas néanmoins d'établir un tableau complet de l'activité de l'Opposition de gauche en Chine, de ses liens avec les autres sections de la IV<sup>e</sup> Internationale, de son attitude vis-à-vis de Tchang Kaï-chek et des autres dirigeants du Kouo-min-tang, sur le détail de la lutte armée et sur l'ampleur de la répression. Mais les résolutions politiques du comité central du PC chinois, confirmées par le présidium du CEIC en mars 1940, comportent l'exigence insistante

que soit renforcée la campagne pour démasquer les trotskystes et obtenir leur exclusion du mouvement de libération nationale. A cette fin, il est proposé, pour améliorer la politique des cadres, de créer, sous le contrôle du comité central, une section des cadres dirigée par un des secrétaires du comité central. Cette section devait recenser "tous les renégats, trotskystes, traîtres, en accordant une attention particulière aux anciens militants dirigeants du PC chinois" (35).

## Le flanc de l'Asie...

Les agents du Comintern en Inde, dans leurs informations au centre, soulignaient le point suivant : certes, il n'y a pas de groupe trotskyste en Inde, mais certaines idées trotskystes suscitent l'intérêt de la direction du Parti socialiste du Congrès, qui collabore avec le Bureau de Londres et l'ILP britannique. En particulier, selon ces informateurs, le secrétaire général de ce parti, Massani, entré en relation épistolaire directe avec Trotsky, exprimait une position protrotskyste.

A la fin des années 1930, les trotskystes avaient de fortes positions au Sud-Vietnam. Les documents du PC indochinois soulignent qu'après la scission qui s'est produite dans le parti "en 1936, les trotskystes se sont emparés du principal journal du parti, *La Lutte*, et l'ont transformé en un organe de calomnies contre le *Front populaire*, contre le PC français et contre l'URSS (...). Le Parti communiste n'a pas réussi à s'opposer à l'activité provocatrice et de sabotage du groupe trotskyste *La Lutte*" (37).

Le recueil *Le Comintern et l'Orient*, publié en URSS en 1969, constatait l'in-

(33) CRCEDHC, fonds 532, inventaire 4, dossier 280, pages 157 à 165.

(34) *La Pravda*, 4 mars 1939.

(35) CRCEDHC, fonds 495, inventaire 20, dossier 311, pages 120 à 122.

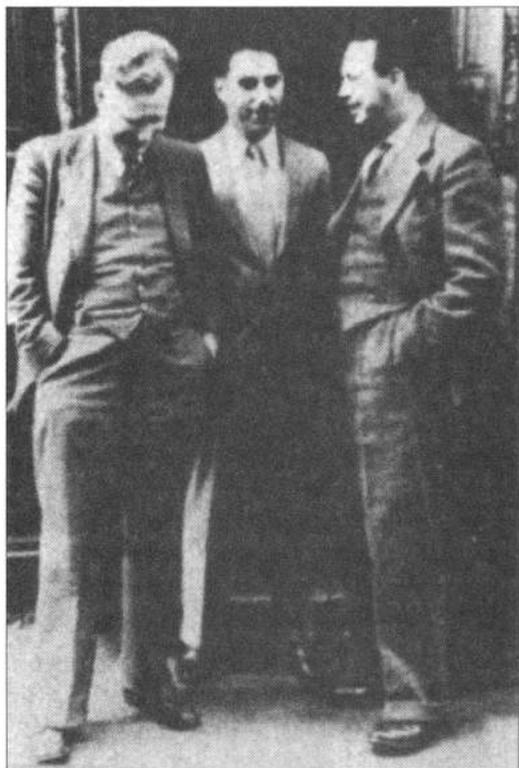
(36) CRCEDHC, fonds 495, inventaire 16, dossier 59, pages 103, 109, 149.

(37) CRCEDHC fonds 495, inventaire 14, dossier 404, pages 27-28.

fluence assez grande des groupes trotskystes au Vietnam du Sud et l'incapacité du Parti communiste à assurer son influence dans les organisations de masse. "Nous avons surestimé nos forces, en méprisant la nécessité de démasquer les manœuvres trotskystes et en accordant

*trop peu d'importance au travail auprès des larges masses",* constataient plus tard les communistes vietnamiens (38).

(38) *Comintern i Vostok*, Moscou 1969, pages 441 à 443.



Les Américains James Cannon, Martin Abern et Max Schachtman.



Le Hollandais Henk Sneevliet.



Le Vietnamien Ta thu Thâu.



L'Italien Pietro Tresso.

**Le dossier  
Aoussem  
(dirigeant trotskyste  
"disparu" en 1936)**

Un étrange oubli frappe depuis longtemps Vladimir Christianovitch Aoussem, et plus largement la famille Aoussem, famille de révolutionnaires russes aux tendances diverses : Vladimir Christianovitch (1882-1936) fut bolchevik, puis trotskyste. Il eut trois frères : Otto Christianovitch (1875-1929), militant bolchevique, mourut en 1929 alors qu'il remplissait les fonctions de consul général de l'URSS à Paris ; Robert Christianovitch, socialiste-révolutionnaire ; Victor Christianovitch (1885-?), menchevik, fut arrêté par la Tchéka le 13 mars 1921 et interné dans un camp de concentration pour son appartenance au Parti menchevique jusqu'à la fin de la guerre civile, en date du 15 avril 1921. Il aurait donc dû être libéré assez vite comme de nombreux autres mencheviks dans ce cas. Mais à dater de ce jour, on perd sa trace...

Vladimir Christianovitch Aoussem, militant de la social-démocratie russe dès 1899, adhérent du Parti bolchevique en 1917 et dirigeant de l'Opposition de gauche, fut arrêté par le Guépéou le 15 janvier 1933 et condamné par une conférence spéciale du Guépéou à trois ans d'exil à Astrakhan comme membre d'un groupe trotskyste clandestin.

Le 16 janvier 1936, sa peine terminée, il prit le train pour se rendre à Leningrad et disparut : plus personne ne le revit jamais.

Son fils, Vladimir Vladimirovitch Aoussem, membre de la Garde rouge en octobre 1917, participa au soulèvement bolchevique à Kiev, en octobre, puis prit part à la guerre civile jusqu'au bout ; il fut ensuite auditeur de l'Académie militaire, gravit peu à peu les échelons de l'Armée rouge, jusqu'à être nommé en 1935 commandant de brigade ; puis il fut dégradé le 16 mai 1937, au moment où Staline préparait le grand procès des chefs de l'Armée rouge de juin 1937, arrêté le 20 juillet à Kharkov, accusé de participation à un complot militaire fasciste, condamné le 15 octobre à la peine de mort et fusillé le lendemain.

Entre temps, il avait confié qu'il était certain de la mort de son père. Sa fille, donc la petite-fille de Vladimir Vladimirovitch, nous a transmis un dossier sur ce militant et cette famille révolutionnaire...

# Le militant révolutionnaire Vladimir Christianovitch Aoussem

**V**LADIMIR Christianovitch Aoussem avait eu une "carrière" révolutionnaire bien remplie. Ayant adhéré à un cercle social-démocrate en 1899, il participe en 1900 à la manifestation du 1<sup>er</sup> Mai à Kharkov, en 1901 il est arrêté et envoyé sous la surveillance de la police dans sa ville natale d'Orel, avec interdiction de vivre dans les villes universitaires. Puis il reçoit l'autorisation d'émigrer, part en Allemagne trois ans, où il achève ses études en faculté de chimie, est candidat social-démocrate aux élections à la deuxième Douma, en 1906, échappe de peu à l'arrestation ; à cette époque, il passe dans la clandestinité et milite dans la région de Kiev jusqu'à la guerre.

En 1917, il prend part à la révolution à Kiev ; en décembre 1917, il est délégué au congrès des bolcheviks ukrainiens. Il est élu au comité territorial des bolcheviks ukrainiens et secrétaire aux finances du Conseil des commissaires du peuple ukrainien, fonction qu'il quitte dès février 1918 pour partir combattre les Allemands, puis les armées blanches, comme membre du comité révolutionnaire central d'Ukraine. Il est commandant de la I<sup>re</sup>, puis de la II<sup>e</sup> division insurrectionnelle d'Ukraine. A la fin de 1918, il est nommé chef d'état-major de l'armée soviétique d'Ukraine, puis de la II<sup>e</sup> armée ukrainienne.

En mars 1919, délégué au VIII<sup>e</sup> Congrès du Parti bolchevique, il vote sur les questions militaires la plate-forme de Vladimir Smirnov, le déciste (1), et non

celle de Trotsky. En juillet 1919, il est nommé membre du comité militaire révolutionnaire de la VIII<sup>e</sup> armée.

En 1921, il est nommé représentant plénipotentiaire de l'Ukraine en Allemagne, puis en 1924 en Autriche. En 1925-1926, il préside le Conseil de l'économie nationale d'Ukraine. En 1927, est envoyé comme plénipotentiaire commercial en Turquie et est exclu du Parti bolchevique au XV<sup>e</sup> Congrès en décembre 1927 comme "*militant actif de l'opposition*".

Il est exilé à Armavir, au nord du Caucase. Il continue son activité d'opposant et organise les trotskystes de la région. Et le 16 mai 1929, le Guépéou l'arrête. Accusé d'avoir dirigé l'organisation trotskyste locale, d'avoir correspondu avec les divers groupes trotskystes, d'avoir diffusé de la littérature trotskyste, il est condamné à trois ans d'exil au Kazakhstan pour "*appartenance à l'organisation trotskyste clandestine*".

Le 20 juin 1930, il signe avec Karl Grünstein, V. Kasparova, V. Kossior, N. Mouralov, Christian Racovsky et Koté Tsintadzé, exilés à Barnaoul, une lettre de sept représentants de l'Opposition de gauche aux délégués du XVI<sup>e</sup> Congrès du Parti bolchevique (26 juin-13 juillet). Ce texte de vingt-quatre feuillets, qui n'a

(1) Cf. *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 2. La motion de Smirnov critiquait la politique jugée trop centralisatrice de Trotsky.

évidemment pas été communiqué aux délégués du congrès, n'est jamais parvenu à Trotsky et n'a jamais été publié dans le *Bulletin de l'Opposition*. Il est entièrement inédit. La petite-fille de Vladimir Aoussem a réussi à se le procurer.

A la fin de ces trois ans, il part à Orel, où il est arrêté le 15 janvier 1933. Il est condamné à trois ans d'exil à Astrakhan, sous l'accusation d'avoir appartenu au groupe trotskyste d'Ivan Smirnov, qui sera condamné à mort lors du premier procès de Moscou.

Le 19 février 1936, comme il est dit plus haut, à l'expiration de sa peine, il prend le train pour Leningrad et dispa-

raît. A cette date, Ivan Smirnov, avec lequel il était étroitement lié, était arrêté et "travaillé" par le Guépéou pour figurer dans le premier procès de Moscou. Il est donc assez probable que le Guépéou l'a intercepté dans le train et sévèrement interrogé, puis liquidé. Ou bien il a, comme beaucoup d'autres, refusé de signer des dépositions falsifiées et a été abattu d'une balle dans la nuque. Ou cet homme malade des poumons n'a peut-être pas résisté aux interrogatoires musclés des services de Iagoda.

Nous publions ci-dessous quelques extraits de la déclaration du 20 juin 1930.

## La lettre des sept

**D**ANS la mesure où il est exclu que le comité central ne connaisse pas la gravité de la situation politique et économique, la conclusion s'impose d'elle-même que l'optimisme officiel des thèses (*du comité central pour le congrès, NDR*) a comme seule fonction de dissimuler la situation véritable de l'Union soviétique (...). La question de la réalité des plans industriels, de leur coordination avec les possibilités matérielles du pays est laissée sans réponse.

Les thèses sur l'industrie ne permettent pas au congrès de savoir que le plan d'investissements pour la première moitié de la période 1929-1930 n'a été rempli qu'à 25 % ; de la même façon, le parti ne sait pas que des entreprises existantes ont cessé de fonctionner, sans doute à cause du manque de matières premières (ainsi, à Serpoukhovo, cf. revue de presse de la *Pravda*, du 7 avril 1930).

On lit dans les thèses : "*La qualité de la production industrielle se trouve à un niveau très bas, et dans certains cas il y a une tendance à une nouvelle dégradation.*" Mais ce constat n'est suivi d'aucune tentative d'explication de ce phéno-

mène, qui, de l'aveu même de la presse économique, réduit à néant les résultats quantitatifs de l'industrie...

Les thèses sont étonnamment discrètes sur l'économie en général, sur le mouvement syndical et sur la situation de la classe ouvrière chez nous. Comment la classe ouvrière a-t-elle accueilli dans sa masse la semaine continue, l'avalanche de décrets, chacun plus bureaucratique et plus sévère que l'autre, sur le *renforcement* de la discipline du travail ? Quelle attitude a-t-elle vis-à-vis du dernier décret, qui transforme les travailleurs de choc (1) en une couche spéciale ? Quelles sont les variations du salaire *réel*, la croissance de la composition du budget ? Quelle est la dynamique des avaries, des accidents et des maladies du travail ?

Le congrès doit savoir aussi pourquoi se développe tellement l'alcoolisme chez les travailleurs, particulièrement chez les travailleurs peu qualifiés. Le congrès doit connaître les causes générales de

(1) Travailleurs dépassant les normes, formés d'ordinaire en brigade, considérés comme modèles et qui perçoivent des primes et des avantages (NDR).

l'apparition, cette dernière année, d'une effrayante fluidité de la main-d'œuvre dans les entreprises.

La situation juridique des travailleurs n'est pas moins importante que leur situation matérielle. Il faut donner là-dessus des informations au congrès.

Les informations qui filtrent parfois dans la presse sur l'absence de droits politiques des travailleurs dans les entreprises d'Etat sont proprement incroyables (...).

Quelle est la situation réelle dans la question des kolkhozes ?

Les kolkhozes qui existaient auparavant, là où ils s'étaient implantés et avaient bien assimilé les méthodes de la gestion sociale, pouvaient indubitablement influencer sur la conduite de la paysannerie. Mais y avait-il beaucoup de ces kolkhozes modèles ? Malheureusement, très peu. Ce n'était manifestement pas leur faute, mais leur malheur. L'absence de base technique suffisante (on ne sait pas s'il y a 30 000 petits tracteurs Ford dans l'ensemble des kolkhozes !), l'absence de bonne organisation et d'expérience accumulée, et, surtout, le manque de crédits suffisants, tout cela plaçait les kolkhozes existants dans une situation critique (...).

Nos kolkhozes ne se trouvaient pas à un stade de développement les rendant capables par leur exemple d'entraîner des dizaines de millions de petits propriétaires, contrairement à ce qu'affirment les thèses (...).

Pourquoi ces thèses — si on se limite à l'énumération des seules fautes tactiques — ne disent-elles rien de la démagogie des promesses non réalisées ?

La tromperie sur les tracteurs, sur les semences sélectionnées, sur le bétail de race, sur les crédits à long terme, etc., ont contribué de façon non négligeable à entraîner le paysan moyen dans les kolkhozes et après à le décider à sortir des kolkhozes.

Le comité central est-il responsable des erreurs commises ? (...) Le comité central considère qu'il n'est pas responsable des exécutants (...). Selon les thèses, l'appareil du parti est respon-

sable. Mais qui éduque l'appareil ? Qui le dirige ? Qui le contrôle ? On sait bien qui, d'autant que tous les secrétaires, de haut en bas, sont pratiquement nommés.

Cela ne retire certes pas la responsabilité de l'appareil, dans la mesure où y travaillent des communistes et non des exécutants aveugles et zélés.

Bien sûr, enfin, le parti tout entier est responsable moralement, dans la mesure où il admet les erreurs et les exagérations. Sont responsables en premier lieu ceux qui voient et comprennent ce qui se passe et n'ont pas le courage d'en parler à haute voix.

En fait, la tentative de rejeter la responsabilité sur l'appareil ne fait qu'approfondir la faute du comité central lui-même (...). *L'appareil a perdu le flair politique, il a cessé d'exprimer correctement ce qui existe dans la conscience des masses.*

Là est la tragédie de notre parti.

Mais le comité central ne peut esquiver la responsabilité sur le fond (...).

Deux mots sur les violences. Elles constituent une méthode habituelle d'action dans notre appareil. Tout le parti connaissait les violences. L'opposition léniniste les connaissait aussi, elle qui, en décembre de l'année passée, a sonné l'alarme tant contre la violence exercée contre le paysan moyen que contre l'ultra-gauchisme bureaucratique.

Il est étrange que seul le comité central n'ait rien vu, rien entendu, rien su pendant quatre mois et que, même en mars, il lui ait fallu mener une "*profonde enquête*" (...).

La directive sur la collectivisation totale était une très grossière erreur politique, une véritable *déchéance* théorique, violant les principes fondamentaux du léninisme. Le comité central a oublié que le parti communiste ne peut se poser que des tâches historiquement accessibles. Oubliant cela, il s'est attaché à transformer des petits propriétaires en socialistes à l'aide de l'eau bénite administrative et de l'onction du parti...

Dans la mesure où l'épée de Damoclès de la collectivisation totale est suspendue au-dessus de la paysannerie

moyenne, nous n'avons pas la paix à la campagne, mais seulement un armistice armé. Le renouvellement des soulèvements est possible à tout moment (2).

Dans les propositions de l'opposition de 1927, il n'y avait rien — en particulier l'emprunt obligatoire de blé effectué auprès de la couche supérieure de la campagne — qui dût amener à la politique ultra-gauche de ces derniers mois.

A la base du cours ultra-gauche (3) se trouve l'idée préconçue que l'appareil peut tout faire, qu'il n'a rien à craindre. C'est l'un des péchés mortels, la comvantardise (4), que Lénine craignait plus que tout et qui est l'une des conséquences du vertige du pouvoir.

Aucun communiste ne doit renoncer à l'usage de la violence révolutionnaire de masse du type de la dékoulakisation de masse (ce qui ne signifie pas encore la liquidation des koulaks en tant que classe !) ni de la transformation de la lutte de classe en guerre civile. Mais de telles transformations supposent des relations extrêmement tendues à la campagne, bref une situation extraordinaire, ne dépendant pas de notre volonté, par exemple la guerre et l'organisation d'une Vendée par nos ennemis.

Mais enfiler en temps de paix la tunique et les bottes de 1919 et mettre quasiment soi-même le fusil dans la main du paysan, provoquer la guerre civile, c'est jouer à la révolution, c'est du jacobinisme d'intellectuels, c'est de la légèreté politique.

Revenir à des méthodes qui étaient inéluctables quand les dents de notre Etat prolétarien commençaient seulement à percer, y revenir maintenant quand nous disposons d'innombrables leviers pour agir sur la campagne, cela signifie couvrir son incapacité à gérer et à diriger de façon communiste par des gesticulations révolutionnaires...

Le capital politique de la révolution d'Octobre était infiniment grand. Une bonne partie en a été perdu, mais il s'est aussi d'un autre côté enrichi et il s'enrichit encore. L'attachement au pouvoir soviétique est vivant non seulement chez l'ouvrier et le paysan pauvre, mais aussi chez le paysan moyen, malgré sa colère

et son ressentiment. Les fondements socialistes de la planification nous donnent de grands avantages sur les Etats capitalistes.

Mais en même temps, nous assistons à un grand accroissement de la lassitude physique, des désaccords idéologiques et du désordre politique dans l'armée de la révolution. Il n'y a pas de fermeté de classe, qui permettait de supporter indéfiniment la rouille dévorante de la crise industrielle prolongée, aggravée par le despotisme croissant de l'appareil de l'administration et du parti.

La capacité politique de défense de la République diminue (quoiqu'accompagnée en même temps du renforcement de sa capacité de défense *technique*). La pression coordonnée de l'impérialisme mondial se renforce, par exemple à l'occasion du bloc formé autour des prétendues "persécutions religieuses" et qui va du pape aux sociaux-démocrates. L'anneau du blocus financier se resserre. La crise aiguë du capitalisme aggrave encore d'un côté les contradictions intérieures et extérieures dans chaque Etat capitaliste, mais présente un danger aussi grand dans leur unité pour la guerre contre l'URSS.

Avec l'isolement croissant de la République socialiste, nous assistons au déclin accéléré du Comintern.

La situation interne du parti complique la crise. Jamais ce dernier n'a connu autant de fractions, de déviations et de déviationnistes que maintenant.

Nous avons en vue le parti et pas seulement les milliers de camarades exclus du parti. Nous n'avons pas en vue non plus ceux qui y sont retournés au prix de déclarations bien connues et qui se traînent maintenant à la queue du parti dans une situation de petits bourgeois ou d'observateurs contraints à répéter périodiquement des serments de fidélité...

(2) Allusion aux insurrections paysannes qui avaient émaillé la collectivisation totale (NDR).

(3) C'est-à-dire la décision de procéder à la collectivisation totale et brutale (NDR).

(4) "*Vantardise communiste*" : expression de Lénine pour désigner le bluff de responsables et militants du parti annonçant réalisables ou réalisés des objectifs hors de portée (NDR).

La substitution de la nomination ouverte au principe de l'élection, ou dans d'autres cas la réduction de l'élection à une pure formalité ont abouti chez nous à une situation où le pouvoir exécutif est devenu absolument tout. Il dirige, il légifère et il se contrôle lui-même — comme en plus, il s'élit lui-même, la bureaucratie s'est substituée aux masses travailleuses.

C'est une des causes du mépris de l'intérêt des masses et de l'apathie croissante chez ces dernières à l'égard des destinées de la révolution...

Les aspirations politiques de la classe ouvrière organisée dans les rangs du parti comme de sa fraction qui se trouve en dehors se ramènent au rétablissement de la démocratie ouvrière et de la démocratie du parti. Ses aspirations économiques se concentrent sur la révision de la politique salariale et celle des innombrables décrets bureaucratiques sur le "renforcement" de la discipline du travail...

Sans la démocratie ouvrière, sans la démocratie dans le parti, il est impossible de sortir le char du pouvoir de l'ornière où il est enlisé. L'histoire de notre pays au cours de ces dernières années montre que l'appareil ne remarque une de ses fautes que pour avoir le droit d'en commettre une autre encore plus lourde.

Notre économie pose de la façon la plus aiguë le problème de la réorganisation des organes du parti, des syndicats et de l'Etat. Leur multiplicité, leurs effectifs énormes et leur parallélisme prélèvent d'énormes sommes sur les moyens nécessaires à l'industrie et à l'économie socialiste en général.

L'opposition bolchevique-léniniste s'est inlassablement déclarée prête à se soumettre à la discipline du parti, à renoncer à la lutte fractionnelle dès sa réintégration dans le parti.

Nous l'avons dit en particulier dans notre déclaration au comité central et à la commission centrale de contrôle, à laquelle se sont associés environ 800 camarades exilés et internés en isolateurs politiques, et à laquelle s'est associé aussi L. D. Trotsky. Nous l'avons répété dans notre adresse au parti du mois

d'avril, à laquelle toute l'opposition en exil s'est associée.

Nous n'avons pas cessé de nous considérer comme des membres du PBR(b), bien qu'exclus de ses rangs. Nous avons continué d'appliquer ses décisions dans le domaine de l'édification socialiste. Nous n'avons pu le faire que dans les limites étroites que nous permettaient nos conditions locales et l'article 58 (5). Si les demandes de certains camarades d'être mieux utilisés (par exemple, sur le front d'Extrême-Orient) (6) ont été grossièrement rejetées, si plus de 300 camarades, de vieux militants dévoués du parti comme L. Sosnovski, B. Eltsine, Doumbadzé, B. Mdivani, F. Kavtaradzé, Pankratov, Grünstein et tant d'autres, et d'autres comme le décisive Vladimir Smirnov pourrissent dans les isolateurs politiques au lieu d'être utilisés au travail, la faute n'en retombe pas sur nous...

Au cours des deux dernières années et demie, nous avons été soumis à des persécutions inouïes, au cours desquelles de nombreux camarades ont perdu la vie. Plus de 300 d'entre eux — dont un bon nombre sont dans un état de santé déplorable — se trouvent internés dans des isolateurs politiques. Le camarade Trotsky a été exilé, avec la collaboration du gouvernement turc, à Constantinople. Chez les exilés, perquisitions, mise en quarantaine postale, arrestations de masse (dont les dernières sont récentes) se multiplient.

Rien de tout cela n'a pu nous faire fléchir dans notre lutte pour le renforcement de la dictature du prolétariat chez nous, pour la révolution mondiale, pour l'unité idéologique et organisationnelle du PCR(b) et du Comintern, pour le pouvoir soviétique et, en même temps, pour la mise en œuvre du droit reconnu par les statuts du parti de "*discuter en toute liberté de toutes les questions qui font problème*"...

(5) Article du Code pénal portant condamnation pour motifs politiques et restreignant considérablement les droits civils des victimes (NDR).

(6) Une vive tension militaire avec le Japon s'était manifestée en 1929-1930 (NDR).



# **L'assassin de Kirov et son journal**

Le 1<sup>er</sup> décembre 1934, à quatre heures et demie de l'après-midi, le premier secrétaire du Parti communiste de Leningrad, Serge Kirov, membre du secrétariat du comité central et du bureau politique du Parti communiste russe, était abattu d'un coup de revolver dans la nuque par Leonide Nicolaïev, membre du parti, dont il avait été récemment exclu sans raison politique.

Cet assassinat marque le début d'une nouvelle période de la répression stalinienne.

Le texte du journal que nous publions ci-dessous nous a été communiqué par le petit-fils d'un des dirigeants de la Jeunesse communiste de Leningrad. De très minces extraits en avaient été publiés, avec quelques paragraphes d'autres documents laissés par Nicolaïev, dans *Vestnik Verkhovnogo Souda* ("Le Messenger de la Cour suprême"), 1991, n° 5. Le texte n'en correspond pas toujours exactement à celui qui est en notre possession. Nous reproduisons ces extraits — qui ont été déjà publiés dans l'ouvrage d'Anna Kirillina :

*L'Assassinat de Kirov* (1) — après le texte du journal dont nous disposons.

L'étude publiée dans *Vestnik Verkhovnogo Souda* précise que les notes, le journal, le récit autobiographique, les lettres, les blocs-notes de Nicolaïev ont été soumis en décembre 1965 à une expertise graphologique, qui confirme leur authenticité. Selon la *Lettre d'un vieux-bolchevik* fabriquée en 1936 par le menchevik émigré Boris Nicolaïevsky sur la base de confidences de Nicolas Boukharine, Staline aurait fait circuler une version du journal de Nicolaïev auprès des membres du comité central. Si cette affirmation correspond à la réalité, il s'agit d'une version tapée à la machine et qui devait constituer un choix des textes de Nicolaïev, souvent confus et désordonnés. Est-ce cette version que représente le texte de onze pages qui nous a été transmis ?

C'est possible, mais nous n'en savons rien.

Ce texte se présente en effet comme un montage. Intitulé "*Pour une vie nouvelle*", sous-titré "*Esquisse autobiographique*" puis "*Plan du contenu du récit*", il est divisé en quatre parties : "1) *L'enfance, les années d'école* ; 2) *La vie de travail, la révolution* ; 3) *Notre vie et notre travail en dix ans* ; 4) *Les enfants. Conclusion. Postface.*" Dans le texte à notre disposition, la quatrième partie, la conclusion et la postface sont remplacées par "*Journal*", réduit à deux pages.

Ce texte décousu, comme les autres parties du document ou les extraits cités par le *Vestnik Verkhovnogo Souda* et à peu près tous repris dans l'ouvrage d'Anna Kirillina ne permettent pas de répondre clairement à deux questions : 1) Nicolaïev est-il un terroriste réel, qui prépare un assassinat bien réel et note dans son journal les étapes de la préparation du meurtre mêlées aux problèmes de sa vie quotidienne, ou est-il un mythomane qui s'invente une histoire et la raconte dans son journal et ses blocs-notes ?

Exemple : l'affirmation très surprenante qu'il aurait pu vendre ses lettres et des testaments politiques traduits en trois langues ! A qui ? Pourquoi ? Est-ce une histoire qu'il se raconte à lui-même pour se sentir important ou quelqu'un lui en a-t-il fait réellement la proposition ? Si oui, à la suite de quel bavardage de

(1) Alla Kirillina, *L'Assassinat de Kirov*, Le Seuil, 1995. Livre très précieux pour sa documentation, même si ses conclusions sont contestables.

Nicolaïev ? Et qui ? Si l'affirmation ne relève pas de l'imagination survoltée de Nicolaïev, la proposition ne peut émaner que du NKVD et viserait à établir un lien entre l'assassin de Kirov et l'étranger, le choix de l'étranger restant ensuite à la disposition du NKVD.

2) Que le projet de l'assassinat relève du fantasme ou qu'il l'ait réellement préparé, a-t-il été inconsciemment manipulé par le NKVD pour monter une provocation dont Staline avait grand besoin ? Si oui, à quel niveau (NKVD de Leningrad ? NKVD "national" ?) ? Si manipulation il y a eu, a-t-il été une simple marionnette à qui l'on a fait endosser un meurtre qu'il n'aurait pas commis ou a-t-il, comme plusieurs témoins l'affirment, tiré lui-même ? Sans répondre à ces questions, ces bribes fragmentaires de journal éclairent néanmoins quelque peu la personnalité de Nicolaïev.

## Kirov : opposant ou fidèle second ?

**Q**UI était Kirov ? Le premier secrétaire du Parti communiste de Leningrad depuis l'éviction de Zinoviev en 1926, membre du bureau politique depuis 1930 et du secrétariat du comité central depuis janvier 1934.

Le 1<sup>er</sup> décembre 1934, à quatre heures et demie de l'après-midi, Serge Kirov est abattu d'un coup de revolver dans la nuque à l'institut Smolny, où se trouve son bureau, par un membre du parti, Nicolaïev.

Le soir même de l'assassinat, Staline se précipite à Leningrad, dicte et fait promulguer un arrêté — écrit de la main de son homme lige et complice du bureau politique, Lazare Kaganovitch, et non de la sienne ! — organisant la justice expéditive : ordre est donné aux organes d'instruction d'accélérer les procès des individus accusés d'avoir projeté ou commis des actes terroristes ; le re-

cours en grâce est supprimé pour ces crimes et le NKVD doit donc exécuter les sentences de mort dès le prononcé du jugement.

Le mécanisme d'une répression politique sans exemple dans l'histoire se met en place. Il va d'abord servir à broyer la vie des opposants repentis ou non — et surtout des anciens dirigeants du Parti bolchevique —, accusés les uns après les autres d'avoir organisé l'assassinat. Le nombre des "assassins" ne cesse de s'élargir, jusqu'aux condamnés des trois grands procès de Moscou d'août 1936, février 1937 et mars 1938.

Rien d'étonnant, donc, à ce que d'innombrables souvenirs de rescapés du Goulag commencent, comme ceux d'Evguenia Guinzbourg (*Le Vertige*), par l'évocation de cette date, qui a marqué un tournant dans l'histoire du stalinisme. Evguenia Guinzbourg écrit :

*“L’année 1937 a commencé en vérité à la fin de 1934, très exactement le 1<sup>er</sup> décembre 1934”* (1).

La vieille bolchevique A. Voïtilovskaïa commence ses souvenirs quelques jours plus tard, le 11 décembre 1934, le jour où, à Leningrad, on a arrêté son mari :

*“J’énumère dans mon esprit les événements qui se sont déroulés depuis le 1<sup>er</sup> décembre, c’est-à-dire depuis le meurtre de Kirov. Arrestation et exécution d’anciens nobles et officiers. Et dix jours plus tard, arrestation de Kolia, bolchevik, révolutionnaire. Dans tout cela, il y a un plan... Ce n’est pas le produit du hasard. Peut-être cela a-t-il été préparé auparavant ? Les coups frappaient surtout les cercles du parti et proches du parti”* (2), dit-elle.

Pour tous, c’est bien ce 1<sup>er</sup> décembre 1934 qu’a commencé ce que le général Gorbatov, rescapé des camps, appellera *“l’année noire”*, cette année où Egor Gaïdar, l’ancien Premier ministre de Boris Eltsine, voit l’année de la prise du pouvoir par la nomenklatura sur les décombres de la révolution d’Octobre (3).

Dès le lendemain, le NKVD commence à réagir au meurtre par des exécutions de “gardes blancs”, “monarchistes”, anciens officiers. En une semaine, le NKVD en exécute 103, accusés de *“participation à des attentats terroristes”*. Rien ne garantit que les 103 fusillés soient bien tous d’anciens monarchistes, mais c’est ainsi que le NKVD les étiquette.

Staline abandonne vite pourtant cette piste, qui ne l’intéresse guère, pour l’opposition communiste. Les 28 et 29 décembre, sont jugés à huis clos, condamnés à mort et exécutés, quatorze membres (dont Nicolaïev) d’un imaginaire “Centre de Leningrad” zinoviéviste, accusé d’avoir organisé l’assassinat de Kirov. Staline, qui a supervisé le procès, a été bien inspiré d’imposer le huis clos : tous les accusés se proclament innocents, sauf Nicolaïev, qui avait affirmé avoir reçu d’un consul étranger 5 000 roubles... et la demande d’une lettre pour Trotsky. Ce qui permit à Jacques Duclos, dans *L’Humanité*, en date du 7 janvier,

de dénoncer en Trotsky — alors réfugié en France — l’inspirateur de l’assassinat. Le servile Aragon reprend cette affirmation dans *L’Humanité* (27 janvier). Les deux hommes agissent sans aucun doute sur ordre direct du NKVD : Duclos en est en effet un agent direct. Quant à Aragon, il est marié à la russe Elsa Triolet ; or Elsa Triolet est la sœur de Lily Brik, ex-compagne du poète Maïakovski, qui s’est suicidé en 1930, et compagne alors du général Primakov, l’un des deux chefs militaires à avoir — avec Poutna — signé les documents de l’Opposition de gauche. Primakov sera fusillé avec le maréchal Toukhatchevski — et Poutna — en 1937.

Le rôle joué par Elsa Triolet auprès d’Aragon à cette époque autorise à s’interroger sur les liens de cette dernière avec l’appareil du Kremlin.

Mais Staline modifie son angle d’attaque : les 16 et 17 janvier 1935, s’ouvre le procès de 19 vieux dirigeants bolcheviques : Zinoviev, Kamenev, Evdokimov et 16 de leurs amis, accusés d’avoir constitué un *“centre moscovite d’activité contre-révolutionnaire”*. Staline réussit à extorquer de Zinoviev et Kamenev l’aveu de leur prétendue *“responsabilité politique”* dans le meurtre. Cet aveu vaut aux deux hommes dix ans de prison.

Les 23 et 24 janvier, s’ouvre le procès de douze dirigeants du NKVD de Leningrad, dont les principaux, Medved, Zaporjets, Fomine, sont condamnés à de légères peines de deux et trois ans de camp (qu’ils purgeront à des postes de direction dans l’administration des camps du Dalstroï) pour avoir *“manifesté à la fois une attitude insouciant et une négligence criminelle en ne prenant pas les mesures nécessaires pour empêcher le meurtre, alors qu’ils étaient in-*

(1) Evguenia Guinzbourg, *Le Vertige* (réédition Points-Seuil, 1997, p. 11).

(2) A. L. Voïtilovskaïa, *Po Sledam soudby moïvo pokolenia* (“Sur les traces du destin de ma génération”), Sytkyvkar (éditions de la République de Komi, 1991), p. 8.

(3) Igor Gaïdar, in *Literatournaïa Gazeta*, 9 novembre 1994 : *Nomenklatura Privatirizovala svoïou vlast* (“La nomenklatura a privatisé son propre pouvoir”).

*formés de la préparation d'un attentat contre Kirov*". Oui, Nicolaïev a été interpellé par la police le 15 octobre, mais il avait, comme sa femme, travaillé peu avant à l'institut Smolny et y avait toujours un laissez-passer. Connu, donc, du NKVD, il n'avait jamais appartenu à aucune opposition, rare performance pour un leningradois... Pourquoi s'en méfier ?

Après l'attentat, interrogé par le NKVD de Leningrad, bientôt dessaisi par Staline, puis par Agranov, l'adjoint de Iagoda, dessaisi, il affirme d'abord qu'il a agi seul, puis craque et dénonce ceux que Staline réclame, à commencer par les anciens dirigeants-opposants des Komsomols de Leningrad.

Les condamnés des trois grands procès de Moscou (1936, 1937 et 1938) et de bien d'autres seront tous accusés d'avoir coorganisé l'assassinat de Kirov. L'événement a suscité depuis lors, et surtout depuis le rapport de Khrouchtchev au XX<sup>e</sup> Congrès, en février 1956, une abondante littérature, qui se ramène à une affirmation simple : Staline a organisé l'assassinat de Kirov parce que ce dernier était un opposant "libéral", que certains avaient voulu mettre à sa place comme secrétaire général en janvier 1934, et pour déclencher une purge sanglante dans le parti et le pays.

La représentation de Kirov en opposant à Staline date de 1936, lorsque le menchevik Boris Nicolaïevski publia sous forme anonyme la prétendue *Lettre d'un vieux-bolchevik*, rédigée, dira-t-il plus tard, sur la base des conversations qu'il avait eues avec l'ancien dirigeant bolchevique Nicolas Boukharine, lors de sa récente venue à Paris. En 1978, soit quarante-quatre ans après les événements, Marcel Body s'est soudain souvenu d'une démarche d'un "émissaire" de Kirov auprès de Trotsky pendant l'été 1934 (4). Rien ne confirme ce témoignage étrangement tardif et qui répond par trop au goût du jour. La *Lettre d'un vieux-bolchevik* affirme :

« *Durant l'hiver 1933-1934, Kirov avait si bien renforcé sa position qu'il pouvait se permettre de suivre son propre plan. Il visait à une "réorientation occidentale" en politique extérieure*

*et, par voie de conséquence, à une nouvelle orientation de la politique intérieure, qui n'eût pas manqué d'en découler (...). Kirov était pour l'abolition de la terreur, en général et au sein du parti (...). Kirov prônait avec ardeur une réconciliation avec les éléments du parti qui, durant le premier plan quinquennal, étaient passés à l'opposition » (5).*

Les procès-verbaux du bureau politique (auquel Kirov n'assistait guère qu'une fois sur quatre !) l'attestent : des conflits, fréquents, opposaient Staline à Sergo Ordjonikidze — membre, comme lui, du comité central depuis 1912, et qui se suicidera ou sera suicidé le 18 février 1937 —, mais pas à Kirov !

L'utilisation faite par Staline de l'assassinat de Kirov semble confirmer l'hypothèse, dont certains attribuent la paternité à Trotsky, qu'il en a été l'inspirateur, le commanditaire et l'organisateur en chef. Le 28 décembre, Trotsky rédige son premier article consacré à l'assassinat de Kirov : il y voit un acte terroriste individuel, que Staline et son appareil utilisent pour construire un amalgame monstrueux contre l'opposition :

*"Le but de l'opération est tout à fait évident : terroriser définitivement ceux qui critiquent et les oppositionnels, cette fois-ci non par l'exclusion du parti ou par la privation du gagne-pain ni même par l'emprisonnement ou la déportation, mais par les exécutions. A l'acte terroriste de Nicolaïev, Staline répond par un redoublement de terreur contre le parti" (6).*

Les documents d'archives récemment ouverts aux chercheurs (les procès-verbaux des interrogatoires de Nicolaïev et, secondairement, ceux de son procès et celui de ses prétendus complices les 28 et 29 décembre) semblent bien confirmer l'exactitude de cette analyse ; Nicolaïev a décidé lui-même de tuer Kirov : Staline a ensuite utilisé ce meurtre pour monter un amalgame et déchaîner la terreur.

(4) Marcel Body, *Pages d'histoire et de sang, Le Réfractaire*, n° 37, mars 1978.

(5) Boris Nicolaïevski, *Les Dirigeants soviétiques et la lutte pour le pouvoir, Lettres nouvelles*, 1969, pp. 45-46.

(6) Trotsky, *Œuvres*, EDI, tome IV, p. 307.

Le lendemain, la publication d'extraits de l'acte d'accusation et les commentaires de Jacques Duclos, membre du bureau politique du PCF et représentant du NKVD dans cette instance, poussent Trotsky à préciser son analyse et à l'infléchir sur un point qui se révélera par ailleurs secondaire : l'acte d'accusation affirme que, la veille du meurtre, Nicolaïev aurait rencontré le consul d'un pays étranger qui lui remit 5 000 roubles pour son prétendu groupe et lui demanda une lettre à remettre à Trotsky.

Duclos y voit une "preuve" de l'implication de Trotsky dans le meurtre de Kirov. Trotsky remarque très justement que "*Nicolaïev n'a fait sa déposition sur le consul étranger et sur la proposition de celui-ci de remettre une lettre à Trotsky que vingt jours après son arrestation. Il a probablement fallu vingt jours au juge d'instruction pour aider le terroriste à extraire de sa mémoire une déposition aussi précieuse*" (7).

De fait, le procès-verbal des interrogatoires de Nicolaïev montre que l'histoire du consul n'a été inventée par Staline et le NKVD que deux semaines après le meurtre et le premier interrogatoire de Nicolaïev.

A la demande de Staline, Nicolaïev a inventé et dénoncé un prétendu groupe terroriste.

En contrepartie de ce service, Staline promit à Nicolaïev la vie sauve... Il ne tint évidemment pas sa promesse.

Après la condamnation à mort et l'exécution immédiate des quatorze militants ou ex-responsables des Jeunesses communistes (dont Nicolaïev), accusés du procès des 28 et 29 décembre, Trotsky s'interroge :

« *Qui sont ces jeunes communistes ? Nous ne le savons pas. Parmi les fusillés, il pouvait y avoir simplement de jeunes communistes à l'esprit critique. Le but de l'amalgame était de terroriser définitivement la jeunesse avide d'indépendance, en lui montrant que le moindre doute dans la grâce divine de Staline ou dans l'immaculée conception de Kaganovitch sera désormais châtiée comme un acte terroriste* » (8).

## Aucun n'avoue...

Nous savons maintenant, grâce aux procès-verbaux des interrogatoires et du procès, que jamais Nicolaïev ne rencontra le consul letton et qu'aucun des autres accusés ne prit part avec lui à la préparation de l'assassinat ; Nicolaïev cita simplement les noms que Staline exigea de lui : les anciens dirigeants des Jeunesses communistes de Leningrad partisans de Zinoviev, plus un ancien sympathisant trotskyste — Chatski, qui avait démonstrativement refusé de demander sa réintégration dans le parti, à l'inverse des autres anciens opposants —, plus quelques anciens camarades des Jeunesses communistes avec qui il avait milité et avec qui il avait des comptes à régler. Il n'y avait donc parmi eux aucun agent provocateur. C'est d'ailleurs pourquoi ils nièrent tous avoir pris une part quelconque à l'assassinat de Kirov et avoir appartenu à un quelconque groupe terroriste. Leur interrogatoire était pourtant organisé par l'adjoint de Iagoda, Agranov, homme de confiance de Staline et renommé pour sa brutalité. Mais 1934 n'était pas encore 1937. La torture n'était pas encore utilisée et les treize "complices" prétendus de Nicolaïev, tous anciens opposants, et donc victimes de l'amalgame fabriqué par Staline, ne plièrent pas. Staline organisa donc leur procès à huis clos.

Le 18 janvier, au lendemain du procès de Kamenev et de Zinoviev, Trotsky souligne :

« *On les (Zinoviev et Kamenev) a arrêtés pour établir un lien entre l'assassinat en général et l'opposition, toute opposition, toute critique, en général, passée, présente et future. On s'est décidé à les arrêter parce que tout semblait avoir été calculé d'avance. Le Guépéou était au courant des préparatifs de l'acte terroriste de Leningrad. Le "consul" exécutait la tâche qui lui était attribuée : il représentait dans l'amalgame le chaînon de liaison. Mais le véritable terroriste,*

(7) *Ibidem*, p. 325.

(8) *Ibidem*, tome V, pp. 32-33.

Nicolaïev, s'était, semble-t-il, détaché au dernier moment, pour des mobiles conspiratifs, de son propre groupe, y compris des agents du Guépéou qui en faisaient partie. Le coup de feu fatal a retenti. Il n'était pas dans le programme de Staline. Mais c'était le risque de l'entreprise. Kirov en a été victime (...). Ce coup de feu imprévu a troublé l'amalgame » (9).

Trotsky revient plusieurs fois sur cette conception : Staline a concocté un amalgame contre toute opposition autour de la préparation d'un attentat qui ne devait pas aboutir, contre un dignitaire du régime stalinien fidèle et convaincu.

Le 23 janvier, douze dirigeants du NKVD de Leningrad — Medved, Zaporojets, Fomine et neuf de leurs collaborateurs — sont condamnés à des peines de deux à dix ans de prison (en majorité, des peines de deux et trois ans). Ils sont accusés d'avoir été au courant de la préparation du meurtre de Kirov et de ne pas « avoir pris les mesures pour démasquer à temps et faire cesser » l'activité du groupe terroriste, « bien qu'ils aient eu toute la possibilité de le faire ». Trotsky y voit à la fois un aveu de l'implication personnelle de Staline et d'une tentative d'effacer ses traces dans ce qu'il appelle toujours un « jeu de hasard » : « Sans l'accord direct de Staline, plus exactement sans qu'il en prenne lui-même l'initiative, ni Iagoda ni Medved ne se seraient jamais décidés à monter une entreprise si risquée » (10). Et il ajoute que « Staline a joué criminellement avec le feu ».

Un an et demi plus tard, dans un article du 25 mars 1936 au titre prémonitoire : « Les plats les plus épicés sont encore à venir », Trotsky réaffirme cette thèse :

« Nous avons déjà démontré, sur la base des documents officiels, que Medved, Iagoda et Staline avaient de toute évidence joué un rôle direct dans l'assassinat de Kirov. Il est probable qu'aucun d'eux ne souhaitait la mort de Kirov. Mais tous ont joué avec sa vie en essayant, à travers cet acte terroriste, de préparer un amalgame — avec la « participation » de Zinoviev et de Trotsky » (11).

Lors du premier procès de Moscou d'août 1936, au cours duquel les seize

accusés se voient reprocher l'assassinat de Kirov, Trotsky répète encore cette version : « L'attentat contre Kirov, selon moi, était prévu de façon à écraser l'Opposition, mais on n'avait pas l'intention de tuer Kirov. L'attentat devait être empêché au dernier moment » (12).

On pourrait objecter qu'il est difficile d'affirmer d'un côté avec une quasi-certitude que Staline a monté l'opération et, en même temps, qu'il n'avait pas « l'intention » — mesurée et appréciée de quelle manière ? — de tuer Kirov. Cette insistance de Trotsky ne peut avoir qu'une signification : Kirov n'était pas une cible pour Staline, mais un simple moyen de la provocation organisée. Staline n'avait aucun besoin de se débarrasser de lui.

En même temps, la tenue de procès et la place qu'y occupe l'assassinat du premier secrétaire de Leningrad pousse Trotsky à porter un autre regard sur Nicolaïev, qu'il qualifie par deux fois le 20 août de « jeune bureaucrate » (13), puis de « jeune bureaucrate désespéré » (14) ; il se demande aussi si Nicolaïev, qui a pu entrer si facilement à Smolny, n'était pas un agent du Guépéou.

En fait (ce que Trotsky ne pouvait savoir), Nicolaïev avait quelque temps occupé un emploi subalterne à Smolny, où sa femme avait aussi été un temps secrétaire ; il y était donc connu et avait gardé son laissez-passer ; il avait été à la fois licencié de son travail six mois plus tôt et exclu de sa cellule du parti, et n'était donc pas un jeune bureaucrate. D'ailleurs, Trotsky abandonnera très vite cette qualification.

Après les deuxième (janvier 1937) et troisième (mars 1938) procès de Moscou, il maintient l'essentiel de sa conception, mais l'infléchit notablement : il penche de plus en plus pour un attentat individuel décidé par Nicolaïev, mais utilisé par le Guépéou et Staline.

(9) *Ibidem*, pp. 35-36.

(10) *Ibidem*, p. 47.

(11) *Ibidem*, tome IX, p. 94.

(12) *Ibidem*, tome XI, p. 90.

(13) *Ibidem*, p. 82.

(14) *Ibidem*, p. 88.

Le 1<sup>er</sup> mars 1938, il écrit : *“Kirov, agent de Staline à Leningrad, a été assassiné le 1<sup>er</sup> décembre 1934 par Nicolaïev, un jeune communiste inconnu, apparemment pour des motifs personnels et, de toute façon, comme le montrent les sources soviétiques, avec la participation directe du Guépéou”* (15).

Le lendemain, il répète la même formule... en supprimant la référence au Guépéou : *“L’assassinat de Kirov a été commis en décembre 1934 par un jeune communiste, Nicolaïev, pour des raisons inconnues, probablement pour des raisons personnelles”* (16).

Le 7 mars, dans un article sur Guenrikh Iagoda, l’ancien chef du NKVD, qui figure au banc des accusés du troisième procès de Moscou, il rappelle sa version de 1934 :

*« Le 30 décembre 1934 (...), je ne suggérais pas, et je ne suggère toujours pas, que le Guépéou avait réellement l’intention d’assassiner Kirov. Ce qu’on voulait, c’était préparer un “complot” impliquant l’Opposition et moi-même, et, au dernier moment, révéler la tentative d’assassinat »* (17). Ignorant toujours que Nicolaïev n’a jamais rencontré le fameux consul letton, il répète :

*« Si l’on se souvient du rôle de Bissenieks, il devient clair que Nicolaïev n’a été qu’un instrument entre les mains d’agents provocateurs officiels. Mais l’instrument se révéla avoir une volonté propre. Pour des raisons personnelles, Nicolaïev prit son rôle au sérieux, utilisa un moment propice et abattit Kirov avant que Iagoda ait obtenu une “lettre de Trotsky” »* (18).

Aujourd’hui, Trotsky ne pourrait plus écrire cela. Les procès-verbaux des interrogatoires de Nicolaïev montrent en effet que l’histoire du consul letton Bissenieks n’a été inventée par le NKVD, sur ordre évidemment de Staline, que deux semaines après l’assassinat et après le début des interrogatoires de Nicolaïev. Ce dernier a résisté une semaine aux interrogatoires menés par le vice-commissaire du peuple au NKVD, Agranov, assisté... du secrétaire général des Jeunesses communistes, Kossarev. Ce n’est que lorsque Nicolaïev a craqué que Staline a mis

dans sa bouche une liste de “complices” et le consul letton.

Nicolaïev a répété ce qu’on lui dictait... Pourquoi le consul lui-même n’a-t-il pas dit mot ? Le gouvernement letton, désireux de ne pas s’attirer les foudres de Staline, son tout puissant voisin, a sans doute ordonné au consul de se taire. Ledit gouvernement haïssait par ailleurs les bolcheviks, et en particulier Lénine et Trotsky (les bolcheviks, lors des élections à l’Assemblée constituante, en novembre 1917, avaient recueilli... 72 % des voix en Lettonie !) et ne voyait certainement pas la moindre raison d’intervenir pour dénoncer la calomnie dont Trotsky était la victime. Il rappellera d’ailleurs son consul et Staline n’en parlera plus.

Ce silence bilatéral semble suggérer un accord entre les deux parties. En 1940, lorsque le NKVD prendra le contrôle de la Lettonie, sous la houlette de Vychinski, Bissenieks sera arrêté. Malgré les moyens alors à sa disposition, le NKVD ne fit pas avouer à l’ex-consul le prétendu versement de 5 000 roubles à Nicolaïev et sa demande d’une lettre pour Trotsky. On peut être certain que si Bissenieks n’a pas avoué — alors qu’il n’avait opposé aucun démenti en 1934 ou en 1935 —, c’est parce que le NKVD ne le lui a pas demandé.

Dans *Leur Morale et la Nôtre*, rédigé en avril 1938, après le troisième procès de Moscou, alors qu’il ne saurait plus y avoir personne à “protéger”, Trotsky porte sur Kirov un jugement sévère et sur l’acte de Nicolaïev un jugement favorable, malgré ses réserves habituelles sur l’inutilité et la gratuité du “terrorisme individuel” :

*“L’assassinat de Kirov, satrape brutal, ne suscite en nous aucune compassion. Nous ne demeurons neutres à l’égard de celui qui l’a tué que parce que nous ignorons ses mobiles. Si nous apprenions que Nicolaïev a frappé consciemment dans le dessein de venger les ouvriers, dont Kirov piétinait les*

(15) *Ibidem*, tome XVI, p 19.

(16) *Ibidem*, p. 226.

(17) *Ibidem*, p. 276.

(18) *Ibidem*, p. 277.

*droits, nos sympathies iraient sans réserve au terroriste*" (19).

Si Trotsky avait vu en Kirov un opposant liquidé par Staline, ces lignes n'auraient eu à cette date, en avril 1938, aucun sens. Puisque les condamnés des procès de Moscou ont tous été accusés d'avoir coorganisé, sous les ordres de Trotsky, l'assassinat de Kirov, la seule "protection" — si "protection" il pouvait y avoir — aurait été de dire l'inverse et d'affirmer : Kirov était un opposant à Staline, c'est pourquoi Staline l'a fait assassiner et rejette son crime sur les vieux bolcheviks. Au contraire, Trotsky dit : Kirov était un bon stalinien et si Nicolaïev l'a tué pour cela... nous sommes de son côté "sans réserve". On est ici à l'évidence à cent lieues de la diplomatie et de la ruse protectrice.

Mieux encore, dans une "Discussion sur la question russe", en date du 25 mars 1938, avec un groupe de quatre dirigeants trotskystes américains, discussion interne nullement destinée à la publication, Trotsky affirme : "On ne sait rien de Nicolaïev, qui a tué Kirov, peut-être pour une raison générale ou pour une femme" (20).

Trotsky n'avait aucune raison de donner cette interprétation dubitative aux trotskystes américains Cannon, Schachtman, Dunne et Karsner, s'il n'en avait pas été convaincu et s'il avait ajouté la moindre foi aux rumeurs répandues à partir de 1936 sur Kirov l'opposant. Il y a dans ses jugements sur Kirov, qu'il qualifie ailleurs de "bureaucrate de troisième ordre" (21), d'"administrateur de capacité moyenne, à mon avis, sans importance politique" (22), de "fonctionnaire stalinien" (23) et "d'agent de Staline", une constance d'autant plus remarquable qu'elle ne s'applique pas indistinctement à tout l'entourage de Staline. Par exemple, le 2 mars 1938, Trotsky rend un hommage appuyé à Ordjonikidze, qui s'est suicidé le 17 février 1937 à la veille du plénum du comité central destiné à lancer l'étape suprême de la purge au nom de la chasse aux trotskystes :

*"Selon nos informations en provenance de Moscou, Ordjonikidze était*

*violemment opposé à l'extermination des vieux-bolcheviks. C'était bien dans son caractère, car plus qu'aucun autre dans l'entourage de Staline, il avait conservé le sens de la responsabilité morale et de la dignité personnelle. Son opposition sur une question aussi importante était une source de réel danger pour Staline. Gorky pouvait se lamenter ; Ordjonikidze, lui, était capable d'agir"* (24).

L'ouverture des archives et la lecture des procès-verbaux du bureau politique confirment totalement cette information et cette analyse de Trotsky, et montrent, soit dit en passant, que, contrairement aux affirmations de nombreux historiens, Trotsky avait conservé des liens étroits avec l'URSS. L'opposant partiel à Staline dans les sommets du parti n'a pas été Kirov, contrairement à une légende tenace qui encombre de multiples ouvrages, traités et manuels, mais bien Ordjonikidze. Et son opposition s'est, en particulier, comme le dit Trotsky, cristallisée sur l'extermination des vieux-bolcheviks. Ordjonikidze était entre autres opposé à l'arrestation de Piatakov, qu'il avait nommé vice-commissaire du peuple à l'Industrie lourde et qui sera condamné à mort à l'issue du second procès de Moscou (janvier 1937). Ordjonikidze se donne la mort au lendemain de ce sinistre spectacle, à la veille du plénum du comité central sanglant de février-mars.

De 1930 à 1934, Kirov omit d'assister à près des deux tiers des réunions du bureau politique, auxquelles, en revanche, Ordjonikidze assistait régulièrement.

## Les "révélations" de Khrouchtchev

Au XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS, en février 1956, Khrouchtchev, décidant d'organiser une "déstalinisation" partielle

(19) *Ibidem*, tome XVII, p. 194.

(20) *Ibidem*, p. 202.

(21) *Ibidem*, tome VII, p. 53.

(22) *Ibidem*, tome XI, p. 88.

(23) *Ibidem*, tome XII, p. 69.

(24) *Ibidem*, tome XVI, pp. 226-227.

pour desserrer l'étau de la crise dans laquelle l'URSS se trouve plongée et placer dans l'embarras ses collègues et rivaux, Molotov, Kaganovitch et Malenkov, plus impliqués que lui dans les répressions staliniennes, évoque l'assassinat de Kirov en termes qui semblent relancer le débat sur la responsabilité du meurtre. Il souligne le nombre "*de choses inexplicables et mystérieuses*" autour de l'assassinat de Kirov, suggère que "*le meurtrier a été aidé par un des gardes du corps de Kirov*" et ajoute : "*Un mois et demi avant le meurtre, Nicolaïev a été arrêté vu son attitude suspecte, puis libéré sans avoir été même fouillé.*" Et il souligne un fait "*extraordinairement suspect*" (25) : le garde du corps de Kirov, Borissov, a été tué le 2 décembre dans un "accident" d'automobile, où les autres passagers n'ont pas été blessés.

Certains voient alors des "révélations" dans ces affirmations, qui se contentent de reprendre pourtant purement et simplement les "dépositions" au troisième procès de Moscou de Iagoda, l'ancien commissaire du peuple aux Affaires intérieures (NKVD), et de son adjoint, Boulanov, à l'époque du meurtre. Or ces dépositions, dictées par Staline, Iejov et Vychinski, ne sauraient être évidemment prises pour argent comptant ; elles comportent en plus un certain nombre d'invéraisemblances et de contradictions, que Iagoda a peut-être disséminées pour suggérer que ses aveux ne valent rien. Ainsi, Iagoda ne dit pas qu'il a donné l'ordre de relâcher Nicolaïev, arrêté avec une sacoche contenant son *Journal* et un revolver, mais qu'il a été averti par son subordonné, Medved, que ce dernier avait relâché Nicolaïev. Qui aurait alors donné l'ordre à Medved de prendre une décision aussi étonnante (si elle est vraie, ce qui est fort douteux) ? Comme Iagoda ne saurait viser Staline... avec l'accord de ce dernier, qui a lui-même supervisé tout le scénario du procès et donc contrôlé les "aveux" de Iagoda, il faut voir dans cette déclaration une des nombreuses failles qui émaillent les procès de Moscou.

Un peu plus loin, Iagoda, prétendant que le garde du corps de Kirov, Borissov, a été assassiné dans un accident,

donne de celui-ci une étrange description : le camion où voyageait Borissov a seulement frôlé un mur. On voit mal comment un passager peut trouver la mort dans un véhicule qui "frôle un mur" ! Décrypter des aveux truqués, dont l'auteur essaie de glisser quelques "désaveux", est une entreprise très délicate, qui induit en tout cas à ne pas se fonder sur lesdits aveux pour aboutir à une quelconque conclusion.

## Le roman d'Orlov

Les faits cités ne signifient d'ailleurs pas grand-chose, même s'ils sont vrais. Borissov, convoqué par Staline pour interrogatoire, meurt lors d'un accident.

Provoqué, suggère Khrouchtchev ? Mais pourquoi Staline l'aurait-il liquidé et laissé en vie les dirigeants locaux du NKVD, qui ne seront abattus qu'en 1937, trois ans plus tard, lorsque Nicolas Iejov, nommé à la place de Iagoda à la tête du NKVD en septembre 1936, entreprit de liquider systématiquement les adjoints et subordonnés de son prédécesseur ? Arrêté en 1939, il affirmera avoir supprimé 14 000 membres du NKVD, dont, en 1937, Medved, Zaporjets et le directeur du Dalstroï, Jan Berzine, étranger à l'affaire Kirov ; mais Fomine, NKVédiste de Leningrad, resta en vie et publiera sous Khrouchtchev ses souvenirs, dans lesquels il est absolument muet sur cette époque. Croit-on que Staline aurait ainsi "oublié" un témoin gênant d'un attentat programmé ?

Les déclarations ambiguës de Khrouchtchev — qui affirme mensongèrement que "*Nicolaïev avait été exclu du parti pour appartenance à l'opposition trotskiste*" — ont suscité une vulgate naïvement exposée par le communiste autrichien Ernst Fischer :

*"Les délégués au XVII<sup>e</sup> Congrès avaient élu à la majorité des voix, non pas Staline, mais Kirov, au poste de secrétaire général du parti. Kirov demanda alors*

(25) Branko Lazitch, *Le Rapport Khrouchtchev et son histoire* (Le Seuil, 1976), p. 79.

une révision du résultat de ce vote et la ré-élection de Staline. Ainsi fut fait" (26).

Mauvais roman, souvent repris. Il n'y a pas de secrétaire général du parti. Il n'y a qu'un secrétaire général du comité central depuis le 4 avril 1922, et c'est bien entendu le comité central (et non le congrès !) qui élit son secrétaire général. Fischer ajoute :

*"Des (sic !) fonctionnaires du NKVD tuèrent Kirov et furent pour la peine passés par les armes, car personne ne devait être au courant en dehors d'un cercle très restreint"* (sic !) (27).

La thèse du meurtre organisé par Staline a été largement développée par Alexandre Orlov, ancien dirigeant du NKVD en Espagne et responsable à ce titre du meurtre de dizaines d'opposants, dont celui d'Andrès Nin. Les "révélations" d'Orlov doivent être considérées avec la plus grande méfiance. D'abord, Orlov a attendu, pour les faire, que Staline soit mort. Dans ses Mémoires, Sou-doplatov confirme ce qu'un transfuge du KGB, Khenkine, avait déjà suggéré : après sa détection, Orlov passa un accord avec Staline, qui donna l'ordre de le laisser en vie : Ignace Reiss et bien d'autres (Agabekov, etc.) n'eurent pas cette chance. Ensuite, les déclarations d'Orlov sont parsemées d'erreurs et de mensonges qui n'autorisent pas à lui faire confiance. Un seul exemple : comme Iagoda dans sa déposition au troisième procès de Moscou, Orlov fait du chef du NKVD de Leningrad, Zaporjets, l'organisateur matériel de l'assassinat.

On affirme parfois que Iagoda chargeait Zaporjets parce que celui-ci avait été fusillé en 1937 et ne pouvait plus rien dire ni payer. On peut trouver chez Iagoda un autre souci, car il était bien placé pour savoir une chose : Zaporjets était dans l'incapacité d'organiser le meurtre de Kirov parce qu'il s'était brisé la jambe lors d'une chute de cheval ; hospitalisé à la suite de cet accident, il était avant le meurtre à l'écart des affaires, et l'on voudra bien accorder qu'une chambre d'hôpital n'est pas le lieu idéal pour organiser un attentat. Iagoda connaissait évidemment ce "détail". Orlov, qui n'était en 1934 qu'un

agent débutant et n'était pas à Leningrad, l'ignorait. Il s'est contenté de recopier les dépositions de Iagoda... Révélations un peu légères, on le voit.

## Les mobiles de Nicolaïev

L'ouverture des archives et la lecture du journal de l'assassin, Nicolaïev, permettent de constater que le plus proche de la vérité était Léon Trotsky dans l'analyse qu'il a faite de ce meurtre dès janvier 1935 et au cours des années qui ont suivi. Légitimement tenté d'y voir un amalgame concocté par Staline, auquel il a toujours refusé d'attribuer la volonté de tuer Kirov, Trotsky y a vu aussi et de plus en plus un acte terroriste, peut-être chargé de motifs passionnels personnels, en tout cas significatif de l'état d'esprit de la nouvelle génération de jeunes communistes à l'égard de la bureaucratie privilégiée. Réduit au chômage depuis des mois et persuadé, semble-t-il à bon droit, de l'injustice de son licenciement, rempli de haine contre les "bureaucrates", Nicolaïev voulait tuer l'un d'entre eux.

Au début de l'été 1934, ce militant communiste est arbitrairement chassé de son emploi. Marié, père de famille, il est bientôt réduit à la misère. Il réclame auprès de la direction du parti, donc de Kirov, qui ne répond pas à ses lettres.

Il veut se venger de ces bureaucrates repus, qui ne daignent ni l'écouter ni l'aider, alors qu'il ne peut nourrir ses enfants. Son journal contient des accents de désespoir sur la faim de ses enfants et de haine des chefs. Il donne à sa rancœur et à sa vengeance une portée générale. Le 21 novembre, il note :

*"Je ne tirerai pas en traître. Que l'on me tue, mais que l'on sache comment on tourmente et on bat la classe ouvrière et ses fils fidèles. Je ne suis pas seul à souffrir, je suis prêt à me battre jusqu'au dernier souffle, mais je n'ai plus d'espoir de salut."*

(26) Ernst Fischer, *Le Grand Rêve socialiste* (Dennoel, *Lettres nouvelles*, 1974, p. 325).

(27) *Ibidem*.

Son attentat est donc un acte politique de protestation individuelle et collective à la fois. Rappelons que le niveau de vie des ouvriers avait baissé de près de moitié entre 1928 et 1934, et qu'une loi de 1932, rédigée par Staline, prévoyait la peine de mort (ou, en cas de circonstances atténuantes, dix ans de détention minimum) sans recours en grâce pour toute atteinte "*à la propriété socialiste*", en bref pour un vol de quelques kilos de pommes de terre ou de quelques livres de beurre ou de sucre ! Une incitation à la haine...

Nicolaïev envisage de tuer le directeur de l'institut qui l'a licencié, quelques autres encore, mais la cible la plus belle, c'est bien sûr Kirov, le chef de Leningrad. Il étudie ses habitudes, son itinéraire, établit un plan d'attentat. Comme beaucoup de vieux communistes, il a depuis longtemps un revolver, que, contrairement à la fable racontée par l'ancien tueur du NKVD Alexandre Orlov, le NKVD de Leningrad ne lui a donc pas donné en 1934 pour abattre Kirov. Il agit seul, sans ami ni "complice" ; son projet, dont il ne parle pas à sa femme, membre du parti, ne peut donc guère transpirer, sauf si sa conduite a attiré l'attention du NKVD... Le 1<sup>er</sup> décembre, il tire...

Parmi les noms notés dans son journal, figure celui de Kirov, auquel il avait plusieurs fois demandé en vain un rendez-vous pour obtenir réparation et que certaines rumeurs accusaient d'être l'amant de sa femme, Milda Draule, employée plusieurs mois durant à Smolny. Evidemment, cette volonté du militant communiste abusivement licencié d'abattre Kirov, symbole, pour lui, des bureaucrates repus, montre que, pour Nicolaïev... comme pour Trotsky, Kirov était bien un satrape stalinien et non le populaire opposant à Staline dont de nombreux historiens tentent de façonner la figure depuis des décennies.

Malgré les hypothèses suggérées par Khrouchtchev aux XX<sup>e</sup> et XXII<sup>e</sup>

Congrès du PCUS (1956 et 1961) et les tonnes de papier qui ont repris ses suggestions et les ont transformées en affirmations, une seule chose est sûre : Staline a utilisé l'assassinat de Kirov à ses propres fins ; peut-être en a-t-il été averti et l'a-t-il laissé préparer, voire commettre, pour mieux pouvoir s'en servir ensuite contre l'Opposition, contre toute opposition, et pour liquider ce qui restait du Parti bolchevique dans le Parti communiste de 1934.

Depuis 1928, l'URSS vivait en état de guerre civile larvée ; la "dékoulakisation", qui avait accompagné la collectivisation forcée des terres, avait frappé paysans pauvres et "moyens", même militants communistes, et soulevé des millions de paysans et des nations entières, matés à la mitrailleuse, voire à l'aide de l'aviation et de l'artillerie. L'appareil du PC lui-même, apeuré, renâclait contre la politique intérieure et extérieure de Staline, qui avait facilité l'accession au pouvoir, menaçante pour l'URSS, de Hitler, en lançant le PC allemand à l'assaut des socialistes.

Une opposition se dessina donc dans l'appareil : et au XVII<sup>e</sup> Congrès, 292 délégués votèrent (à bulletin secret) contre Staline. Ce dernier fit trafiquer le résultat et liquidera 60 sur 63 membres de la commission de dépouillement, ainsi que la majorité des délégués au XVII<sup>e</sup> Congrès (1 108 sur 1 966) et l'écrasante majorité des membres du comité central monolithique issu de ce congrès (98 sur 139 titulaires et suppléants) ; ignorant l'identité des coupables, Staline ratissa large : il avait grand besoin de noyer dans un bain de sang les murmures, les grincements et la génération même de 1917.

Il a utilisé le meurtre de Kirov pour déchaîner quatre ans durant une terreur proportionnelle à ses craintes sur la stabilité de son pouvoir et de son régime.

**Jean-Jacques Marie**

# “Notre vie et notre travail” (le journal de Nicolaïev)

## “II. Ma vie de travail. La révolution (1916-1924)”

*(Racontant brièvement les principales étapes de sa vie à partir de 1916, il arrive à la date de sa demande d'admission dans le parti :)*

**J**E fis ma première demande d'admission dans le parti en 1922. Dans le travail des komsomols, j'étais membre du bureau du collectif, j'organisais le travail du club.

Je fus entraîné dans le travail direct du comité d'arrondissement de Vyborg. Je travaillai environ un an comme chef du service administratif. Beaucoup de gars me connaissaient par mon travail. J'avais de l'initiative comme tous les komsomols. Outre le travail opérationnel (1), j'avais à diriger l'activité financière et économique. Des dizaines, des centaines de milliers de roubles passèrent entre mes mains. Je me rappelle comment Katolynov (2) et moi, nous faisons le tour des entreprises et des organisations afin de ramasser de l'argent pour le travail des komsomols. Pour vérifier ma probité chaque mois (*nom de famille*) (3) me vérifiait personnellement. Avant moi et après moi, il y eut des cas de détournement de fonds.

Au comité d'arrondissement, il y avait alors des gars forts : Katolynov, Fadeïev, Kaporova, Antonov, Nikonov et autres. A la périphérie, Chatski, le “petit père Makhno” (4), Pomerantsev et d'autres. Katolynov devint bientôt un cadre du Komintern, mais au moment le plus pénible de l'histoire du parti, en 1924-1926, il adhéra à la Nouvelle Opposition et, lors d'un congrès des komsomols, il déclara traîtreusement que ma place (...) (?). Maintenant, il rongé le granit de la science.

*(Suit un développement sur une certaine Ermolaïeva, fille de pope qui lit les lignes de la main.)*

J'ai toujours gardé une grande ardeur pour les études. Le soir, j'allais régulièrement au cours d'électrotechnique dans le quartier de Petrograd. Dans la période de reconstruction de l'économie, je me consacre entièrement à la production, je

---

(1) C'est-à-dire de mise en œuvre des décisions prises (NDR).

(2) Il s'agit de Kotolynov, responsable des komsomols de Leningrad, qui sera fusillé le 29 décembre 1934 lors du procès de Nicolaïev et de ses prétendus complices dans l'assassinat de Kirov.

(3) Aucun nom n'est indiqué (NDR).

(4) Makhno, anarchiste paysan ukrainien appelé “batko”, c'est-à-dire “petit père”, par les paysans de sa région. Le titre de “petit père Makhno” est ici donné par moquerie à un komsomol (NDR).

vais en usine. J'ai d'abord été assistant serrurier. Puis j'ai été transféré dans les ateliers de mécanique, où j'ai travaillé à la presse et sur machine. J'ai travaillé avec un chef d'équipe qui aujourd'hui est décoré. Un vieux militant des komso-mols, Kouzmine, est venu nous rejoindre à l'atelier, mais il s'est vite éclipsé et il n'est pas réapparu à la production. Selon les vieilles habitudes, les travailleurs, pendant l'interruption du déjeuner, envoyaient les jeunes chercher le thé. Il y avait pas mal d'aristocrates et de mencheviks qui travaillaient à l'usine. Assez souvent, lors des retards de versement des salaires, il y avait des "italiennes" (5). Une fois, même, c'est tout juste si l'usine a été maintenue en état de marche.

La mort de Lénine a suscité un grand choc chez les travailleurs. Tous ont profondément ressenti la perte que nous supportions. Il n'a pas été enterré comme d'habitude. Son visage a gardé l'expression de celui qui voit tout pour de nombreuses générations. Ces derniers temps, on a de plus en plus souvent prononcé le nom de son meilleur compagnon, le camarade Staline, qui a mené les masses travailleuses vers une nouvelle existence lumineuse.

(5) Nom donné à une grève consistant à être à son poste de travail, mais à travailler à un rythme extrêmement ralenti (NDR).

### **"III. Notre existence et notre travail pendant les dix années de construction socialiste"**

**P**OUR avoir une idée de notre lutte commune pour les idéaux de la nouvelle existence, il faut s'arrêter sur la biographie de Milda, ma fidèle compagne, avec qui j'ai

supporté toutes les difficultés et toutes les joies.

*(Suit une biographie assez détaillée de Milda Draule, plus âgée que lui de deux ans et demi, née en août 1901 dans le district de Louga dans une famille de paysans, et dont le père, dès son enfance, partit travailler comme berger. Il évoque sa première rencontre avec elle et conclut :)*

Notre connaissance a commencé essentiellement par des conversations que nous poursuivions presque chaque soir chez des gars ou chez elle dans sa chambre. Nous nous sommes très vite compris l'un l'autre. Notre connaissance ne s'est pas interrompue après mon déménagement. Nous, les jeunes, nous nous réunissions le soir. Nous jouions aux échecs, aux cartes, nous discutions sur divers thèmes. Milda et moi, nous restions assis jusqu'au milieu de la nuit à discuter des articles de Trotsky, de Zinoviev.

Le 10 mars, je me suis installé chez Milda. A la fin de mars, nous sommes allés chez des parents à elle, à Leningrad.

Nous avons décidé que nos liens amoureux ne devaient pas désorganiser le travail social, c'est-à-dire que nous ne devions pas l'abandonner.

J'avais comme tâche de trouver un coin, de me faire embaucher.

Milda est arrivée en janvier (1926).

Milda et moi, nous avons fermement soutenu la ligne du parti, le passage de ses slogans dans la vie, quelles que soient les difficultés.

J'ai écrit en 1925 un long article publié en 1925 dans la *Pravda de Louga*.

Cette esquisse a été rédigée uniquement de mémoire.

**A** VOUS L. Nicolaïev, Milda jette souvent un coup d'œil et écrit plus.

**13 mars** : Nous avons reçu les nouveaux passeports, en liaison avec l'introduction des passeports dans toute l'Union. Un grand événement.

Maladie de Marx (1) (*notes creuses*).

Ces puces, c'est effrayant comme elles nous gênent constamment, il y en a toute une tapée, elles sortent des fissures du plancher de notre nouvelle maison...

Milda n'a pas encore écrit une seule lettre, bien que le journal soit bien en vue. Je veux me mettre énergiquement à l'étude des œuvres de Lénine.

**Papsa**

Rinçage du linge dans l'eau froide. J'ai mal à la tête, je vais dormir.

**Mamacha** (2)

**Le 23 avril** : Kirov était dehors, accompagné de cinq individus, ils inspectaient des chantiers. Nous nous sommes promenés, Marx, Lenia et moi.

**Léonide**

**13 mai 1934** : Il y a bientôt un mois et demi que je suis sans travail. J'ai transmis ma demande d'appel, mais après ça il n'y a plus nulle part où s'adresser.

**11 juillet** : L'argent tire à sa fin. Nous faisons des emprunts. Ils oublient que je suis encore fort et que je veux me battre.

Hier, c'était le 17-10-34 à minuit — j'ai regardé avec effroi les enfants et la grand-mère. La faim les a bien pris au collet, surtout le petit Marx. La cause, c'est mon chômage. Je suis allé au comité régional pour demander du travail, dans l'espoir d'en avoir, mais la réponse est toujours la même : nous n'avons pas de travail pour vous. Qu'est-ce qui me reste à faire ?

**Léonide**

Demain, je vais voir K. Il parle de ma conduite. Conclusion : le mieux, c'est de se taire, de tout escamoter.

Tout est de plus en plus proche. A vingt, à trente ans, je m'en irai plus tôt qu'il ne convient ? Je vous laisse tout à Vous, mes chers enfants, tout ce qui m'a été donné par la révolution et par le travail, je n'ose rien prendre de vous ni pour personne ni pour rien.

**Votre Léonide**

Il y a de l'argent juste pour l'appartement, le pétrole et le savon. Il est impossible d'acheter rien d'autre, même du lait pour les enfants.

**21 novembre** : Aujourd'hui, j'ai rapporté un demi-sac de pommes de terre du jardin. Tout le monde était joyeux et avait le sourire. Ils avaient tellement faim que si j'avais rapporté un sac de m(erde), ils auraient été contents.

Sur 115 roubles apportés par M., on a payé 65 roubles pour l'appartement. Sur le reste, nous vivons à cinq.

Je pourrais écrire aujourd'hui énormément de choses, mais je me tais...

C'est dur de se frayer une brèche à travers vingt gardes du corps. Il faut prendre, avoir le dessus et pourtant le succès sera inattendu. Ils ont enlevé de la place Souvorov. Rester là debout, on prend froid... J'ai attendu aujourd'hui de 10 heures à 2 heures, mais il n'est pas sorti.

**19 novembre** : Depuis ce matin, on nous a affiché au tableau noir de la honte pour non-paiement du loyer. Si nous nous étions montrés morts, ils auraient prononcé des paroles plus grandioses et plus brutales. Toute l'expérience et toutes les connaissances accumulées, nous les assimilons en nous-mêmes.

Comme une main pleine de cals frappe fort sur l'enclume, de la même façon je reste inflexible dans l'application du plan que j'ai décidé.

Il reste à compter les jours. L'heure dernière est proche.

(1) Marx est le fils aîné de Nicolaïev, dont le second fils s'appelle comme lui, Léonide (NDR).

(2) Mamacha désigne la femme de Nicolaïev (NDR).

**21 novembre :** Je suis resté fidèle au parti en ce que je ne me suis pas engagé sur la voie de la contre-révolution. On m'a proposé de grandes sommes d'argent pour mes documents, mais je n'ai pas marché. J'aurais pu traduire en trois langues mes lettres et mes testaments, mais j'ai refusé.

Pour autant que je vais consciemment vers le but, il me faudra avouer beaucoup de choses ? Aujourd'hui, Tch. (3) est sorti dans une nouvelle voiture, il est allé à l'Oguépéou.

J'ai réussi à passer et à créer une école de la fermeté et de la décision de mourir pour la vérité, pour l'idée...

**22 novembre :** Celui qui ne me connaît pas pensera que je suis coléreux, mais je ne l'ai jamais été. Je n'ai rien à cacher au parti, je l'ai prévenu plusieurs fois dans mes lettres, dans mes déclarations, et personne ne veut le comprendre. La vie ne m'a pas ennuyé et depuis la petite enfance je me suis battu pour la vie. Mais aujourd'hui, je ne suis pas seulement sans force et impuissant à aider les gens. Je suis maintenant entraîné dans une lutte non pas pour la vie, mais pour la mort. C'est une p(utain). Personne ne veut comprendre, ne prête attention, et tous attendent de creuses assurances. J'ai laissé passer beaucoup de moments favorables, mais maintenant non plus je ne tirerai pas en traître. Que l'on me tue, mais que l'on sache comment on tourmente et on bat la classe ouvrière et ses fils fidèles. Je ne suis pas seul à souffrir, je suis prêt à me battre jusqu'à mon dernier souffle, mais je n'ai plus aucun espoir de salut.

(3) Sans doute Tchoudov, membre du secrétariat du PC de Leningrad (NDR).

## Note découverte dans le carnet de notes de Nicolaïev, trouvé dans son appartement lors de la perquisition

**A**UJOURD'HUI tout comme le 5 novembre, je suis arrivé en retard, ça n'a pas marché. On l'entourait drôlement bien... Il faut passer des mots à l'acte. C'est une grande et sérieuse affaire. Je me rends compte combien la situation est compliquée. Je comprends que si je bouge seulement le petit doigt, je vais en prendre plein la figure. Le 15 octobre, pour une simple tentative de le rencontrer, on m'a emmené à la "maison des pleurs" (1). Et aujourd'hui, pour un coup, j'en recevrai peut-être 100 ou 1 000. Il faut frapper sans la plus petite erreur.

## Version de textes publiés dans *Vestnik Verkhovnogo Souda*

**11 juillet :** L'argent s'épuise, nous allons emprunter. Aujourd'hui, tout mon déjeuner a consisté en deux verres de yaourt.

**9 novembre :** Si je n'ai pas pu le faire le 15-X ou le 5-XI, maintenant je suis prêt, on me fusillera, bagatelles, c'est seulement facile à dire.

**14 novembre :** Aujourd'hui (comme le 5-XI), je suis arrivé en retard, ça n'a pas marché. Qu'est-ce qu'ils l'entouraient bien comme un pe(tit). A la ga(re) descendant de la Flè(che) r(ouge)... Je me rends compte com(bien) la situa(tion) est compliquée. Je sais que si je bouge seulement le petit doigt, je vais en prendre plein la figure.

Le 15-X, pour une simple tentative de le rencontrer, on m'a emmené à la "mai-

son des pleurs” (1) et maintenant, pour un coup que je donnerai, j’en recevrai dix mille et peut-être encore plus. Il faut frapper sans la plus pe(tite) erreur.

(1) Nom populaire donné au siège du NKVD de Leningrad (NDR).



Serge Kirov (à gauche sur la photo), en 1920.



Staline, Kalinine (président de la République d'URSS, dont la femme était dans le même temps internée en camp sur ordre de Staline) et Molotov.

# **David Razianov, le “dissident rouge”**

David-Zimkhe-Zelman Berov Goldendach naquit à Odessa, la capitale juive de la Russie du Sud, le 10 mars 1870. Il occupait on ne sait trop quel rang dans une lignée de treize enfants, dont cinq moururent très tôt de maladies et un sixième, qui travaillait comme ouvrier électricien, mourut d'un court-jus. David Goldendach, jeune lycéen, commença son activité révolutionnaire à 14 ans comme "courrier".

A l'âge de 16 ans, il fut exclu du lycée, officiellement pour insuffisance... en grec ancien. Il fonda alors un cercle révolutionnaire de tendance populiste d'une vingtaine de membres, dont deux de ses sœurs et un futur bolchevik, Iouri Steklov. Il fut arrêté en 1887, émigra l'année suivante et prit alors le pseudonyme de Riazanov.

Ce fut le début d'une activité révolutionnaire dont le détail exigerait des pages. Au cours de cette activité, il s'opposa à peu près constamment à Lénine, avant d'entrer dans le Parti bolchevique comme après.

Ainsi, Lénine s'opposa en septembre 1901 à l'initiative lancée par le groupe Borba, fondé à Odessa par Riazanov, d'unifier tous les groupes et courants de la social-démocratie russe. En juillet-août 1903, au deuxième congrès du POSDR, Lénine fit refuser à Riazanov le statut de délégué avec voix délibérative.

La liste des désaccords entre les deux hommes emplirait des pages. Mais lorsqu'au début de la guerre, les autorités autrichiennes arrêterent Lénine, installé près de Cracovie, dans la Pologne autrichienne, c'est Riazanov qui se rendit près de Victor Adler, le dirigeant de la social-démocratie autrichienne, pour qu'il explique aux autorités autrichiennes que ce dangereux révolutionnaire n'était pas un agent ou un espion russe.

# Le meilleur connaisseur de Marx et d'Engels en URSS et dans le monde...

**E**XILÉ en Suisse, David Razianov revient en Russie au lendemain de la révolution de Février, dans le deuxième convoi de 280 émigrés qui traverse l'Allemagne avec le dirigeant menchevique Martov. Il est élu en juin 1917 vice-président du Conseil central des syndicats (obtenant pour la présidence une voix de moins que celui qui accède à cette fonction), mais il en est le président de fait. Il adhère avec le groupe dit "Interrayons" au Parti bolchevique en août 1917, s'oppose à l'insurrection en Octobre. Ce fut le début d'une opposition permanente dans le Parti bolchevique. Comme le soulignent les deux auteurs du *Dissident rouge* (1), "après Octobre 1917, il n'y eut pas une seule question politique importante sur laquelle sa position ne différât pas de celle de Lénine et de son entourage". Farouchement hostile à la paix de Brest-Litovsk signée avec l'Allemagne, il démissionne du Parti bolchevique en mars 1918 et n'y revient qu'au lendemain de la révolution allemande de novembre 1918.

En pleine guerre civile, opposé à la politique répressive, il intervient quasiment chaque jour en faveur d'opposants aux bolcheviks arrêtés, condamnés au camp ou à mort, et, souvent avec succès, il se porte caution de dirigeants mencheviques, socialistes-révolutionnaires ou du Bund (du dirigeant menchevique Abramovitch au dirigeant socialiste-révolutionnaire Donski).

La somme de ses interventions représentera lors de son arrestation sept tomes du dossier d'instruction, plus onze tomes brûlés par le NKVD, et lui seront alors imputés à crime, alors qu'aux moments les plus féroces de la guerre civile, le bureau politique du Parti bolchevique, même mécontent de ses interventions multiples, n'opposera pas de mesures disciplinaires à son activité débordante. Lénine s'opposait souvent à lui, mais lui fait confier en 1919 le contrôle de l'activité de la Tchéka à Ivanovo-Voznessensk. Le chef de la Tchéka le prend de haut avec Razianov. Mais c'est à ce dernier que le bureau politique donne raison.

Il jouit dans les milieux ouvriers et syndicaux d'une telle influence que ce partisan résolu de l'indépendance absolue des syndicats à l'égard du parti fit adopter en mars 1920 par la fraction communiste des syndicats sa résolution contre celle du comité central, dont plusieurs membres étaient présents. Le bureau politique, furieux, éloigne Razianov du travail syndical ; il proteste auprès du bureau d'organisation, qui lui donne raison et annule la décision ! En mai 1921, Razianov récidive : il fait adopter par la fraction communiste des syndicats sa résolution contre celle du comité central. Lénine avait soutenu l'affirmation de Razianov que les syndicats devaient défendre les intérêts matériels et moraux des ouvriers. Mais, bien qu'opposé à ce

(1) Editions Academia, Moscou, 464 pages, 1996.

que l'on "sanctionne sévèrement" Riazanov, dont il déclarait : "Nous mourrons avec cet ulcère !", Lénine juge que, cette fois, Riazanov a franchi le trait. Comme venait d'être fondé l'Institut Marx-Engels, le bureau politique lui enjoint d'y consacrer toute son énergie. Il le fait écarter du travail syndical et lui confie la direction de l'Institut.

Riazanov, chargé entre autres de l'édition des Œuvres complètes des deux hommes, y constitue une équipe de chercheurs venus de tous les horizons politiques, des Cadets aux opposants du parti, le seul critère étant à ses yeux la compétence. Il s'oppose à l'ingérence du bureau politique dans son institut, bientôt dénoncé comme un repère d'opposants et d'ennemis du parti. Dans les années 1920, il acquiert une double célébrité : comme le meilleur connaisseur de Marx et d'Engels en URSS et dans le monde, et comme auteur de formules à l'emporte-pièce critiquant la direction du Parti bolchevique. La plus connue est sans doute celle qu'il lança au XI<sup>e</sup> Congrès, en 1922 :

*"Notre comité central est une institution tout à fait particulière. On dit que le Parlement anglais peut tout faire sauf transformer un homme en femme. Notre comité central est beaucoup plus fort : il a déjà transformé en bonne femme plus d'un homme très révolutionnaire et le nombre de ces bonnes femmes s'accroît de façon incroyable."*

En 1928, il propose à Trotsky, alors exclu du Parti communiste russe et exilé à Alma-Ata, de participer à l'édition russe de Marx et Engels. Deux ans plus tard, la direction du parti exige de lui qu'il dénonce un article du *Bulletin de l'Opposition* où Trotsky vantait le travail scientifique de son institut par opposition aux falsifications orchestrées par l'Institut Lénine et par l'Institut d'histoire du parti. Il refuse tout net.

En 1929, Staline, alors apparemment au faite de sa puissance toute neuve, entre dans son bureau, remarque les portraits de Marx, Engels et Lénine, constate l'absence du sien, qu'il faisait installer partout, et lui demande : "Et où est ma photo ?" Riazanov lui répond :

*"Marx et Engels sont mes maîtres. Lénine est mon camarade. Et toi, qui es-tu pour moi ?"*

Il ne participe pas au concert de flagorneries déchaîné pour le cinquantième anniversaire de la naissance du secrétaire général.

Le 15 février 1931, le Guépéou l'arrête. Il est exclu du parti communiste deux jours plus tard, puis de l'Académie communiste et, enfin, le 3 mars, exclu à l'unanimité de l'Académie des sciences, puis exilé à Saratov. Riazanov y vit de traductions et, en pleine famine, au cours de l'hiver 1932-1933, il s'attache à sauver des dizaines d'affamés, ce qui lui sera reproché quatre ans plus tard comme une perfide manœuvre antisoviétique.

Riazanov est arrêté dans la nuit du 22 au 23 juillet 1937. Les agents du NKVD passent des heures à brûler par fournées ses papiers et ses livres (soigneusement déchirés auparavant) dans le poêle de son appartement. Auparavant, Staline avait liquidé toute la direction du parti de Saratov, coupable d'avoir protégé le savant-militant. Bien que malade du cœur et malgré les coups dont l'enquêteur abreuve cet homme de 67 ans, il refuse d'avouer aucun des crimes imaginaires dont on l'accuse.

Le 21 janvier, le collège militaire de la Cour suprême de l'URSS le condamne à mort pour appartenance à une "organisation terroriste trotskyste" et "diffusion d'inventions calomnieuses sur le parti et le pouvoir soviétiques". Il est fusillé sur le champ. Précisons que David Riazanov n'avait jamais été "trotskyste", même s'il avait appartenu en 1917 au petit groupe de militants de Petrograd dit "Interrayons" (c'est-à-dire interarrondissements) auquel appartenait Trotsky et qui adhéra en bloc au Parti bolchevique en août 1917.

Après l'avoir fait fusiller, Staline tente d'effacer son souvenir. Les rééditions des nombreux ouvrages traduits de sa main ne comporteront plus désormais de nom de traducteur. A côté des "ennemis du peuple" rituellement dénoncés et calomniés, il y avait les effacés. Il y est apparemment assez bien parvenu. Les éditeurs français des *Conversations* du jour-

naliste Tchouiev et de Molotov (2), l'ancien bras droit de Staline, désireux de couper un texte trop long, supprimèrent des personnages jugés secondaires. Parmi les sacrifiés, figure David Riazanov, dont Molotov rapporte avec irritation son évocation ironique de Staline et de son "socialisme dans un seul pays" : "Je veux vivre pour voir comment le socialisme sera construit dans un seul quartier, dans une seule ville, dans un seul district."

Jean-Jacques Marie

**R**IAZANOV, arrêté le 23 juillet, subit son premier interrogatoire le 26. Le NKVD insiste surtout sur les relations qu'il a entretenues entre 1931 et 1934 avec un certain nombre de dirigeants trotskystes exilés à Saratov comme lui, dont Ivan Smirnov, condamné à mort lors du premier procès de Moscou d'août 1936, après s'être rallié à Staline en 1929, puis avoir pris contact à nouveau avec l'Opposition de gauche à travers Léon Sedov à Berlin, en 1932. Les autres trotskystes qu'on lui reproche d'avoir fréquentés appartenaient effectivement à la direction de l'Opposition de gauche (le couple Grünstein, Varsenica Kasparova, etc.). Mais l'officier du NKVD qui l'interroge ne sait manifestement pas exactement de quoi accuser Riazanov, et répète :

*"Vos réponses aux questions posées par l'instruction ne sont pas véridiques (...). L'instruction vous avertit et vous demande de cesser votre lutte pendant l'instruction."*

Il reproche à Riazanov d'avoir, dans une déclaration écrite, qualifié l'accusation qui lui est présentée d'"absurde". Riazanov s'excuse, si l'on peut dire :

*« Le mot "absurde" m'a échappé à cause de l'agitation dans laquelle je me trouvais, je le remplace par l'expression "privée de tout fondement". »*

Devant ses dénégations tranquilles, l'enquêteur conclut :

*"Vous continuez à polémiquer. Vous êtes obligé de fournir des réponses franches, exhaustives, véridiques. Autrement, l'instruction appréciera votre conduite comme un obstacle à l'instruction, comme un fait de duplicité."*

## Extraits de l'interrogatoire du 26 juillet

**Question :** "Dites ce que vous savez de l'organisation clandestine des trotskystes et des droitiers."

**Réponse :** "Je ne sais rien d'une telle activité. Je n'ai aucun lien avec de vieux membres du parti, membres de l'opposition depuis 1923, sauf des liens personnels. Je n'ai reçu chez moi, à la maison, que ceux que j'avais connus à Moscou, à Leningrad, Ivan Smirnov, Rebecca Grünstein, Varsenica Kasparova, Karl Grünstein, Olga Smirnova, Rosa Smirnova, Jacob Kievlenko, certains avant le début de 1932, d'autres avant le début de 1934 (...)."

**Question :** "Vous dissimulez l'existence de liens organisés avec le groupe clandestin antisoviétique des trotskystes et des droitiers. Dans vos relations avec les participants de ce groupe clandestin antisoviétique, vous avez mené des conversations antisoviétiques sur la politique du PCR(b) et du gouvernement soviétique."

**Réponse :** "Je nie l'existence d'un quelconque lien organisationnel avec les trotskystes et les droitiers. Je n'ai eu avec personne de discussions comportant des calomnies contre la politique du PCR(b) et du pouvoir soviétique. Une telle accusation ne peut que m'étonner (...). Je n'ai jamais combattu la politique du PCR(b) ni le gouvernement soviétique. Tous mes vieux camarades qui se trouvent dans le bureau politique du comité central du PCR(b) et dans le gouvernement soviétique peuvent le confirmer."

(2) Tchouiev, *Conversations avec Molotov*, Albin Michel, 1995.

mer. Bien que je sois en dehors des rangs du parti, je reste un communiste convaincu et un partisan du pouvoir soviétique. Je n'ai pas à fournir des dénégations de quoi que ce soit. On peut m'accuser, comme l'avait fait le défunt Iline, d'une raideur excessive, mais on ne peut m'accuser de duplicité que si l'on ne me connaît pas personnellement ainsi que mon travail dans le parti."

**Question :** *"Quel droit avez-vous donc de vous conduire de la façon désinvolte avec laquelle vous vous conduisez ? (...)"*

**Réponse :** "Je ne mène aucune lutte au cours de l'instruction. Je défends seulement mon innocence par rapport aux accusations portées contre moi."

## Deuxième interrogatoire, le 28 juillet (extraits)

Le deuxième interrogatoire de Riazanov est très long. Il reprend des "questions" générales, qui répètent celles du premier interrogatoire, affirment qu'il n'a pas nommé tous ceux qu'il a rencontrés à Saratov (ce que Riazanov est prêt à admettre), insistent sur le fait que ses fréquentations à Saratov avec un certain nombre de personnes que Riazanov qualifie d'"ordinaires" "définissent le contenu de son appartenance prétendue au prétendu bloc clandestin des trotskystes et des droitiers". Ces "questions" présentent peu d'intérêt ; l'interrogatoire en comporte d'autres beaucoup plus précises, et donc plus significatives, que nous publions ci-après.

**Question :** *"Vous continuez à refuser de faire des dépositions véridiques. L'instruction sait que vous avez gardé des liens, non seulement avec les membres du groupe clandestin des droitiers et des trotskystes, mais vous avez aussi gardé des liens avec les mencheviks après 1931. Allez-vous nier cela aussi ?"*

**Réponse :** "Je n'ai maintenu aucun lien avec aucun menchevik menant une activité politique. Nicolai Bogdanovitch

Libikh est le mari de ma nièce, mais après août 1934, quand il a rompu toute relation personnelle avec moi, il n'est plus venu chez moi jusqu'en avril 1937, date à laquelle il a recommencé à fréquenter ma nièce après sa sortie du sanatorium pour tuberculeux."

**Question :** *"Qu'est-ce qui a provoqué de votre côté vos déclarations à Libikh sur le fait que vous aviez l'intention de quitter l'URSS ? D'après les données de l'instruction, cette conversation a eu lieu en 1934 dans votre appartement ?"*

**Réponse :** "Quiconque connaît mes relations avec ma femme ne peut voir dans cette version saugrenue d'une vague remarque circonstancielle que le produit d'une imagination malade."

**Question :** *"Dans votre travail hostile contre le PCR(b) et le gouvernement soviétique, vous êtes allé jusqu'à ramasser des enfants que vous ne connaissiez pas dans la rue, à les nourrir et, ensuite, sur la base de conversations avec eux, vous avez construit vos conclusions calomniatrices sur les insuffisances matérielles et la paupérisation du pays. Que pouvez-vous indiquer à ce propos ?"*

**Réponse :** "Si la question fait référence au fait qu'en 1932, j'ai nourri chez moi des enfants affamés de locataires de notre immeuble, au fait que j'ai aidé en leur donnant de l'argent et de la nourriture des vieillards malades et mourant sous mes yeux, au fait que j'ai toujours aussi, après 1933, fourni mon aide à tous ceux qui le demandaient, il faut alors avoir l'imagination la plus dénaturée d'un calomniateur désireux de dissimuler ses sales petites affaires pour tirer des conclusions aussi ignobles de mon activité."

**Question :** *"Voici l'un des faits parmi tant d'autres qui vous démasquent et montrent que, sous la couverture d'une assistance aux nécessiteux, vous avez développé des conclusions antisoviétiques sur le besoin et la faim en URSS, qu'à partir de "petites" constatations calomniatrices, vous vous êtes livré à des généralisations contre-révolutionnaires. Dans votre entourage, vous avez concocté une statistique illustrant vos dispositions hostiles. Ainsi, vous avez déclaré que la*

population de l'URSS s'élevait à 170 millions d'individus, mais que le niveau de la récolte de blé ne dépassait pas celui de 1913, lorsque la population représentait à peu près 150 millions d'individus. Pouvez-vous nier cela ?"

**Réponse :** "Je suis prêt à développer en détail mes analyses sur l'approvisionnement en blé, si on m'en fournit la possibilité. Quiconque connaît mes interventions à la commission du budget, au comité exécutif central des soviets, dans les congrès et les conférences du parti, en sait beaucoup plus sur ce que je pense qu'à partir de dépositions calomniatrices et de conclusions de fripouilles que je ne connais pas."

L'enquêteur continue à reprocher à Riazanov de ne pas répondre aux "faits concrets de ses manifestations d'hostilité, qui se sont exprimées lors de ses échanges avec des antisoviétiques" et d'"essayer ainsi d'éviter d'avouer ses attaques hostiles", il l'invite à nouveau à "cesser de se conduire ainsi pendant l'instruction".

Il lui demande de "répondre sur le fait suivant : comment expliquez-vous que vous avez reçu la visite de trotskystes, en particulier d'Olga Ivanovna Smirnova, et la raison de votre expulsion de Moscou".

**Réponse :** "(...) J'ai toujours et impavide ment nié avoir reçu de Roubine des documents dans une enveloppe scellée. Très vraisemblablement, Olga Ivanovna et d'autres camarades, dans leurs conversations avec moi, ont tenté de m'exprimer leur compassion en déclarant que mon exil à Saratov était une peine trop sévère pour détention de documents. Et pour me montrer que Trotsky partageait la même opinion, elle me fit savoir que, dans un de ses articles, il avait écrit sur cette affaire que je m'étais toujours distingué par une excessive douceur dans mes rapports avec les mencheviks et que j'avais pu par bonté d'âme donner mon accord pour conserver leurs documents. Je me rappelle que j'ai réagi très vivement à cette intercession" (1).

**Question :** « On vous a expulsé de Moscou comme complice de l'organison antisoviétique dite "bureau pansoviétique

du comité central des mencheviks". Le fait que vous continuiez à nier ce fait jusqu'au bout vous caractérise une fois de plus comme un individu incorrigible et faux. Mais laissons cela : vous n'avez même pas le courage d'avouer que, tout en niant l'accusation de complicité dans l'affaire du "bureau pansoviétique du CC des mencheviks", vous avez, dans votre entourage, proféré des déclarations calomniatrices et provocatrices à l'encontre du camarade Staline et réduit l'accusation portée à votre encontre à l'existence de "désaccords avec Staline sur le front politique". »

**Réponse :** "J'ai dit tout ce que j'avais à dire là-dessus dans mes déclarations envoyées au bureau politique, et oralement en 1934 à Chkiriato, Iaroslavski et Krylenko" (2).

**Question :** "Vous ne répondez pas à la question posée. Répondez : confirmez-vous le fait d'avoir prononcé des déclarations calomnieuses et des phrases provocatrices à l'encontre du camarade Staline, concrètement, en présence de Kasparov et de Kourenievski ?" (3).

**Réponse :** "Je n'ai fait à personne des déclarations calomnieuses à l'encontre du camarade Staline (...). Les

(1) L'arrestation de Riazanov en 1931 fut opérée sous le prétexte (inventé) qu'il aurait accepté de recevoir un paquet de documents du prétendu "bureau pansoviétique du comité central des mencheviks", à lui transmis par son collaborateur, l'ex-menchevik Roubine, et qu'il aurait accepté de les cacher dans l'Institut. Dans le n° 20-21 du *Bulletin de l'Opposition*, Trotsky publia un article consacré à l'affaire Riazanov. Considérant qu'un certain nombre de mencheviks qui travaillaient à l'Institut Marx-Engels ont dû "utiliser l'institut comme couverture de leur conspiration", il y affirme seulement : "On peut admettre que Riazanov (...) a montré une attitude trop condescendante à l'égard de ses collaborateurs déloyaux. Mais c'est l'extrême limite de ce que l'on peut reprocher à Riazanov." La paraphrase orale de cet article a manifestement convaincu Riazanov que Trotsky reprenait à son compte la version du Guépéou : il aurait accepté un paquet de documents mencheviques par faiblesse (NDR).

(2) Chkiriato et Iaroslavski sont membres de la commission de contrôle du parti. Krylenko est le commissaire à la Justice de l'URSS (NDR).

(3) Kasparov est le fils de la trotskyste Varsenica Kasparova. Kourenievski est un personnage que Riazanov dit ne pas connaître (NDR).

vieux camarades connaissent parfaitement mes déclarations contre Staline et mes désaccords avec lui. Ainsi que mes points d'accord aussi. J'ajoute que les désaccords avec Staline sont aussi peu criminels que les désaccords avec Lénine. On peut les qualifier de fautes politiques, mais ils ne relèvent pas d'une sanction pénale."

**Question :** « Vous dissimulez à l'instruction le fait de votre conversation, connue de Berditchevski de votre propre bouche, concernant l'assassinat scélérat de Kirov. Vous avez expliqué que la raison de l'assassinat de Kirov était des motifs de caractère personnel, niant le fait de la terreur, accomplie par les terroristes, les zinoviévistes, et vous avez affirmé que les zinoviévistes n'avaient rien à voir avec ce meurtre et que le comité central avait utilisé le meurtre de Kirov pour déchaîner "la répression contre les opposants". »

**Réponse :** "Pur et absurde mensonge."

L'enquêteur clôt l'interrogatoire en reprochant à Riazanov, à nouveau, de "nier les faits qui révèlent ses manifestations antisoviétiques actives", l'invite à "changer son comportement (qui) ne fait qu'aggraver sa responsabilité" et à "cesser ses dénégations". Riazanov répond : "Je prends acte. Je suis prêt à assumer la responsabilité des actes de caractère antisoviétique effectivement accomplis par moi. J'indique seulement la vérité."

Après quoi, il rédige ce même jour une longue déclaration, jointe au procès-verbal.

## Déclaration de Riazanov du 28 juillet

Riazanov répond par écrit à toutes les questions qui lui ont été posées et même à celles qui n'étaient que sous-entendues.

Il fait d'abord le point des personnes qu'il a fréquentées à Saratov : jusqu'en octobre 1931, Ivan Smirnov et Rebecca Grünstein, puis Kievlenko et Kasparova, puis le fils de cette dernière, qui "allait chercher pour moi des livres à la bibliothèque scientifique. Au début de 1932, Smirnov, puis peu après sa fille et la mère de cette dernière (Olga et Rosa Grigorievna) s'en allèrent. Je n'eus plus que les visites alors de Rebecca Grünstein et de Kasparova et son fils, et de Kievlenko. Après l'arrestation de Kasparova et de son fils en 1931, puis le départ de Grünstein au début de 1934, resta chez moi seulement Kievlenko, qui s'occupa de moi pendant ma maladie et me rendit toutes sortes de services pratiques, surtout en 1935, quand je fus très sérieusement malade. Nous avions des discussions sur des thèmes divers. Je donnais diverses indications littéraires et des renseignements à ceux qui désiraient étudier. Le jeune Kasparov, qui me développa ses conceptions sur le caractère de l'Etat soviétique, s'intéressait plus que tout autre aux questions théoriques."

Ainsi, précise-t-il, jusqu'en 1934 il ne fréquenta à Saratov que des gens qu'il avait connus avant d'y être exilé. Une fois nommé consultant scientifique de l'Université de Saratov et professeur à la faculté d'histoire, étant libéré de l'assistance aux conférences et aux réunions du personnel, ses relations se limitèrent à ses "supérieurs hiérarchiques directs et à un cercle très limité d'employés". Il n'intervint dans aucune réunion, sauf dans une assemblée de locataires de son immeuble, où son intervention, qui "ne contenait rien d'antisoviétique (...), mena à une extrême dégradation de ses relations avec certains membres de l'assemblée".

Il insiste ensuite sur les résultats positifs de son activité universitaire, puis conclut :

"L'accusation d'activité antisoviétique, que je rejette catégoriquement, ne peut reposer que sur les affabulations de gens rendus furieux par ma critique franche de leur ignorance ou de leurs malversations."

En post-scriptum, Riazanov note : *"J'ai oublié qu'après février 1934, j'ai fréquenté la société des prisonniers politiques (1), pour utiliser leur bibliothèque. J'y ai rencontré des détenus politiques et d'abord le secrétaire de la société, N. V. Komarov, avec qui j'avais été arrêté en mai 1907 pour l'affaire de la fraction social-démocrate (2) de la deuxième Douma, et d'autres dont j'ai oublié les noms."*

Ensuite, quatre mois s'écoulaient sans trace d'autre interrogatoire. Puis, brusque accélération : Riazanov est soumis à un bref interrogatoire le 22 novembre.

**Question :** *"L'instruction dispose de données sur votre participation à l'organisation antisoviétique des droitiers et des trotskystes. Le reconnaissez-vous ?"*

**Réponse :** *"Non, je ne le reconnais pas."*

Sans autre commentaire, l'enquêteur lui demande : *"A Saratov, (a-t-il) fréquenté Ivan Smirnov pendant son séjour dans cette ville ?"* *"Oui."* *"(A-t-il) souvent rendu visite à Rebecca Grünstein ?"* *"Oui, aussi souvent qu'elle est venue le voir..."*

**Question :** *"Vos relations avec Ivan Smirnov et Rebecca Grünstein n'étaient pas de simples et banales relations personnelles, mais des liens politiques de complices politiques, menant une activité antisoviétique contre la direction du PCR(b) et le pouvoir soviétique. Nous vous proposons de cesser vos dénégations et d'avouer l'activité antisoviétique que vous n'avez cessé de mener jusqu'au jour de votre arrestation."*

**Réponse :** *"Non, je nie cette activité antisoviétique et la présentation de mes relations avec Grünstein et Smirnov comme des relations de complices dans un travail antisoviétique."*

**Question :** *"Reconnaissez-vous que Grünstein et Kasparov ont reçu de vous des informations sur le séjour de Trotsky en Norvège ?"*

**Réponse :** *"Je ne peux pas aujourd'hui me rappeler si j'ai parlé de cela à*

*Grünstein et à Kasparov, bien que j'admette que j'aie pu en parler."*

Les deux enquêteurs affirment alors à nouveau avoir des données sur la participation de Riazanov à *"une organisation antisoviétique de Saratov"* et même sur *"son rôle dirigeant dans cette organisation antisoviétique de Saratov"*, ce que Riazanov nie.

Riazanov rédige ensuite une déclaration jointe au procès-verbal. Il développe six points :

1. — *"Je n'ai jamais appartenu et je ne peux pas appartenir à aucune organisation des droitiers et des trotskystes, car cela se trouverait en contradiction criante avec toute mon activité révolutionnaire. J'étais membre du parti et je n'ai jamais appartenu à aucun groupe ni fraction."*

2. — *"Je connais personnellement Ivan N. Smirnov depuis l'époque de la révolution d'Octobre, en tant que secrétaire du comité central, en tant que vieux-bolchevik. A Saratov, je ne l'ai rencontré qu'en tant que vieux camarade du parti. Après son départ, je n'ai eu aucun rapport avec lui et je n'ai connu son sort ultérieur que par les journaux."*

3. — *"Je connais Grünstein depuis la première révolution, depuis 1906, quand elle était membre de l'organisation militaire des bolcheviks. A Moscou, je l'ai souvent rencontrée à la société des détenus politiques, dont elle était la secrétaire. C'est le Guépéou local qui m'a donné son adresse. Enfin, le premier appartement qui m'a été proposé à Saratov se trouvait dans l'immeuble où logeait Grünstein."*

(1) Il s'agit de la société des détenus politiques de l'époque tsariste (NDR).

(2) En mai 1907, dès l'élection de la deuxième Douma, après la dissolution très rapide de la première, dont Nicolas II détestait la majorité, hostile à sa politique, le Premier ministre, Stolypine, accuse les députés sociaux-démocrates de complot contre la Sûreté de l'Etat et réclame la levée de leur immunité parlementaire. Devant les réticences de la commission spéciale de la Douma chargée d'étudier la question, Stolypine dissout la Douma et décrète l'arrestation des députés sociaux-démocrates (NDR).

4. — *“Il découle de ce qui précède que mes rapports avec Smirnov et Grünstein ne relevaient pas effectivement d’une simple fréquentation personnelle, mais reposaient sur de vieux rapports de parti. Il m’est arrivé souvent de discuter avec Smirnov et avec Grünstein de beaucoup de problèmes, et en particulier du rôle joué par Trotsky dans l’histoire du mouvement révolutionnaire en général et dans la révolution d’Octobre.”*

5. — Riazanov souligne que, lisant la presse étrangère, il a parfaitement pu informer du séjour de Trotsky en Norvège *“Kasparova, qui, en tant qu’ancien membre du comité exécutif central des soviets et sa commission du budget, s’intéressait fortement aux questions internationales”*. Elle a pu aussi l’apprendre par les journaux qu’elle empruntait chez lui ou par la presse même du Comintern, qui évoquait Trotsky et ses déplacements.

6. — Enfin, Riazanov affirme : si l’instruction me précisait les informations sur lesquelles repose l’accusation d’appartenance à une organisation antisoviétique de Saratov où je jouerais un rôle dirigeant, je *“démontrerais aisément qu’elles sont fondées sur des dénonciations mensongères, calomnieuses et ignobles d’individus dont j’ai plusieurs fois souligné et démasqué l’ignorance et le bluff”*.

Si Staline n’avait pas déjà décidé de liquider Riazanov, cette déclaration aurait à elle seule constitué un arrêt de mort : considérer Ivan Smirnov, condamné à mort du premier procès de Moscou, comme un vieux-bolchevik, discuter du rôle de Trotsky (alors qualifié d’agent de la Gestapo et du Mikado) dans la révolution russe et dénoncer les bureaucrates ignares et truqueurs et leurs dénonciations calomnieuses, c’était trois raisons pour recevoir une balle dans la nuque.

Le dénouement ne se fait pas attendre : le 25 novembre, le NKVD arrête la femme de Riazanov et l’interroge le 28 novembre. L’interrogatoire tient en sept lignes. Anna Riazanov dit qu’elle connaît son mari *“depuis quarante ans”*

et qu’elle *“ne sait rien de l’activité contre-révolutionnaire de son mari”*.

Le 19 janvier, le procureur de Saratov rédige un long acte d’accusation de six pages, où il dénonce entre autres *“l’extrême hostilité personnelle de Riazanov à l’égard du camarade Staline”*. Riazanov est jugé le 21 janvier 1938 à huis clos par la section régionale du collège militaire de la Cour suprême de l’URSS. La séance s’ouvre à 19 h 45 et s’achève à 20 heures. Riazanov *“confirme complètement ses dépositions à l’instruction préalable (...) et nie totalement son appartenance à une organisation contre-révolutionnaire”*.

Le verdict tombe immédiatement : Riazanov est accusé d’avoir *“établi en 1931 des liens organisationnels avec les membres de l’organisation terroriste trotskyste fondée à Saratov par l’ennemi du peuple Ivan Smirnov, puis d’avoir adhéré à cette organisation et en être devenu un membre actif. Jusqu’en 1934, Riazanov a systématiquement reçu de la littérature trotskyste illégale pour son activité antisoviétique. A partir de 1934, Riazanov est entré en rapport, pour son activité antisoviétique, avec les dirigeants de l’organisation terroriste des droitières et des trotskystes et a reçu d’eux un soutien matériel. Riazanov a encouragé les méthodes terroristes de lutte contre la direction du parti et du gouvernement et a diffusé des inventions calomniatrices contre le parti et le pouvoir soviétique (...). En conséquence, David Borissovitch Riazanov est condamné à la plus haute mesure de sanction pénale et à la confiscation de tous ses biens.”*

Il est aussitôt fusillé. Dès le lendemain, le NKVD arrête ses familiers, Komar et Libikh, et fabrique un *“bureau menchevique”* de Saratov lié aux mencheviks à l’étranger, censé diriger un prétendu *“Parti socialiste russe unifié”*, et dont la direction personnelle est attribuée *post mortem* à Riazanov... dont la mort est en même temps tenue si secrète que sa femme n’en est même pas informée.

# **Extraits des souvenirs de Blagoï Popov**

**(membre du bureau politique  
du Parti communiste bulgare,  
co-inculpé du procès de Leipzig)  
(décembre 1933)**

**Blagoi Popov, membre du bureau politique du Parti communiste bulgare, fut arrêté avec Georges Dimitrov et Vassil Tanev en mars 1933, en Allemagne, et accusé avec ses deux autres compatriotes d'avoir mis le feu au Reichstag (siège du Parlement allemand) dans la nuit du 27 au 28 février pour lancer le signal de l'insurrection communiste en Allemagne.**

**En réalité, cette provocation, qui précédait d'une semaine les élections législatives du 5 mars 1933, permit à Hitler, nommé chancelier depuis quatre semaines, de promulguer un décret sur la protection du peuple et de l'Etat, signé par le président du Reich, le maréchal Hindenburg, qui suspendait de facto l'application de la Constitution et permettait à Hitler de suspendre et dissoudre toutes les organisations.**

**Les trois hommes furent acquittés et revinrent triomphalement à Moscou en février 1934. Dimitrov commença alors son ascension vers la fonction de secrétaire général de l'Internationale communiste (Comintern). Blagoi Popov, lui, fut arrêté le 7 novembre 1937. Le 8 mai 1938, la chambre militaire de la Cour suprême de l'URSS le condamne en quinze minutes à quinze ans de déportation au Goulag.**

**Il est libéré en 1954, un an après la mort de Staline, et rentre en Bulgarie, qui est alors dirigée par Vlako Tchervenkov, le gendre de Dimitrov, mort cinq ans plus tôt, en 1949. La direction du PC bulgare maintient le revenant à l'écart de toute activité politique. Il écrit alors ses souvenirs, dont il achève la rédaction le 16 août 1968, avant de mourir le 28 septembre de la même année, cinq semaines après l'invasion de la Tchécoslovaquie.**

**Il confie ses souvenirs, qu'il intitule *Pour que cela ne se répète jamais*, à Peter Semerdjiev, ancien haut fonctionnaire du comité central du PC bulgare, emprisonné à la suite du procès du secrétaire général du PC bulgare, Traïcho Kostov, condamné à mort en 1949. Peter Semerdjiev réussit à quitter la Bulgarie en emportant le manuscrit, qui fut édité à un tirage confidentiel à Paris, en 1981, chez une éphémère maison d'édition.**

**Une édition française avait été préparée avec une préface de Vassil Vassiliev, maître-assistant associé de droit soviétique et d'économie socialiste à l'Université Paris-X de Nanterre, décédé depuis lors et qui nous avait alors communiqué le petit volume des souvenirs de Blagoi Popov. Cette édition n'a jamais vu le jour.**

## Les souvenirs de Blagoi Popov : l'année 1938

**A** la fin de l'été 1938, un "hôte" tout à fait inattendu arriva dans notre cellule. Tout le monde avait encore en mémoire la photographie publiée dans les *Izvestia* et prise sur des positions avancées du front de la guerre civile espagnole : on y voyait des parlementaires anglais, conduits par le "général Kleber", commandant de la première brigade internationale, observer les combats avec les bandes fascistes du général Franco. Je connaissais bien le "général Kleber" et je l'avais vu plusieurs fois avant son départ pour l'Espagne. Or l'hôte inattendu qui entra dans notre cellule n'était autre que... le "général Kleber" lui-même. Quand il m'aperçut, il fit lui aussi les yeux ronds, mais, souriant mélancoliquement, il me tendit la main et nous nous donnâmes l'accolade :

— *Toi aussi, tu es arrivé là !*

— *Moi aussi !*

"*Tous les chemins mènent à Rome*", ajouta-t-il avec un sourire amer.

Le "général Kleber" était le pseudonyme d'un prisonnier de guerre autrichien de la Première Guerre mondiale, le lieutenant Stern, fait prisonnier par l'armée russe. Au début de la révolution d'Octobre, il entra dans l'Armée rouge, commanda une division d'artillerie, étudia à l'Académie militaire soviétique et devint l'un de ses élèves les plus fameux. Stern (Kleber) fut conseiller militaire auprès du commandement de l'Armée rouge chinoise et c'est avec sa parti-

cipation directe que se réalisa la Grande Marche de l'Armée rouge chinoise du sud vers le nord, vers la frontière mongole. Stern remplit diverses missions militaires secrètes pour l'armée soviétique. Et le destin l'épargna, car il ne fut nulle part arrêté. Il fallut qu'arrive l'effrayante année 1937, lorsque le frère dénonçait le frère, le père son fils et le fils son père, pour que des communistes se retrouvent jetés en prison et pour que le communiste Stern sombre.

Nous nous serrâmes et je dégageai un peu de place à côté de moi pour Stern. Il était venu sans vêtement chaud au mois de juillet. Il avait été alors envoyé dans la région militaire de Leningrad pour fournir au commandement des informations sur la guerre en Espagne. Et à son retour, à la gare de Leningrad, trois membres de la Sécurité d'Etat montèrent dans la Flèche rouge et l'arrêtèrent. Le train l'emporta à Moscou et, là, on l'embarqua directement à la prison de Boutyrka.

Rien à faire, comme l'air dans la cellule était lourd et étouffant, il se déshabilla et s'allongea sur le bat-flanc... Il me raconta des nouvelles de la vie du Comintern : l'arrestation des Polonais (1), l'arrestation de Moskvine (Trilisser) (2), secrétaire du CEIC, l'arrestation de son propre chef, le général d'armée Berzine, et bien d'autres arrestations encore. Il me raconta qu'il avait été invité à un petit banquet dans l'appartement de Gueorgui Dimitrov à l'occasion de l'anniversaire de son acquittement au procès de

Leipzig (3). Y assistaient des membres du secrétariat politique du CEIC, Manouïlski, Kuusinen, Togliatti (Ercoli), Pieck, et aussi Kolarov, ainsi que deux ou trois Bulgares. Stern avait été invité comme hôte de l'Espagne, comme premier commandant de la brigade internationale. Et tel était son sort ! Quelle ironie du destin !

— *“En ce qui te concerne, me dit-il, tout le monde savait que tu étais arrêté. C'est pourquoi ils ne parlaient pas de toi. La même chose pour Tanev. Tous gardaient le silence”* (en fait, Tanev n'avait pas été arrêté).

— *“C'est une bonne chose qu'ils aient au moins gardé le silence sur moi”*, lui répondis-je.

Quelques jours plus tard, Stern quitta notre cellule. Quelle fut sa destination, je n'en sais rien (4).

#### Notes de la rédaction

(1) En prévision de la dissolution du Parti communiste polonais exigée par Staline en ce mois de décembre 1937, commençait alors l'arrestation des dirigeants polonais de tous niveaux réfugiés en URSS.

(2) Popov doit mélanger des moments différents : Trilisser (Moskvine), chef du service étranger du Guépéou de 1925 à 1930, puis de 1935 à 1938, représentant — avec Iejov — du Guépéou-NKVD au présidium du Comintern, fut arrêté seulement en novembre 1938.

(3) En décembre 1933. Même remarque que ci-dessus. Si Kleber est arrivé à la fin de l'été en cellule, comment aurait-il pu assister à une réunion normalement tenue en décembre ?

(4) Stern-Kleber (1895-1952), qui, d'ailleurs, commandait la XI<sup>e</sup> brigade internationale et non la I<sup>re</sup>, fut condamné en 1939 à quinze ans de camp de travaux correctifs. Au milieu de 1945, Stern reçut une condamnation supplémentaire. Il fut accusé d'avoir dirigé, dans le camp où il se trouvait (l'ITL du Nord-Est), une *“organisation trotskyste antisoviétique (...), qui se fixait comme fin de provoquer un soulèvement armé des détenus dans le camp”*. Organisation et objectifs évidemment imaginaires. Il était accusé d'avoir construit cette organisation avec un ancien partisan de Boukharine, Aksiantsev, et un ancien membre de l'Opposition ouvrière, bien entendu qualifié de trotskyste, Mikhaïlov, déjà deux fois condamné (dont la dernière fois, en 1940, à dix ans). En septembre 1950, Anatoli Jigouline, membre du Parti communiste de la jeunesse de Voronège, condamné en 1950 à dix ans de camp, rencontra Stern-Kleber au camp 031, à Taïchetlag, en Sibérie orientale. Il évoque cette rencontre dans son livre de souvenirs

*Les Pierres noires*, publié chez Actes Sud en 1989.

L'ANNÉE 1938 était pleine de bruits. En prison, le flair politique est aiguisé. Tout le monde attendait la chute de Iejov. Le pays avait grand besoin d'une soupape politique qui puisse dissiper une atmosphère étouffante. A cours de l'automne, se répandit la nouvelle que Beria était nommé chef de la direction de la Sécurité d'Etat et premier suppléant de Iejov. Les jours de Iejov étaient comptés.

Nous savions que Beria était le futur commissaire aux Affaires intérieures. Mais nous interprétions de manières différentes l'ascension de Beria à la tête de la Sécurité d'Etat. Beaucoup parmi nous entretenaient quelques vagues espoirs et nourrissaient des illusions sur le fait qu'il serait mis fin à l'arbitraire et qu'ils seraient libérés. Mais les camarades les plus âgés comme le vieux-bolchevik Boutiaguine, commandant d'armée et héros de la guerre civile, nous avertit de ne nous faire aucune illusion. Il nous affirma que l'ascension de Beria n'annonçait rien de bon. On savait que Beria venait de se distinguer en exterminant les vieux-bolcheviks géorgiens et en écrivant un livre flagorneur qui portait Staline aux nues.

C'est à ce moment, c'est-à-dire à la fin de l'automne 1938, qu'arriva dans notre cellule un ingénieur transféré de la prison intérieure de la Loubianka 2 (*prison du NKVD*). Il me raconta des nouvelles mystérieuses de la vie dans les coulisses des sommets dirigeants du pays. Cet ingénieur s'était trouvé interné dans la prison intérieure du NKVD dans la même cellule que Krylenko (ancien commissaire du peuple à la Justice), Boubnov (ancien commissaire du peuple à l'Instruction) et un ou deux autres camarades haut placés, dont un ingénieur soviétique très connu. Malheureusement, le nom de nombre de ces camarades s'est depuis longtemps effacé de ma mémoire.

Cet ingénieur soviétique avait été accusé par le juge d'instruction d'être devenu un espion autrichien lors d'une mission effectuée à Vienne et d'avoir été enrôlé par *"le traître et espion"* Tevossian. Or, pendant que se menait ainsi une instruction contre Tevossian, ce dernier remplissait toujours les fonctions de vice-commissaire du peuple à l'Industrie lourde. Le chef du département de l'Instruction convoqua l'ingénieur et lui annonça que, dans un ou deux jours, il passerait devant une commission spéciale comprenant plusieurs personnalités haut placées, devant laquelle il devrait confirmer ses dépositions mensongères fournies au cours de l'instruction : il avait été recruté comme espion par Tevossian et avait fait du travail de sabotage au commissariat du Peuple. Le chef l'avertit que s'il revenait sur ses dépositions, il serait liquidé et réduit à un sac d'os.

Quelques-uns de ses camarades de cellule insistèrent auprès de lui : s'il était effectivement convoqué devant une commission de personnalités haut placées, il devait leur raconter en détail comment on lui avait extirpé par la violence des dépositions mensongères et revenir sur elles. D'autres, en revanche, lui conseillaient de se taire : *"Autrement, ce sera encore pire pour toi"*, lui disaient-ils.

Un ou deux jours plus tard, le chef du secteur le convoque, lui annonce qu'il l'emmène immédiatement devant Iejov en personne et le somme de répéter à nouveau ses dépositions mensongères. Il entre dans la pièce voisine et voit Iejov au milieu de la pièce, tenant en main ses dépositions :

— *"Tout ce que tu as signé là est bien vrai ?"*, lui demande Iejov, à demi tourné vers lui et sans le regarder.

L'ingénieur tremble comme une feuille et garde le silence, hésitant. Iejov répète sa question :

— *"Alors ? Est-ce que tout ce qui est noté ici est vrai ?"*

L'agent d'instruction lui enfonce alors son poing dans les côtes et lui souffle à l'oreille avec insistance :

— *"Confirme donc ! Pourquoi te tais-tu ?"*

Après une minute d'hésitation, perdant toute confiance en Iejov et dans le chef de secteur, l'ingénieur balbutie :

— *"Oui, c'est vrai."*

— *"Bon, répondit Iejov. Tu vas te présenter immédiatement devant une commission et tu vas devoir confirmer encore une fois tes dépositions."*

Il l'emmène alors dans le bureau voisin, où siégeaient Viatcheslav Mikhaïlovitch Molotov, Anastanase Ivanovitch Mikoïan, Lavrenti Pavlovitch Beria (1) et Tevossian lui-même, habillé avec élégance, en chemise avec col et cravate, et qui donc n'était pas arrêté. Son interrogatoire devant la commission commence. L'ingénieur confirme les dépositions qu'il a fournies à l'instruction. Tevossian était un proche parent de Mikoïan, et ce dernier, qui le connaissait bien, attaqua l'ingénieur témoin avec une insistance particulière :

— *"Où sont donc vos actes de sabotage, si vous êtes vraiment des saboteurs ? Quels documents d'espionnage avez-vous donc transmis ?"*, lui demanda Mikoïan avec colère.

Molotov, lui aussi, lui posa diverses questions. Tevossian garda le silence pendant tout le temps de cette confrontation.

*"J'étais terrorisé, raconta plus tard l'ingénieur, dans la cellule. La commission me posera quelques questions, puis elle s'en ira et moi je resterai ici entre les mains des enquêteurs, qui ont fabriqué mes dépositions mensongères !"*

Dans la cellule, dès que les détenus connurent la composition de la commission, ils se sentirent tous pleins d'ardeur et piaillèrent :

*"Mais pourquoi n'as-tu pas dit toute la vérité ? Pourquoi n'as-tu pas montré comment on fabriquait ici des dépositions mensongères ?"*

(1) Molotov était alors président du Conseil des commissaires du peuple et membre du bureau politique, Mikoïan commissaire du peuple au Commerce extérieur et membre suppléant du bureau politique, Beria adjoint de Iejov à la tête du NKVD.

L'information sur cette commission spéciale courut à travers toute la prison de Boutyrka. Comme l'avait raconté notre ingénieur nouvellement arrivé, tout un groupe d'ingénieurs fut convoqué devant la commission et interrogé. La prison bouillonnait. Qu'allait-il arriver à Tevossian ? Allait-il être arrêté ? Selon les informations que les nouveaux venus nous apportaient de l'extérieur, Tevossian continuait à remplir ses fonctions antérieures au commissariat du peuple.

Quel fut le destin de ce groupe d'ingénieurs ? Au cours de l'automne 1940, je rencontrai dans le Grand Nord, dans la ville de Norilsk, sur la presqu'île de Taimir, un ingénieur d'origine lettonne qui était passé devant la commission. D'après lui, les membres du groupe des ingénieurs avaient fourni des dépositions variables devant la commission : les uns avaient confirmé leurs dépositions antérieures, les autres revinrent sur elles en affirmant qu'elles leur avaient été extorquées. Tous les membres du groupe furent condamnés à des peines variables, mais Tevossian ne fut pas inquiété. Quelques années plus tard, il mourut du cancer, alors qu'il était ambassadeur soviétique à Tokyo.

Peu après l'interrogatoire du groupe des ingénieurs — cas, dit-on, qui ne fut pas unique —, Iejov fut limogé et nommé commissaire du peuple aux Voies de communication de l'URSS. Beria devint commissaire du peuple à l'Intérieur. Quels changements produisit sa promotion ? Aucun. Iejov partit, Beria arriva. L'illégalité et l'arbitraire continuèrent. Le collège militaire et les tribunaux militaires continuaient à faucher leurs victimes (...).

A la fin de l'été 1938, apparut dans notre cellule le secrétaire du comité central des Komsomols du Kazakhstan, Vassili Kouzmine Gavrilo. Haut de deux

mètres, gai, ouvert, toujours souriant, Gavrilo se gagna d'emblée la sympathie de toute la cellule. Il connaissait mon nom depuis l'époque du procès de Leipzig et dès qu'il entendit dire que j'étais dans la cellule, il s'approcha de moi, avec un sourire certes un peu triste, et me tendit la main. Nous nous sentîmes aussitôt comme de vieux amis et camarades. Gavrilo avait été arrêté au début de l'année (1938, *NDR*), il était bien informé de tout ce qui se passait en Union soviétique et devint pour moi aussitôt un informateur intarissable et irremplaçable.

Lui-même membre des Jeunesses communistes de Leningrad, il fut promu à un poste dirigeant du travail des Komsomols de Leningrad, puis envoyé comme premier secrétaire des Komsomols de Vladivostok, et ensuite dans le Donbass. Le Kazakhstan avait été son dernier poste de travail. Il y avait été arrêté avec tout un groupe, en même temps que tous les dirigeants de la République du Kazakhstan.

Vassili, ou Vassia comme tout le monde l'appelait, se distinguait par un dévouement et un amour illimités pour le pouvoir soviétique. Et nous sommes devenus amis dès le premier jour. Nous avions tous les deux grandi dans le Komsomol et nous trouvâmes tout de suite une langue commune. Vassia trouvait effroyables les horreurs qui s'étaient abattues sur l'Union soviétique au cours de ces années et les ressentait maladivement. Nous passions des jours entiers à discuter de ces épreuves. Vassia resta quelques jours avec nous. On ne le convoqua pas une seule fois à un interrogatoire. On l'emmena au début de 1939 et, comme je l'appris plus tard, on l'envoya directement en Sibérie dans un camp de Krasnoïarsk, où nous nous rencontrâmes de nouveau en 1941.

**Un des crimes  
du stalinisme :  
le NKVD et l'évacuation  
des détenus  
face à l'avance  
allemande**

**Le 22 juin 1941, l'offensive allemande surprit Staline et ses adjoints, qui espéraient, contre l'évidence même, la différer jusqu'à l'été 1942. Khrouchtchev a beaucoup brodé dans ses Mémoires sur le désarroi de Staline, qu'il a considérablement exagéré. Si le chef du Kremlin et ses adjoints ont tardé à prendre des décisions militaires efficaces, ils ont en revanche pris sans délai des mesures de politique intérieure rigoureuses. Ainsi, dès le jour même du 22 juin, Beria décrète dans l'ensemble des camps de concentration la loi martiale pour les détenus et les gardes. Cette mesure n'empêche évidemment pas la progression foudroyante de l'armée allemande, qui fait tomber villes et villages, ainsi que des divisions entières de l'Armée rouge encerclées, prises en tenaille et contraintes de se rendre ; l'existence de poches de résistance comme celle de la forteresse de Brest-Litovsk, qui tient un bon mois, n'y change rien.**

**Le Kremlin et surtout Beria, commissaire à l'Intérieur (NKVD), se penchent alors sur une des conséquences immédiates de cette avance fulgurante : le sort des détenus.**

**En un an, il faut en évacuer près de 750 000... alors même que le NKVD déporte 1 200 000 Allemands soviétiques et que 6 millions d'ouvriers et d'employés sont déplacés vers l'Est avec leurs entreprises !**

# L'évacuation du Goulag

**S**I l'essentiel du système des camps se trouvait dans l'Oural et au-delà de l'Oural, en Sibérie, toutes les villes possédaient des prisons, où s'entassaient les détenus, politiques ou non, et la Russie d'Europe, surtout dans le sud, menacée par l'offensive allemande de 1942 sur le Caucase, abritait un certain nombre de colonies pénitentiaires.

Que faire de leurs détenus ? Soljenitsyne évoque brièvement la question en quelques lignes dans *L'Archipel du Goulag* :

*“On oublia de déménager des forteresses entières, comme celle de Brest-Litovsk, mais on n'oublia pas de fusiller les détenus politiques dans les cellules et les cours des prisons de Lvov, de Rovno, de Tallin et de nombreuses autres villes de l'ouest. Dans la prison de Tartu, cent quatre-vingt-douze personnes furent exécutées et leurs corps jetés dans un puits”* (1).

Dans la réédition de son ouvrage, Soljenitsyne ajoute un autre épisode :

*“En 1941, les Allemands eurent si vite fait de contourner et isoler Taganrog que des détenus prêts à être évacués se trouvèrent bloqués à la gare dans des wagons de marchandises. Que faire ? On ne pouvait quand même pas les libérer. Ni les livrer aux Allemands. On fit donc amener des citernes pleines de pétrole et on arrosa les wagons avant d'y mettre le feu. Tous les détenus furent brûlés vifs”* (2).

La réalité est plus complexe que ce seul tableau d'atrocités. Le sort des détenus dans les zones menacées par l'invasion dépend beaucoup de la pagaille généralisée, des besoins en main-d'œuvre et de la catégorie à laquelle appartiennent les détenus (politiques, visés par la fureur épuratrice du NKVD, ou non).

Pour les politiques, Beria règle la question très simplement : l'exécution avant l'arrivée des troupes allemandes. L'exemple de la prison d'Orel, ville située à 300 kilomètres au sud-ouest de Moscou, est édifiant. Elle renferme 157 prisonniers politiques, d'origines diverses mais d'importance incontestable : Christian Racovski, ancien président du Conseil des commissaires du peuple d'Ukraine, puis bras droit de Trotsky et dirigeant de l'Opposition de gauche, condamné à vingt ans de camp lors du troisième procès de Moscou (mars 1938) ; Maria Spiridonova, la fondatrice et la principale dirigeante du Parti des socialistes-révolutionnaires de gauche, arrêtée comme tous les S-R de gauche en exil au début de février 1937 ; Olga Kameneva, la sœur de Trotsky et la femme de Kamenev, l'ancien membre du bureau politique et président du soviet de Moscou, membre de la troïka qui dirigea l'URSS en 1923-1925, condamné à mort lors du premier procès de Moscou (août 1936) ; V. Kasparova, trotskyste, longtemps diri-

(1) A. Soljenitsyne, *L'Archipel du Goulag*, Seuil, 1974, p. 64. Réédition Fayard, p. 77.

(2) *Ibidem*, réédition, p. 77.

geante du "travail femmes" dans le Parti bolchevique ; les intellectuels A. Aïkhenwald, P. Petrovski... et Mikhail Kedrov, ancien membre du collège de la Tchéka, qui, en 1921, avait voulu arrêter Beria ! Un mois avant l'arrivée des troupes allemandes, le 11 septembre, les 157 détenus sont fusillés sur l'ordre de Beria.

Pour le biographe russe de Racovski, Tcherniavski, *"les satrapes staliniens voulaient faire place nette : les peuples soviétiques ne devaient avoir qu'une alternative : ou les nazis, ou Staline et sa bande"* (3).

Mais cette solution sanglante ne pouvait convenir à tous les cas de figure. Elle n'était pas toujours applicable, d'autant que les autorités voulaient utiliser les détenus à creuser des tranchées, faire des travaux de terrassement, etc.

Les archives du ministère de l'Intérieur (ancien NKVD) montrent comment les policiers en chef de l'époque ont tenté de résoudre le problème en se dégageant au maximum sur leur subordonnés. Ainsi, le 1<sup>er</sup> septembre 1942, le vice-commissaire du peuple aux Affaires intérieures (NKVD), Krouglov, confirme et vise une instruction *"ultra-secrète"* (n° 001863), rédigée et signée par trois de ses subordonnés, sur *"l'évacuation des détenus des prisons des zones proches du front"*. Il faut, dit l'instruction, évacuer *"à l'intérieur du pays les détenus qui se trouvent dans les prisons de la zone proche du front en cas de menace de l'ennemi"*.

L'ordre doit émaner du NKVD de l'URSS ou, en tout état de cause, être sanctionné par lui. L'instruction manifeste un souci émouvant, mais parfaitement abstrait, de l'alimentation des détenus, de leur logement, du transport des malades (article 7). L'article 12 répond, en termes d'une obscure langue de bois, à la question délicate : et si le convoi tombe entre les mains de l'ennemi... que faire ? Malgré son caractère *"ultra-secret"*, la circulaire multiplie les contorsions :

*"En cas d'encercllement de l'escorte et des détenus, suite à l'irruption de détachements de l'ennemi, ou dans toute autre situation complexe due à une ac-*

*tion directe des forces aériennes ou terrestres de l'adversaire interdisant toute progression ultérieure du convoi, le chef de l'escorte agit, dans chaque cas particulier, en fonction de la situation ainsi créée et en plein accord avec les ordres reçus du commissaire du peuple ou du chef de la direction du NKVD."*

Comment ces recommandations ténébreuses se traduisaient-elles dans la réalité ?

Un rapport rédigé le 17 octobre 1942 sur une opération de ce type par le lieutenant Govozov, *"chef adjoint de la direction de la garde et du régime du Goulag du NKVD"*, en donne un exemple saisissant : désordre, panique, sauvagerie voisinent avec des décisions individuelles contraires aux exigences du système.

Au début de l'été 1942, l'offensive allemande vers le Caucase se déploie ; le 5 août, l'Armée rouge abandonne Stavropol, les 1<sup>re</sup> et 4<sup>e</sup> divisions blindées allemandes foncent sur Maïkop, la 17<sup>e</sup> armée sur Krasnodar, le Nord-Caucase est menacé. Le territoire de Krasnodar comporte plusieurs *"colonies de travaux correctifs"*, bref, de camps. Le 2 août, la direction territoriale du NKVD donne son accord à l'évacuation des détenus, en particulier de ceux de la ville d'Armavir, dont les divisions allemandes s'approchent. Mission : évacuer une dizaine de milliers de détenus vers Sotchi par le col de Touapsé. Très exactement 3 497 détenus de colonies pénitentiaires et 7 404 emprisonnés.

*"Une partie des colonies et des camps du Nord-Caucase et la majorité des organismes économiques furent évacués dans une situation proche de la panique"*, dit le lieutenant, avec un sens manifeste de l'euphémisme.

*"Le convoi chargé de détenus (...) resta immobile sur la voie dans l'attente d'une locomotive, mais à cette date le débouché sur la gare de triage fut coupé, et le convoi fut bombardé entre Armavir et la station Kavkazskaia. Par la suite, le convoi fut débarqué du train et poursui-*

(3) Tcherniavski, C. Racovski (Kharkov), 1922, p. 181.

*vit son trajet à pied, il fut encerclé près de la ville d'Armavir."*

Il n'avait donc guère bougé ! Le capitaine Anokhine, qui commandait l'escorte, réagit sèchement : on ne livre pas des détenus soviétiques à l'occupant !

*"Une partie des détenus furent alors abattus par les gardes, et une autre partie relâchés."*

Furent sans doute "relâchés" ceux qui s'enfuirent ou se réfugièrent chez les Allemands. Ce même 3 août, les troupes allemandes coupent la route entre Armavir et Krasnodar. Le responsable du NKVD veut évacuer les détenus de la colonie agricole n° 5... mais les règles de l'univers bureaucratique sont sévères. Il veut le cachet du procureur de la ville sanctionnant cette décision ("*Nous perdîmes beaucoup de temps à rechercher le procureur, qui avait été évacué*") et ne put donc apposer l'indispensable tampon !

Autre problème : le transport est paralysé... par les exigences des bureaux locaux :

*"La concentration des familles des dirigeants de la colonie et du NKVD, accompagnés d'une énorme quantité de bagages, eut des conséquences négatives sur l'évacuation. Le maigre transport à cheval de la colonie fut entièrement réquisitionné par ces familles et leurs bagages."*

Résultat : pas moyen de transporter de la nourriture pour les détenus évacués à pied ! A 30 kilomètres d'Armavir, un détachement allemand capture les 361 détenus du convoi (qui n'ont pas dû opposer une résistance vigoureuse!). Le lieutenant Govozov s'esquive...

L'évacuation s'effectue partout dans un tel désordre qu'il n'y a souvent pas de quoi nourrir la totalité des détenus ; ainsi, un capitaine, Danilov, décide de libérer purement et simplement 800 détenus parce qu'il n'a rien à leur donner à manger.

*"Le reste du groupe, constitué de criminels particulièrement dangereux, se heurta aux tanks fascistes aux abords de la gare de Konstantinov, du territoire de Krasnodar. Les détenus utilisèrent cette circonstance et se jetèrent sur les gardes ;*

*une partie de l'escorte (sic !) et des détenus s'enfuirent ; une autre partie fut capturée par les Allemands."*

Un autre convoi de 400 détenus est attaqué par l'aviation allemande, pendant la traversée du Don, près de la gare de Razdolanaia ; 300 d'entre eux sont tués ou blessés ; les autres s'enfuient.

Au hasard des circonstances, les responsables prennent des décisions variables ; près de Touapsé, dit le lieutenant, le maréchal Boudionny, Lazare Kaganovitch et le secrétaire de comité territorial de Israsnodar du parti décident de libérer l'essentiel des convois de détenus qui arrivent aux abords de la petite ville ; mais il s'agit là de hauts dignitaires ; plus étonnante, la décision du commandant d'un convoi de détenus d'une colonie du territoire d'Ordjonikidze, un certain Tebiakine : il décide de libérer 351 des 1 065 détenus dont il a la charge... et de brûler leurs dossiers ! Sans autorisation !

Les circonstances, la peur et la nervosité des gardes favorisent les tentatives de fuite, brutalement réprimées. Ainsi, le 22 août, arrivent à Makhatchkala, ville de Tchétchéno-Ingouchie, trois convois d'un total de 842 détenus ; l'un des convois, de 229 détenus, était encadré par 28 gardes et agents pénitentiaires, soit un pour neuf. Résultat : "*Pendant le trajet, 15 détenus s'enfuirent, 31 furent abattus par les gardes, 16 furent libérés...*"

Parfois, les gardes sont désarmés par des soldats de l'Armée rouge et par les détachements spéciaux de l'arrière, qui, de plus, désarment systématiquement les agents des colonies pénitentiaires, qui accompagnent les convois de détenus et ont été armés sans avoir les autorisations nécessaires à cette fin. Sans doute, les officiers craignent-ils que ces armes ne tombent entre les mains de détenus révoltés.

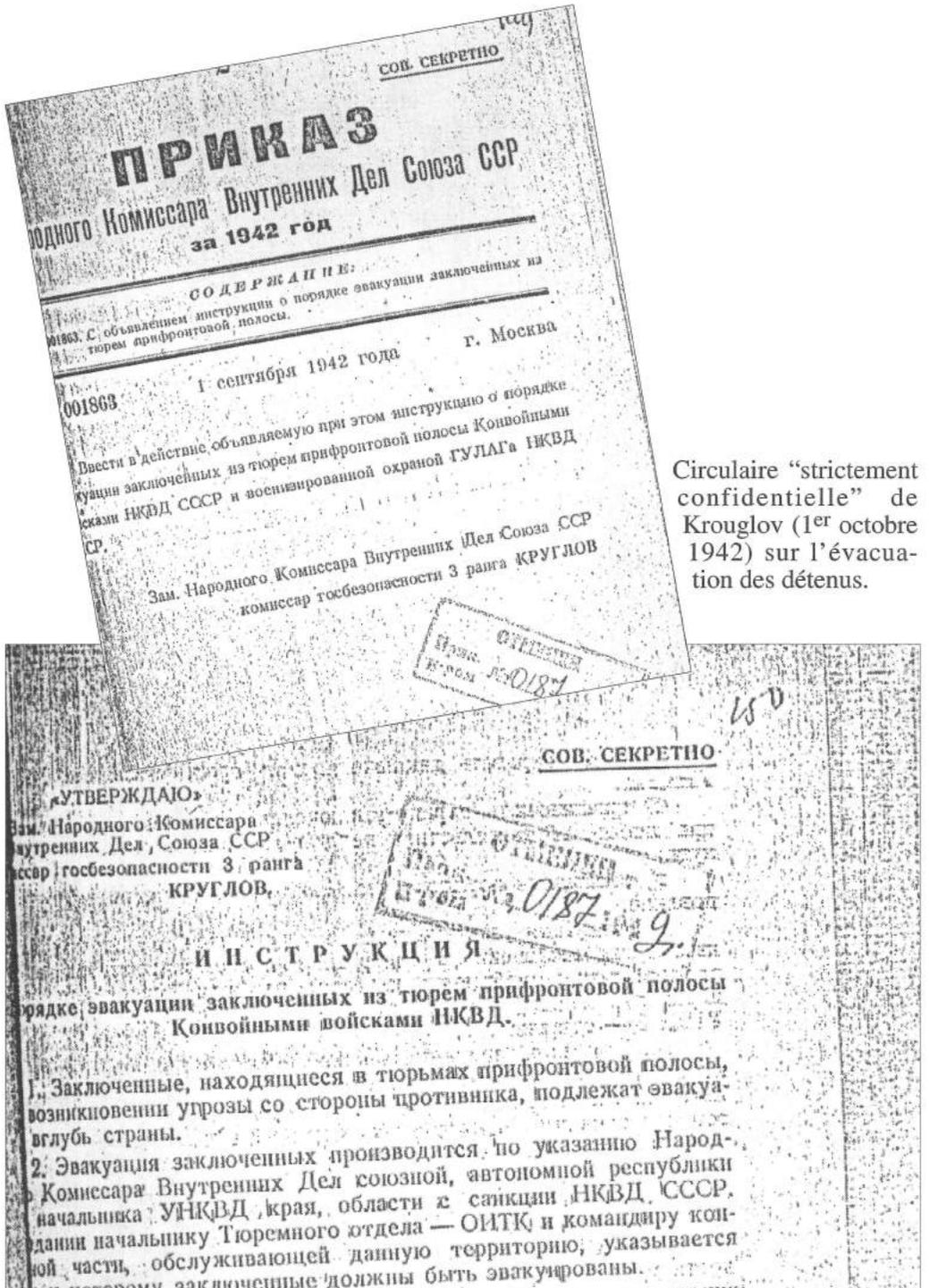
Le lieutenant Govozov souligne enfin : "*Pendant l'évacuation, les commandants des colonies suivaient les détenus de leur colonie à une distance respectable, en transférant toute la responsabilité à des personnes de second plan*", sans doute moins exposées à la vindicte

des détenus ; un dirigeant s'est enivré, un autre s'est caché.

Bref, le traitement des détenus face à l'avance allemande reflète très exactement la réalité de la société soviétique sous Staline et Beria : un mélange de

barbarie, de répression politique, de terreur, de désordre, de gabegie et d'initiales individuelles...

Jean-Jacques Marie



Circulaire "strictement confidentielle" de Krouglov (1<sup>er</sup> octobre 1942) sur l'évacuation des détenus.

**Le “printemps  
de Prague” et l’invasion  
de la Tchécoslovaquie  
en 1968**

**à travers les souvenirs  
de Piotr Chelest**

**(membre du bureau politique  
du PCUS et secrétaire  
du PC ukrainien)**

En 1968, Piotr Chelest était premier secrétaire du comité central du Parti communiste d'Ukraine (territoire doté d'une frontière commune avec la Tchécoslovaquie) et membre du bureau politique du Parti communiste de l'URSS (PCUS), postes dont Brejnev le limogera en 1973 sous l'accusation de nationalisme ukrainien. Cette double fonction l'amena à jouer un grand rôle à l'époque du "printemps de Prague", en 1968.

En 1994, il publia à Moscou, aux éditions Q, un énorme volume de 612 pages de souvenirs, passés inaperçus, avec un tirage de 3 000 exemplaires. 121 pages (pp. 293-413) de ces souvenirs sont consacrées à l'année 1968 et essentiellement à la Tchécoslovaquie, sous le titre — d'ailleurs quelque peu trompeur — de *"On aurait pu se passer de l'invasion de la Tchécoslovaquie"*.

L'extrême intérêt de ces souvenirs vient de ce que Chelest a joué un rôle de premier plan dans les relations avec le groupe "pro-soviétique" hostile au Printemps de Prague (les "éléments sains") — et tremblant de peur — de la direction du PC tchécoslovaque, et systématiquement pris en note tout ce que les uns et les autres disaient dans les réunions auxquelles il a participé, y compris celles où la prise de notes était interdite. Or il a pris part à toutes les réunions concernant la Tchécoslovaquie, avec ou sans la présence des dirigeants tchécoslovaques eux-mêmes.

Son récit et ses notes soulignent certains points : les hésitations, l'incertitude, voire le désarroi de Brejnev et d'une partie du bureau politique du PCUS devant une situation qu'ils sentent leur échapper, le rôle moteur de Wladislaw Gomulka, flanqué de Walter Ulbricht, dans la mise en œuvre d'une politique de fermeté, les ruses plus ou moins pitoyables auxquelles recourt Moscou pour organiser ce que le bureau politique appelle les "éléments sains" de la direction du PCT (y compris la transmission clandestine de leur lettre d'appel au secours dans des toilettes discrètes !), les craintes de ces derniers, leurs crises de nerfs, le sentiment de Chelest que l'invasion est une belle réussite militaire, mais un grave échec politique, le comportement des dirigeants tchécoslovaques enlevés à Moscou au lendemain de l'invasion (en particulier, la fermeté inébranlable de Frantisek Kriegel, membre du présidium du comité central, que les dirigeants du PCUS supplient littéralement, en vain, par deux fois, de signer l'accord de "normalisation").

Parmi les Tchèques cités, Cernik est le président du Conseil des ministres, Smrkovsky le président de l'Assemblée nationale. Le "Front national" est le rassemblement du PC tchèque et de plusieurs partis fantômes.

## Les souvenirs de Piotr Chelest

**L**E 19 février, Chelest évoque le plénum du comité central du PC tchécoslovaque de janvier : *“A. Novotny a été libéré de ses fonctions de premier secrétaire du comité central. Il est resté pour le moment président du pays. A été élu premier secrétaire du comité central du PC tchécoslovaque A. Dubcek. Personne de la direction du comité central du PCUS ne le connaît sérieusement. Et cela suscite en nous une certaine préoccupation et une certaine inquiétude”* (p. 294).

Du 21 au 25 février, une délégation soviétique dirigée par Léonide Brejnev se rend à Prague pour célébrer le vingtième anniversaire de la “révolution” de février 1948. Pour Chelest, *“la contre-révolution se renforce en Tchécoslovaquie”* (p. 294). Le discours de Dubcek lui paraît *“vantard”*. Il dénonce la *“naïveté”* de Dubcek, qui *« croit à sa “mission spéciale” et commence à se sentir le “guide” de la nouvelle démocratie (...). La scission s’esquissait dans le PCT. Les éléments de droite exaltaient Dubcek. Ce rôle lui en imposait beaucoup »* (p. 295).

Selon Chelest, les affirmations de Dubcek, qui prétend avoir la situation bien en main, *« rassurèrent plus ou moins Brejnev. Dubcek se comportait de façon trop enthousiaste et même arrogante. Cela me faisait mal, cela m’offensait même de regarder Brejnev. Sans avoir obtenu de réponse claire et précise de la part de la “direction” du PCT, il se radoucissait, il était éperdu devant le*

*comportement effronté de Dubcek »* (p. 295).

Brejnev regagne Moscou avant la fin des festivités. Chelest a des conversations avec les éléments “sains” du comité central : Kolder, Jakes, Bilak, Lenart et l’ambassadeur soviétique à Prague, Tchervonenko :

*“Ils manifestèrent tous une grande inquiétude à propos de la stabilisation dans le parti et dans le pays, du déchaînement de l’anarchie et de l’absence de direction du pays”* (p. 296).

Le 25 février au soir, de retour à Moscou, Chelest informe Brejnev du contenu de ses conversations. *“Cela produisit sur lui une impression pénible, et je peux même dire un choc”* (p. 297).

Du 22 au 25 mars, se déroule à Dresde une rencontre des représentants des PC des pays du pacte de Varsovie consacrée à la Tchécoslovaquie. Délégation du PCUS : Brejnev, Podgorny, Souslov, Ponomarev, Chelest ; T. Jivkov dirige la délégation bulgare, Kadar celle de Hongrie, Ulbricht la délégation de RDA, Gomulka la délégation polonaise, Dubcek la délégation tchèque. *“Ceausescu (Roumanie) n’avait pas été invité, par peur qu’il ne puisse susciter de la résonance (sic!) dans la discussion de la question tchécoslovaque”* (p. 298).

Le 22, Brejnev ouvre la conférence par un discours dont le *“caractère très terne, inarticulé et peu convaincant, selon Chelest, ne pouvait pas ne pas influencer sur la suite de la discussion”*

(p. 298). Dubcek répond par un discours *"inorganisé, pas construit, confus et pas convaincant"* (p. 298), insistant sur la démocratisation de la vie politique en Tchécoslovaquie.

Après lui, Gomulka s'affirme inquiet de la situation dans le Parti communiste tchécoslovaque et dans le pays, et d'accord avec l'analyse de Brejnev. Mais Dubcek sous-estime le danger de la contre-révolution rampante :

*"Chez nous, en Pologne et en Hongrie, jadis, cela a commencé aussi comme ça. Les intellectuels exigeaient la liberté, la démocratie, la liberté de presse, la défense de la culture, en un mot ils laissaient libre cours à la démagogie de meeting"* (p. 299).

Pour Chelest, le discours de Gomulka fut le plus ferme et le plus net à cette conférence, où il donna le la.

Janos Kadar se montre plus réservé, tout en appelant :

*"Les événements en Tchécoslovaquie rappellent la situation critique qui régnait à la veille des événements hongrois de 1956 (...). Je veux rappeler que chez nous, au début, Imre Nagy non plus n'était pas un contre-révolutionnaire"* (pp. 299-300).

Dans le discours suivant, plus sec, d'Ulbricht, *"on sentait percer une note d'inquiétude et d'angoisse à l'idée que les événements de Tchécoslovaquie puissent avoir une influence négative sur la situation en RDA"* (p. 300).

Une résolution est proposée. Les représentants du PCT veulent à toute force en atténuer les formulations. Gomulka et Ulbricht s'y opposent :

*« Les Hongrois et les Bulgares avaient une position pas nette (...). Un certain désaccord apparut entre Brejnev, Gomulka et Ulbricht, et même une certaine tension. On n'écoutait guère les Tchécoslovaques, on se contentait de "les accuser et d'exiger d'eux"... quoi ? on ne le savait sérieusement pas. On était seulement guidé par la crainte que "les idées tchécoslovaques" puissent se répandre dans les pays orientaux de la communauté socialiste et alors le bloc socialiste perdrait sa force »* (p. 300).

## **"Arrêter le déchaînement de l'anarchie"**

A Dresde, selon Chelest, on aurait pu prendre les *"mesures nécessaires pour arrêter le déchaînement de l'anarchie et de la démagogie sociale en Tchécoslovaquie"* (p. 301). Il ne dit d'ailleurs pas lesquelles. Mais à ce moment-là, il apparut que *"Brejnev avait commis une grosse erreur politique et tactique"* en laissant limoger Novotny au plénum du comité central du PCT de janvier 1968.

*"Une chose est claire : Léonide Brejnev est personnellement coupable d'avoir, par ses actions désordonnées, laissé les choses aller jusqu'à l'entrée des troupes du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie à l'insu du gouvernement du pays, ce qui a coûté très cher à notre pays et à notre parti sur le plan politique international"* (p. 301).

Le 18 avril, deux agents du KGB informèrent Chelest que les dirigeants slovaques Bilak et Kostelianski (pro-Moscou) désirent le rencontrer à Oujgorod, en Ukraine. Chelest, désireux de recevoir des informations de première main, demande le 30 avril par téléphone à Brejnev l'autorisation de rencontrer les deux hommes. Brejnev lui répond : *"Il vaudrait mieux que Bilak et Kostelianski viennent te voir à Kiev."*

*"Mais comment pourraient-ils le faire ? Sous quel prétexte ? Léonide Brejnev n'y avait même pas pensé. Aussi cette question resta-t-elle ouverte"* (p. 307). La rencontre se produira plus tard. *"Mais du temps avait été perdu"* (p. 307).

Le 7 mai, réunion à Moscou au comité central avec Gomulka et Jivkov (dont Chelest note ailleurs que sa cote à Moscou était basse) sur la Tchécoslovaquie. Iouri Ilinski, secrétaire du comité régional de la Transcarpathie, fait un rapport :

*"Il dissipa l'illusion qu'avait Brejnev d'agir à travers la Slovaquie. Un voyage à Bratislava ne servira à rien non plus : sur ce point, rien n'a été préparé, élaboré, sauf des désirs."*

Puis Gomulka prend la parole :

« *Ses propos amers et ses démonstrations logiques suscitèrent un certain désarroi chez Brejnev. Gomulka déclara : "Continuer à travailler avec Dubcek comme vous le faites, camarade Brejnev, c'est sans espoir. Votre "politique d'embrassades" ne peut mener à rien de bon. En Tchécoslovaquie aujourd'hui, les vannes sont ouvertes." Il dénonce "l'anarchie politique qui règne dans le pays (...), l'existence d'un deuxième comité central dans le PCT, qui dirige tous les moyens d'information, dont les moyens de masse, la création de toute une série de clubs, et ouvre la voie à la contre-révolution. Il existe des forces saines dans le PCT, mais il n'y a personne pour les diriger et nous ne faisons rien sur ce point".* »

Jivkov renchérit et dénonce le programme d'action adopté par le PCT, en soulignant :

*"Il est étrange que nos idéologues, et au premier chef Souslov, Ponomarev et Léonide Brejnev sous leur influence, ne saisissant pas le véritable sens du programme, l'ont dans un premier temps quasiment pris pour le début d'une stabilisation politique en Tchécoslovaquie"* (p. 308).

## **"Chez nous aussi"**

Chelest prépare une rencontre avec les deux dirigeants slovaques Kostelianski et Bilak, qui demandent à être logés la nuit du 23 en Ukraine, *"car ils craignent d'être persécutés s'ils prennent contact avec nous"* (p. 309). Le 21 mai, Chelest, par téléphone, règle avec Brejnev tous les détails de cette rencontre. Il note :

*"Des phénomènes indésirables commencent à se manifester chez nous aussi : on voit apparaître des pamphlets contre notre direction du pays"* (p. 309).

Le 22 mai, à Oujgorod, Chelest rencontre Bilak et Kostelianski. Pour les deux hommes, Dubcek a perdu la tête, il n'est ni désireux ni capable de mener le combat contre les *"éléments de droite"*. Bilak propose :

*"Pour rafraîchir les têtes brûlées, il faut vite organiser des manœuvres de vos armées sur le territoire de la Tchécoslovaquie. A la vue du soldat russe, tous ces rats politiques se cacheront dans leurs trous, la seule apparition de votre Iakoubovski (le commandant en chef des armées du pacte de Varsovie) rafraîchira la tête de beaucoup"* (p. 310).

Il signale ensuite des suicides et des meurtres de *"vrais communistes"*, puis affirme :

*"Nous craignons tous le prochain plénum du comité central du PCT, nous n'avons pas de pleine assurance de notre victoire à cause de notre isolement dans le présidium et nous n'avons pas de plan organisé de nos actions"* (p. 311). Il demande que *"soit accordée une aide adéquate aux forces saines du parti et de l'Etat"* (p. 313), sans plus de précision.

Dans une série de notes groupées sous la date 15-23 juin, Chelest note un coup de téléphone de Brejnev, qui *"exprima un avis assez peu flatteur sur quelques membres du bureau politique pour leurs positions à l'égard des événements de Tchécoslovaquie (il évoqua en particulier Souslov et Kossyguine), sans dévoiler l'essentiel du problème. Dans l'ensemble, il n'y avait pas dans le bureau politique d'unité ferme dans l'approche pour un règlement de la question tchécoslovaque. Brejnev lui-même passait d'un extrême à l'autre sous l'influence des chefs de gouvernement des pays du pacte de Varsovie. En particulier Ulbricht et Gomulka, tous deux beaucoup plus préparés que Léonide Brejnev sous le rapport de l'organisation et de la politique, exerçaient sur lui une vive pression"* (p. 321). Brejnev insiste pour que Chelest rencontre à nouveau très rapidement Bilak. Ce qui s'avère impossible.

## **Brejnev désorienté**

Fin juin, la direction du PCUS prépare l'envoi d'une lettre du comité central du PCUS au présidium du comité central du PC tchèque. *"Brejnev lui-même*

*n'avait pas d'opinion ferme, il était désorienté*" (p. 321).

5 juillet : réunion du bureau politique du PCUS consacrée à la situation en Tchécoslovaquie. Tchernenko présente le rapport introductif et soumet une liste de propositions : lettre du comité central du PCUS à la direction du PC tchécoslovaque. Exigence qu'en soit écarté Frantisek Kriegel, *"mener une prospection plus hardie et plus décidée des forces saines à l'intérieur du pays, réfléchir à l'entrée des troupes soviétiques en Tchécoslovaquie pour sauver cette dernière"* (p. 323). Le rédacteur en chef de la *Pravda*, Zimianine, fait un rapport alarmant, fondé entre autres sur sa récente et longue conversation avec Dubcek. Brejnev l'interrompt : *"Vous avez dessiné un tableau assez sombre, que faut-il faire, à votre avis ?"* Zimianine répond qu'*"il est impossible de lambiner et de montrer de l'indécision"* (p. 324). Le prochain congrès du PC tchécoslovaque débouchera sur une scission. Il propose une *"conférence des partis frères"* et, comme *"les phénomènes négatifs constatés en Tchécoslovaquie peuvent s'étendre à la Roumanie et à la Yougoslavie, il faut inviter à la conférence Ceausescu et Tito"* (p. 326).

Brejnev conclut :

*"La direction du PC tchécoslovaque et du pays ne maîtrise pas la situation, et manifestement rien ne permet d'espérer une stabilisation de la situation en Tchécoslovaquie"* (p. 326).

Le bureau politique décide la tenue rapide d'une conférence des "partis frères" et exige *"une épuration du présidium du comité central du PCT de ses éléments de droite et une épuration des éléments démagogiques, opportunistes et contre-révolutionnaires des médias"* (pp. 326-327).

Le 10 juillet, Ilinski téléphone à Chelest et l'informe des développements en Slovaquie. Les dirigeants slovaques exigent la fédéralisation du parti (parité Slovaques-Tchèques dans les organismes dirigeants).

Une nouvelle candidature s'est manifestée à la direction du PC slovaque, celle, dit Chelest, d'*"un certain Husak"*

(p. 328), dont il ne sait rien. Le bruit court qu'au prochain congrès, les représentants des *"forces saines"*, Kolder, Indra, Babricek, Svestka, ne seront pas élus au présidium du comité central.

Le 11 juillet, Chelest informe de cette conversation Brejnev, qui, *"pour la première fois, reconnaît qu'on a perdu beaucoup de temps avant de prendre des décisions organisationnelles et résolues. Il a compris que nous pouvions perdre Bilak, qui se tient sur des positions saines, et que ce nous allions récolter avec Husak, personne n'en savait rien"* (p. 329).

## Gomulka tape du poing

Du 13 au 15 juillet, se tint à Varsovie la conférence des partis communistes du pacte de Varsovie, à laquelle les dirigeants tchèques refusent de participer. Avant l'ouverture de la réunion, les délégations soviétique et polonaise se rencontrent... dans une atmosphère tendue :

*« W. Gomulka s'exprima de façon assez vive à notre égard. Il désigna directement Brejnev comme principal responsable de l'indécision dans l'action. Il déclara : "Dans la grande politique, camarade Brejnev, il est inadmissible de se laisser guider par les émotions, il faut y manifester clairvoyance, sens des principes, esprit de décision, sens de la justice à l'égard de ses alliés et honnêteté dans l'action. Or vous, camarade Brejnev, vous croyez tous les contes mensongers de Dubcek, qui vous mène littéralement par le bout du nez..." Et ainsi de suite. »*

Chelest commente :

*"Le discours de W. Gomulka était cassant, même un peu irritant, mais fondamentalement juste. Après cette intervention de Gomulka, Brejnev fut quelque peu désorienté, et nous, les membres de la délégation, il nous était désagréable d'entendre de telles accusations à l'adresse de notre leader, mais bien qu'amère, c'était la vérité qui s'exprimait dans le discours de Gomulka."*

Ce dernier poursuit :

*“Pourquoi, à ce jour, ne posez-vous pas la question de l’entrée des troupes en Tchécoslovaquie ? Pourquoi, à ce jour, en Tchécoslovaquie, ne soutient-on pas activement les forces saines et ne forme-t-on pas avec elles un groupe solide, qui pourrait nous adresser une demande d’aide et de soutien au pays, au parti ? On aurait pu le faire depuis longtemps et pour ne pas mettre en danger ces gens-là, il faudrait les sortir de Tchécoslovaquie, et en même temps leur donner la garantie qu’après leur retour suivront des actes et pas des conversations creuses”* (pp. 330-331).

Le 14 juillet, à 10 heures, Gomulka ouvre la conférence par un long rapport centré autour de l’idée que les dirigeants tchécoslovaques menacent par leur politique le maintien du pacte de Varsovie :

*“Le PC tchécoslovaque glisse vers l’abîme des désordres, de la licence absolue, de l’anarchie, sous l’apparence de la démocratie. Une telle situation porte en elle la menace d’un coup porté au système socialiste et au mouvement communiste et ouvrier international, favorise l’extension du révisionnisme de la doctrine marxiste-léniniste, des courants droitières, chauvins et nationalistes. Notre force est dans le pacte de Varsovie (...). La direction tchécoslovaque menace par ses actes un équilibre des forces politiques en Europe déjà sans cela fragile, ce qui, dans un futur proche, peut produire des conséquences politiques imprévisibles dans les pays d’Europe orientale.”*

Puis Gomulka dénonce le refus des dirigeants tchécoslovaques de participer à la réunion au moment même où ils s’affirment prêts à négocier avec Willy Brandt, le chancelier d’Allemagne fédérale. *“Comment comprendre tout cela ?”* (p. 333).

Ensuite, Kadar raconte son entrevue de quatre heures avec Dubcek et Cernik, à leur demande, avant de partir à Varsovie. En réponse à ses interrogations pressantes sur leur refus de participer à la conférence, « tous les deux, au cours de notre conversation, ont pleuré (Brejnev, alors, a interrompu Kadar : “Ils pleurent tout le temps”). Kadar n’accorda aucune

attention à l’interruption de Brejnev et continua son discours. » Selon Kadar, le bureau politique du parti hongrois a longuement discuté et analysé les événements de Tchécoslovaquie :

*“Nous sommes convaincus que s’y déroulent des processus politiques, économiques, sociaux et idéologiques dangereux, mais nous ne sommes pas tout à fait d’accord pour affirmer que s’y développe la contre-révolution.”*

Kadar évoque ensuite l’affirmation de Gomulka sur la transformation du PC tchécoslovaque en parti social-démocrate et sur le triomphe du révisionnisme :

*“On ne peut guère être d’accord avec ces affirmations du cam. Gomulka.”* (p. 335).

Il insiste ensuite sur le soutien à accorder aux “forces saines”.

Ulbricht réplique à Kadar : c’est bien la contre-révolution qui triomphe en Tchécoslovaquie :

*“Que peut-on appeler contre-révolution, sinon la plate-forme des 2 000 mots ? Bonn et le pape de Rome apprécieraient apparemment mieux la situation en Tchécoslovaquie. Ils ont défini une condition : dès que le PCT sera démantelé, ils établiront des relations diplomatiques avec la Tchécoslovaquie. Si nous ne prenons pas des mesures décisives pour localiser et stabiliser la situation en Tchécoslovaquie, alors, cam. Kadar, le prochain coup sera dirigé contre vous et votre peuple (...). La conduite de la direction du PCT, après la publication du Manifeste des 2 000 mots, est devenue celle de lâches traîtres (...). Ce n’est pas un hasard si N. Ceausescu et B. Tito affirment ouvertement leur soutien aux événements qui se déroulent en Tchécoslovaquie. Selon des renseignements en notre possession, l’idée de créer une Petite Entente : Tchécoslovaquie, Roumanie, Yougoslavie et Allemagne fédérale se développe”* (pp. 336-337).

Ulbricht suggère ensuite que les membres de la conférence se rendent en cohorte à Prague, ce qui entraîne une incise de Chelest :

*“Manifestement, Ulbricht oublie que personne ne nous a invités à Prague.*

*Comment aller à Prague alors que les Tchèques n'ont pas voulu nous rencontrer à Varsovie ? Et quelle sera la résonance internationale si nous nous présentons à Prague et que là, personne ne veut nous rencontrer et discuter avec nous ?” (p. 337).*

## **“De toute façon, il faudra y envoyer nos troupes”**

Jivkov affirme son accord avec Gomulka et Ulbricht, et précise : *“Les forces intérieures saines du PCT ne peuvent rien faire sans notre intervention”* (p. 338). Chelest ajoute :

*“Avant et après son intervention, Jivkov vint me voir et me demanda de dire à Brejnev qu'il fallait adopter une conduite plus décidée. De toute façon, il faudra y envoyer nos troupes ; alors, plus tôt nous le ferons, mieux cela sera”* (p. 338).

Chelest fit la commission.

Brejnev conclut cette première partie :

*“Une chose est claire : là-bas, la contre-révolution agit à visage découvert.”*

A cette déclaration qui le visait, Kadar se tortilla sur sa chaise et discuta avec sa délégation. Ensuite, Brejnev souligna les échos des événements de Tchécoslovaquie dans divers partis communistes, surtout les PC italien et français. Manifestement, le moment est venu d'agir de façon plus décidée :

*“Les problèmes tchécoslovaques ne sont pas des problèmes intérieurs, ils concernent les intérêts de tous les pays socialistes”* (p. 340). Mais il ne propose aucune mesure précise.

Pendant l'interruption de séance, la discussion continue et Brejnev propose l'envoi d'une lettre des cinq partis à la direction du PCT. Tout le monde tombe d'accord.

Après le retour des délégations dans leur pays, le 20 juillet, Brejnev téléphone à Chelest : il doit partir ce jour même

à Budapest. Kadar a arrangé une rencontre secrète sur le lac Balaton entre lui et Bilak. Chelest part, flanqué d'agents du KGB et de spécialistes de l'enregistrement. Le même jour, à 20 heures, Chelest arrive dans la villa personnelle de Kadar, sur le lac Balaton, secoué de *“vagues jaune sale et bruyantes”* sous un ciel de plomb :

*“Je sortis sur le rivage pour me promener avec l'espoir de rencontrer Bilak, qui, selon les camarades hongrois, était en train de se promener. Je connaissais la villa où il était descendu avec sa famille, mais je ne me décidai pas à y passer pour ne pas attirer l'attention des Tchèques. A 21 heures, le lien avec Bilak n'était toujours pas établi.”*

## **Rencontre sur le lac Balaton**

Chelest envoie alors son adjoint au club. Bilak s'y trouve. Un second émissaire lui propose une rencontre dans la villa de Kadar. Bilak propose sur la rive du lac à 22 heures. Chelest sort sur la rive :

*« L'obscurité, le bruit des vagues, le vent. Il est difficile, même à une courte distance, de reconnaître un individu, plus encore d'entendre sa voix. Le temps fixé s'écoule, et pas de Bilak. Tout à coup, une silhouette me frôle. J'ai failli crier “Vassil !”, mais je me suis retenu. Il apparut plus tard qu'il s'agissait d'un émissaire envoyé “en reconnaissance”. Quelque temps plus tard, Bilak apparut, je l'appelai, il me répondit. C'est ainsi que nous nous rencontrâmes. Nous décidâmes d'abord d'organiser notre rencontre sur la rive près de la villa de Kadar, mais le vent et le bruit des vagues du lac Balaton nous gênaient beaucoup et, de plus, il était impossible d'y enregistrer notre conversation. Nous passâmes donc dans le bâtiment de la villa...»* (p. 347).

Cette conversation, qui dure de 23 heures à 5 heures du matin, souligne le désarroi de Bilak. Lorsqu'après sa description sombre de la situation, Chelest

lui demande : *“Alors, pourquoi n’agissez-vous pas nettement ?”*, il répond :

*“Nous craignons que l’on puisse nous accuser de trahison de la patrie, d’où tout le reste ; nous sommes tous prêts à vous aider par tous les moyens, mais nous ne savons que faire.”*

Chelest réplique :

*“Nous avons besoin d’une lettre de vous affirmant votre demande d’une aide. Nous vous donnons la totale garantie que la lettre ne sera pas rendue publique, pas plus que le nom de ses auteurs.”*

Bilak répondit : *“Comprenez-nous, nous avons honte : sans avoir rien fait dans notre pays, nous adresser à vous pour vous demander votre aide ! Que pouvez-vous penser de nous ?”* (p. 349).

Au cours de la conversation, Bilak affirme :

*“Cernik se trouve sous l’influence directe de l’ambassadeur yougoslave, il ne sort quasiment pas de chez lui et le consulte sur toutes les questions ; la direction du PC tchèque avait préparé une réception grandiose à Tito, qui n’est pas venu.”*

Chelest note que Bilak ignorait la cause réelle de l’annulation du voyage de Tito :

*“Nous avons présenté un ultimatum contre le voyage de Tito à Prague et la direction du PC tchécoslovaque avait pris peur et battu en retraite”* (p. 349).

## Brejnev bleuit et tombe malade

Chelest rend compte de la conversation à Kadar, à Budapest, puis à Moscou, à Brejnev, et enfin au bureau politique (22 juillet), qui décide de rapatrier les citoyens soviétiques de Tchécoslovaquie (sauf les diplomates) et de proposer aux Tchèques une rencontre bilatérale en Tchécoslovaquie, mais pas à Prague.

La rencontre est fixée près de la frontière ukraino-tchécoslovaque, à Ciernad-Tisou. La délégation soviétique sé-

journe dans un train stationné à la gare de Tchop, qui, le matin, passe la frontière pour se rendre à Cierna et revient le soir.

La réunion s’ouvre le 29 juillet. Dubcek introduit. Après avoir longuement reproduit ses propos, Chelest souligne :

*“Son intervention vigoureuse, offensive, produisit sur nous, les membres de la délégation soviétique, une impression accablante et nous remplit d’inquiétude. Il niait presque tout et accusait les cinq pays socialistes et leurs partis qui avaient signé la lettre de Varsovie, et en appelait manifestement aux autres partis, en particulier à la Yougoslavie et à la Roumanie (...). Brejnev, après ce discours, changea littéralement de visage, il fut éperdu, bleuit et, le lendemain, tomba malade et s’alita”* (pp. 362-363).

Dubcek avait effectivement été offensif :

*“Nous ne sommes pas d’accord avec la lettre de la conférence de Varsovie. Cette conférence et sa décision sont incorrectes, et nous ne pouvons être d’accord avec ses conclusions, qui violent nos droits, contredisent le mouvement communiste international et ne correspondent pas aux normes et aux relations mutuelles entre pays socialistes. C’est une violation de nos droits et une ingérence dans nos affaires intérieures.”*

Il s’élève contre la non-publication de la réponse du PC tchèque à la lettre de Varsovie dans la presse des cinq pays concernés, affirme la nécessité de mener une large discussion *“avec la participation obligatoire des Roumains et des Yougoslaves”*.

Puis il ironise :

*“Eh quoi, chez vous, il n’y a pas de difficultés et d’erreurs ? Mais vous faites le silence dessus, vous ne les mettez pas à nu, alors que nous, nous ne craignons pas de dire la vérité à notre propre peuple (...). Regardez un peu ce qui se passe en Hongrie. L’influence de l’Occident dans tous les domaines de la vie du pays y est énorme, les frontières occidentales y sont en réalité ouvertes, et vous vous taisez là-dessus, à moins que vous ne soyez pas au courant ?”* (p. 362).

Et il réclame le respect de la souveraineté de son parti.

Cernik intervient ensuite. Brejnev lui pose sept questions, auxquelles Cernik ne répond pas. En revanche, Dubcek se lève et dit :

*“Camarade Brejnev, ne vous semble-t-il pas qu’il y a dans vos questions une ingérence dans nos affaires ?”*

Puis répond à quelques-unes d’entre elles *“sous une forme assez brutale, et Brejnev se tut”* (p. 365).

La journée s’acheva par un discours d’Alexis Kossyguine, essentiellement consacré aux problèmes économiques, et un discours de Josef Smrkovsky, affirmant que le PCT contrôlait alors la situation comme jamais.

La délégation soviétique revint sur son territoire à minuit.

*“Léonide Brejnev est extrêmement énervé, éperdu, tremblant de fièvre. Il se plaint de fortes douleurs de tête et d’élancements dans le ventre”* (p. 367).

La délégation discute : ne vaudrait-il pas mieux « interrompre les négociations, rentrer à Moscou, consulter les cinq pays socialistes qui ont signé la lettre de Varsovie puis “agir” ? Mais comment agir et sur qui s’appuyer en Tchécoslovaquie pour nos “actions” ? » (p. 367).

La question restait assez indéfinie et confuse.

A quatre heures du matin, la délégation soviétique va se coucher, après avoir décidé de continuer la discussion.

Le lendemain, 30 juillet, *“Brejnev est définitivement malade : maux de tête et douleurs d’estomac, produit manifestement de la tension nerveuse. Il s’est enfermé dans son wagon et s’est fait remplacer par Souslov”* (p. 368).

Ludwig Svoboda, le président de la République tchèque, ouvre la journée :

*“L’Union soviétique peut vivre sans la Tchécoslovaquie, mais la Tchécoslovaquie ne peut vivre sans l’Union soviétique”* (p. 368).

Souslov prononce un discours *“strictement théorique”*, dont Chelest n’a noté que la dernière phrase :

*“L’amitié de nos partis et de nos peuples repose sur la base du marxisme-léninisme”* (p. 369).

Puis intervient Bilak, *“avec vivacité, passion et nervosité”*, et qui conclut par une phrase :

*“Dans le peuple, il y aura une tragédie si Dubcek s’en va, mais s’il y a une rupture avec le PCUS, nous ne pourrons ni vivre ni travailler”* (pp. 370-371).

Bilak est suivi par un autre “conservateur”, Kolder, qui déclare :

*“Je me trouve personnellement dans une situation telle que je vais bientôt demander l’asile chez vous, camarade Chelest”* (p. 371).

Puis un autre “conservateur”, Piller, qui déplore que *“beaucoup de gens ont confondu démocratie et anarchie”* (p. 373), suivi de Barbirek, qui conclut son intervention de la même tonalité par : *“Nous ne pouvons pas admettre la rupture avec l’Union soviétique. C’est tout simplement inadmissible”* (p. 374). Puis Rigo, Spacek.

Chelest prononce ensuite un discours très violent :

*“Chez vous, règne l’hystérie antisoviétique (...). Il y a chez vous un déchaînement de chauvinisme, de nationalisme (...). Si nécessaire, notre peuple, notre parti ont toutes les possibilités et les moyens indispensables de guérir la plaie en allant jusqu’à une intervention chirurgicale”* (pp. 377 à 379).

Dubcek proteste alors contre ce discours, et son *“ton d’accusation du PCT”*. Chelest ajoute :

*« Souslov, qui remplaçait Brejnev pendant sa “maladie”, après mon discours et la réaction de Dubcek, se décontenança, prit peur, raconta tout à Brejnev et, me dit-on, considéra qu’il fallait parvenir à un certain apaisement.*

*Souslov me recommanda même de m’excuser de ma rudesse auprès des Tchèques. Je refusai catégoriquement d’exécuter cette “mission” honteuse et lâche. Alors, Souslov trouva une forme d’apaisement : se rendre en groupe le soir chez les Tchèques boire une chope de bière »* (p. 379-380).

Ainsi fut fait, malgré le refus initial de Chelest, sollicité ensuite d'accepter par Bilak et Kolder. Ensuite, la délégation soviétique se rassemble chez Brejnev, qui était *"complètement rompu, souffreteux, éperdu"* (p. 380).

31 juillet : reprise de la réunion soviéto-tchécoslovaque. Brejnev y assiste.

*"Il avait le teint gris, avait l'air las et se maîtrisait mal."*

Manifestement, tout jouait : et la "maladie" et l'échec de la conférence. Il propose l'organisation d'une conférence des six partis (URSS, RDA, Pologne, Tchécoslovaquie, Bulgarie, Hongrie), les 2 et 3 août, à Bratislava. La déclaration adoptée devra affirmer la fidélité de tous au pacte de Varsovie. Brejnev ajoute un certain nombre d'exigences d'ordre intérieur : *"Prendre des mesures pour liquider tous les clubs politiques"*, et il conclut : *"En ce qui nous concerne, nous sommes décidés à prendre les mesures les plus extrêmes pour maintenir l'ordre et pour empêcher que soit démantelé le PC tchécoslovaque et liquidées les conquêtes socialistes"* (p. 381). Ainsi s'achève la rencontre.

*"Le ton d'ultimatum, exigeant, de Brejnev, produisit sur nous tous et, entre autres, sur les Tchèques, une forte impression. Enfin, Brejnev avait compris, au moins il le disait, que sa politique consistant à faire joujou avec Dubcek et multiplier les embrassades avec lui avait échoué et provoqué un tort énorme. Mais l'atmosphère générale restait pesante."*

La délégation soviétique rentre dans ses pénates :

*"Nous étions tout simplement dans un état d'accablement, de trouble et d'inquiétude (...). Brejnev était complètement abattu, se plaignait de maux de tête, avalait sans arrêt je ne sais quels comprimés"* (p. 382).

Le 2 août, la délégation soviétique arrive à Bratislava. Avant la conférence, Chelest rencontre Bilak :

*"Avec beaucoup de précautions, je rappelai à Bilak que nous attendions de lui la lettre promise (d'appel au secours, c'est-à-dire à l'intervention armée, NDR). Bilak, dans cette conversation,*

*apparut extrêmement agité et affligé par je ne sais quoi. Néanmoins, il ne revint pas sur sa promesse et demanda seulement que l'on attende jusqu'au lendemain pour cette question. Les raisons de cette décision de Bilak ne m'étaient pas parfaitement claires"* (p. 383).

## Dans les toilettes

Le 3 août, la conférence s'ouvre par un discours de Dubcek, qui propose une déclaration commune dont le contenu *"suscita une très vive discussion"* (p. 384), souligne Chelest, qui ne dit rien de ce contenu : il a manifestement l'esprit ailleurs, il pense à la lettre que Bilak lui a promise et qui doit permettre la mise au point de l'invasion de la Tchécoslovaquie. Une commission de rédaction de la déclaration commune se réunit. Chelest précise :

*"La pensée de la rencontre avec Bilak ne me lâche pas"* (p. 384).

*« Le soir, je rencontrai Bilak, nous nous mîmes d'accord sur le fait qu'à 20 heures, il se rendrait dans les toilettes publiques ; je m'y rendrai au même moment et il me transmettrait alors la lettre par l'intermédiaire de notre agent du KGB, Savtchenko. Il en fut ainsi. Nous nous rencontrâmes "par hasard" dans les toilettes, et Savtchenko, discrètement, me remit une enveloppe dans laquelle se trouvait la lettre si longtemps attendue. »*

La lettre donne de la situation en Tchécoslovaquie une description dramatique : déchaînement des éléments de droite, *"terreur morale contre les communistes"*, déchaînement de l'antisoviétisme, orientation politique et économique tournée entièrement vers l'Occident. Elle demande l'intervention de l'URSS pour *"barrer la route à la contre-révolution et empêcher le déchaînement de la guerre civile et de l'effusion de sang"*.

Les signataires de la lettre étaient : Indra, Bilak, Kolder, Barbirek, Kapek, Rigo, Piller, Svestka, Gofman, Lenart, Strougal.

*"Personne ne connaissait le contenu de la lettre, sauf moi et ses signataires"* (p. 385).

Chelest pense immédiatement à la mise en place de nouvelles instances dirigeantes : Indra, premier secrétaire du comité central du PCT, Bilak, président du Conseil des ministres, Kolder, président du Front national, Svoboda, président de la République (fonction qu'il occupait déjà) :

« Mais, malheureusement, personne ne travaillait avec eux. Brejnev évoluait dans les "nuages" de la grande stratégie et de la grande politique. Et en même temps, il avait une peur bleue de Gomulka et d'Ulbricht » (p. 385).

Le soir du 3 août, la conférence s'achève par la signature d'un document commun. Manifestement, ce qui se passe sur le devant de la scène n'intéresse plus Chelest, qui n'en rapporte rien, sinon qu'à la réception du soir à l'hôtel de ville, en l'honneur de la fin de la conférence, « Brejnev, qui en avait un coup dans le nez, commença à "philosopher" avec Dubcek et Smrkovsky » (p. 387). Il note ensuite qu'« après la conférence de Bratislava, la situation en Tchécoslovaquie, dans le monde et en particulier en Europe, continua à se tendre » (p. 387).

Selon Chelest :

« Brejnev, par son comportement, avait créé une situation où, effectivement, pour préserver le socialisme en Tchécoslovaquie, il ne restait plus qu'une seule voie : l'entrée des troupes soviétiques » (p. 388).

En Slovaquie, « un groupe de droitières, parmi lesquels Husak est loin de jouer le dernier rôle, se dresse contre Bilak » (p. 388).

Du 13 au 15 août, le bureau politique du PCUS se réunit en formation restreinte pour discuter de la situation tchécoslovaque (Brejnev, Podgorny, Kossyguine, Souslov, Chelest, Ponomarev, Cherbitski). Ils arrivent à une conclusion : l'épreuve finale est engagée. Reste à savoir qui sera le vainqueur. Le 18 août, à Moscou, réunion de délégations des dirigeants des PC d'URSS, Pologne, Hongrie, Bulgarie, RDA. Tout le monde est d'accord pour l'intervention militaire au plus vite.

« On se demande s'il faut faire entrer les troupes de RDA en Tchécoslovaquie ;

*cela suscitera une association d'idées avec l'occupation de la Tchécoslovaquie par les Allemands. Ulbricht insiste pour que les troupes de RDA soient associées à cette opération : "Nous aussi, nous sommes membres du pacte de Varsovie", dit-il » (p. 391).*

## **“Nos armées entrent en Tchécoslovaquie, et après, quoi ?”**

19 août : réunion du bureau politique du PCUS avec tous les premiers secrétaires des partis communistes des républiques de l'URSS pour préparer le terrain politiquement à l'invasion. Puis on renvoie ces premiers secrétaires et on passe à la préparation pratique de l'invasion.

Chelest insiste sur les difficultés politiques :

« Nos armées entrent en Tchécoslovaquie, et après, quoi ? Nos armées vont entrer dans le pays sans l'accord du gouvernement et de la direction du PCT. Il serait d'une extrême naïveté de penser que la direction du pays et du PCT auront une attitude positive à l'égard de cette action.

Sur qui s'appuyer à l'intérieur du pays ? La question est aussi tout à fait embrouillée et même tout à fait obscure. Brejnev s'énervait terriblement, il avait les traits tirés, il se jetait d'une extrémité à l'autre, mais il n'en sortait rien de concret. »

Au lieu de proposer des décisions politiques, Brejnev, selon Chelest, multiplie les conseils de tactique militaire à l'état-major convoqué à cette réunion.

« Pour exclure l'éventualité d'une possible opposition de la part des armées tchécoslovaques, Gretchko se vit confier la mission de négocier personnellement avec le ministre de la Défense tchécoslovaque, le général Dzur. Il conversa "amicalement" avec Dzur la veille de l'entrée de nos troupes sur le territoire de la Tchécoslovaquie. Gretchko expliqua à Dzur que si, lors de l'en-

*trée de nos troupes, l'armée tchécoslovaque tirait ne serait-ce qu'un seul coup de feu, Dzur en répondrait de sa tête et, plus précisément, serait pendu au premier arbre venu. Néanmoins, la veille de notre opération, Brejnev téléphona à L. Svoboda et lui demanda de se comporter avec compréhension à l'égard de notre action et de donner aux troupes l'ordre de n'opposer aucune résistance..." (pp. 394).*

Et le 20 août, à minuit, les troupes du pacte de Varsovie entrèrent en Tchécoslovaquie. Le 21 août, à 4 heures du matin, elles se trouvaient à Bratislava, Koscice, Ostrava, à 8 heures à 20 kilomètres de Prague, dont les faubourgs étaient déjà occupés par des détachements de parachutistes armés jusqu'aux dents, avec artillerie, automitrailleuses, autos blindées aéroportées. A 7 h 50, l'agence Tass annonçait l'invasion.



Quelques figures anonymes, mais ô combien représentatives, de l'appareil du PCUS...





Sur les murs de Prague : "Lénine, réveille-toi, Brejnev est devenu fou !"

## Points de repère

**E**N juillet 1967, au Congrès des écrivains tchécoslovaques, le romancier Ludvik Vaculik dénonce le stalinisme. Il est exclu du Parti communiste. En septembre 1967, quelques étudiants tchécoslovaques sont sanctionnés pour avoir voulu créer une union d'étudiants indépendante de l'union officielle, entièrement subordonnée à l'Etat et à la direction du Parti communiste tchécoslovaque. Deux d'entre eux, Jiri Mueller et Lubos Holec, sont exclus de l'Université et leur sursis résilié. Quelques semaines plus tard, à la fin d'octobre, des étudiants de la ville de Strahov, las des coupures de courant répétées, manifestent dans les rues. La police en arrête une soixantaine... C'est le début du "printemps de Prague", qui sera interrompu par l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du pacte de Varsovie, dans la nuit du 20 au 21 août 1968.

Après les manifestations étudiantes, tout semble commencer par une révolution de palais : en janvier 1968, un apparatchik peu connu, Alexandre Dubcek, remplace le titulaire apparemment inamovible du poste de secrétaire général du PC tchèque, Novotny. Mais cette brèche ouvre la voie à une intense mobilisation sociale et politique : dès mars, des grèves éclatent dans les usines, et ce même mois, une union indépendante des étudiants est créée. Les rédactions des journaux se proclament indépendantes à

tour de rôle ; en avril, Josef Smrkovsky devient président de l'Assemblée nationale ; en mai, se forment des comités ouvriers pour la défense de la liberté d'information, ainsi qu'un comité préparatoire à la fondation d'un parti social-démocrate ; en juin, le Parlement abolit la censure, en même temps que se tient un congrès extraordinaire de l'Union des journalistes.

Fin juin, paraît le Manifeste dit des "deux mille mots", rédigé par Vaculik, qui suscite un vif écho dans le pays. Il réclame *"le départ de ceux qui ont abusé de leur pouvoir; qui ont dégradé le patrimoine collectif et qui se sont comportés de façon malhonnête ou brutale"*.

Le message est clair : c'est toute la vieille direction liée à Moscou qu'il faut chasser. Comment ? Par des *"critiques publiques, l'adoption de résolutions, l'organisation de manifestations, des mises à la retraite, des grèves, la collecte pour des cadeaux à ceux qui s'en vont"*.

Des clubs de discussion, des groupes politiques se créent. De nombreux responsables du "syndicat" officiel en place sont démis.

Dès avril, s'engage une campagne massive pour la réhabilitation des victimes du stalinisme (dont les victimes du procès Slansky, de novembre 1952). Eclaboussés par les révélations et les aveux, certains hauts dignitaires se suicident.

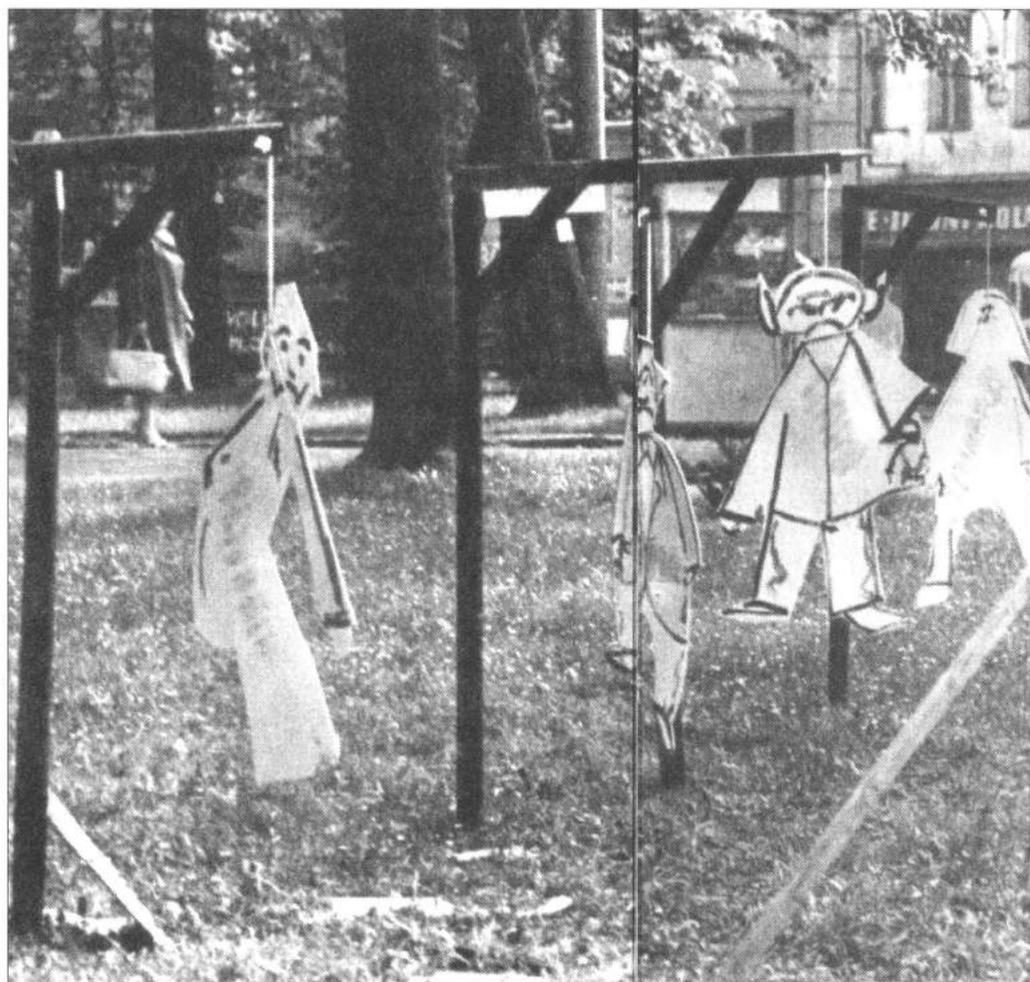
Un congrès extraordinaire du Parti communiste tchécoslovaque est prévu pour la fin août. Les élections dans les instances locales ou régionales montrent que les vieux dirigeants staliniens seront chassés de la direction.

En même temps, des manifestations d'étudiants éclatent en Pologne (en mars), à Belgrade (en juin). Le risque de contagion menace les pays voisins, la

Bulgarie, la RDA, l'Ukraine, qui a une frontière commune avec la Tchécoslovaquie. Moscou tremble.

Pour pallier cette contagion et contraindre la Tchécoslovaquie à faire marche arrière, Moscou envoie plus de 500 000 hommes dans la nuit du 20 au 21 août.

J.-J. M.



La propagande stalinienne à l'œuvre brandit l'hydre de la contre-révolution. La légende officielle de cette photo, qui, comme celles des pages suivantes, est extraite d'une brochure russe, fustige "les menaces de la contre-révolution, la terreur morale".



*« Un “étudiant” d’Allemagne occidentale, qui distribuait des tracts contre-révolutionnaires à Prague, fait une déposition devant des officiers des armées alliées. » (sic !).*



Les soldats soviétiques "aident" les paysans tchèques à faire la moisson (!).

**Daniel Guérin :  
le Front populaire  
et les colonies**

Les ouvrages consacrés à juin 1936 et au Front populaire sont en règle générale d'une extrême discrétion sur la "politique coloniale" du gouvernement de Front populaire présidé par Léon Blum. *Le Juin 36* (Editions ouvrières) de Danos et Gibelin consacre une page (pp. 136-137) aux "*caractères particuliers des grèves en Afrique du Nord*", mais n'évoque jamais autrement la question.

*Le Juin 36* de Georges Lefranc (Archives Julliard, 1966) est tout aussi muet, bien qu'il consacre à la fin une notice biographique au ministre des Colonies du gouvernement de Front populaire, Marius Moutet. La notice nous apprend qu'il "*se spécialise dans les questions coloniales*" et qu'il est "*l'un des rares militants SFIO qui tutoie Léon Blum et que Léon Blum tutoie*", mais on ne sait rien de plus sur son action. *La Défaite du Front populaire* (Maspéro, 1977) de Guy Bourdé n'en souffle mot. Charles Berg et Stéphane Just, dans *Fronts populaires d'hier et d'aujourd'hui* (Stock, 1977), sont tout aussi discrets.

Plus étonnant encore, peut-être : dans son *Révolutionnaires du Front populaire* (10-18, 1973), Jean-Paul Rioux, publiant 61 textes de la Gauche révolutionnaire de la SFIO, des trotskystes du Parti ouvrier internationaliste, des anarchistes, des syndicalistes révolutionnaires de La Révolution prolétarienne, des opposants communistes du groupe Que faire ? d'André Ferrat, plus des extraits de la lettre du député PCF de Clichy-Levallois, G. Honel, à Maurice Thorez, ne reproduit aucun texte consacré à la question coloniale, comme si ceux qu'il appelle les "*minorités révolutionnaires*" avaient été indifférents à cette question ou avaient soutenu au moins passivement la politique du gouvernement de Front populaire sur ce point, ou encore comme si cette question ne se posait même pas !

On trouve juste une allusion (par ailleurs privée de tout commentaire, et donc incompréhensible) dans la décision du bureau politique du PCF de retirer à André Ferrat la direction de la section coloniale du PCF et dans la réponse — en huit lignes — de ce dernier réfutant l'accusation d'avoir "*prétendument mené une politique entravant l'alliance des travailleurs européens et indigènes*". Point final.

# La place réservée à la question des colonies dans les ouvrages consacrés au Front populaire

ON trouve, dans le *Léon Blum* de Jean Lacouture (Le Seuil, 1977), deux pages (sur 600) sur la politique coloniale du président du Conseil (pp. 337-339). Georges Lefranc consacre 6 des 502 pages de son épaisse *Histoire du Front populaire* (Payot, 1965) à l'action du gouvernement de Front populaire dans la "France d'outre-mer" (pp. 301 à 307). Daniel Guérin y consacre 6 pages (179 à 185) dans *Front populaire, révolution manquée* (Julliard, 1963).

L'*Histoire du Parti communiste français*, publiée par les Editions sociales en 1964 (après l'accession de la Tunisie, du Maroc et de l'Algérie à l'indépendance !) est tout aussi muette sur cette question dans son évocation du Front populaire, mais l'aborde dans un sous-chapitre intitulé "Défendre la France contre la menace hitlérienne et la trahison de la cinquième colonne" (pp. 360-361). On y lit :

*"En 1939, l'Italie tentant de s'assurer des complicités en Afrique du nord, Maurice Thorez, au nom du comité central, va sur place appeler à l'union des populations algériennes avec la classe ouvrière de France contre le fascisme. Il s'agit de savoir si le gouvernement français acceptera ou non de céder des colonies à Hitler* (souligné par nous) *et, selon l'expression de Paul Faure, d'élargir l'espace vital de l'Allemagne hitlérienne, contrairement aux intérêts des*

*peuples coloniaux et du peuple français. Le parti riposte comme il l'a fait à chaque fois : (...) à Nice, contre les revendications territoriales de Mussolini (...). En Algérie même, le Parti communiste algérien a été constitué en 1936, mais le mouvement anticolonialiste se trouve en période de tâtonnements. De nombreux intellectuels, de formation française, soutiennent des positions assimilationnistes, sans perspective nationale. D'autres éléments, groupés dans des formations politiques ou religieuses, défendent des positions marquées d'étroitesse nationale et manifestent de grandes incompréhensions à l'égard du danger hitlérien"* (p. 360).

Georges Lefranc cite une phrase de Léon Blum, qui définit l'objectif du Front populaire dans ce domaine ("extraire du fait colonial le maximum de justice sociale et de possibilités humaines"), et une autre du ministre des Colonies, Marius Moutet, plus nette : il répudie "la colonisation égoïste, celle d'un pays qui ne se préoccuperait que de retirer des indigènes des tributs directs ou indirects en hommes, en prestations, en numéraire, au profit de la métropole", ce qui signifie en bon français qu'il faut se soucier d'en extraire tout cela, mais avoir en plus un autre souci, laissé d'ailleurs dans l'ombre... Lefranc est totalement muet sur les mesures répressives citées ci-après.

Jules Moch, dans *Le Front populaire* (Librairie académique Perrin, 1970) de plus de 400 pages, qui consacre une page un quart (pp. 165-166) aux territoires coloniaux, est aussi discret que Lefranc sur les mesures de répression à l'encontre des mouvements nationalistes. Il ne parle d'ailleurs jamais de l'action de Marius Moutet, dont le nom n'apparaît chez lui que dans la composition du gouvernement et dans une prise de position sur l'Espagne. Il se permet en prime une petite falsification. Jules Moch écrit :

*“Une très large amnistie a libéré plus de 11 000 condamnés politiques indochinois victimes de la répression des gouvernements antérieurs”* (p. 165).

Or il s'agissait de 1 100 amnistiés (dont certains retrouveront vite le chemin du bagne et des prisons), et non de 11 000. Un petit zéro de plus, ça ne fait pas de mal...

Le *Léon Blum* de Jean Lacouture, rédigé à une époque où son auteur affirmait des convictions anticolonialistes, donne de la politique coloniale de Léon Blum un tableau quasiment lyrique, qui efface toutes les mesures répressives, sauf une, présentée d'une façon alambiquée :

*“Ce socialiste (Léon Blum), à la différence de la plupart de ses successeurs au pouvoir, avait su prendre conscience du scandale colonialiste. Qu'il n'ait dégagé aucune solution définitive n'a évidemment pas dépendu de lui, qui vit successivement saboter par ses successeurs ou par le Parlement les tentatives faites en Syrie, en Algérie, en Indochine, voire en Tunisie”* (p. 337).

Jean Lacouture évoque *“une série d'initiatives audacieuses pour l'époque”* (p. 338) concernant la Syrie (*“un projet de négociation menant à l'indépendance de la Syrie (...) jamais soumis au Parlement”*), l'Algérie (hélas, *“le blocage total des procédures de réformes, organisé par le gouverneur général à Alger et par le Parti radical à Paris, empêcha que le texte vînt devant le Parlement”*) (p. 338), la Tunisie (*“là encore, de puissants intérêts locaux brisèrent les tentatives évolutives”*) (p. 338).

Le Maroc ? *« C'est au Maroc que la politique du Front populaire fut la plus*

*effacée. Blum s'était pratiquement contenté d'y substituer au très autoritaire résident général Peyrouton l'intelligent élève de Lyautey (grand colonialiste devant l'Éternel, NDR) qu'était le général Noguès (...). On reviendra (...) sur la timidité de cette politique du gouvernement de Front populaire, qui se trouva amené (comment ? pourquoi ? NDR) à couvrir en 1937 les mesures répressives prises par le général Noguès contre ce qui allait devenir l'Istiqlal. C'est peut-être en Indochine que le bref passage de Léon Blum au pouvoir laissa le plus de traces (...).*

*L'envoi d'une mission conduite par le radical de gauche Justin Godart provoqua une remarquable “décompression” psychologique (...). Maigre bilan ? Il n'a pas dépendu de Léon Blum qu'il fût plus important (...). S'agissant de l'Algérie, faire prévaloir une telle réforme (le projet Violette, NDR) sans l'appui du Parlement dans une société aussi hermétiquement coloniale et dominée par le Parti radical était probablement impossible »* (pp. 338-339).

C'est dire en termes choisis que la politique coloniale du Front populaire est bien coloniale.

Chose tout à fait remarquable : aucun des auteurs cités ne dit mot des mesures de rétorsion prises par la direction de la SFIO... et l'intelligent disciple du maréchal Lyautey à l'encontre de la fédération socialiste du Maroc, qui, à la différence des autres fédérations de la *“France d'outre-mer”*, avait une position anticolonialiste. Ni des mesures prises à l'encontre du Parti communiste malgache, dont le dirigeant, Dussac, travaillait main dans la main avec la Gauche révolutionnaire de la SFIO. L'histoire est décidément une science très délicate.

Nous reproduisons ci-après deux articles de Daniel Guérin, alors membre de la commission coloniale de la SFIO et l'un des dirigeants de la Gauche révolutionnaire, publiés dans l'hebdomadaire *La Vague* : le premier, daté du 1<sup>er</sup> février 1937, et le second du 15 avril 1937, sur la dissolution de l'Etoile nord-africaine (Algérie) et du Pacte d'action marocaine

(futur Parti de l'Istiqlal), deux organisations nationalistes liées au mouvement ouvrier français, interdites en application

de la loi décrétant la dissolution... des ligues fascistes !

Jean-Jacques Marie

## **“Un coup de force : la dissolution de l’Etoile nord-africaine” (La Vague, 1<sup>er</sup> février 1937)**

**A** la veille du Congrès de Biarritz, le gouvernement, pour amadouer messieurs les radicaux, avait fait évacuer brutalement par des forces de police une usine parisienne. A la veille d’une interpellation au Sénat sur l’Afrique du Nord, le gouvernement, pour amadouer messieurs les sénateurs, vient de décider la dissolution de l’Etoile nord-africaine. Mêmes causes, mêmes effets.

Et la bourgeoisie d’applaudir. Une feuille boursière, le *Journal des finances*, écrit :

*“La dissolution de l’Etoile nord-africaine, si elle doit être le point de départ d’une intervention plus énergique pour maintenir le calme en Afrique du Nord, est de nature à favoriser le groupe des entreprises qui y sont installées.”*

Rappelons, tout d’abord, que si le calme est loin de régner, à l’heure actuelle, en Afrique du Nord, ce n’est pas du fait de l’Etoile nord-africaine, mais du fait des fascistes qui s’organisent, s’arment, se préparent impunément et presque ouvertement à la rébellion contre le gouvernement de Front populaire. Vis-à-vis d’eux, carence totale de l’autorité ; vis-à-vis de l’Etoile nord-africaine, répression brutale.

Et maintenant, pour ceux qui l’ignoraient, qu’est-ce que l’Etoile nord-africaine ? L’Etoile est une organisation fondée en 1926 et qui groupe des indigènes nord-africains, algériens la plupart, autour d’un programme d’émancipation, à la fois *sociale* et *nationale*. C’est dire que l’Etoile nord-africaine est à la fois *prolétarienne* et *anti-impérialiste*.

A ce double titre, elle mérite toute notre sympathie. Et c’est à ce même titre qu’elle a attiré sur elle la haine tenace de la bourgeoisie. Dissoute une première fois en 1929, reconstituée sous le nom de “Glorieuse Etoile nord-africaine”, dissoute à nouveau en 1934-1935, ses chefs condamnés à de lourdes peines de prison, poursuivie encore une fois au début de 1936, l’Etoile n’a cessé d’être persécutée qu’à l’arrivée au pouvoir du Front populaire.

Mais l’Etoile n’est pas qu’une organisation anticolonialiste. Elle est aussi, elle est *surtout* une admirable ligue de défense des ouvriers nord-africains travaillant en France et notamment dans la région parisienne, intervenant chaque fois que ceux-ci sont brimés par l’administration, radiés du chômage, etc.

L’Etoile avait naturellement sa place dans le Rassemblement populaire. Elle y a adhéré dès le début. Et le 14 juillet

1935, comme le 14 juillet 1936, le peuple de Paris a fait un vif succès à ses milliers d'adhérents défilant en rangs serrés, dans les rues de la capitale.

•  
••

Je rappellerai, ici, deux souvenirs personnels. Au lendemain du 6 février 1934, alors que nous étions quelques-uns à nous préoccuper de la propagande et du recrutement fascistes auprès des Nord-Africains de la région parisienne, Messali, l'animateur de l'Etoile, vint se mettre à notre entière disposition, pour nous aider à disputer les Nord-Africains au fascisme. En septembre 1936, aux Lilas, les ouvriers occupaient une usine : parmi eux, des Nord-Africains que les émissaires du service de police spéciale de la rue Lecomte (1) incitaient à se désolidariser de leurs camarades et à briser la grève. Il me suffit d'envoyer un pneu (\*) et un camarade de l'Etoile vint aussitôt haranguer, en arabe, les grévistes nord-africains, les exhortant à

rester dans la lutte aux côtés de leurs frères de misère.

Et aujourd'hui, le gouvernement de Front populaire remercie l'Etoile de son attachement au Front populaire en décrétant sa dissolution ! Et le texte de loi invoqué pour légaliser cette dissolution, c'est... la loi de dissolution des ligues fascistes ! A l'époque où cette loi a été votée, nous avons été quelques-uns à mettre en garde contre un paragraphe à double tranchant, qui pouvait s'appliquer non seulement aux formations paramilitaires de La Rocque, mais aussi à des organisations du genre de l'Etoile nord-africaine.

Le ministre de l'Intérieur du Front populaire s'est chargé de justifier nos appréhensions.

---

(1) Ces services de la rue Lecomte, chargés de la surveillance policière des Nord-Africains, n'ont jamais été dissous, eux, malgré nos démarches pressantes auprès du ministère de l'Intérieur.

(\*) J'étais alors secrétaire du comité local inter-syndical (CGT) des Lilas.

## **“De mieux en mieux”**

### **(La Vague, 15 avril 1937)**

**E**T cela continue. Après la dissolution de l’Etoile nord-africaine, après la fusillade de Metlaoui, le gouvernement fait dissoudre le Parti d’action marocaine !

Nos amis marocains, se souvenant que nous leur avons promis les libertés démocratiques et soucieux d’agir dans la légalité, avaient tenu à donner à leur mouvement le caractère d’un parti à l’occidentale, calqué directement sur notre parti socialiste. Il paraît que c’est cela, leur crime !

Ecoutez les considérants de l’arrêté du 18 mars : *“Cette association, par des manifestes, par la délivrance de cartes d’adhérents, par des paiements de cotisations et par la prestation de serment de tous ses membres, a gravement porté atteinte à l’autorité du sultan”* (sic).

Magnifique, n’est-ce pas ? Ajoutez à cela que le général Noguès, cette brute galonnée que le Front populaire a envoyée au Maroc, a convoqué les dirigeants de l’organisation dissoute pour leur dire : *“ Si vous n’évacuez pas votre siège, j’emploierai la force.”* Voulait-on d’un nouveau Metlaoui, d’un nouveau Clichy ? (\*)

Comme il faut bien maintenant essayer de justifier le coup de force, on insinue, comme on l’avait déjà fait pour l’Etoile nord-africaine, que le Parti d’action marocaine a des attaches avec le fascisme. Contre cette misérable calomnie, nos amis marocains protestent avec indignation. Dans le numéro du 3 avril

de leur journal, l’*Action populaire*, ils écrivent :

*“Les membres du parti sont profondément démocrates et ils ne peuvent avoir aucune communauté d’idées ou de pensée avec une doctrine basée sur la violence et la destruction de toute liberté humaine... Ni économiquement ni politiquement, nous ne pourrions admettre la moindre similitude avec l’idéal fasciste, qui n’est que le prolongement de l’oppression capitaliste, dont les peuples coloniaux ont eu à souffrir depuis que la colonisation existe...”*

Si quelqu’un, au Maroc, a fait le jeu du fascisme, ce n’est pas le Parti d’action marocaine, mais bien *notre propre impérialisme*. Il n’est pas de meilleure réplique à la dissolution du 18 mars que de révéler certains faits. L’été dernier, nos amis du Parti d’action marocaine s’étaient offerts pour organiser un soulèvement de la zone espagnole contre Franco, à condition que le gouvernement républicain d’Espagne accorde à l’avance une certaine autonomie, certaines libertés à la zone espagnole. *Mais l’impérialisme français a fait pression sur le gouvernement républicain d’Espagne pour que cette autonomie et ces libertés ne soient pas accordées.* Messieurs les

---

(\*) Le 7 mars 1937, à Metlaoui, en Tunisie, la troupe avait abattu quinze grévistes des mines de phosphates. Le 16 mars, à Clichy, les forces de répression du ministre de l’Intérieur socialiste, Dormoy, avaient ouvert le feu sur une foule prolétarienne et socialiste, faisant cinq morts, dont la militante SFIO Solange Demangel.

généraux, messieurs les administrateurs de la Banque de Paris et des Pays-Bas (si directement intéressée au maintien de la tyrannie dans le Maroc français) craignaient en effet que l'octroi de libertés à la zone espagnole ne fasse tache d'huile, que la zone française ne puisse résister à la contagion. Plutôt la victoire de Franco qu'un Maroc un peu plus libre !

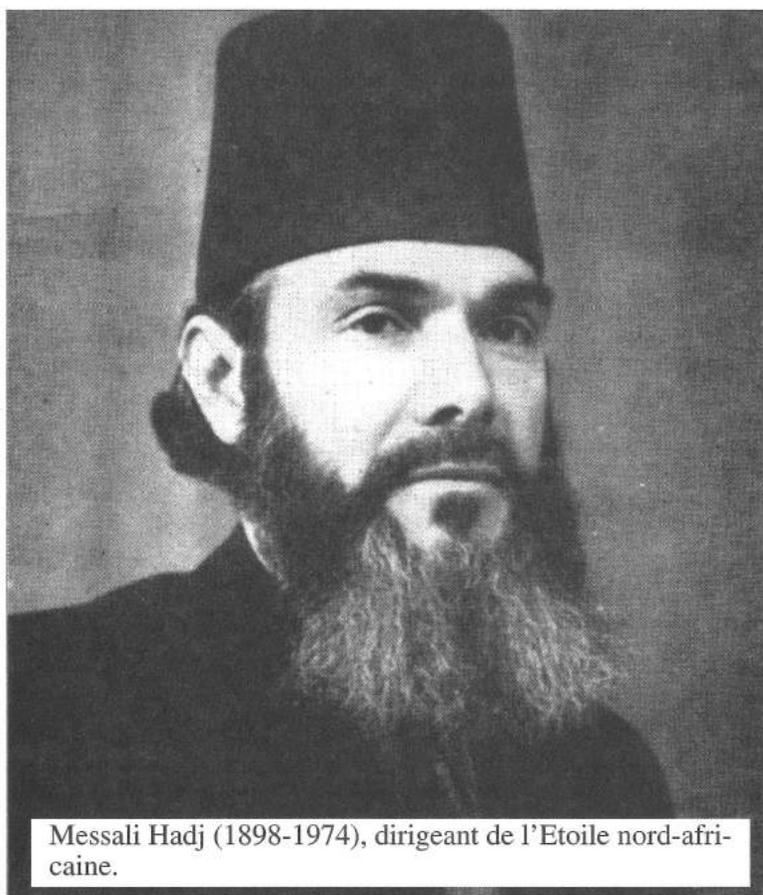
Qui donc, s'il vous plaît, s'est fait, en l'occurrence, le complice du fascisme ?

Au moment où nos amis marocains voient leur organisation dissoute, affirmons-leur toute notre active solidarité. Qu'ils ne s'imaginent pas que nous sommes mieux traités qu'eux. Ici, on saisit nos journaux, on traîne dans la boue les meilleurs de nos militants. Contre l'adversaire capitaliste et impérialiste, la lutte devient plus rude.

Délivrés de tout ce qui a pu, depuis trop de mois, paralyser notre action, menons-la, cette lutte : la main dans la main avec nos frères des colonies.

P. S. : — L'Etoile nord-africaine dissoute s'était transformée en un parti également calqué sur nos partis occidentaux. On la poursuit maintenant pour "reconstitution de ligue dissoute" ; on l'assimile aux formations paramilitaires du colonel de La Rocque. A la fois bouffon et triste.

J'apprends d'autre part qu'il est question, sur la foi de rapports mensongers envoyés par l'administration coloniale fasciste, de dissoudre également le vaillant groupe de la *Lutte* de Saigon. Ainsi, l'un après l'autre, tous les groupements qui sont à la pointe du combat pour l'émancipation des peuples coloniaux voient s'abattre sur eux la répression. Plusieurs des rédacteurs de la *Lutte* sont communistes. Nous verrons si nos amis communistes prendront la défense de ce groupe avec autant de mollesse (c'est le moins qu'on puisse dire) qu'ils l'ont fait pour l'Etoile nord-africaine et le Comité d'action marocaine...



Messali Hadj (1898-1974), dirigeant de l'Etoile nord-africaine.

# **Pages oubliées**

Le 27 juin 1923, la Chambre des communes britannique discuta des réductions de crédit infligées au ministère de la Santé écossais. Le sous-secrétaire parlementaire pour l'Ecosse, Walter Elliot, proposa de voter un crédit supplémentaire de 1 773 730 livres pour boucler le budget des dépenses du ministère de la Santé écossais. Un représentant du gouvernement, Joseph Sullivan, expliqua alors que les dépenses pour la santé affectées à l'Ecosse avaient été réduites de 378 000 livres à 289 000 (soit une réduction de 30 %), ce qui avait été suivi, dit-il, d'une augmentation de 11 % du taux de tuberculose. Des aides accordées antérieurement pour l'achat de lait et de nourriture à des mères de famille en détresse et à des jeunes femmes dans la misère avaient en effet été supprimées. *“Malheureusement, s'exclama l'honorable parlementaire, nous devons défendre la monnaie.”*

James Maxton prit alors la parole ; il rappela la circulaire du 12 mars 1922, qui, au nom de la défense de la monnaie, avait supprimé des aides sociales aux plus démunis et interdit d'accepter et de soigner dans les hôpitaux les enfants atteints de coqueluche et de rougeole, alors qu'à l'époque de très nombreuses familles ouvrières vivaient entassées dans une seule pièce. La circulaire organisait donc la contagion systématique.

James Maxton traita d'assassins les promoteurs de cette politique.

Le Parlement vota à une écrasante majorité (258 voix contre 70) sa suspension, ainsi que celle de trois autres députés travaillistes qui se solidarisèrent avec lui.

Le président du groupe parlementaire du Labour Party, Ramsey Mac Donald, lui fit connaître sa désapprobation et lui demanda de s'excuser.

Maxton refusa. Lors de deux tentatives d'entrer à la Chambre des communes pour siéger, la police lui en interdit l'accès. Il fut réintégré un mois plus tard, devant la crainte que le mécontentement suscité par la mesure dans les régions ouvrières de l'Ecosse ne prenne trop d'ampleur...

# Marceau Pivert : “Un grand militant du socialisme international : James Maxton”

**F**ILS d'un professeur de Glasgow, professeur lui-même, James Maxton, Jimmy pour ses innombrables amis, fut probablement la figure la plus représentative du socialisme international au cours de la Deuxième Guerre mondiale. Il fut initié à la vie politique par les grands pionniers du socialisme britannique : Keir Hardie, Robert Smillie, Bruce Glasier. Il adhéra à l'Independent Labour Party en 1904. Il en devint rapidement l'un des militants les plus ardents aux côtés de Philip Snowden, de Ramsay Mac Donald, de Margaret Bondfield, de Fred Jowett. Au cours de la Première Guerre mondiale, il organisa la résistance des travailleurs de la Clyde contre les mesures dictatoriales de Lloyd George.

Il y avait alors un “comité des travailleurs de la Clyde”, qui, en dépit de l'Union sacrée, continuait la lutte de classe, sous la direction de W. Gallacher, David Kirkwood, J. W. Muir, A. Mc Manus. Lloyd George supprima brutalement les journaux du comité et arrêta ses dirigeants. Alors, James Maxton entra en scène : au cours d'un immense meeting, face aux policiers, il déclara que la grève générale était la seule réplique possible. Arrêté à son tour et condamné à un an de prison, il persuada ses gardiens de former une section de l'ILP.

En 1918, il est candidat et obtient 7 000 voix contre le candidat de l'Union

sacrée, élu avec 10 000 voix. Celui-ci, Mac Gallum Scott, devait à son tour être persuadé par Maxton et devenir membre de l'ILP. En 1922, Maxton est élu avec une majorité de près de 8 000 voix. C'était le magnifique leader du prolétariat révolutionnaire écossais qui entraînait aux Communes. Afin d'y introduire l'atmosphère ardente des chantiers de la Clyde, l'ILP convoqua les travailleurs au départ du train : 120 000 manifestants vinrent acclamer leurs représentants et confirmer leur mandat.

Aucun député ouvrier n'a jamais, dans aucun pays, traduit avec plus de passion, de hauteur de vues, de flamme revendicative, la protestation permanente des pauvres. Dès la première année (au neuvième mois), au cours d'un violent incident, pour avoir dit que la classe dirigeante assassinait littéralement les enfants des pauvres, il fut suspendu ; ses collègues Wheatley, Campbell Stephen, G. Buchanan, Shinwell, répétant la phrase de Maxton, également... Et ce furent ensuite la lutte contre le réformisme de Ramsay Mac Donald, devenu Premier ministre en 1923, la lutte de l'ILP contre le révisionnisme, en 1923 ; le fameux manifeste Maxton-Cock, pour le maintien des principes fondamentaux du socialisme révolutionnaire, en 1927 ; le deuxième gouvernement travailliste, en 1929-1931, qui consacre la séparation entre le Labour Party et l'ILP, celui-ci

déclarant que *“la solidarité internationale des travailleurs doit passer avant la solidarité avec un gouvernement quel qu’il soit”*.

Cette attitude fut maintenue par Maxton avec une autorité inégalée. Solidarité avec les travailleurs révolutionnaires russes, allemands, italiens, autrichiens, espagnols, hindous, etc., dans les bons comme dans les mauvais jours, surtout dans les mauvais jours : Maxton se déplaça spécialement lors de l’infâme procès du POUM, en Espagne, pour aller mettre son prestige personnel au service des militants calomniés et persécutés par les forces de la contre-révolution. Il dirigea l’opposition contre l’impérialisme britannique dès le premier jour de la guerre. Son dernier discours, le 6 décembre 1945, fut une attaque

vigoureuse contre les tories, en même temps qu’une exhortation pressante à l’adresse du gouvernement travailliste : *“Si vous ne faites pas la politique voulue par le peuple, le peuple choisira des représentants ouvriers plus décidés que vous à réaliser les transformations fondamentales.”*

James Maxton laisse à ses amis internationalistes l’exemple inoubliable d’un militant révolutionnaire intransigeant, qui a su forcer le respect et même l’admiration de ses adversaires. Aucun militant socialiste, au cours de cette Deuxième Guerre mondiale, n’a plus fait que lui pour préparer les bases de départ d’une véritable Internationale socialiste.

Marceau Pivert

## Discours de James Maxton sur la réduction des crédits d’assistance sociale par les conservateurs

*“Toute la position doctrinale est exprimée dans le rapport : l’honorable et vaillant gentleman dit que le retrait de l’allocation et de la ration de lait aux mères de famille ne semble pas devoir affecter les statistiques de mortalité infantile. Est-ce qu’il oserait affirmer ici, lui qui est médecin, que la suppression du lait donnerait aux enfants une meilleure chance de survivre que la ration quotidienne de lait ? Non, il n’oserait pas. Et cependant, on a vu pire, dans ce domaine des économies sur la vie des enfants. On a vu une épidémie ravager la population infantile hospitalisée et l’administration écossaise obligée d’entasser les enfants dans des locaux trop étroits. De sorte que, pour donner satisfaction aux honorables et vaillants gentlemen qui siègent sur les bancs de l’autre côté de cette assemblée, en vue de faire des économies, ce que le très honorable baronet, membre du Parlement pour la City de Londres, approuve, on a vu obliger des enfants non contagieux à demeurer en contact avec des contagieux. Ainsi, pour faire des économies, on a fait mourir des centaines d’enfants. J’appelle cela un assassinat. J’appelle*

*assassins les hommes qui ont pris cette décision. Ils ont du sang sur les mains. Du sang de nos enfants. C’est une chose effroyable, pour tout homme qui a sur la conscience un crime aussi froidement perpétré dans le seul but d’épargner de l’argent. Ainsi donc, nous devons nous préparer à détruire des vies d’enfants pour sauver des dividendes... Nous plaçons des enfants sur la ligne de front de notre combat...”*

L’orateur est prié de retirer ses expressions *“injurieuses”*.

*« Je connais assez bien l’anglais et la signification des mots que j’emploie. Si le très honorable baronet, le membre du Parlement pour la City de Londres, veut me procurer un mot qui décrive ses actes et qui puisse remplacer le mot “assassin”, j’aurai plaisir à le substituer à l’expression que j’ai employée. Mais faute de cela, je maintiens ce que j’ai dit.*

*J’ai parlé délibérément et je maintiens. »*

L’expulsion fut votée par 258 voix contre 70.



James Maxton (1885-1946).

№ 1 R. 1893.

Sw. W. 897. Fabryki i Przem. Pralarniowa waznosc bialej tacy dla siet

# PROLETARYAT

## ORGAN

### MIEDZYNARODOWEJ, SOCYALNO-REWOLUCYJNEJ

#### PARTYI.

OBRONCY „SPRAWY HOMOJNYCZE” BOZIUWZECZYNIAJCIS TO PISMO!

Wtem kito stalow grey calkow bialych  
 i wprawia miaz w polprowy. Jaka led i  
 wprawia, kiaz w ogolnosc miaz wysi-  
 pol. z krower miazdy do powrota i po-  
 dal wiadomosci, ja:

3) tyko calkowite party miaz przo do-  
 kladnie waznosc. W. W. wprawia. Waznosc  
 kito ter krower, wprawia, miaz, krower  
 i ty.

4) tyko wprawia party miaz przo do-  
 kladnie waznosc, kito waznosc wprawia  
 waznosc wprawia krower, krower i tyko  
 w prawich waznosc, kito i waznosc wprawia  
 waznosc wprawia.

5) wprawia party miaz przo do-  
 kladnie waznosc, kito waznosc wprawia  
 waznosc wprawia krower, krower i tyko  
 w prawich waznosc, kito i waznosc wprawia  
 waznosc wprawia.

6) wprawia party miaz przo do-  
 kladnie waznosc, kito waznosc wprawia  
 waznosc wprawia krower, krower i tyko  
 w prawich waznosc, kito i waznosc wprawia  
 waznosc wprawia.

7) wprawia party miaz przo do-  
 kladnie waznosc, kito waznosc wprawia  
 waznosc wprawia krower, krower i tyko  
 w prawich waznosc, kito i waznosc wprawia  
 waznosc wprawia.

8) wprawia party miaz przo do-  
 kladnie waznosc, kito waznosc wprawia  
 waznosc wprawia krower, krower i tyko  
 w prawich waznosc, kito i waznosc wprawia  
 waznosc wprawia.

9) wprawia party miaz przo do-  
 kladnie waznosc, kito waznosc wprawia  
 waznosc wprawia krower, krower i tyko  
 w prawich waznosc, kito i waznosc wprawia  
 waznosc wprawia.

10) wprawia party miaz przo do-  
 kladnie waznosc, kito waznosc wprawia  
 waznosc wprawia krower, krower i tyko  
 w prawich waznosc, kito i waznosc wprawia  
 waznosc wprawia.

11) wprawia party miaz przo do-  
 kladnie waznosc, kito waznosc wprawia  
 waznosc wprawia krower, krower i tyko  
 w prawich waznosc, kito i waznosc wprawia  
 waznosc wprawia.

12) wprawia party miaz przo do-  
 kladnie waznosc, kito waznosc wprawia  
 waznosc wprawia krower, krower i tyko  
 w prawich waznosc, kito i waznosc wprawia  
 waznosc wprawia.

13) wprawia party miaz przo do-  
 kladnie waznosc, kito waznosc wprawia  
 waznosc wprawia krower, krower i tyko  
 w prawich waznosc, kito i waznosc wprawia  
 waznosc wprawia.

14) wprawia party miaz przo do-  
 kladnie waznosc, kito waznosc wprawia  
 waznosc wprawia krower, krower i tyko  
 w prawich waznosc, kito i waznosc wprawia  
 waznosc wprawia.

15) wprawia party miaz przo do-  
 kladnie waznosc, kito waznosc wprawia  
 waznosc wprawia krower, krower i tyko  
 w prawich waznosc, kito i waznosc wprawia  
 waznosc wprawia.

Alhad krower — Tenawski Jan Tenawski  
 waznosc wprawia, krower, krower i tyko  
 w prawich waznosc, kito i waznosc wprawia  
 waznosc wprawia.

Komitet „Czerwonego-Krowera” pod-  
 je do powrota waznosc, kito waznosc wprawia  
 waznosc wprawia krower, krower i tyko  
 w prawich waznosc, kito i waznosc wprawia  
 waznosc wprawia.

Do i wprawia party miaz przo do-  
 kladnie waznosc, kito waznosc wprawia  
 waznosc wprawia krower, krower i tyko  
 w prawich waznosc, kito i waznosc wprawia  
 waznosc wprawia.

Sprawie wywrotow krower i tyko  
 wprawia party miaz przo do-  
 kladnie waznosc, kito waznosc wprawia  
 waznosc wprawia krower, krower i tyko  
 w prawich waznosc, kito i waznosc wprawia  
 waznosc wprawia.

Czy to wprawia party miaz przo do-  
 kladnie waznosc, kito waznosc wprawia  
 waznosc wprawia krower, krower i tyko  
 w prawich waznosc, kito i waznosc wprawia  
 waznosc wprawia.

Wprawia party miaz przo do-  
 kladnie waznosc, kito waznosc wprawia  
 waznosc wprawia krower, krower i tyko  
 w prawich waznosc, kito i waznosc wprawia  
 waznosc wprawia.

Wprawia party miaz przo do-  
 kladnie waznosc, kito waznosc wprawia  
 waznosc wprawia krower, krower i tyko  
 w prawich waznosc, kito i waznosc wprawia  
 waznosc wprawia.

Wprawia party miaz przo do-  
 kladnie waznosc, kito waznosc wprawia  
 waznosc wprawia krower, krower i tyko  
 w prawich waznosc, kito i waznosc wprawia  
 waznosc wprawia.

między! Niet Nie od dala walka sig to-  
 wry — nie od dala odstawia miazny  
 ofiary, a im waznosc wprawia, krower, krower  
 i tyko. — Zginany tyko imi  
 nie waznosc, kito waznosc wprawia  
 waznosc wprawia krower, krower i tyko  
 w prawich waznosc, kito i waznosc wprawia  
 waznosc wprawia.

Wprawia party miaz przo do-  
 kladnie waznosc, kito waznosc wprawia  
 waznosc wprawia krower, krower i tyko  
 w prawich waznosc, kito i waznosc wprawia  
 waznosc wprawia.

Jak tyko wprawia party miaz przo do-  
 kladnie waznosc, kito waznosc wprawia  
 waznosc wprawia krower, krower i tyko  
 w prawich waznosc, kito i waznosc wprawia  
 waznosc wprawia.

Wprawia party miaz przo do-  
 kladnie waznosc, kito waznosc wprawia  
 waznosc wprawia krower, krower i tyko  
 w prawich waznosc, kito i waznosc wprawia  
 waznosc wprawia.

Wprawia party miaz przo do-  
 kladnie waznosc, kito waznosc wprawia  
 waznosc wprawia krower, krower i tyko  
 w prawich waznosc, kito i waznosc wprawia  
 waznosc wprawia.

Wprawia party miaz przo do-  
 kladnie waznosc, kito waznosc wprawia  
 waznosc wprawia krower, krower i tyko  
 w prawich waznosc, kito i waznosc wprawia  
 waznosc wprawia.

## Le premier journal socialiste polonais : *Proletaryat* (1883-1884)

**E**N 1882, cinq ans après les premières tentatives de propagande socialiste à Varsovie et dans ses faubourgs, un groupe de socialistes polonais fonde la première organisation ouvrière socialiste dans la partie russe de la Pologne : le Parti social-révolutionnaire international. Après avoir lancé en septembre 1882 un "*Appel du comité ouvrier du Parti social-révolutionnaire*", ils publient un journal, *Proletaryat*, dont le n° 1 paraît en septembre 1883. Le même mois, leur principal dirigeant, Ludwig Warinski, est arrêté et interné à la forteresse de Schüsselberg, à Pétersbourg, où il mourra en 1889. Deux autres dirigeants (Edmund Ploski et Henryk Duleba) sont arrêtés dans les mois qui suivent. Le jeune parti recrute pourtant quelques centaines de militants sur Varsovie et sa banlieue ; son influence s'étend jusqu'à la capitale textile de Lodz. Ses nouveaux dirigeants réussissent à publier cinq numéros de leur journal (le dernier sort le 1<sup>er</sup> mai 1884).

La répression s'abat avec férocité sur eux. Tout au long de l'année 1884 et au printemps 1885, la police tsariste arrête plusieurs centaines de membres et de sympathisants du parti. Elle en sélectionne vingt-cinq, choisis parmi les représentants des régions industrielles du pays, pour effrayer les ouvriers et ouvrières de ces régions, et organise un grand procès de ces vingt-cinq respon-

sables, qui se déroule du 23 novembre au 20 décembre 1885 et s'achève par quatre condamnations à mort : Piotr Bardovsky, russe d'origine, Stanislaw Kunicki, Michael Ossovski, cordonnier, et Jan Petrusinski, tailleur, sont pendus pour leur activité politique le 28 janvier 1886.

De nouveaux dirigeants prennent la place des condamnés, dont une jeune femme, Maria Bohuszewicz, arrêtée en 1886, condamnée à l'exil en Sibérie, et qui meurt en cours de route. Puis le serrurier Stefan Ulrych, arrêté et condamné à l'exil en Sibérie en 1888. Le parti décapité cesse d'exister, mais laisse des traces que ne réussit pas à effacer la répression sauvage qui a détruit cette première organisation de la classe ouvrière polonaise. Nous publions ci-après les éditoriaux du n° 1 et du n° 4, ainsi qu'une chronique du n° 3.

### *Proletaryat*, n° 1

**L**E journal servira la cause de l'émancipation de la classe ouvrière. En tant qu'expression de la pensée et des opinions de l'organisation qui se fixe ce but, il sera le défenseur des exploités et des opprimés et l'accusateur des oppresseurs. Si-

gnalant le progrès et le développement du mouvement social-révolutionnaire chez nous et dans les autres pays, en informant sur le caractère et le cours des manifestations diverses de la lutte de classe, en éveillant le sentiment de sa nécessité, en indiquant le chemin le plus court qui mène à la victoire, il sera pour nous le drapeau de la révolution ouvrière internationale, un lien organisationnel et une tribune.

Est-ce qu'il saura remplir convenablement cette tâche difficile ? Nous ne le savons pas, mais s'il répond ne serait-ce qu'en partie à nos intentions, il représentera une nouvelle position acquise par la révolution ouvrière, une nouvelle brèche dans les murailles du vieux monde.

Nous savons que notre apparition n'accroîtra pas le nombre de nos amis ; nous savons que la meute tsariste va se dresser, que la bourgeoisie va nous envoyer ses mouchards contre ce signe avant-coureur de nouvelles de mauvais augure pour elle ; nous savons qu'ils réussiront à nous rendre la vie difficile, qu'ils nous priveront de notre paix, et peut-être même beaucoup d'entre nous périront-ils.

Mais est-ce une raison pour nous taire ? Non ! La lutte ne date pas d'aujourd'hui, ce n'est pas d'aujourd'hui que nous avons des victimes, mais plus la lutte est pénible et plus proche en est le dénouement. Nous périrons, d'autres nous remplaceront, mais la position que nous aurons conquise ne sera pas rendue.

Les persécutions ne nous effraient pas. Nous ne sommes pas entrés dans les rangs des ennemis du système bourgeois tsariste pour reculer au premier danger ou tenter d'obtenir la tolérance méprisante de nos ennemis en observant une conduite tranquille. Aussi longtemps que, malgré toute la vigueur de la répression du gouvernement, nous ne réussirons pas à pousser en avant la question de l'émancipation du prolétariat, nous n'aurons pas le droit de nous considérer comme ses vigoureux défenseurs ni comme les ennemis sérieux du système actuel.

Peu nous importe comment le grand public nous acceptera. Nous voulons la reconnaissance de la classe ouvrière et

celle-ci nous a déjà reconnus. Les membres les plus honnêtes des autres classes viennent déjà à nous s'ils ne fuient pas devant la recherche impartiale des vérités scientifiques, s'ils ne brident pas leurs sentiments, s'ils ne détournent pas les yeux de ce qui constitue l'essence même du monde d'aujourd'hui : la misère, l'oppression et l'avitilissement de millions de membres du peuple travailleur.

Au moment de la lutte décisive, même la couche des travailleurs privilégiés s'unira à nous, cette couche que le système actuel s'est attachée aujourd'hui en lui garantissant dans la lutte pour la vie une arme de choix grâce à la formation scientifique et professionnelle. Lorsque la révolution s'emparera d'elle, toute cette phalange, aujourd'hui soumise au veau d'or, offrira à la révolution son intelligence et ses forces, et c'est alors qu'elle occupera la place qui lui revient : celle d'organisatrice sociale et de propagatrice des acquisitions du savoir et du progrès.

Nous ne manquerons pas alors de forces ; la seule chose difficile, c'est de commencer, mais avec de l'énergie, de la persévérance et de la foi, nous saurons briser toute résistance, surmonter toutes les difficultés ; et nous réussirons à hâter le moment de la lutte décisive. Nous ne doutons pas un seul instant d'être les vainqueurs dans ce combat.

## ***Proletaryat*, n° 3**

Le numéro 3 de *Proletaryat* (20 octobre 1883) comporte une chronique de "perquisitions et arrestations".

**P**RÈS de Tarczyn, on a arrêté trois villageois, dont un soldat démissionnaire, soupçonnés surtout de propagande en faveur du socialisme.

Dans la raffinerie de sucre de Czersk, on a arrêté la famille Podbielski (le père, la mère et le fils), de Varsovie, soupçonnés de diffuser les principes du socialisme. Le fils a été relâché au bout de douze jours, mais le père et la mère ont été internés à la Citadelle (1).

Il y a deux semaines, a été arrêté à Varsovie le tailleur Ossowski, pour possession du *Manifeste* (2).

A Biala, on a arrêté deux travailleurs soupçonnés de propagande pour le socialisme.

A Plock, on a arrêté pour des raisons inconnues un étudiant de l'Université de Varsovie, Golembiowski, interné à la Citadelle de Varsovie.

Kohn, élève de quatrième de l'école réale, a été arrêté et emmené à la Citadelle après une dénonciation qui l'accusait d'avoir lu en classe un numéro de *Proletaryat*. Il est en ce moment interné dans la prison de la Deuxième rue.

Nous faisons appel au jugement des détenteurs de journaux interdits, en leur demandant d'être circonspects, car l'imprudence donne libre champ au déchaînement de la tyrannie des sbires et nous inflige des pertes en élargissant les rangs des victimes du despotisme sauvage.

Le bruit court que l'on aurait arraché des aveux à K. en le fouettant à coups de verges. Il est difficile de croire réellement que nos civilisateurs utilisent dans leurs enquêtes des méthodes du système de Nicolas (I<sup>er</sup>) et d'Ivan le Terrible.

Le vendredi 28 septembre, notre camarade Ludwik Warynski est tombé entre les mains de la police... Son arrestation s'est déroulée de la façon suivante : ce jour-là, avant quatre heures, Warynski acheta des cigarettes dans le magasin Butler Leizora, rue Rymarska ; en s'en allant, il oublia de reprendre un paquet renfermant des papiers importants (3), qu'il avait laissé sur la caisse. Il revint un instant après et les récupéra, mais en son absence le vendeur avait défait le paquet et, voyant à l'intérieur des imprimés interdits, il en avait informé l'inspecteur

de police du quartier. Ludwik se rendit à la confiserie Kwiecinski avec son paquet sous le bras ; pendant qu'il faisait ses achats, l'inspecteur le rattrapa et voulut l'arrêter, ainsi que la femme assise à côté de lui. Cette dernière réussit à s'enfuir (4). Ludwik, d'un coup de poing, renversa l'inspecteur à terre et bondit dans la rue. Là, quelqu'un le saisit par son manteau, qu'il abandonna, et il put s'éclipser. Mais la police sonna l'alarme dans tout le quartier et utilisa une ruse en appelant les gens à l'aider à mettre la main sur un malfaiteur. Ce stratagème réussit et Ludwik fut appréhendé rue Senatorskaia. Il avait réussi à détruire tous les papiers très importants qu'il avait avec lui. Il a été immédiatement transféré à la Citadelle.

Nous invitons la population à faire preuve d'un peu plus de circonspection dans l'aide qu'elle apporte à la police, qui, incapable de découvrir nos logements, nous arrête dans la rue en suscitant de fausses alarmes.

L'inspecteur Zwawcuk a reçu une récompense de 150 roubles pour la prise de Warynski (5).

*(Les autres informations portent sur des perquisitions effectuées à Varsovie et à Lodz, qui n'ont pas permis à la police de découvrir quoi que ce soit.)*

**Notes de la rédaction :**

(1) La Citadelle est la prison centrale de Varsovie : c'est sur les talus de cette prison que quatre dirigeants du groupe Proletaryat furent pendus, le 28 janvier 1886.

(2) *Le Manifeste du Parti communiste*, de Marx et Engels.

(3) Il s'agissait de quarante exemplaires du chant révolutionnaire *La Varsoviennne*.

(4) La femme en question était Viera Chtchouepnikova, une militante russe du groupe de La Volonté du peuple, pourchassé dans tout l'empire après l'assassinat par ses dirigeants du tsar Alexandre II, le 1<sup>er</sup> mars 1881.

(5) Le salaire mensuel moyen d'un ouvrier tourne alors autour de 20 roubles. La prime allouée à l'inspecteur pour sa capture est donc conséquente.

## Proletaryat, n° 4

**N**OS journaux policiers — et quand il s'agit de socialistes, ils sont tous plus ou moins policiers — ont évoqué les dernières arrestations en rapportant celle, récente, d'un agitateur antisémite.

L'objectif de cette information est aisé à comprendre.

On n'a pas pu jusqu'alors trouver de remède contre le socialisme. La gendarmerie et la police n'y sont pas parvenues. Les dénonciations n'y sont pas parvenues. Les socialistes deviennent chaque jour plus forts, la population laborieuse de Varsovie, de Lodz, se tient derrière eux, tous les éléments les plus nobles de la jeunesse collaborent avec eux et leur apportent leur aide dans leur travail. Notre *Proletaryat* sort, il sortira et, par sa parole libre, il rappellera aux exploiters que la fin de leur règne s'approche.

Quand la police, la gendarmerie et les dénonciations s'avèrent impuissantes, la calomnie peut servir. Peut-être, à l'aide de la calomnie, réussira-t-on à détourner tout le mouvement sur une autre voie... C'est pourquoi la police évoque et ordonne que l'on évoque les antisémites, les agitateurs antisémites, les brochures antisémites, etc.

*"Aujourd'hui, les travailleurs se dressent contre nous, contre le gouvernement, contre les fabricants, contre les seigneurs. Tournons-les contre les Juifs et peut-être ainsi l'orage passera loin de nous"* : tel est le calcul de la police, tel est le calcul que font avec elle nos journaux et nos défenseurs de l'ordre.

Ils se trompent pourtant dans leurs calculs ; ils ne détourneront pas le mouvement ouvrier de sa propre route.

Les socialistes doivent suivre des chemins difficiles et sombres, mais ils parviendront à la lumière.

Tous les travailleurs, sans exception, veulent un monde juste, ils veulent obte-

nir pour eux tout ce que le savoir, l'expérience et mille ans de lutte ont obtenu, et dont seule une poignée d'individus jouit aujourd'hui.

L'une des grandes conquêtes que l'humanité a réussi à arracher après de longues années de lutte, c'est la conviction que les querelles et les passions religieuses sont une page noire de son histoire et qu'elles ont longtemps fait obstacle au progrès.

Aussi, partout où le socialisme a réussi à briser l'indifférence des classes ouvrières, partout et toujours, il a clairement expliqué qu'il combattait tous les exploiters, quelle que soit leur nationalité, et qu'il considère comme des frères tous les travailleurs de toutes les nationalités, de toutes les confessions, tous ceux qui désirent seulement lutter pour la cause commune.

Les travailleurs polonais n'agiront pas autrement et ne peuvent agir autrement.

Ils se rappellent bien que les capitalistes, dans l'exploitation, dans l'oppression du travailleur, ignorent et ne reconnaissent pas les différences de confession et les différences de nationalités. Et c'est un fabricant compatriote qui a, le premier, dirigé les balles des soldats moscovites contre les travailleurs, ses compatriotes, à Zyrardov.

Les travailleurs savent qu'une haine commune de la classe ouvrière unit le capitaliste juif, le fabricant allemand, le seigneur polonais et le gendarme moscovite, dès que le travailleur se met à élever la voix !

Les travailleurs polonais comprennent que, dans la masse juive, se trouvent aussi pas mal de travailleurs exploités, pauvres comme eux et malheureux comme eux.

Et lorsque les journaux bourgeois, policiers, quand les voix des protecteurs de la classe ouvrière leur chuchoteront : *"A bas les Juifs !"*, ils sauront toujours leur répondre : *"A bas les capitalistes ! A bas l'ordre capitaliste existant !"*

# Louis Lecoin (1888-1971) :

## *De prison en prison*

**S**OUS le titre *De prison en prison*, Louis Lecoin, anarchiste individualiste, antimilitariste et pacifiste convaincu, a publié à la fin de 1946 ses souvenirs édités par lui-même.

Il y raconte diverses initiatives qui jalonnent sa vie de militant anarchiste et pacifiste. En particulier, ses condamnations et séjours répétés en prison. Il fut entre autres condamné à la prison après avoir, au lendemain de la déclaration de guerre de septembre 1939, imprimé à 100 000 exemplaires et diffusé aussitôt un appel intitulé *"Paix immédiate !"*, au bas duquel figuraient des signatures diverses, de Marcel Déat à Jean Giono, du philosophe Alain à Marceau Pivert, de Georges Pioch aux écrivains Victor Margueritte ou Henry Poulaille, du syndicaliste Georges Dumoulin aux écrivains Jeanne et Michel Alexandre. Certains des signataires n'avaient pas été sollicités (*"Marceau Pivert est éloigné de France, mais il m'en voudrait sûrement si je n'ajoutais pas sa signature au bas de notre appel (sic!). De même Maurice Wullens, demeurant dans le Nord"* (p. 180). De même aussi les Alexandre, qui se retrouvaient eux aussi signataires sans avoir signé... (un document est évidemment chose bien fragile).

D'autres, qui avaient effectivement signé (Alain, Victor Margueritte, Pioch, Déat) se rétractèrent ensuite, lorsque la justice s'en mêla en accusant de malver-

sations diverses Lecoin, qui se retrouva au camp de concentration de Gurs et accusé d'avoir travaillé pour la Gestapo ou le Guépéou, ou les deux.

Parmi ses pages les plus significatives, citons celles qu'il consacre à ses mésaventures au service militaire, en 1910. Membre alors de la Fédération communiste anarchiste, convoqué à l'armée, Louis Lecoin traîne. Il prend part ainsi aux deux manifestations de masse à Paris à la mi-octobre contre l'exécution par la monarchie espagnole du pédagogue anarchiste espagnol Francisco Ferrer, le 12 octobre. Après quoi, il se rend à l'armée.

### 1910

**N**OUS étions en octobre 1910. En pleine grève des cheminots... Mon régiment était alerté. Le lendemain, il serait dirigé sur un centre de cheminots. Contre ceux-ci. Mon capitaine m'accorda l'audience particulière que je réclamaï, au cours de laquelle je lui exposai que je ne remplirais pas, même sous l'uniforme de soldat, l'office de briseur de grève. Et je le priai en définitive de ne pas me comprendre dans le départ. Il désapprouva les syndicalistes, blâma les

grévistés, me laissa défendre les uns et les autres, mais m'ordonna de rejoindre, sur les rangs, mes camarades.

Non ! J'avais déjà dit non en moi-même. Je lui répondis non.

Un commandant vint à la rescousse :

— *“Je vous intime l'ordre de vous mettre en tenue.”*

— *“Je ne refuse pas de me mettre en tenue.”*

— *“Mais, une fois en tenue ?”*

— *“Une fois en tenue, je n'accepterai pas de partir contre les cheminots en grève, ma conscience me le défend.”*

On m'enferma dans la prison de la caserne. Au bout de trois semaines, je quittai Cosne, les menottes aux mains, sous la conduite de gendarmes, pour être écroué à Bourges, à la prison du corps d'armée.

Je comparâtrai devant le conseil de guerre.

Le jour vint de rendre les comptes de ma désobéissance. Berthon (1) n'étant pas libre, ma défense avait été confiée à un M<sup>e</sup> Dupré, également du barreau parisien.

Avant l'audience, m'appelant au parloir, il me demanda :

— *“Voulez-vous donner aux débats une orientation antimilitariste ?”*

— *“Oui, si vous croyez que ce soit nécessaire.”*

Il n'était pas un avocat maximum, il ne le crut pas.

Nous tombâmes d'accord pour nous en tenir à la seule cause ayant motivé mon refus d'obéir.

Que de galons autour de la table de justice... et dans la salle. C'en était presque impressionnant.

Interrogé, j'assumai pleinement mes responsabilités, faisant observer qu'on ne m'avait pas appris sur les bancs de l'école que l'armée avait charge de mettre le civil au pas et d'empêcher les revendications ouvrières d'aboutir.

Mon avocat rappelle l'époque troublée des inventaires d'églises (2), le refus d'obéissance d'officiers cléricaux, leur acquittement.

*“Ceux-là, plaيدا-t-il, étaient soldats de métier, ils avaient librement choisi leur carrière. Vous acquitterez Lecoin pour démontrer que les militaires ne rendent pas une justice de caste.”*

Ils me condamnèrent à six mois d'emprisonnement.

---

(1) Berthon fut l'avocat habituel de Lecoin du début du siècle à la Deuxième Guerre mondiale (NDR).

(2) Au lendemain de la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat de 1905, le gouvernement Rouvier fait voter une loi attribuant à des associations dites “cultuelles” les bâtiments ecclésiastiques et les Eglises que la Révolution avait nationalisés et que Napoléon avait rendus au clergé. A cette occasion, il est procédé à un “inventaire des biens de l'Eglise” (NDR).

# **Pages choisies**

Les éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques viennent de publier un gros ouvrage de 538 pages, de Nicole Bossut, consacré à *Chaumette, porte-parole des sans-culottes*.

Chaumette, fils d'un cordonnier de Nevers, devenu journaliste des *Révolutions de Paris* et membre actif du club des Cordeliers, est élu en décembre 1792 procureur de la Commune de Paris. Il se donne comme objectif d'être le "*surveillant des intérêts du peuple*". Militant actif de la campagne de déchristianisation engagée par les Cordeliers à l'automne 1793, il est condamné à mort en avril 1794, après les procès qui ont frappé les dantonistes et les hébertistes. Le procès qui condamne à la guillotine 18 des 25 accusés (dont, à ses côtés, la femme de Camille Desmoulins, Lucile) est un modèle d'amalgame.

Dans son ouvrage sur les sans-culottes parisiens, Albert Soboul écrit : "*Chaumette symbolisait par son seul nom le mouvement populaire... A travers Chaumette, (c'était) le comportement social et politique des sans-culottes qui était visé (...). La sans-culotterie devait ressentir sa mort comme celle de l'un des siens*" (pp. 826 et 829).

Nicole Bossut pose la question : "*Chaumette fut-il le porte-parole spécifique des couches les plus humbles de la sans-culotterie, de ces salariés qui constituaient un cinquième, probablement, de ceux qui fréquentaient régulièrement les assemblées de section, un dixième des commissaires révolutionnaires à Paris ?*" (p. 422).

Nicole Bossut s'attache à répondre minutieusement à la question en dressant un portrait détaillé du personnage et en faisant un tableau tout aussi détaillé de l'action de la Commune de Paris pendant cette période.

Les trois pages de son ouvrage que nous reproduisons ci-après éclairent la portée de son travail.

# Chaumette, porte-parole des sans-culottes

## “Le droit au travail, une porte entrouverte sur l’avenir”

**S**I Chaumette n’a pas entrevu — et comment l’aurait-il pu ? — la socialisation de l’industrie, sa pensée s’est plus longuement attardée sur cet article de la Constitution de 1793, qui paraissait annoncer un nouveau droit parmi les droits fondamentaux, le droit au travail.

Se faisant une nouvelle fois le thuriféraire des initiatives de Fouché, il affirmait le 1<sup>er</sup> novembre 1793-11 brumaire qu’il n’y avait plus dans la Nièvre ni nobles ni prêtres, ni riches ni pauvres. Par le biais des taxes révolutionnaires, les riches étaient forcés de financer les secours à l’indigence autrefois pris en charge par l’Eglise, et il détaillait longuement une définition somme toute traditionnelle du malheur social :

*“Que l’honorable indigence ne pâtisse plus parmi nous, que les manchots, les boiteux, les lépreux, tous enfin trouvent au milieu de nous des hommes qui les nourrissent, les vêtissent et les logent, et le tout aux dépens des riches”.* Mais *Le Moniteur* et le *Journal de la Montagne* ont donné deux versions différentes de ce discours, et la nuance est de taille.

Selon *Le Moniteur*, il avait invité Paris à taxer les riches pour faire “*procurer du travail aux valides*”. Formulée ainsi,

la revendication du travail pour les pauvres pouvait se couler dans le moule des préoccupations traditionnelles, le don charitable faisant bon ménage alors avec un strict souci de l’ordre public bien entendu : à l’approche de l’hiver et afin d’éviter les rassemblements turbulents de mendiants, les communes ouvraient sur deniers publics des chantiers de construction ou de réparation de routes.

Mais le *Journal de la Montagne* esquisse une tout autre perspective : Chaumette aurait proposé l’établissement d’une commission chargée de procurer habillement, nourriture et logement aux indigents, soit en leur fournissant des secours, soit “*en leur procurant un travail de leur métier*”. C’était offrir aux hommes frappés par le chômage l’espoir tout neuf, le rêve encore informulé de retrouver aisance et dignité en exerçant à nouveau le métier qu’ils savaient faire, la municipalité se substituant à l’entreprise individuelle défaillante.

C’était poser le véritable droit au travail, que devaient reprendre avec une bien plus grande force les ouvriers de 1848, et qui faisait ici sa première et timide apparition. Revendication si nouvelle, si révolutionnaire, que les *Affiches de la Commune* l’escamotèrent en don-

nant au discours de Chaumette une forme totalement inscrite dans le moule traditionnel de la chasse au mendiant : la commission, de concert avec la commission centrale de bienfaisance, étudierait les moyens d’*“occuper les indigents”*.

Trois semaines plus tard, Chaumette précisait à nouveau qu’il s’agissait d’employer utilement *“pour la République et pour leur propre intérêt”* des citoyens valides. La commission devait demander au département les locaux nécessaires, par exemple les *“logements vacants dépendant des domaines nationaux”*, et en cas de refus s’adresser à la Convention. Dans l’esprit de Chaumette, l’expropriation de l’Église, des émigrés, ne devait pas seulement profiter aux riches acquéreurs de biens nationaux ; elle devait faciliter la prise en charge par la société d’un droit nouveau, le droit au travail ; la fraternité ne devait pas seulement être un thème de discours, voire une figure de rhétorique sociale mise en scène dans les banquets civiques, comme l’avait fait Fouché à Nevers.

C’est pourquoi il accueillit avec enthousiasme les initiatives de Collot d’Herbois et de Fouché à Lyon : le comité central de bienfaisance fut invité le 23 novembre à prendre pour *“base de son travail”* leurs arrêtés, qui établissaient dans chaque commune une taxe révolutionnaire sur les riches, proportionnelle à leur incivisme et à leur fortune ; les fonds ainsi récoltés devraient permettre de *“fournir aux citoyens valides du travail et les objets nécessaires à l’exercice de leurs métiers et de leur industrie”*.

Formule nette et véritablement révolutionnaire, qui ouvrait des perspectives illimitées sur l’avenir et tournait le dos aux tristes *“ateliers de charité”* que l’Ancien Régime avait établis sur les grandes routes. C’était un projet encore très vague de réorganisation de la société sur la base du droit au travail, et dont la réalisation était subordonnée à la taxation effective des riches adversaires de la Révolution : expropriation partielle, limitée par des critères politiques, et qui ne paraît pas avoir connu le moindre début d’application. Mais il témoignait de la richesse de la réflexion engagée sur ce que

devait être un gouvernement véritablement populaire.

La Vendée lui fournit l’occasion de proposer de nouvelles mesures d’expropriation. Le 23 octobre, il détaillait un plan global de reconquête de la région : les troupes devaient y combattre jusqu’à l’entière destruction de l’armée rebelle, des missionnaires patriotes y seraient envoyés pour *“régénérer”* le peuple, les soldats blessés durant cette guerre seraient récompensés par un lot de terre à prendre sur les terres des aristocrates vendéens : il fallait y fonder une colonie républicaine (1). Le conseil arrêta qu’il se porterait en masse à la Convention pour défendre cette adresse.

Le 18 novembre-21 brumaire, Chaumette dénonça les riches propriétaires et les hommes de loi qui avaient fui de Paris en grand nombre et qui répandaient dans les campagnes des principes de contre-révolution. Sur son réquisitoire, la Commune arrêta qu’elle inviterait la Convention à contraindre ces hommes à rentrer dans Paris, faute de quoi leurs biens seraient décrétés biens nationaux.

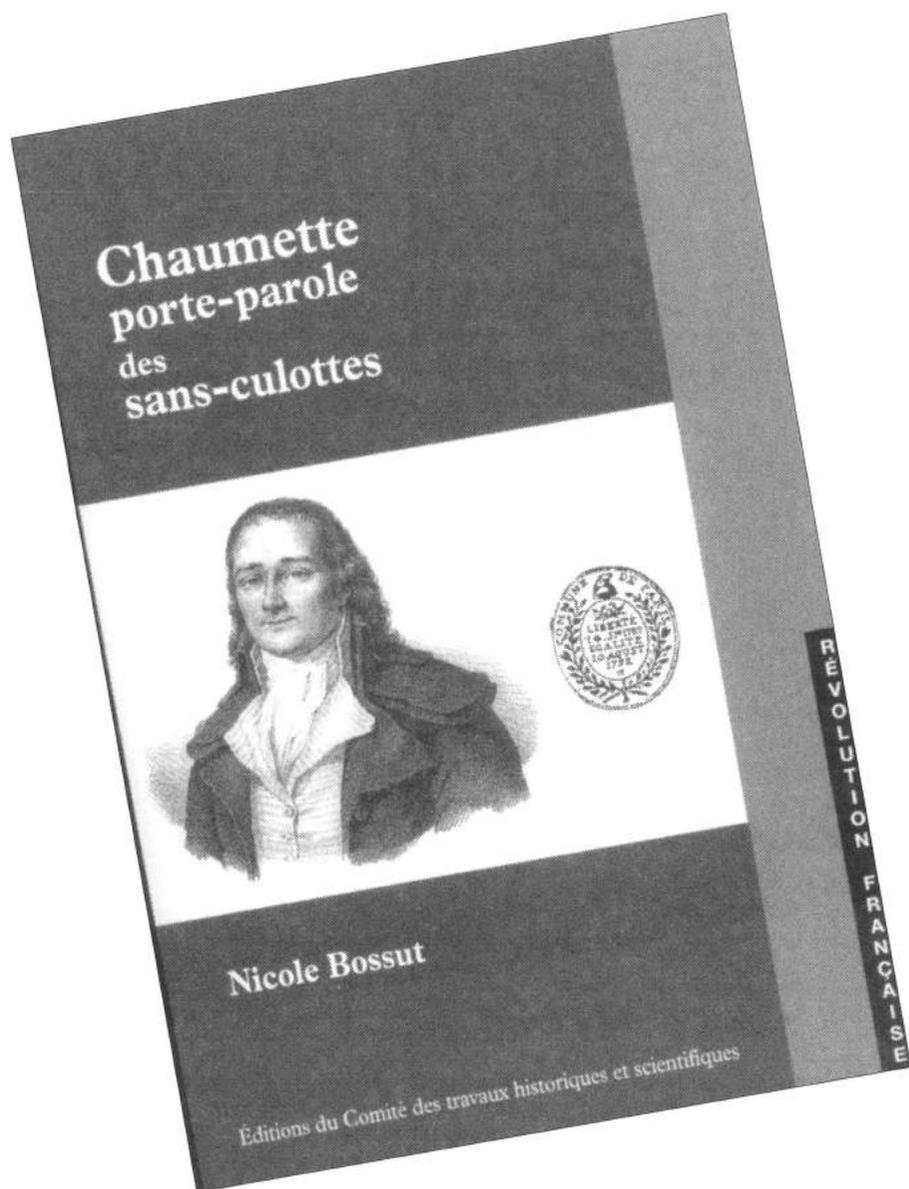
Dans tous les cas, ce n’était pas une classe sociale en son entier qui était menacée, mais uniquement ceux de ses membres qui manifestaient activement leur hostilité à la Révolution. Ce critère politique — sauver la République — primait toute autre considération. Ce faisant, le procureur de la Commune satisfaisait partiellement l’ardente aspiration des sans-culottes à redistribuer la terre aux dépens des aristocrates.

Dans ce combat contre la propriété royaliste ou modérée, le dernier mot devait revenir à la terreur : *“Jusqu’à ce que nous ayons fait tomber cent têtes d’accapareurs (...) et puni quelques commissaires de police, nous ne parviendrons jamais à opérer le bien”*. Cette confian-

(1) *Journal de la Montagne*, du 4 brumaire, *Courrier français*, du 4 brumaire. Les *Affiches*, du 3 brumaire, donnent une version différente : Chaumette aurait demandé un décret pour *“expatrier tous les habitants (...) et y fonder une colonie de patriotes”*. Mais si tel avait été son objectif, on ne voit pas à quoi auraient servi les missionnaires patriotes allégués par le *Journal de la Montagne*.

ce illimitée dans l'efficacité de la terreur pour régler les mécanismes économiques, il la partageait avec les militants sectionnaires, avec les cadres de l'armée révolutionnaire qui sillonnaient les routes de la Beauce, de la Brie et du Soissonnais.

Cette terreur à visée économique n'occupait toutefois qu'une place secondaire dans ses préoccupations : d'une tout autre ampleur devait être la répression strictement politique.



***Chaumette, porte-parole des sans-culottes***

**Nicole Bossut**

**Editions du Comité des travaux historiques  
et scientifiques,**

**535 pages, 250 F**

*La Banque de France et la Commune de Paris (1871) :*  
 sous ce titre, Eric Cavaterra a publié aux éditions L'Harmattan un ouvrage fondé sur le dépouillement des archives de la Banque de France elle-même. Il s'est attaché à étudier au fil des jours les relations réelles entre la Banque de France et la Commune de Paris.

Eric Cavaterra distingue trois étapes dans ces relations : l'étape du "légalisme révolutionnaire", pendant laquelle la Commune sollicite et obtient de la Banque des sommes importantes (2 500 000 francs) ; une étape d'"accalmie financière", où elle sollicite deux fois moins ; et une troisième et ultime période, où elle demande des sommes beaucoup plus importantes, de près de 13 750 000 francs. Soit un total de 16,7 millions de francs, somme inférieure de près de vingt fois à celles que versa alors la Banque au gouvernement de Versailles (315 millions).

Le préfacier de l'ouvrage, Michel Margairaz, souligne la "continuité et l'ambiguïté fondamentales" des relations entre la Banque de France et la Commune de Paris analysées par Eric Cavaterra, entre autres à travers les deux personnages qui représentent la Banque (le marquis de Ploëuc) et la Commune (Beslay), délégué par elle auprès de la Banque de France.

Michel Margairaz affirme : "L'ouvrage parvient à restituer son objet comme les acteurs de ce drame dans leurs limites historiques."

Avec l'accord de l'auteur, nous reproduisons ci-dessous les pages qui suivent "l'affaire du 12 mai", lorsque, pendant quelques heures, un bataillon de la Commune tente d'effectuer une perquisition à la Banque de France, à laquelle s'opposent à la fois la direction de la Banque et Beslay, le délégué de la Commune auprès de cette dernière, proudhonien partisan de la réconciliation des classes et des "évolutions" qui permettraient de "fermer le cycle des révolutions".

La minorité du conseil de la Commune évoquée par l'auteur est celle qui, en mai, s'opposa vainement à la constitution d'un Comité de Salut public.

Elle comportait entre autres Jourde, Varlin, Beslay et Vallès.

# La Banque de France et la Commune de Paris (1871)

## “Quelques mots sur ceux qui en voulaient à la Banque de France”

**I**NDÉNIABLEMENT, les conditions s’y prêtant, il y eut radicalisation. Plus encore que durant la période précédente, la Banque, à l’approche du dénouement, fut l’objet d’une attention particulière, notamment de la part d’une fraction des blanquistes.

Faut-il voir dans l’échec du 12 mai l’une des explications au limogeage de Cournet (1) ou un hasard capricieux du calendrier ? Devant la Commune, quelques heures après la tentative avortée de réquisition, le blanquiste Eudes déclare :

*“La situation est grave ; il y a des arrestations à opérer ; et si nous ne pouvons compter sur le délégué à la Sûreté, nous nommerons un homme dont nous serons sûrs.”*

Le lendemain, Ferré, dans le cadre d’une opération semble-t-il concertée, reprend les rênes de l’ex-préfecture.

Toutefois, l’éviction de Cournet, alors membre de l’Internationale, s’inscrivait dans un plan plus global, ainsi que le précise Malon :

*“Les premières mesures prises par le nouveau comité furent ouvertement dirigées contre la minorité. Celle-ci était parvenue à évincer Rigault de la Sûreté*

*générale et à le faire remplacer par Cournet ; le Comité de Salut public destitua Cournet sous prétexte de mollesse, et le remplaça par Ferré.”*

Rigault fut abattu durant la Semaine sanglante et Ferré fut exécuté à la suite de son procès. Ni l’un ni l’autre n’ont pu laisser leur témoignage sur cette affaire, qui eût été capital. La grande masse des proscrits, au lendemain de la Commune, furent critiques à l’égard de la politique que mena l’Hôtel de Ville par rapport à la Banque de France. Mais la grande majorité d’entre eux, dans l’exercice de leur mandat communal, ne soufflèrent mot sur cette question. Sans conteste, des débats eurent pourtant lieu. Dans quelle proportion ? C’est impossible à établir. Ce furent plutôt des discussions entre soi, menées discrètement. La seule fois où la question fut abordée ouvertement par Jourde, le 2 mai, à l’occasion de son rapport financier, il ne se trouva qu’une seule voix pour contester ouvertement, mais maladroitement, sa position à l’égard de la Banque de France.

(1) Frédéric Cournet (1839-1885), blanquiste, nommé délégué à la Sûreté générale le 24 avril, écarté de ce poste le 13 mai (NDR).

Les quelques-uns qui eurent de vagues velléités à l'égard de l'Hôtel de la Vrillière se contentèrent de "bons coups", et la Banque en fut quitte pour des peurs passagères. Il existe un témoignage du blanquiste Eudes, sujet à caution sur de nombreux points. Toutefois, il semble évoquer dans son premier brouillon, malheureusement de façon allusive, l'affaire du 12 mai :

*"La garnison ne fut plus jamais appelée dans la suite et je regretterai toujours de n'avoir point, ce jour-là, passé outre aux ordres du comité central. Je raconterai quelque jour qu'au temps du Comité de Salut public, j'essayai de réparer cette faute et que la Commune comme le comité central s'opposa énergiquement à mes desseins et fit rétrograder des troupes avec lesquelles j'avais fait cerner la Banque."*

Eudes ne fut membre du Comité de Salut public qu'à partir du 10 mai. Cette information corrobore donc l'hypothèse émise précédemment d'une participation du Comité de Salut public, ou du moins d'une partie, à la tentative d'investissement de l'Hôtel de la Vrillière.

Rigault, Ferré, Eudes : une poignée de blanquistes marqués par le goût du complot, agissant en marge de l'Hôtel de Ville, comme si les méthodes de combat employées sous le Second Empire pouvaient encore avoir cours sous la Commune. Ces opérations révèlent leur incapacité à se constituer en pôle réellement agissant, les confinant à une politique discontinuée et désordonnée : ils payaient le prix fort de l'absence de Blanqui.

Vésinier affirme que, dès le 19 mars, il demanda au comité central "l'occupation immédiate de la Banque de France". Il aurait renouvelé ultérieurement cette proposition. C'est Varlin qui lui aurait répondu :

*"Taisez-vous, malheureux ! Que nous proposez-vous là, vous voulez donc ruiner le crédit de la Commune ? Si on faisait cela, les billets de banque n'auraient plus de valeur, avec quoi payerions-nous la garde nationale ?"*

Et Vésinier de répondre : "Nous payerons la garde nationale avec l'encaisse de la Banque."

Varlin n'a pas survécu à la répression versaillaise. Quel crédit apporter à ces lignes, d'autant que l'antipathie de Vésinier à l'égard de l'Internationale est notoire ? La réserve est de mise devant les propos de celui qui, durant comme après la Commune, s'acharna de manière méprisante contre de nombreux membres du gouvernement de Paris.

Vésinier se serait tourné alors vers les blanquistes :

*"Il y eut pourtant à la Commune quelques hommes, et Raoul Rigault était de ce nombre, qui pensèrent que l'heure était à la fin venue de mettre un terme aux agissements de la Banque."*

Il précise alors :

*« Nous nous étions ensuite (suite au refus que lui aurait opposé Varlin, NDR) adressés à Raoul Rigault et à Duval, qui occupaient alors la préfecture de police ; mais ils nous avaient répondu "que la chose était impossible, que le comité central n'était pas assez révolutionnaire pour cela", et que si nous voulions tenter cette aventure sans lui, il nous en empêcherait, nous ferait arrêter et condamner par une cour martiale comme coupables de haute trahison. »*

Quoique plus plausible, cette affirmation reste invérifiable : Duval a été fusillé le 4 avril par les Versaillais, et l'on sait ce qu'il en fut pour Rigault quelques semaines plus tard. Quant à Vésinier, il est bien incapable de fournir la moindre preuve :

*"Nous regrettons beaucoup que l'incendie de notre domicile, par les bombes de Versailles, ait détruit la lettre que Duval et Rigault nous avaient écrite au sujet de la proposition que nous leur avions faite dès le 19 mars."*

Les blanquistes ne furent pas les seuls à songer à des mesures coercitives contre l'Hôtel de la Vrillière. Chatelain, l'un des principaux animateurs du comité central républicain des vingt arrondissements de Paris, l'envisagea. On a vu précédemment la lettre de Grousset ainsi que les tensions que suscitérent dans les rangs de la Commune l'affaire des diamants de la couronne. Mais, au moins officiellement, seuls des motifs d'ordre

militaire, de sécurité intérieure furent mis en avant. Singulièrement, l'investissement de la Banque ne fut pas envisagé comme un éventuel moyen d'entraver l'avancée de Versailles.

De la même façon, et quoi qu'on en pense, l'expropriation de l'institution ne fut pas mise à l'ordre du jour un seul instant. Car le problème était double. Il relevait à la fois de considérants immédiats (transformer la Banque en un éventuel otage et/ou puiser dans son encaisse pour atteindre des objectifs militaires et obtenir des réalisations sociales) et de projets programmatiques.

Si Vésinier, jamais avare de surenchère, évoque après les événements l'idée d'une transformation par la Commune de la Banque de France en un établissement au service du peuple, il est bien l'un des rares.

En pleine guerre civile, en dix semaines, à l'échelle d'une ville prise dans un double étau, une telle opération eût été plus qu'aventureuse. Il suffit pour cela de constater le caractère fastidieux des débats qui occupèrent l'Hôtel de Ville des journées durant à propos du Mont-de-Piété ; tout cela pour n'accoucher, somme toute, que de mesures bien limitées.

A la fin du Second Empire, préconisant la nécessité d'une dictature révolutionnaire exercée par la capitale, Blanqui énumère en six points les mesures immédiates à prendre. Il indique notamment :

*"Mesures sévères dans l'ordre judiciaire et fiscal, prudentes dans l'ordre économique."*

Plus que de la prudence, ce fut un véritable désintéret pour ces questions de la part des blanquistes. Quant à Marx, sans anticiper sur la dernière partie de ces travaux, il approuva globalement la politique financière de la Commune.

Mais, au-delà des élus de la Commune et des dirigeants révolutionnaires, qu'en fut-il pour les couches populaires ? On se rappelle, dans une partie peu fiable de sa déposition, le sous-gouverneur citant Jourde à propos d'une éventuelle occupation de la Banque :

*"Il faut en tout cas donner satisfaction à l'opinion publique ; en temps de révolution, il faut transiger."*

Plus sérieusement, Beslay souligne cet état d'esprit :

*"L'acharnement de la bataille rendait la garde nationale plus irritable et plus exigeante. L'exception faite en faveur de la Banque, qui continuait à conserver sa neutralité (!) au milieu de la capitale où la Commune était souveraine, ne cessait d'exciter les animosités des fédérés, assez disposés à considérer la Banque comme la citadelle du privilège et du capital."*

Quelques lettres et comptes rendus épars de débats dans les clubs peuvent éclairer, en partie, cet état d'esprit. La base fut-elle plus radicale que le sommet ? Dire qu'elle s'encombra moins de grandes considérations économiques serait plus adéquat :

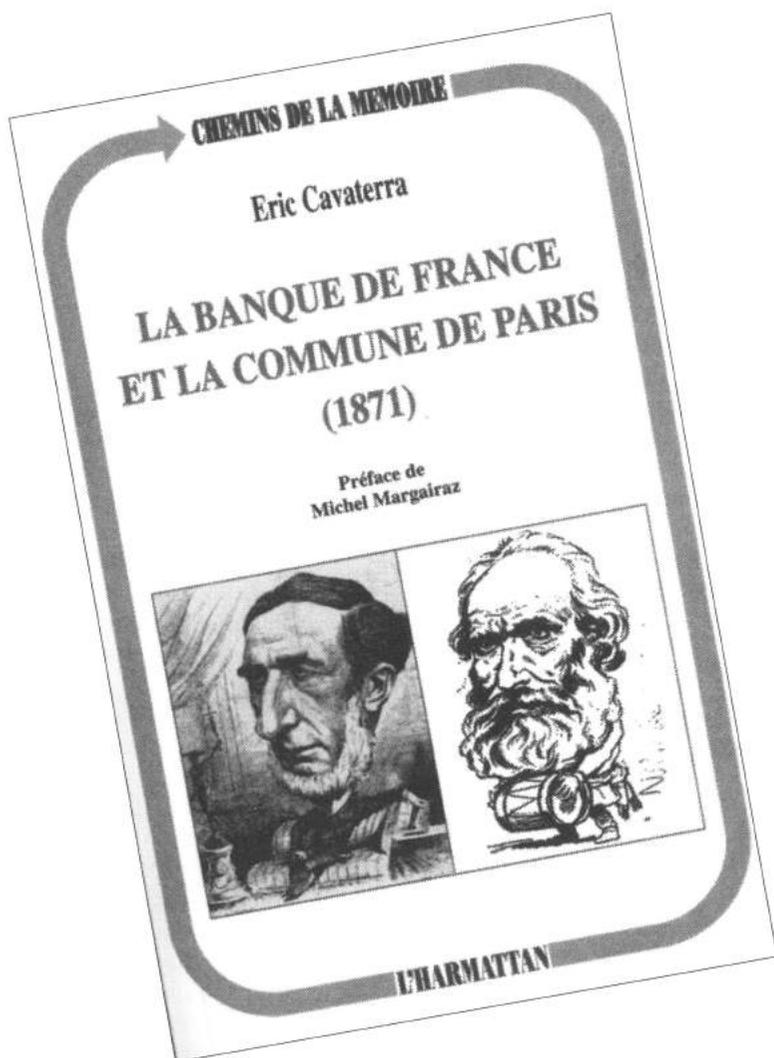
*"Nous voulons pouvoir désormais nourrir nos enfants avec le produit de notre travail, lorsqu'aujourd'hui le plus clair de ce produit rentre dans les coffres-forts des capitalistes, ces ventrus et ventripotents dont la graisse et l'obésité sont une insulte perpétuelle jetée à la face blême et amaigrie du travailleur."*

On sait que, dans les premiers temps, des troupes fédérées qui n'avaient reçu aucune solde depuis le 17 mars rôdèrent aux alentours de l'Hôtel de la Vrillière. On se rappelle aussi la confiscation de la caisse de la Compagnie du gaz par le 208<sup>e</sup> bataillon. Enfin, lors de la séance de la Commune du 1<sup>er</sup> avril, il est fait état que des gardes nationaux sans ordre ont enlevé les caisses de l'octroi, pistolet au poing. Il existe certainement d'autres exemples, et la tentation dut être particulièrement importante dans les rangs de la garde nationale.

Mais tout cela suffit-il à démontrer une tendance expropriatrice ? Indubitablement, elle existe, mais comme tendance, répétons-le, et elle n'aurait pas manqué de s'affirmer plus nettement avec le temps. Pour l'heure, on aurait pu tout aussi bien classer ces affaires dans une longue liste d'incidents inévitables et propres à ce type de situation. Par

exemple, plusieurs églises furent pillées. Dans ce cas précis, plus qu'une volonté d'expropriation, voyons-y surtout une forte tendance à la déchristianisation du petit peuple de Paris. Dans cette capitale, "plus industrielle qu'industrielle", peuplée de nombreux petits artisans, on est

encore marqué dans les rangs de l'élite ouvrière par les conceptions proudhoniennes sur la propriété, tandis que, parmi les couches les plus populaires, les héritages de la sans-culotterie perdurent : on est en pleine transition, à mi-chemin entre deux conceptions du socialisme.



***La Banque de France et la Commune de Paris (1871)***

**Eric Cavaterra**

**L'Harmattan,**

**334 pages, 170 F**

# **Correspondance**

# Une lettre de J.-L. Van Regemorter (1)

**A** PRÈS avoir porté une appréciation élogieuse sur le contenu du n° 1 des Cahiers, J.-L. Van Regemorter écrit :

« Une réserve, pourtant, à propos de N. Werth et du Goulag. Il est exact que les "camps de concentration" de la guerre civile n'avaient rien à voir avec les futurs camps staliniens, mais on y enfermait autre chose que des prisonniers de guerre. Les textes publiés par V. P. Danilov sur l'Antonovchtchina (2) prouvent qu'ils contenaient de nombreux otages, femmes et enfants de "koulaks" entassés dans des conditions d'hygiène épouvantables ; on avait prévu de les déporter éventuellement dans des provinces éloignées de Tambov. Il y a là, quand même, une première ébauche de la dékoulakisation, à une autre échelle évidemment et dans d'autres circonstances.

A propos du travail forcé, tu évoques les prestations imposées aux paysans par le tsarisme : tout le monde connaît l'usage qu'en a fait Pierre le Grand. Mais ce genre de prestations avait largement disparu à la fin de l'Ancien Régime. C'est le communisme de guerre civile qui les a rétablies : les textes de Tambov montrent comment on réquisitionnait les moujiks pour travailler dans les sovkhoses, abattre du bois et assurer les corvées de charrois. On comprend qu'ils aient considéré cela comme un retour en arrière !

*Bien sûr, il y a la pression des circonstances : tu as parfaitement raison de souligner qu'il est absurde de tout expliquer par l'idéologie. Cependant, les bolcheviks ne sont pas entièrement innocents ; affirmant qu'ils menaient une politique scientifique, ils éprouvaient le besoin de justifier a posteriori leur pratique par une théorie. Tu sais mieux que moi que même après la défaite des blancs, Trotski a voulu utiliser le travail obligatoire pour hâter la reconstruction : je pense, pour ma part, que c'est le souvenir de cette période qui a empêché Trotski de recueillir un large assentiment populaire quand il est passé à l'opposition, même si les ouvriers étaient déçus par la NEP. »*

(1) Professeur de civilisation russe à l'Université Paris-IV (Sorbonne), J.-L. Van Regemorter est en particulier l'auteur de *D'une perestroïka à l'autre* (SEDES, 1990), *La Russie et le monde au XX<sup>e</sup> siècle* (Masson-Armand Colin, 1996) et *La Russie et l'ex-URSS au XX<sup>e</sup> siècle* (Armand Colin, 1998).

(2) Soulèvement des paysans de la région de Tambov, en 1920-1921.

**L**A lettre de J.-L. Van Regemorter soulève de nombreux problèmes de fond, sur lesquels il est impossible de mener un vrai débat dans le cadre d'une rubrique "Correspondance". Juste un point : lorsque

J.-L. Van Regemorter évoque la proposition de Trotsky d'organiser des Armées du travail, malgré la justification théorique qu'en donne alors Trotsky, le poids des circonstances est déterminant : plus rien ne marche dans la Russie soviétique de 1921, ni les usines ni les trains, rien. Jeter près de deux millions de démobilisés sur les routes sans emploi salarié à leur fournir, c'est ajouter à une situation déjà tendue à l'extrême un facteur explo-

sif d'instabilité sociale et politique. D'où l'idée de garder les soldats sous l'uniforme, de leur maintenir, donc, leur maigre solde et de les affecter à des travaux économiques. Mais cela ne marche pas. L'échec total des méthodes de réquisition et de ces Armées du travail est une des raisons du passage à la Nouvelle Politique économique (NEP).

Jean-Jacques Marie

## A propos du dossier Sedov et de la préparation de l'assassinat de Léon Trotsky

**1** . — *J'ai évidemment tout de suite feuilleté les pages sur le dossier Sedov et ai été un peu déçu. Il n'y a rien de plus ? Lorsqu'avec M.-F. Kahn et en nous basant sur des données purement médicales, nous avons émis l'hypothèse en 1983 (Cahiers Léon Trotsky, n° 13) que le GPU n'avait pas eu le temps d'assassiner Sedov, Gérard Rosenthal avait objecté qu'il fallait obtenir les rapports remis à ses chefs par Zborowski avant de se prononcer. Ces rapports n'ont donc pas encore été retrouvés (s'ils existent). J'avoue qu'après les affirmations de Soudoplatov, qui revendique hautement l'organisation de l'assassinat de Trotsky, je ne vois pas pourquoi il nierait celui de Sedov si c'était vrai. D'autre part, le vol des lettres de Sedov à Sneevliet me paraît moins convaincant que le compte rendu d'autopsie et la nullité proverbiale du chirurgien...*

*2. — Le premier article de Mark Goloviznine commence par : « L'action en vue de l'assassinat de L. D. Trotsky au Mexique, qui aboutit de façon définitive au plan "Opération trame" validé par Staline en août 1939... » Cette phrase m'a*

*donné des sueurs froides, parce que j'avais été amené à traduire des extraits du livre cité, Essais sur les services de renseignements extérieurs russes, et j'avais traduit "Operatsia Outka" par "Opération canard". C'est sous ce titre que Critique communiste (hiver-printemps 1998) en avait publié un fragment. »*

J.-M. Krivine

**S**UR le fonds Sedov : il s'agit du fonds qui figure dans le fonds Trotsky aux archives dites CR-CEDHC (ex-archives de l'Institut du marxisme-léninisme). Il est clair que tout ce qui concerne les activités du Guépéou-NKVD autour de Trotsky et Sedov ne figure pas dans ces archives, mais dans le fonds 31 660 du service étranger du Guépéou-NKVD, fonds qui comporte trois tomes complets et auquel, sauf erreur, seul Volkogonov et son équipe ont eu accès.

Ajoutons qu'il n'y a peut-être rien concernant directement la mort de Sedov dans ce fonds. Même s'il n'a pas pu toujours rigoureusement respecter cette règle, Staline n'aimait pas laisser de trace de ses actes. Ainsi, lorsque, le 4 janvier 1953, il convoque une réunion de responsables pour lancer la bombe du prétendu complot des blouses blanches, il omet de s'y rendre, mais n'omet pas de se faire porter absent sur le procès-verbal. On n'est jamais trop prudent.

Nous reviendrons ultérieurement dans la revue sur la mort de Léon Sedov. Une seule remarque : c'est l'agent du Guépéou Zborowski qui a entièrement organisé l'hospitalisation de Léon Sedov. Le fait d'avoir confié son opération de l'appendicite (opération déjà relativement courante) à un chirurgien d'une "nullité proverbiale" me paraît un élément constitutif du meurtre.

Lorsqu'en 1926, Staline ordonna une opération (apparemment inutile, mais dangereuse) du nouveau commissaire du peuple à la Guerre, Mikhaïl Frounzé, partisan de Zinoviev et ayant des rapports corrects avec Trotsky, et que Frounzé en mourut, laissant ainsi la pla-

ce à l'obtus mais fidèle stalinien Vorochilov, bien des gens y virent la marque d'un assassinat habile. La rumeur fut si forte que l'écrivain Boris Pilniak en fit une nouvelle, *Le Conte de la lune non éteinte*, qui met en scène cette opération avec une telle force de conviction que la revue qui l'avait imprimée fut confisquée. Staline n'y voyait donc pas une simple fantaisie littéraire.

2. — Sur le deuxième point, J.-M. Krivine a raison : "Outka", c'est "le canard", et n'a rien à voir avec "Outok", "la trame". Lors de la relecture des textes, une erreur aussi remarquable aurait dû être remarquée...

En réponse à un reproche portant, sauf erreur, sur une de ses traductions de Joseph Conrad, André Gide dit un jour qu'il n'y a pas de belle traduction sans contresens ; ce n'est pas une raison pour faire des faux-sens. Rendons donc à l'opération "assassinat de Trotsky" montée par Soudoplatov et Eitingon son nom authentique d'"Opération canard".

Jean-Jacques Marie

## Du bon usage des archives ?

**L**ES problèmes soulevés dans l'article de Jean-Jacques Marie, "Du bon usage des archives", paru dans le premier numéro des Cahiers du mouvement ouvrier, sont trop importants pour ne pas permettre d'initier un véritable débat sur la déontologie et les méthodes de travail de tout historien. En guise de contribution à cette réflexion, qui ne peut être que collective, je voudrais apporter un certain nombre de remarques critiques. Il me semble, en effet, qu'à vouloir trop

*répondre à des abus réels dans l'utilisation des archives, Jean-Jacques Marie a parfois tendance à se laisser entraîner un peu trop loin.*

*Ainsi, page 12 : l'absence de tout document ne signifie pas systématiquement qu'un événement n'existe pas. Travaillant personnellement sur l'activité des trotskystes pendant la guerre d'Algérie, en particulier sur les réseaux de soutien clandestins au FLN, j'ai pu constater que les preuves écrites étaient*

*souvent soit inexistantes, soit détruites pour des raisons de sécurité. Par conséquent, les témoignages oraux sont parfois la seule source utilisable (quand les personnes concernées, comme Michel Raptis, ne sont pas décédées).*

*Il est donc dommage que, page 13, au sujet de Karel Kaplan, de même que page 19, pour Karel Bartosek, Jean-Jacques Marie émette des doutes sur la validité de documents oraux, du seul fait de leur nature.*

*Mais comment, dans ce cas, faire la différence entre des ressources orales valides et de simples inventions, par spéculation sur l'absence d'archives ? Tout simplement en croisant les témoignages disponibles, ou, si ce n'est pas (plus) possible, en replaçant tous les éléments dans leur contexte pour juger de leur apparente véracité (y compris à partir de la psychologie du témoin).*

*Il est bien évident que, dans l'hypothèse d'un seul témoignage qui apporterait des éléments déterminants, la déontologie et l'honnêteté de l'historien doivent être sans faille (ainsi, pour éviter tout trafic de l'entretien, est-il nécessaire de le faire vérifier et signer par l'intéressé). »*

### Jean-Guillaume Lanuque

**C**ERTES, un souvenir oral ou écrit peut avoir une valeur égale à celle d'un document écrit, voire supérieure : des procès-verbaux officiels de réunions de secrétariat ou de bureau politique peuvent omettre des débats qui ont eu lieu et des décisions effectivement prises et adjoindre au procès-verbal par ailleurs des résolutions qui n'y ont pas été effectivement adoptées. Seul le témoin vivant peut corroborer ou infirmer leur valeur. La critique interne de son témoignage est de grande importance.

Dans les deux exemples de mon modeste texte cités par Jean-Guillaume Lanuque, ce n'est pas seulement la nature orale du témoignage que je mets en cau-

se, c'est sa validité : Kaplan nous raconte une réunion au Kremlin, destinée à préparer l'invasion de l'Europe au début des années 1950. C'est bizarrement la reprise d'un thème de la propagande américaine à l'époque et de l'officine, aujourd'hui bien oubliée, Paix et Liberté, de Jean-Paul David. Cette menace d'invasion soviétique, fantasmagorique, quoique nourrie par l'agression — bien réelle, mais bien différente par ses implications d'une invasion de l'Europe ! — de la Corée du Nord contre la Corée du Sud, justifiait l'augmentation massive des crédits militaires. Que, dans un ouvrage intitulé *Dans les Archives du comité central*, Karel Kaplan conforte cet argument de la propagande américaine sur la base d'un simple récit oral parsemé d'in vraisemblances, cela discrédite le témoignage.

De même, la mauvaise foi anticommuniste dont Bartosek fait preuve tout au long de son chapitre sur London interdit de prêter foi à une citation orale rapportée par lui seul.

Le témoignage oral pose par ailleurs d'autres problèmes. L'un des nombreux souvenirs que m'a racontés Marceau Pivert peu avant de mourir concerne Marcel Gitton, secrétaire à l'organisation du Parti communiste français avant la guerre. Marceau Pivert, nommé par Léon Blum chargé de mission dans son cabinet, reçut dans les premiers jours du gouvernement la visite d'un haut responsable des services de police, chargé entre autres de l'infiltration des organisations subversives, et en particulier des organisations dites "d'extrême gauche", dont j'ai oublié la dénomination exacte. Ce personnage, debout, déclara à Marceau Pivert ne partager en rien les options du Rassemblement populaire et regretter sa victoire électorale, mais en bon fonctionnaire de l'Etat, il jugeait nécessaire de communiquer au président du Conseil, Léon Blum, un renseignement de la plus haute importance, qu'il demandait à Marceau Pivert de lui transmettre : "*Marcel Gitton est un membre de nos services.*" Marceau Pivert transmet l'information à Blum. Qu'en fit-il ? Il n'en sut rien.

L'honnêteté rigoureuse de Marceau Pivert interdit de mettre en doute la validité de son témoignage, mais n'en garantit pas pour autant absolument la vérité. Il pouvait s'agir d'une manœuvre d'intoxication. Marceau Pivert se renseigne en effet sur ce policier réactionnaire si prévenant : c'était un maurrassien, donc un antisémite, dont la volonté d'aider Léon Blum peut être mise en doute. S'il s'agit d'une "intox", pourquoi avoir élu comme "victime" Gitton et choisi pour cette révélation non pas le ministre de l'Intérieur, Marx Dormoy, mais Marceau Pivert, que Thorez qualifiait de "trotskyste" ?

Question d'autant plus troublante que c'est à Gitton que la direction du PCF avait confié la tâche de répondre une se-

maine plus tôt dans *L'Humanité*, du 29 mai 1936, par un article intitulé "*Non, tout n'est pas possible*", à l'article de Marceau Pivert publié dans *Le Populaire*, du 27 mai, sous le titre "*Tout est possible*".

Il est enfin bien bizarre que, rompant avec le PCF à la fin de 1939, il fonde un parti dont le nom (Parti ouvrier et paysan) rappelle de si près le nom de celui fondé en 1938 par Marceau Pivert (Parti socialiste ouvrier et paysan) que cela dégage une petite odeur de provocation.

Voilà donc un témoignage authentique qui pose pourtant plus de problèmes qu'il n'en résout...

**Jean-Jacques Marie**

# **Chronique des falsifications**

### AUX ORIGINES DE LA C.G.T.F.O.

(1) Une grande partie des ex-confédérés (mais non tous, à preuve O. Capacci, qui demeurait franchement hostile à tout ce qui portait le nom de chrétien) avait perdu – depuis 1940, et peut-être même un peu auparavant – une partie de son hostilité suspicieuse d'antan à l'égard des syndicalistes chrétiens, qu'elle considérait comme des "jaunes". Les ex-confédérés du nouveau Bureau confédéral ne s'opposèrent donc pas à ce que la CGT fit, dès le 19 septembre 1944, des propositions d'unité organique, de fusion à la CFTC. Le refus de celle-ci fit renaître leur méfiance. Aveuglés par le mythe de l'unité auquel ils se confiaient de nouveau, ils ne voyaient pas que leurs associés communistes, plus ardents qu'eux encore dans cette démarche unitaire, la poursuivaient avec l'intention à peine voilée de mettre en place les instruments nécessaires à l'exercice du pouvoir à la manière bolchévique.

C'est dans le même esprit qu'à ce même moment les communistes proposaient aux socialistes la fusion de la SFIO et du PCF en un parti unique de la classe ouvrière, parti dont ils étaient sûrs d'accaparer rapidement la direction, à coups d'épurations successives, comme leurs camarades allaient bientôt s'employer victorieusement à le faire dans les pays "libérés" par l'armée rouge. C'est la "tactique du salami" dont devait parler Rakovsky.

Parti unique. Syndicalisme unique : ce sont là les deux piliers fondamentaux de la démocratie populaire.

Si Léon Blum n'avait pas réussi, non sans mal, à empêcher la fusion des deux partis, et Gaston Tessier celle des deux centrales, si de son côté le Général de Gaulle n'avait pas refusé le ministère de l'intérieur aux communistes qui le réclamaient pour un des leurs et où, (qu'ils le voulussent ou non, et sans doute, en dépit de leur néo-patriotisme sonore, n'y auraient-ils pas fait obstacle) ils auraient tout de suite reçu le concours de "conseillers" venus du froid, la démocratie libérale n'eût vraisemblablement plus eu de longs jours devant elle.

(2) Dans *Le syndicalisme dans la tourmente 1940 - 1945, récit rapide de temps qui nous furent longs*, brochure brève mais substantielle qu'il rédigea à la demande d'André Bergeron (*Force ouvrière informations* n°179, août 1973, 56 pp.) Bothereau a écrit que « l'accord du Perreux fut accepté sans grandes observations par nos camarades. Comme je devais l'écrire plus tard,

## Erreur ou falsification ?

DANS le n° 9 des *Cahiers d'histoire sociale*, Claude Harmel consacre un article "aux origines de la CGT-FO". Il y évoque la proposition, faite à la SFIO, d'une fusion organique, par « les communistes, (...) sûrs d'accaparer rapidement la direction, à coups d'épurations successives, comme leurs camarades allaient bientôt s'employer victorieusement à le faire dans les pays "libérés" par l'Armée rouge. C'est la "tactique du salami" dont devait parler Rakovsky » (souligné par nous).

Ladite "tactique du salami" consistant à se débarrasser de ses alliés les uns après les autres comme on découpe en tranche le saucisson ou le salami a été évoquée en 1949 par Mathias Rakosi, premier secrétaire du PC hongrois, qui n'a aucun rapport avec Christian Rakovsky (ou Racovsky), dirigeant de l'Opposition de gauche, fusillé le 11 septembre 1941 à Orel.

Claude Harmel n'est pas un ignorant. Il ne s'est donc pas "trompé". On ne peut guère admettre l'hypothèse d'une

coquille typographique transformant le "i" final de Rakosi en "vsky", semblable à celle qui, dans le même article, transforme le "o" de "Capocci" en "a". Il s'agit d'autre chose ! La volonté d'assimiler sous le vocable honni de "communiste" les staliniens et leurs adversaires est si profonde qu'elle transforme en stalinien l'un des principaux combattants communistes du stalinisme et l'une de ses principales victimes...

Faut-il en plus remarquer les "guillemets" dont Claude Harmel entoure le verbe "libérer" pour évoquer l'écrasement des nazis par l'Armée rouge ? Chasser les nazis, leurs SS et leurs commandos de la mort et les empêcher de mener à bien leur plan d'extermination des Juifs et de liquidation de dizaines de millions d'"*untermenschen*" slaves, ce n'était donc pas une "libération" pour le maître à penser des *Cahiers d'histoire sociale*.

**Jean-Jacques Marie**

**“Les régimes communistes  
ont anéanti  
110 millions d’hommes”  
(les Izvestia, 30 octobre 1997)**



*Le Livre noir est battu !*

## Quand “sciences-po” marie trafic de citation et ignorance...

**L'***Histoire* a publié un numéro spécial, intitulé *Révolution et tragédie : le siècle communiste*. On y trouve un article intitulé “1919 : le premier cas d'internement psychiatrique”, signé Dominique Colas, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris. Ce billet est consacré à la dirigeante des socialistes-révolutionnaires de gauche, Maria Spiridonova, arrêtée après l'insurrection des socialistes-révolutionnaires de gauche des 6 et 7 juillet 1919, jugée le 19 février 1919 et condamnée par le tribunal à être envoyée en sanatorium ou au centre de cure, où elle “pourrait se livrer à un sain travail manuel et intellectuel”. Et Dominique Colas explique :

*“Sans doute, dans cette période, la répression psychiatrique était-elle marginale. Mais elle est révélatrice, en plus de la brutalité et de la logique épuratrice du communisme dès ses débuts, d'une attitude politique qui pousse à considérer, au nom de la science que l'on est censé posséder, les opposants comme des fous.”*

Ce petit article est un modèle du genre.

L'auteur fait d'abord preuve d'une solide ignorance. Il résume la vie politique de Maria Spiridonova en un raccourci dramatique saisissant :

*“Transférée dans un hôpital du Kremlin en raison de sa tuberculose, elle fut ensuite enfermée dans un hôpital psy-*

*chiatrique qui faisait office de prison, avant d'être finalement envoyée dans un camp de concentration de Sibérie, où elle fut probablement fusillée en 1941.”*

L'envoi de Maria Spiridonova dans un camp de concentration en Sibérie est une invention. Dominique Colas ignore, de plus, tout des conditions de la mort de Maria Spiridonova. Elle ne fut pas “probablement fusillée dans un camp de concentration en Sibérie, en 1941”. Elle fit partie des 157 détenus de la prison d'Orel (qui se trouve en Russie d'Europe et non en Sibérie) fusillés sur un ordre de Beria contresigné par Staline, le 11 septembre 1941. Elle fut fusillée ce jour-là avec son camarade de parti et mari Maiorov et avec toute une série de vieux-bolcheviks : Christian Racovsky, ancien dirigeant de l'Opposition de gauche, condamné à vingt ans de détention lors du troisième procès de Moscou ; Golochtchekine, ancien membre du Comité militaire révolutionnaire, qui organisa la prise du pouvoir en octobre 1917 à Petrograd ; plusieurs femmes de vieux-bolcheviks (dont Olga Kameneva, épouse de Kamenev, condamné à mort lors du premier procès de Moscou, et sœur de Léon Trotsky), les femmes de quatre généraux et maréchaux condamnés à mort en juin 1937 (Egorov, Gamarnik, Kork et Ouborevitch), plus le docteur Pletnev, condamné du troisième procès de Moscou..., et l'agent du NKVD Sergueï Efron, époux de la poétesse Marina Ts-

vetaieva, mêlé à l'assassinat d'Ignace Reiss.

Selon Dominique Colas, au V<sup>e</sup> Congrès des soviets, Maria Spiridonova s'opposa à la volonté de Lénine "*d'exterminer les koulaks en tant que classe*". Malgré les guillemets, ce n'est pas une citation du discours de Lénine, mais le transfert d'une formule de Staline en 1929, "*liquider les koulaks comme classe*", qui mènera à la déportation de près de 2 millions de paysans. Staline, qui connaissait le sens des mots, a bien pris garde, d'ailleurs, de dire "*liquider*" et pas "*exterminer*", ce qui ne signifie pas tout à fait la même chose. Malgré sa brutalité, il n'a d'ailleurs pas "*exterminé les koulaks*" ou prétendus tels.

On a donc là affaire à ce qu'il faut bien appeler un double trucage. Pourquoi se gêner, puisque Lénine et Staline, c'est la même chose ! C'est plus facile à démontrer en trafiquant les citations.

Dans son discours au V<sup>e</sup> Congrès des soviets, Lénine affirme alors nécessaire de "*déclarer une guerre sans merci aux koulaks et spéculateurs*", de "*briser et réprimer impitoyablement les koulaks*", c'est-à-dire leur confisquer leur surplus de blé par la contrainte (détachements de ravitaillement). Quelques jours après l'insurrection des S-R de gauche, il affirme nécessaire de "*battre à plate couture les koulaks*", de "*vaincre les koulaks et les anéantir*", ce qui veut dire, certes, exercer la violence à leur encontre pour leur prendre leur blé et briser leur résistance, mais ne signifie pas les "*exterminer en tant que classe*".

Dominique Colas ignore plus encore. Son résumé de la vie de Maria Spiridonova montre qu'il n'en connaît rien, ce qui ne devrait pas être une raison suffisante pour en parler. Il donne l'impression qu'à dater de 1919, son existence représente une continuité : hôpital psychiatrique, puis camp de concentration.

Or, après le jugement qu'il cite, Maria Spiridonova fut hospitalisée au Kremlin... d'où elle s'est enfuie avec un gardien en février 1920 ; elle sera arrêtée dix mois plus tard, internée dans un centre de cure psychiatrique, d'où elle sera libérée en novembre 1921.

Dominique Colas ignore aussi manifestement l'ouvrage publié par les S-R de gauche à Berlin, en 1922, sur la répression contre eux, et en particulier contre Maria Spiridonova. La compagne de détention de Spiridonova, la S-R de gauche Izmailovitch, y dénonce le traitement infligé à Spiridonova comme un comportement inacceptable à l'égard de gens "*psychiquement malades*", dans lesquels elle range donc sa camarade. Je ne dis pas que cette affirmation justifie une décision prise dans les conditions d'une guerre civile sans merci. On ne peut néanmoins l'effacer pour mieux affirmer que les bolcheviks qualifiaient leurs adversaires d'"*hystériques*" pour le douteux plaisir de mettre en cause leur santé mentale.

A nouveau arrêtée en 1923, Maria Spiridonova est exilée à Samarcande, où elle travaille dans un institut agricole. En 1925, la revue soviétique *Katorga i Ssylka* publie ses souvenirs du bagne de Nertchinsk, où elle avait été internée sous le tsar Nicolas II.

En 1929, la tuberculose dont elle souffrait jusqu'alors s'aggravant, elle est alors soignée jusqu'en septembre 1930 dans un sanatorium, près de Yalta, où elle jouit d'une liberté de mouvements qui pousse une dénonciatrice à informer le Guépéou de ses prétendus plans de fuite. En janvier 1931, le Guépéou l'exile à Oufa, en Bachkirie, où elle travaille comme inspecteur en chef de la division du crédit et de la planification de la Banque de Bachkirie.

Elle est arrêtée en 1937 et, après une instruction où elle rejette toutes les accusations présentées contre elle et rédige une déclaration pleine de fermeté et de dignité (1), elle est condamnée alors à vingt-cinq ans de prison pour prétendu complot contre-révolutionnaire des S-R de gauche. Ses camarades Izmailovitch, Maiorov (qui est aussi son mari) et Kachovskaia sont condamnés à dix ans. Seule Kachovskaia survivra.

(1) Le n° 4 des *Cahiers du mouvement ouvrier* publiera de longs extraits de cette déclaration-testament de Spiridonova.

Un dernier détail, enfin : lorsqu'elle prononce son discours au congrès des soviets, le 5 juillet 1918, Spiridonova vient de participer à une réunion d'une fraction du comité central des S-R de gauche, qui avait décidé d'assassiner l'ambassadeur allemand Mirbach pour relancer une guerre avec l'Allemagne. Or la République soviétique, sans armée constituée et déjà confrontée à l'insurrection des prisonniers de guerre tchécoslovaques, avait de grandes chances de perdre cette guerre. C'est donc la survie

même du tout jeune Etat soviétique qui était en jeu. Sans sombrer pour autant dans la psychiatrie policière, on peut voir là pour le moins une folle et irresponsable aventure, qui mettait en jeu la vie de millions d'hommes et de femmes. Dominique Colas semble ignorer cela, comme le reste. C'est quand même beaucoup pour un si court article d'un spécialiste...

**Olivier Simon**



Maria Spiridonova (1884-1941).



# **Deux documents du CERMTRI**

**(Centre d'Etudes et de Recherches  
sur les Mouvements Trotskyste  
et Révolutionnaires Internationaux)**



# **La révolution italienne et la IV<sup>e</sup> Internationale, 1943-1948**

## **Documents sur l'Opposition de gauche et la IV<sup>e</sup> Internationale en Italie**

**(Cahiers du CERMTRI, nos 79 et 80)**

**C**OMME le souligne la présentation du n° 79, les multiples écrits et commentaires suscités par le cinquantième anniversaire de la fin de la Deuxième Guerre mondiale ont peu parlé de l'Italie. C'est qu'en juillet 1943, s'ouvre en Italie une véritable période révolutionnaire. Inquiets devant l'effondrement menaçant du régime fasciste italien secoué par la défaite militaire et, à travers lui, de l'Etat, la bourgeoisie italienne, la monarchie et le Vatican décident de se débarasser de Mussolini. Son alliance avec Hitler, dont la défaite finale ne fait plus de doute, leur apparaît désormais un handicap insupportable. Il leur faut s'aligner publiquement sur les Anglo-Américains, dont les troupes ont déjà libéré la moitié sud de l'Italie : fin juillet, le Grand conseil fasciste "décide" de limoger de lui-même son grand maître et constitue un gouvernement monarchique, présidé par le maréchal Badoglio, dignitaire du Grand conseil fasciste.

Cette apparente révolution de palais marque en réalité le début d'une révolu-

tion. L'annonce de la révocation de Mussolini fait descendre dans les rues de Rome, puis dans d'autres villes, des dizaines de milliers de travailleurs, d'employés, de jeunes, qui attaquent les permanences fascistes et prennent d'assaut les prisons. Les partis dissous se reconstituent en quelques heures et le maréchal Badoglio, deux jours après son intronisation, dissout le parti fasciste, dont il est un grand dignitaire, pendant que les ouvriers, dans les usines, créent leurs propres organismes, dits "*commissions internes*".

Mais à Moscou, Staline veille. Sur mandat du Kremlin, Togliatti salue dans le gouvernement monarchiste Badoglio un gouvernement d'union nationale.

La classe ouvrière italienne se trouve confrontée au nord à la féroce répression des SS, qui contrôlent encore la région et y ont réinstallé Mussolini au pouvoir après avoir organisé son enlèvement, et au sud à une tentative, soutenue par toutes les forces politiques institutionnelles, de la subordonner à la monarchie,

garante de la permanence de l'Etat bourgeois catholique.

Les textes publiés font apparaître une discussion sur la place des mots d'ordre démocratiques à peu près complètement absents des *Manifestes de la Quatrième Internationale* adressés aux ouvriers, paysans et soldats italiens. Un article de Marc Loris (pseudonyme de Jan Van Heijenoort) attire l'attention sur l'importance centrale de ces mots d'ordre démocratiques visant au démantèlement de l'Etat hérité du fascisme : abrogation de la monarchie, république, Assemblée constituante, suffrage universel direct et secret pour tous les hommes et les femmes à partir de 18 ans, élection de tous les fonctionnaires par le peuple, droit de réunion, liberté d'expression, liberté d'association, surtout pour les syndicats, séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Un article de Paolo Casciola sur "*Le trotskysme et la révolution en Italie*", complété par deux documents sur le "*Parti ouvrier communiste et la IV<sup>e</sup> Internationale*", étudie la situation extrêmement difficile, vu sa faiblesse et sa confusion, du trotskysme en Italie en cette période, qui voit tous les partis bander leurs forces pour maintenir en place des institutions bourgeoises corseées vingt ans durant par les fascistes et qui menacent alors ruine.

•  
• •

**L**E n° 80 porte sur la préhistoire de ces événements. Il est pour l'essentiel consacré à Blasco (Pietro Tresso) : il comporte deux articles de lui, *Stalinisme et fascisme* et *Naissance du fascisme*, une étude

sur lui de Paolo Casciola, un article de J. Stern publié en 1966 sur lui, qui retrace les grandes étapes de sa vie de militant, et enfin une étude de Paolo Casciola sur Alfonso Leonetti.

Les routes de Leonetti et de Blasco furent d'abord communes : tous les deux membres du bureau politique du PC italien, ils en furent exclus en février 1930 par Togliatti et son successeur à la tête du PCI, Luigi Longo. Ils fonderont ensemble la Nouvelle Opposition italienne, groupe de l'Opposition de gauche italienne, puis leurs chemins divergeront radicalement.

Leonetti rompt avec la IV<sup>e</sup> Internationale en 1936, se rapproche du PCF d'abord, puis réintègre le PCI de Togliatti en 1962.

Blasco et trois autres trotskystes avaient été à ce moment-là depuis longtemps abattus par des tueurs stalinien sur ordre de la direction (régionale ou nationale ?) du PCF, en octobre 1943.

L'article de Blasco sur *Stalinisme et fascisme*, datant de 1938, étudie comment les diverses variations de la politique "antifasciste" de Staline répondent aux seuls besoins — diplomatiques, en particulier — de la clique bureaucratique du Kremlin. De la dénonciation comme fasciste de telle ou telle force jugée par le Kremlin hostile à ses intérêts du moment — en particulier de tout courant du mouvement ouvrier indépendant — aux invitations larmoyantes aux "*frères en chemise noire*" (c'est-à-dire aux fascistes italiens) à mener un combat commun, il y a une constante, qui débouche plus tard sur le pacte germano-soviétique de 1939 ou sur le soutien au gouvernement monarchiste du maréchal Badoglio, en 1943.

**Marc Teulin**

Depuis des années, le CERMTRI a collecté des archives, des documents et la presse du mouvement ouvrier révolutionnaire — et plus particulièrement ceux du mouvement trotskyste depuis l'Opposition de gauche.

Il met à la disposition des militants, des historiens et des chercheurs :

- 8 000 livres ;
- des milliers de documents et de journaux ;
- les *Cahiers du CERMTRI*, publication trimestrielle de textes inédits ou de documents historiques rares.

## **LE CERMTRI A CONSTITUÉ UN FONDS D'ARCHIVES HISTORIQUES UNIQUE**

### **PRÉSERVER NOTRE MÉMOIRE EST UNE TÂCHE POLITIQUE**

C'est pourquoi le CERMTRI a décidé :

- de s'informatiser pour préserver les documents historiques de l'altération du temps ;
- de donner des conditions de travail satisfaisantes dans des locaux faciles d'accès ;
- de développer la bibliothèque de consultation.

Le CERMTRI est un outil de réflexion et de travail pour tous les militants.

Il est nécessaire de le faire vivre à un moment où tout converge pour effacer l'histoire du mouvement ouvrier.

### **NOUS AVONS BESOIN DE VOTRE ENGAGEMENT ET DE VOTRE SOUTIEN**

## EXTRAITS DU CATALOGUE

35 • Documents sur la tragédie du peuple allemand, 1933 (20 F).

37 • Documents sur les crimes du Guépéou (Ignace Reiss et Rudolph Klement) (20 F).

38 • Documents sur la révolution espagnole (1936-1939) (20 F).

51 • "Teamsters rebellion", 1934. La grève des camionneurs à Mineapolis (30 F).

54 • Documents sur le mouvement révolutionnaire en Chine (première partie) (20 F).

55 • Documents sur le mouvement révolutionnaire en Chine (deuxième partie) (20 F).

57 • "*La nouvelle politique économique des soviets et la révolution mondiale*" (Léon Trotsky) (20 F).

58 • "*Vers le capitalisme ou vers le socialisme*" (août 1926, Léon Trotsky) (20 F).

59 • Problèmes de la révolution allemande, 1929-1931 (Léon Trotsky) (20 F).

79 • Documents sur la révolution italienne et la IV<sup>e</sup> Internationale (25 F).

80 • Documents sur l'Opposition de gauche et la IV<sup>e</sup> Internationale en Italie (25 F).

81 • Documents sur les rapports entre CGT et PS (SFIO), 1907-1914.

82 et 83 • Documents sur les premières années du combat pour un parti ouvrier aux Etats-Unis (1875-1900) (25 F).

84 • La révolution russe et la CGT. Documents (1917-1918 et 1919) (25 F).

85 • Documents de la IV<sup>e</sup> Internationale sur la Yougoslavie (1948-1950) (25 F).

86 • *Le Livre rouge sur le procès de Moscou* (L. Sedov), 1936 (25 F).

87 • Angleterre : la grève des dockers, 1945 (25 F).

88 • L'époque du produire d'abord. Documents France (1945-1947) (25 F).



**Nous invitons tous ceux qui possèdent des archives d'un courant, d'un mouvement, d'un militant ou de militants de toutes tendances à les confier au CERMTRI.**

**Les n<sup>os</sup> 1 et 2  
des Cahiers  
du mouvement ouvrier  
sont toujours disponibles**

**Cahiers  
du mouvement  
ouvrier**



**C.E.R.M.T.R.I.**  
Centre d'Etudes et de Recherches  
sur les Mouvements Trotskyste  
et Révolutionnaires Internationaux

**N° 1 - AVRIL 1998**

## AU SOMMAIRE DU N° 1

- Pourquoi les *Cahiers du mouvement ouvrier* ? ..... p. 5  
(Jean-Jacques Marie)
  
- Du bon usage des archives : comment les archives  
révèlent ce qu'on leur demande ..... p. 9  
(Jean-Jacques Marie)
  
- La Grande Terreur : trois plénums  
du comité central du Parti bolchevique russe  
(décembre 1936, février-mars 1937, juin 1937) ..... p. 23  
(Vadim Rogovine)
  
- Pages de la Terreur ..... p. 61
  
- Lutte contre le fascisme  
et front unique en Allemagne en 1933-1934 ..... p. 69
  
- Autour du procès du POUM (11 au 22 octobre 1938) ..... p. 81  
(Olivier Simon)
  
- A propos d'Artur London ..... p. 95  
(Jean-Jacques Marie)
  
- La Terreur blanche  
(extrait de *Souvenirs d'une révolutionnaire*,  
d'Irina Kachovskaia, socialiste-révolutionnaire de gauche) ..... p. 101
  
- Pages oubliées : Friedrich Adler ..... p. 109
  
- Chronique des falsifications ..... p. 115  
(Jean-Jacques Marie)
  
- Bribes d'histoire ..... p. 131
  
- Fonds d'archives ..... p. 139  
— Le dossier Sedov du fonds Trotsky aux archives de Moscou ;  
— L'organisation de la chasse aux opposants ;  
— La provocation comme moyen de lutte contre l'opposition :  
l'exemple de Nicolas Mouralov.
  
- Un livre utile : *Chronique d'une déraison (Moscou, 1937-1938)*  
(Ioulia Piatnitskaia) ..... p. 151

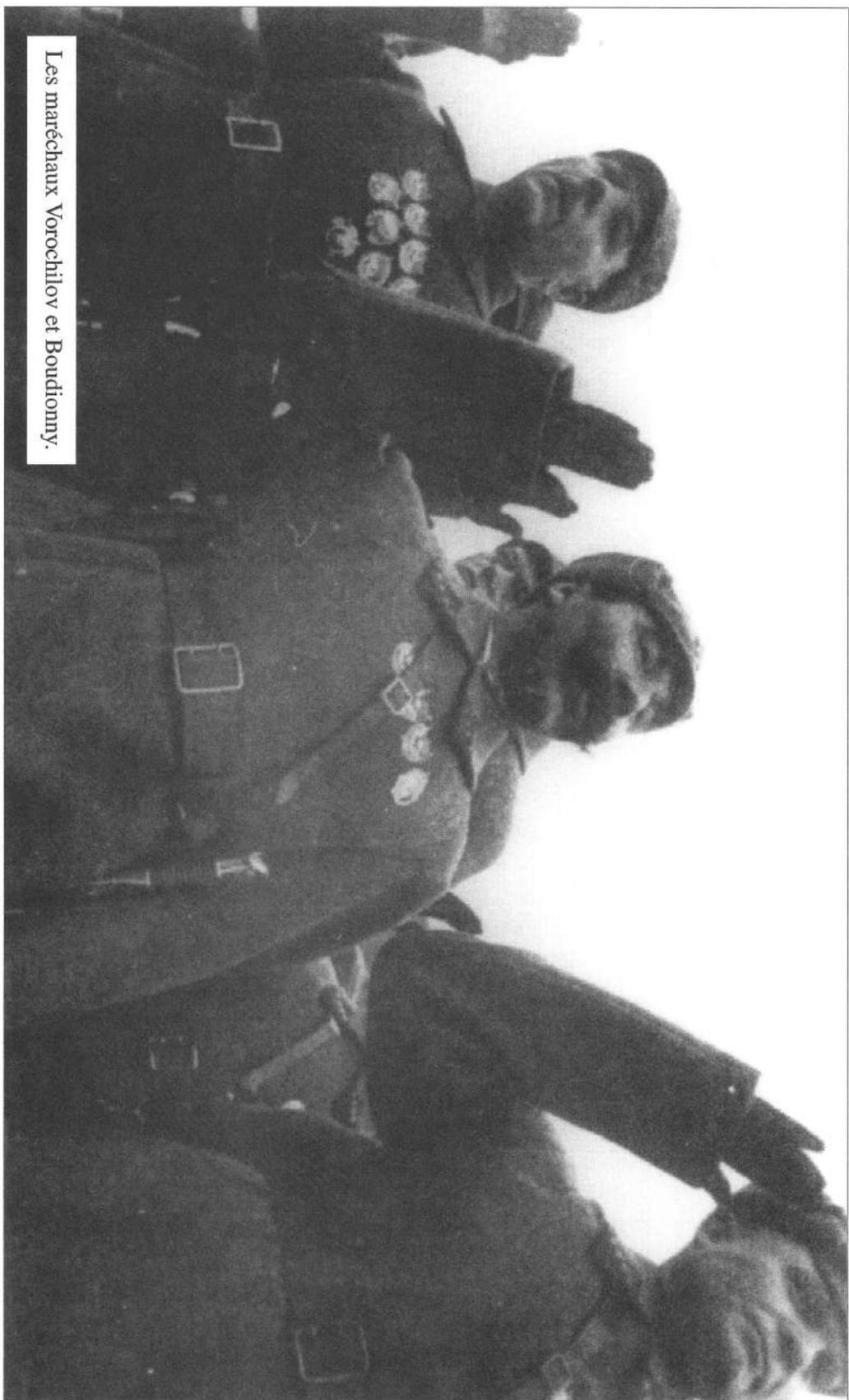
## AU SOMMAIRE DU N° 2

- **Présentation** ..... p. 5
  
- **La Grande Terreur**  
(Vadim Rogovine)
  - **Le plénum du comité central  
du Parti communiste russe de janvier 1938** ..... p. 11
  - **L'affaire Postychev** ..... p. 15
  - **Le bilan des répressions staliniennes** ..... p. 19
  
- **Un élément nouveau sur l'assassinat de Trotsky** ..... p. 27  
(Mark Goloviznine)
  
- **Les liens de l'Opposition de gauche** ..... p. 31  
(Mark Goloviznine)
  
- **Lutte de classes et Goulag** ..... p. 35  
(Jean-Jacques Marie)
  
- **Trois militants russes :**  
**Avenir Nozdrine, Vladimir Smirnov et Eva Broïdo** ..... p. 39
  
- **Une grève de la faim des trotskystes à Vorkouta** ..... p. 55
  
- **Un bloc pour renverser Staline** ..... p. 67
  
- **Documents**
  - **Une page d'histoire des trotskystes vietnamiens** ..... p. 74
  - **Marceau Pivert : "Et pourtant, elle tourne"** ..... p. 76
  - **Juin 36 et la censure** ..... p. 79
  - **Un document "confidentiel"** ..... p. 82
  
- **Bribes d'histoire**
  - **Un tract du groupe espagnol  
de la IV<sup>e</sup> Internationale au Mexique  
sur l'assassinat d'Ehrlich et Alter** ..... p. 84
  - **A propos de Zimmerwald (1915)** ..... p. 87
  - **En 1930, un paysan pauvre  
dénonce la collectivisation stalinienne** ..... p. 95

• Pages oubliées :	
— Friedrich Adler : pourquoi j'ai tué le comte Stürgkh .....	p. 98
— Le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire et l'affaire Dreyfus .....	p. 104
• Chronique des falsifications (Jean-Jacques Marie)	
— Un auteur du <i>Livre noir du communisme</i> dans ses œuvres .....	p. 108
— Qui a tué Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg ? .....	p. 110
— Léon Feuchtwanger et <i>Moscou 1937</i> .....	p. 114
— Karel Bartosek et le complot sioniste de 1952 .....	p. 118
— Un jeu impudique avec les chiffres .....	p. 121
• Une correspondance de Lise London .....	p. 125
• Lettre de lecteur : un historien engagé .....	p. 127
• Qu'est-ce que la " <i>plate-forme de Rioutine</i> " ? .....	p. 129
• Le sort d'Edmondo Peluso .....	p. 131
• Éléments chronologiques .....	p. 135
• Présentation : deux documents publiés par le CERMTRI :	
— Le parti ouvrier aux Etats-Unis .....	p. 147
— La révolution espagnole .....	p. 149

## Dans les deux prochains numéros

- Christianisme social et nazisme : un texte de l'école d'Uriage de l'automne 1945.
- John Mac Nair : George Orwell dans la révolution espagnole.
- Les militants anarchistes de la CNT-FAI dans la révolution espagnole.
- Le testament politique de Maria Spiridonova, la dirigeante du Parti des socialistes-révolutionnaires de gauche : sa déclaration au NKVD de 1937.
- Tracts des bolcheviks-léninistes ("trotskystes") russes distribués dans des usines d'URSS en 1929.
- Procès-verbaux d'interrogatoires de Nicolas Mouralov, ancien dirigeant de l'Opposition de gauche, condamné à mort lors du deuxième procès de Moscou.
- Le texte complet de la déclaration du comité central du PC italien proposant, le 1<sup>er</sup> août 1936, l'unité aux "*jeunes fascistes*" et aux "*fascistes de la vieille garde*" pour réaliser le "*programme fasciste de 1919*".
- L'Antonovchtchina, ou la révolte paysanne de Tambov (1920-1921) : textes des insurgés, tracts bolcheviques.
- Voyage dans les archives du secrétariat du comité central du Parti communiste russe.



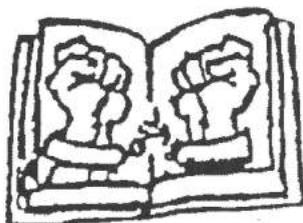
Les maréchaux Voroichilov et Boudionny.

# C.E.R.M.T.R.I.

**Centre d'Etudes et de Recherches  
sur les Mouvements Trotskyste et  
Révolutionnaires Internationaux**

28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris  
Tél. : 01.44.83.00.00.

Ouvert les lundis, mercredis et vendredis de 13 h 30 à 18 heures.



Les *Cahiers* du CERMTRI peuvent être commandés au CERMTRI au prix de 25 F le numéro + 10 F de frais d'envoi pour un ou deux *Cahiers*, + 20 F pour un envoi regroupant plus de deux *Cahiers* (chèque à l'ordre du CERMTRI).

**Liste complète des *Cahiers* du CERMTRI disponibles sur demande**



***Cahiers du mouvement ouvrier***

(volume de 160 pages)

Prix du numéro : **50 francs**

Abonnement annuel (quatre numéros) : **180 francs**

**Nom, prénom :** .....

**Adresse :** .....

.....

Abonnement d'un an :

à partir du n° 1     à partir du n° 2     à partir du n° 3

Commande du n° 1 :       Commande du n° 2 :

Commande du n° 3 :

**Chèques à l'ordre du CERMTRI**

(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)

**A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris**





**PRIX : 50 F**